

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES FINANCES

F. 97 — 2560

[S - C - 97/03559]

17 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté royal rendant le régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 applicable au personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, notamment l'article 1^{er}, modifié par les arrêtés royaux des 10 juin 1985 et 5 juillet 1990;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, tel qu'il était libellé avant son abrogation partielle par le décret de la Région wallonne du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu le décret de la Communauté française du 15 octobre 1991 relatif au régime de pensions des membres du personnel de certains établissements ou entreprises de la Communauté française, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 14 mai 1997 autorisant le Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées à participer au régime de pensions instauré par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit;

Sur la proposition de Notre Ministre des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le régime de pensions instauré par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit, est applicable aux membres du personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Art. 3. Notre Ministre des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 97 — 2560

[S - C - 97/03559]

17 SEPTEMBER 1997. — Koninklijk besluit waarbij de pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 toepasselijk wordt verklaard op het personeel van het "Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées" (Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 10 juni 1985 en 5 juli 1990;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, zoals dit luidde vóór het gedeeltelijk werd opgeheven door het decreet van het Waalse Gewest van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 betreffende de pensioenregeling van de personeelsleden van sommige instellingen of ondernemingen van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 mei 1997 waarbij het "Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées" (Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces) ertoe gemachtigd wordt de pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, op zijn personeel toepasselijk te maken;

Op de voordracht van Onze Minister van Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden is van toepassing op de personeelsleden van het "Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées" (Gemeenschapsfonds voor de sociale integratie van de gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces).

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Art. 3. Onze Minister van Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,
COLLA

F. 97 — 2561

[C - 97/03603]

11 OCTOBRE 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 31 octobre 1991 relatif au prospectus à publier en cas d'émission publique de titres et valeurs

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, notamment l'article 29bis y inséré par la loi du 9 mars 1989;

Vu l'avis de la Commission bancaire et financière;

N. 97 — 2561

[C - 97/3603]

11 OKTOBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 oktober 1991 over het prospectus dat moet worden gepubliceerd bij openbare uitgifte van effecten en waarden

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten, inzonderheid op artikel 29bis, ingevoegd door de wet van 9 maart 1989;

Gelet op het advies van de Commissie voor het Bank- en Financie-
wezen;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de lever d'urgence toute ambiguïté concernant la réglementation, afin de soumettre sans équivoque le second marché et le nouveau marché de la Bourse de valeurs mobilières de Bruxelles aux dispositions de l'arrêté royal du 31 octobre 1991;

Considérant qu'en cas de demande d'admission à la négociation sur un marché secondaire belge accessible au public, autre que le premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, d'instruments financiers déjà admis à la négociation sur un marché étranger, de fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, il convient de préciser les exigences relatives à l'information du public et aux compétences de la Commission bancaire et financière en la matière; que cette précision doit être faite d'urgence, afin de mettre fin aux difficultés d'interprétation des textes réglementaires actuellement en vigueur et, partant, à une insécurité juridique qui est de nature à compromettre le rôle de Bruxelles comme centre financier international;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er}, 2°, a) de l'arrêté royal du 31 octobre 1991 relatif au prospectus à publier en cas d'émission publique de titres et valeurs, est remplacé par la disposition suivante :

« a) des inscriptions au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières belge visées par l'arrêté royal du 18 septembre 1990 relatif au prospectus à publier pour l'inscription de valeurs mobilières au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières; ».

Art. 2. A l'article 8, 1° du même arrêté :

1° les mots "d'une demande d'admission à la cote d'une bourse de valeurs mobilières belge" sont remplacés par les mots "d'une demande d'inscription au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières belge";

2° les mots "pour l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de fonds publics et de change du Royaume" sont remplacés par les mots "pour l'inscription de valeurs mobilières au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières".

Art. 3. L'article 10 du même arrêté est complété par les alinéas suivants :

« La Commission bancaire et financière peut également accorder une dispense partielle ou totale de l'obligation de publier le prospectus en cas d'admission d'instruments financiers à la négociation sur un marché secondaire belge accessible au public, autre que le premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, à condition que ces instruments financiers soient déjà admis à la négociation sur un marché étranger, de fonctionnement régulier, reconnu et ouvert au public, depuis un an au moins avant la date de la demande d'admission à la négociation au marché belge concerné et pour autant que ces instruments financiers ne fassent pas en même temps l'objet d'une autre opération dont la Commission bancaire et financière doit également être avisée aux termes de l'article 26 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs. A la demande du marché secondaire belge concerné, la Commission bancaire et financière peut également accorder une telle dispense partielle ou totale lorsque les instruments financiers concernés sont admis depuis moins d'un an à la négociation sur le marché étranger.

La Commission bancaire et financière ne peut accorder une dispense partielle ou totale de l'obligation de publier un prospectus dans le cas visé à l'alinéa 2 que lorsque :

1° les obligations en matière d'information et d'admission qui sont imposées aux émetteurs sur le marché étranger sur lequel les instruments financiers sont admis à la négociation, sont équivalentes à celles qui sont applicables sur le marché secondaire belge;

2° les autorités compétentes étrangères de l'Etat ou des Etats où les instruments financiers sont admis à la négociation sur un marché ont, à la satisfaction de la Commission bancaire et financière, confirmé que l'émetteur respecte toutes les obligations qui lui incombent en matière

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk een ambiguïteit in de regelgeving moet worden opgeheven, teneinde op ondubbelzinnige wijze de tweede markt en de nieuwe markt van de Brusselse Effectenbeurs te onderwerpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 31 oktober 1991;

Overwegende dat bij verzoek om toelating van financiële instrumenten die reeds tot de verhandeling op een buitenlandse regelmatig werkende, erkende en voor het publiek toegankelijke markt zijn toegelaten, tot de verhandeling op een voor het publiek toegankelijke Belgische secundaire markt die niet de eerste markt van een effectenbeurs is, de vereisten inzake de informatieverstrekking aan het publiek en de desbetreffende bevoegdheden van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, nauwkeuriger moeten worden omschreven; dat die nauwkeuriger omschrijving dringend is, om een einde te maken aan de interpretatieproblemen met de thans geldende reglementaire teksten en derhalve ook aan een rechtsonzekerheid die de rol van Brussel als internationaal financieel centrum in het gedrang kan brengen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1, 2°, a) van het koninklijk besluit van 31 oktober 1991 over het prospectus dat moet worden gepubliceerd bij openbare uitgifte van effecten en waarden, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« a) de opnemingen in de eerste markt van een belgische effectenbeurs, beoogd door het koninklijk besluit van 18 september 1990 over het prospectus dat moet worden gepubliceerd voor de opneming van effecten in de eerste markt van een effectenbeurs; ».

Art. 2. In artikel 8, 1° van hetzelfde besluit :

1° worden de woorden "een aanvraag wordt ingediend voor toelating tot de notering aan een belgische effectenbeurs" vervangen door de woorden "een aanvraag wordt ingediend tot opneming in de eerste markt van een Belgische effectenbeurs";

2° worden de woorden "voor de toelating van effecten tot de officiële notering aan een openbare fondsen- en wisselbeurs van het Rijk" vervangen door de woorden "voor de opneming van effecten in de eerste markt van een effectenbeurs".

Art. 3. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende leden :

« De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan eveneens een gedeeltelijke of volledige ontheffing verlenen van de verplichting tot het publiceren van een prospectus bij toelating van financiële instrumenten tot de verhandeling op een voor het publiek toegankelijke Belgische secundaire markt die niet de eerste markt van een effectenbeurs is, op voorwaarde dat die financiële instrumenten reeds zijn toegelaten tot de verhandeling op een buitenlandse regelmatig werkende, erkende en voor het publiek toegankelijke markt sedert minstens één jaar vóór de datum van het verzoek tot toelating op de betrokken Belgische markt en voor zover met betrekking tot die financiële instrumenten geen andere verrichting wordt uitgevoerd waarvan eveneens kennis moet worden gegeven aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen conform artikel 26 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten. Op verzoek van de betrokken Belgische secundaire markt, kan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen zo'n gedeeltelijke of volledige ontheffing ook verlenen wanneer de betrokken financiële instrumenten sinds minder dan een jaar zijn toegelaten tot de verhandeling op de buitenlandse markt.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan in het geval als bedoeld in het tweede lid slechts een gedeeltelijke of volledige ontheffing verlenen van de verplichting tot het publiceren van een prospectus wanneer :

1° de verplichtingen inzake informatieverstrekking en toelating die gelden voor de uitgevende instellingen op de buitenlandse markt waarop de financiële instrumenten tot de verhandeling zijn toegelaten, gelijkwaardig zijn met de geldende verplichtingen op de Belgische secundaire markt;

2° de bevoegde buitenlandse autoriteiten van de Staat of de Staten waar de financiële instrumenten tot de verhandeling op een markt zijn toegelaten, volgens de Commissie voor het Bank- en Financieuzen genoegzaam hebben bevestigd dat de uitgevende instelling voldoet aan

d'information et d'admission à la négociation;

3° l'ensemble des informations suivantes est transmis au préalable à la Commission bancaire et financière :

a) les derniers comptes consolidés contrôlés et, à défaut, les derniers comptes annuels contrôlés et les divers rapports et commentaires qui les accompagnent;

b) s'il a déjà été publié, le dernier rapport semestriel ou trimestriel pour l'exercice en cours;

c) tout prospectus ou document équivalent publié par l'émetteur dans les douze mois précédant la demande d'admission à la négociation en Belgique;

d) un document contenant les renseignements suivants lorsqu'ils ne figurent pas dans les documents visés aux points a), b) et c) :

— la déclaration que l'admission à la négociation sur un marché secondaire belge accessible au public, autre que le premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, a été demandée;

— la mention du marché secondaire sur lequel l'admission a été demandée;

— la nature, le nombre, la catégorie des instruments financiers dont l'admission est demandée et la description succincte des droits qui y sont attachés;

— dans la mesure où elle est connue, la situation actuelle de l'actionariat de l'émetteur;

— le cas échéant, l'indication des règles applicables en matière de détention de participations importantes;

— la composition des organes d'administration, de direction et de surveillance de la société et les fonctions exercées par chacun des membres;

— une description succincte de l'évolution du cours des instruments financiers sur le marché étranger au cours de la dernière année;

— les renseignements destinés spécifiquement au marché et concernant en particulier le régime fiscal des revenus, les organismes financiers qui assurent le service financier et, le cas échéant, ceux qui interviennent en diverses qualités lors de l'admission ou ultérieurement ainsi que le mode de publication des avis destinés au public;

— l'attestation des personnes qui assument la responsabilité des renseignements fournis, certifiant que ces données sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omissions de nature à altérer la portée du document;

— les modifications ou évolutions significatives récentes;

4° l'ensemble des documents visés sous 3° est rendu public en Belgique selon les modalités prévues aux articles 11 et 12 du présent arrêté.

Les alinéas 2 et 3 ne sont pas applicables à la demande d'admission à la négociation sur un marché secondaire belge accessible au public, autre que le premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, d'instruments financiers d'émetteurs dont le siège social est établi en Belgique. Cette exclusion ne s'applique pas aux émetteurs belges dont les instruments financiers étaient déjà admis à la négociation sur un marché réglementé étranger à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 octobre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

alle verplichtingen die haar worden opgelegd inzake informatieverstrekking en toelating tot de verhandeling;

3° alle volgende stukken op voorhand worden voorgelegd aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen :

a) de laatste gecontroleerde geconsolideerde jaarrekening en, zo er geen is, de laatste gecontroleerde jaarrekening en alle bijbehorende verslagen en toelichtingen;

b) het laatste halfjaarlijks of kwartaalverslag over het lopende boekjaar als dit reeds openbaar gemaakt is;

c) alle prospectussen of gelijkwaardige stukken die door de uitgevende instelling zijn gepubliceerd in de twaalf maanden vóór het verzoek om toelating tot de verhandeling in België;

d) een stuk met de volgende inlichtingen indien die niet zijn opgenomen in de stukken bedoeld in de punten a), b) en c) :

— de verklaring waaruit blijkt dat de toelating is gevraagd tot de verhandeling op een voor het publiek toegankelijke Belgische secundaire markt die niet de eerste markt van een effectenbeurs is;

— de vermelding van de secundaire markt waarvoor de toelating is gevraagd;

— de aard, het aantal en de categorie van de financiële instrumenten waarvoor de toelating wordt gevraagd en de beknopte beschrijving van de eraan verbonden rechten;

— de huidige situatie van de aandeelhouderskring van de uitgevende instelling, voor zover bekend;

— in voorkomend geval, de opgave van de geldende regels voor het bezit van belangrijke deelnemingen;

— de samenstelling van de bestuurs-, leidinggevende en toezicht houdende organen van de vennootschap en de door de individuele leden daarvan uitgeoefende functies;

— een beknopte beschrijving van het koersverloop van de financiële instrumenten op de buitenlandse markt tijdens het voorbije jaar;

— de specifiek voor de markt bestemde inlichtingen en meer bepaald over het fiscale stelsel voor de inkomsten, de financiële instellingen die de financiële dienst waarnemen en, in voorkomend geval, de financiële instellingen die in verschillende hoedanigheden optreden bij de toelating of naderhand, alsook de wijze van bekendmaking van berichten voor het publiek;

— de verklaring van de personen die verantwoordelijk zijn voor de verstekte informatie dat deze informatie in overeenstemming is met de feiten en dat geen gegevens zijn weggelaten waarvan de vermelding de strekking van het stuk zou wijzigen;

— de relevante recente wijzigingen of ontwikkelingen;

4° alle sub 3° bedoelde stukken worden in België openbaar gemaakt overeenkomstig de regels vastgelegd in de artikelen 11 en 12 van dit besluit.

Het tweede en derde lid zijn niet van toepassing op aanvragen van uitgevende instellingen met maatschappelijke zetel in België om toelating van hun financiële instrumenten tot de verhandeling op een voor het publiek toegankelijke Belgische secundaire markt die niet de eerste markt van een effectenbeurs is. Die uitsluiting geldt niet voor de Belgische uitgevende instellingen waarvan de financiële instrumenten op het ogenblik dat dit besluit in werking treedt reeds zijn toegelaten tot de verhandeling op een buitenlandse markt. ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 oktober 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 2562

[S - C - 97/22692]

8 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 octobre 1974 portant règlement général en matière de minimum de moyens d'existence

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence, notamment l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 30 octobre 1974 portant règlement général en matière de minimum de moyens d'existence, notamment l'article 26, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 16 octobre 1991;

Considérant que l'article 26, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 octobre 1974 portant règlement général en matière de minimum de moyens d'existence dispose qu'est considéré comme ayant sa résidence effective en Belgique au sens de la loi, « celui qui séjourne habituellement et en permanence sur le territoire du Royaume », le présent arrêté a pour objet de préciser cette disposition en ce sens que celui qui « ne dispose pas d'un logement » ou qui « n'est pas inscrit dans les registres de population » est susceptible de satisfaire à la condition susvisée. Le but poursuivi est de mettre fin, en apportant cette précision, à l'interprétation de certains centres publics d'aide sociale, suivant laquelle la possession d'une résidence permanente est une condition pour pouvoir bénéficier du minimum de moyens d'existence;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 26, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 octobre 1974 portant règlement général en matière de minimum de moyens d'existence, tel que remplacé par l'arrêté royal du 16 octobre 1991 est remplacé par la disposition suivante :

« Est considéré comme ayant sa résidence effective en Belgique au sens de la loi, celui qui séjourne habituellement et en permanence sur le territoire du Royaume, même s'il ne dispose pas d'un logement ou s'il n'est pas inscrit dans les registres de la population visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité; et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. »

Art. 2. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 2562

[S - C - 97/22692]

8 SEPTEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1974 houdende algemeen reglement betreffende het bestaansminimum

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum, inzonderheid op artikel 1, § 1, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 oktober 1974 houdende algemeen reglement betreffende het bestaansminimum, inzonderheid op artikel 26, eerste lid, vervangen door het koninklijk besluit van 16 oktober 1991;

Overwegende dat artikel 26, eerste lid, van het koninklijk besluit van 30 oktober 1974 houdende algemeen reglement betreffende het bestaansminimum bepaalt dat geacht wordt zijn werkelijke verblijfplaats in België te hebben, in de zin van de genoemde wet, « degene die gewoonlijk en bestendig op het grondgebied van het Koninkrijk verblijft », strekt onderhavig besluit ertoe die bepaling te preciseren in die zin dat ook degene die « niet over een woonst beschikt of niet is ingeschreven in de bevolkingsregisters », aan de bedoelde voorwaarde kan voldoen. Het is de bedoeling met die precisering een einde te stellen aan de interpretatie van sommige openbare centra voor maatschappelijk welzijn, volgens welke het hebben van een vaste verblijfplaats een voorwaarde is om gerechtigd te zijn op het bestaansminimum;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en van Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 26, eerste lid, van het koninklijk besluit van 30 oktober 1974 houdende algemeen reglement betreffende het bestaansminimum, zoals vervangen door het koninklijk besluit van 16 oktober 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wordt geacht zijn werkelijke verblijfplaats in België te hebben in de zin van de wet, degene die gewoonlijk en bestendig op het grondgebied van het Koninkrijk verblijft, zelfs als hij niet over een woonst beschikt of niet is ingeschreven in de bevolkingsregisters bedoeld in artikel 1, eerste lid, 1^o, van de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen. »

Art. 2. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 2563

[C - 97/12428]

10 JUIN 1997. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 11 mai 1995, conclue au sein de la Commission paritaire de la construction, relative à la promotion de l'emploi en 1995 et 1996 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire de la construction;
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 11 mai 1995, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de la construction, relative à la promotion de l'emploi en 1995 et 1996.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

—

Annexe

Commission paritaire de la construction

Convention collective de travail du 11 mai 1995

Promotion de l'emploi et du travail en 1995 et 1996
(Convention enregistrée le 27 juin 1995
sous le numéro 38166/CO/124)

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail est conclue en exécution des titres I et II de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi (*Moniteur belge* du 22 avril 1995) et de la convention collective de travail n° 60 du 20 décembre 1994 déterminant les objectifs et la procédure de conclusion de conventions collective de travail portant sur la promotion de l'emploi, en exécution de l'accord interprofessionnel du 7 décembre 1994 rendue obligatoire par arrêté royal du 27 janvier 1995 (*Moniteur belge* du 15 mars 1995).

Pour ce qui concerne les dispositions de son chapitre IV, la présente convention est également conclue en exécution des dispositions de la loi du 17 mars 1987 relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises et de la convention collective de travail n° 42 du 2 juin 1987, relatives à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises rendue obligatoire par arrêté royal du 18 juin 1987 (*Moniteur belge* du 26 juin 1987).

Art. 2. La présente convention collective de travail a pour objet de déterminer les mesures de promotion de l'emploi applicables en 1995 et 1996 dans les entreprises visées à l'article 3.

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 2563

[C - 97/12428]

10 JUNI 1997. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995, gesloten in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf, betreffende de bevordering van de tewerkstelling in 1995 en 1996 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf;
Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995, gesloten in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf, betreffende de bevordering van de tewerkstelling in 1995 en 1996.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

—

Bijlage

Paritair Comité voor het bouwbedrijf

Collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995

Bevordering van de tewerkstelling in 1995 en 1996
(Overeenkomst geregistreerd op 27 juni 1995
onder het nummer 38166/CO/124)

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van de titels I en II van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling (*Belgisch Staatsblad* van 22 april 1995) en van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 60 van 20 december 1994 tot bepaling van de doelstellingen en de procedure voor het sluiten van collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de bevordering van de werkgelegenheid, ter uitvoering van het centraal akkoord van 7 december 1994 algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 27 januari 1995 (*Belgisch Staatsblad* van 15 maart 1995).

Wat de bepalingen van hoofdstuk IV betreft, is deze overeenkomst eveneens gesloten in uitvoering van de bepalingen van de wet van 17 maart 1987 betreffende de invoering van nieuwe arbeidsregelingen in de ondernemingen (*Belgisch Staatsblad* van 12 juni 1987) en van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 42 van 2 juni 1987, betreffende de invoering van nieuwe arbeidsregelingen in de ondernemingen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 18 juni 1987 (*Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1987).

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft tot doel de tewerkstellingsbevorderende maatregelen te bepalen die in 1995 en 1996 toepasbaar zijn in de artikel 3 bedoelde ondernemingen.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Art. 3. La présente convention est applicable aux employeurs et aux ouvriers des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire de la construction. Par ouvriers, on entend les ouvriers et les ouvrières.

Art. 4. Le champ d'application de chacune des mesures de promotion de l'emploi déterminées par la présente convention est précisé de manière distincte dans chacun des quatre chapitres portant détermination de mesures de promotion de l'emploi (chapitres II à V inclus).

CHAPITRE II

De la prépension conventionnelle à un âge inférieur à 58 ans

Section 1. — Champ d'application

Art. 5. Le présent chapitre est applicable aux entreprises visées à l'article 3 de la présente convention.

Art. 6. Le présent chapitre détermine les conditions et modalités d'octroi du régime de la prépension conventionnelle à un âge inférieur à 58 ans, aux ouvriers qui, alors qu'ils sont occupés au travail dans les entreprises visées à l'article 3 sont licenciés par leur employeur, sauf dans le cas du licenciement pour motif grave.

Le conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence des ouvriers de la construction détermine les cas dans lesquels la suspension de l'exécution du contrat de travail peut être assimilée à une occupation au travail, pour l'application de l'alinéa 1^{er}.

Section 2. — La prépension conventionnelle à partir de l'âge de 55 ans

Art. 7. Les ouvriers visés à l'article 6 bénéficient de la prépension à 55 ans pour autant qu'ils satisfassent à toutes les conditions suivantes :

- avoir fourni à l'employeur un avis du médecin du travail attestant de l'inaptitude à la poursuite de leur activité professionnelle;
- avoir atteint l'âge de 55 ans au moment de la fin du contrat de travail;
- pouvoir justifier, au moment de la fin du contrat de travail :
 - d'au moins 33 années de carrière professionnelle en tant que travailleurs salariés;
 - d'au moins 10 années de carrière professionnelle dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la Commission paritaire de la construction;
 - avoir obtenu au moins 5 cartes de légitimation "ayant droit" au cours des 10 dernières années précédant la fin du contrat de travail ou 7 cartes au cours des 15 dernières années; les cartes de légitimation par assimilation ne peuvent pas être prises en considération;
 - pouvoir prétendre au bénéfice des allocations de chômage, conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière;
 - cesser toute activité non autorisée par la réglementation applicable en la matière.

Section 3. — La prépension conventionnelle à partir de l'âge de 56 ans

Art. 8. A partir du 1^{er} octobre 1995, les ouvriers visés à l'article 6 bénéficient de la prépension à 56 ans pour autant qu'ils satisfassent à toutes les conditions suivantes :

- avoir atteint au moins l'âge de 56 ans au moment de la fin du contrat de travail; le contrat de travail ne peut prendre fin avant le 1^{er} octobre 1995;
- pouvoir justifier, au moment de la fin du contrat de travail, d'au moins 33 années de carrière professionnelle en tant que travailleurs salariés;
- avoir obtenu au moins 15 cartes de légitimation "ayant droit", dont au cours des 10 dernières années précédant la fin du contrat de travail, ou 7 au cours des 15 dernières années;
- pouvoir prétendre au bénéfice des allocations de chômage, conformément aux dispositions réglementaires applicables en la matière;
- cesser toute activité non autorisée par la réglementation applicable en la matière.

Art. 3. Deze overeenkomst is toepasselijk op de werkgevers en arbeiders van de ondernemingen die behoren tot het Paritair Comité voor het bouwbedrijf. Onder arbeiders verstaat men arbeiders en arbeidsters.

Art. 4. Het toepassingsgebied van elke bij deze overeenkomst bepaalde tewerkstellingsbevorderende maatregel is in elke van de vier hoofdstukken houdende bepaling van de maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling, afzonderlijk gepreciseerd (hoofdstukken II tot V inbegrepen).

HOOFDSTUK II

Het conventioneel brugpensioen op een lagere leeftijd dan 58 jaar

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 5. Dit hoofdstuk is van toepassing op de ondernemingen bedoeld in artikel 3 van deze overeenkomst.

Art. 6. Dit hoofdstuk bepaalt de toekenningsvoorwaarden en -modaliteiten van de regeling van het conventioneel brugpensioen op een lagere leeftijd dan 58 jaar voor de arbeiders die tewerkgesteld zijn in de ondernemingen bedoeld in artikel 3 en die ontslagen worden door hun werkgever, behalve in het geval van ontslag om dringende reden.

De raad van bestuur van het Fonds voor bestaanszekerheid van de werklieden uit het bouwbedrijf bepaalt de gevallen waarin voor de toepassing van eerste lid, de schorsing van de arbeidsovereenkomst gelijkgesteld kan worden met een tewerkstelling.

Afdeling 2. — Het conventioneel brugpensioen vanaf 55 jaar

Art. 7. De in artikel 6 bedoelde arbeiders genieten brugpensioen op 55 jaar voorzover ze aan alle volgende voorwaarden voldoen :

- aan hun werkgever een attest van de arbeidsgeneesheer hebben overgemaakt dat de ongeschiktheid tot verderzetting van hun beroepsactiviteit bevestigt;
- ten minste de leeftijd van 55 jaar hebben bereikt op het ogenblik van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst;
- op het einde van de arbeidsovereenkomst volgende loopbaan kunnen bewijzen :
 - een beroepsloopbaan van minstens 33 jaar als loontrekkende werknemer;
 - een beroepsloopbaan van minstens 10 jaar in één of meerdere ondernemingen die behoren tot het Paritair Comité voor het bouwbedrijf;
 - ten minste 5 legitimatiekaarten "rechthebbende" hebben ontvangen tijdens de laatste 10 jaar voor het einde van de arbeidsovereenkomst of 7 kaarten in de loop van de laatste 15 jaar; de legitimatiekaarten door gelijkstelling mogen niet in aanmerking worden genomen;
 - aanspraak kunnen maken op het genot van werkloosheidsuitkeringen volgens de toepasselijke reglementaire bepalingen terzake;
 - elke door de terzake toepasselijke reglementering niet toegelaten activiteit stopzetten.

Afdeling 3. — Het conventioneel brugpensioen vanaf 56 jaar

Art. 8. Vanaf 1 oktober 1995, genieten de bij artikel 6 bedoelde arbeiders brugpensioen op 56 jaar voor zover ze voldoen aan alle volgende voorwaarden :

- minstens de leeftijd van 56 jaar hebben bereikt bij de beëindiging van de arbeidsovereenkomst; de arbeidsovereenkomst mag niet eindigen vóór 1 oktober 1995;
- op het moment van de beëindiging van de arbeidsovereenkomst, minstens 33 jaar beroepsloopbaan als loontrekkende werknemer kunnen bewijzen;
- ten minste 15 legitimatiekaarten "rechthebbende" hebben ontvangen waarvan 5 tijdens de laatste 10 jaar voor het einde van de arbeidsovereenkomst, of 7 gedurende de laatste 15 jaar;
- aanspraak kunnen maken op het genot van werkloosheidsuitkeringen volgens de toepasselijke reglementaire bepalingen terzake;
- elke door de terzake toepasselijke reglementering niet toegelaten activiteit stopzetten.

Section 4. — Dispositions communes

Art. 9. Le contrat de travail des ouvriers visés à l'article 6 doit prendre fin durant la période de validité de la présente convention collective de travail.

Le délai de préavis ou la période couverte par l'indemnité de congé des ouvriers visés à l'article 6, peut cependant prendre fin en dehors de la période de validité de la présente convention, pour autant que ces ouvriers aient atteint, au cours de la période de validité de la présente convention, l'âge minimum déterminé par les articles 7 et 8.

Art. 10. La carrière professionnelle en tant que travailleurs salariés est calculée conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi précitée du 3 avril 1995.

Art. 11. Les ouvriers qui accèdent au régime de la prépension en application des dispositions du présent chapitre, bénéficient d'une indemnité complémentaire, dont les montants mensuels sont identiques à ceux fixés par l'article 5 de la convention collective de travail du 11 mai 1995 relative à l'octroi à certains ouvriers âgés d'une indemnité complémentaire (prépension) à charge du Fonds de sécurité d'existence des ouvriers de la construction.

Art. 12. L'indemnité complémentaire visée à l'article 11, la cotisation patronale mensuelle compensatoire particulière visée à l'article 11 de la loi précitée du 3 avril 1995 et les cotisations capitatives en matière de prépension sont prises en charge par le Fonds de sécurité d'existence des ouvriers de la construction.

Art. 13. Les dispositions des articles 6 à 9 de la convention collective de travail précitée du 11 mai 1995 sont applicables au présent chapitre.

CHAPITRE III. — *Les plans d'entreprise bis**Section 1. — Définitions et champ d'application*

Art. 14. Durant la période d'application de la présente convention collective de travail, les entreprises visées à l'article 3 qui souhaitent adhérer aux régimes sectoriels supplétifs de redistribution du travail déterminés par la convention collective de travail du 17 mai 1994 organisant les régimes sectoriels supplétifs de redistribution du travail dans le cadre des plans d'entreprise, modifiée par la convention collective de travail du 22 septembre 1994, rendue obligatoire respectivement par les arrêtés royaux des 19 janvier 1995 et 8 novembre 1995 (*Moniteur belge* des 19 mai 1995 et 21 décembre 1995), peuvent opter pour une application de ces régimes selon les modalités déterminées par la présente convention.

Art. 15. Le présent chapitre n'est applicable aux employeurs et ouvriers visés à l'article 3, que pour autant que ces employeurs décident d'y adhérer conformément aux modalités déterminées par la section 4 du présent chapitre.

*Section 2 : Les régimes sectoriels supplétifs de redistribution du travail**Sous-section 1. — La prépension mi-temps formation*

Art. 16. Le régime de la prépension à mi-temps formation est le régime défini par l'article 4 de la convention collective de travail précitée du 17 mai 1994.

Art. 17. Les dispositions des articles 5 à 14 de la convention collective de travail précitée du 17 mai 1994 sont applicables au régime de la prépension mi-temps formation auquel les entreprises visées à l'article 3 ont adhéré en application du présent chapitre.

Sous-section 2. — Le régime de travail-formation

Art. 18. Le régime de travail-formation est le régime défini par l'article 15 de la convention collective de travail précitée du 17 mai 1994.

Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 9. De arbeidsovereenkomst van de bij artikel 6 bedoelde arbeiders moet eindigen tijdens de geldigheidsduur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De opzeggingstermijn of de door de opzeggingsvergoeding gedekte periode van de bij artikel 6 bedoelde arbeiders mag echter affopen buiten de geldigheidsperiode van deze overeenkomst voor zover deze arbeiders de bij artikel 7 en 8 bepaalde minimumleeftijd hebben bereikt tijdens de geldigheidsperiode van deze overeenkomst.

Art. 10. De beroepsloopbaan als loontrekkende werknemer wordt berekend volgens de bepalingen van artikel 10 van voormelde wet van 3 april 1995.

Art. 11. De arbeiders die in toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk tot de regeling van het brugpensioen toetreden, genieten een aanvullende vergoeding waarvan de maandelijkse bijdragen identiek zijn aan deze vastgesteld bij artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 betreffende de toekenning aan sommige bejaarde werklieden van een aanvullende vergoeding (brugpensioen) ten laste van het Fonds voor bestaanszekerheid aan de werklieden uit het bouwbedrijf.

Art. 12. De aanvullende vergoeding bedoeld in artikel 11, de bijzondere compenserende werkgeversbijdrage bedoeld in artikel 11 van de wet van 3 april 1995 en de hoofdelijke bijdragen inzake brugpensioen worden ten laste genomen door het Fonds voor bestaanszekerheid van de werklieden uit het bouwbedrijf.

Art. 13. De bepalingen van de artikelen 6 tot 9 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 zijn van toepassing op dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK III. — *De bis-bedrijfsplannen**Afdeling 1. — Definities en toepassingsgebied*

Art. 14. Gedurende de toepassingsperiode van deze collectieve arbeidsovereenkomst kunnen de in artikel 3 bedoelde ondernemingen die wensen toe te treden tot de bij collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994 tot organisatie van de suppletieve sectorale regelingen tot herverdeling van de arbeid in het kader van bedrijfsplannen, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 september 1994, respectievelijk algemeen verbindend verklaard bij de koninklijke besluiten van 19 januari 1995 en 8 november 1995 (*Belgisch Staatsblad* van 19 mei 1995 en 21 december 1995) bepaalde suppletieve sectorale regelingen voor arbeidsherverdeling opteren voor een toepassing van deze regelingen volgens de bepalingen vastgesteld door deze overeenkomst.

Art. 15. Dit hoofdstuk is slechts van toepassing op de werkgevers en arbeiders bedoeld in artikel 3 voorzover deze werkgevers beslissen ertoe toe te treden overeenkomstig de modaliteiten vastgesteld door afdeling 4 van dit hoofdstuk.

*Afdeling 2. — De suppletieve sectorale regelingen voor arbeidsherverdeling**Onderafdeling 1. — Het halftijds brugpensioen-opleiding*

Art. 16. De regeling van het halftijds brugpensioen-opleiding is de regeling vastgesteld bij artikel 4 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994.

Art. 17. De bepalingen van de artikelen 5 tot 14 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994 zijn van toepassing op de regeling halftijds brugpensioen-opleiding waartoe de bij artikel 3 bedoelde ondernemingen zijn toetreden in toepassing van dit hoofdstuk.

Onderafdeling 2. — De regeling arbeid-opleiding

Art. 18. De regeling arbeid-opleiding is de regeling vastgesteld bij artikel 15 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994.

Art. 19. Les dispositions des articles 16 à 21 de la convention collective de travail précitée du 17 mai 1994 sont applicables au régime de travail-formation auquel les entreprises visées à l'article 3 ont adhéré en application du présent chapitre.

Section 3. — Les avantages sectoriels liés à l'application des régimes supplétifs de redistribution du travail

Art. 20. Les dispositions des articles 22 à 28 de la convention collective de travail précitée du 17 mai 1994 sont applicables aux entreprises visées à l'article 3 de la présente convention qui ont adhéré aux régimes sectoriels supplétifs de redistribution du travail en application du présent chapitre.

Pour l'application du présent chapitre, la référence à "l'article 36 de l'arrêté royal du 24 décembre 1993" mentionnée dans les articles 22, 23 et 24 de la présente convention collective de travail précitée du 17 mai 1994, est remplacée par la référence à "l'article 2 de la loi précitée du 3 avril 1995 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi".

Section 4. — Procédure d'adhésion

Art. 21. Les entreprises qui désirent adhérer aux régimes sectoriels supplétifs organisés par le présent chapitre ou à l'un de ces régimes, utilisent un des formulaires d'adhésion dont les modèles sont joints en annexe à la présente convention.

Les entreprises qui occupent au moins 50 travailleurs déclarés à l'Office national de sécurité sociale au 30 juin 1994 et qui n'ont pas de délégation syndicale utilisent le formulaire d'adhésion intitulé "Acte d'adhésion à la convention collective de travail du 11 mai 1995 relative à la promotion de l'emploi en 1995 et 1996" (modèle A bis - Régime des plans d'entreprise bis).

Les autres entreprises utilisent le formulaire d'adhésion intitulé "Convention collective d'adhésion à la convention collective de travail du 11 mai 1995 relative à la promotion de l'emploi en 1995 et 1996" (modèle B bis - Régime des plans d'entreprise bis).

Art. 22. Pour les entreprises visées à l'article 21, alinéa 2, l'employeur communique à chacun de ses ouvriers une copie du formulaire d'adhésion (modèle A bis) dûment complété, ainsi qu'une copie du chapitre II de la convention collective de travail précitée du 17 mai 1994.

Cette communication peut se faire en même temps que la communication visée à l'article 16 de la convention collective de travail précitée du 17 mai 1994.

Pendant 8 jours à dater de cette communication, l'employeur tient à la disposition des ouvriers un registre où ceux-ci peuvent consigner leurs observations.

Pendant ce même délai de 8 jours, l'ouvrier ou son représentant peut également communiquer les observations au chef de district de l'Inspection des lois sociales du lieu d'établissement de l'entreprise. Le nom de l'ouvrier ne peut être ni communiqué, ni divulgué.

Art. 23. Au terme du délai de 8 jours fixé par l'article 22, l'employeur :

- signe l'acte d'adhésion (modèle *Abis*);
- dépose cet acte d'adhésion ainsi que le registre d'observation visé à l'article 22 au greffe du Service des relations collectives du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail;
- transmet une copie, certifiée conforme par lui, de l'acte d'adhésion et du registre d'observation au Président de la Commission paritaire de la construction.

Art. 24. Pour les entreprises visées à l'article 21, alinéa 3, l'employeur communique à la délégation syndicale une copie de la convention collective d'adhésion (modèle *Bbis*) dûment complétée.

Art. 19. De bepalingen van de artikels 16 tot 21 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994 zijn van toepassing op de regeling arbeid-opleiding waartoe de bij artikel 3 bedoelde ondernemingen zijn toegetreden in toepassing van dit hoofdstuk.

Afdeling 3. — De sectorale voordelen verbonden aan de toepassing van de suppletieve regelingen voor arbeidsherverdeling

Art. 20. De bepalingen van de artikelen 22 tot 28 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994 zijn van toepassing op de bij artikel 3 van onderhavige overeenkomst bedoelde ondernemingen die tot de suppletieve sectorale regelingen voor arbeidsherverdeling zijn toegetreden in toepassing van dit hoofdstuk.

Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt de verwijzing naar "artikel 36 van het koninklijk besluit van 24 december 1993" vermeld in de artikelen 22, 23 en 24 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994, vervangen door de verwijzing naar "artikel 2 van de voormelde wet van 3 april 1995 houdende maatregelen tot bevordering van de tewerkstelling".

Afdeling 4. — Toetredingsprocedure

Art. 21. De ondernemingen die wensen toe te treden tot de suppletieve sectorale regelingen georganiseerd door dit hoofdstuk of tot één van deze regelingen gebruiken één van de toetredingsformulieren waarvan de modellen als bijlage bij deze overeenkomst zijn opgenomen.

De ondernemingen die op 30 juni 1994 minder dan 50 aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid aangegeven arbeiders tewerkstellen en die geen vakbondsafvaardiging hebben, gebruiken het toetredingsformulier met het opschrift "Toetredingsakte tot de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 betreffende de bevordering van de tewerkstelling in 1995 en 1996" (model A bis - Regeling van de bis-bedrijfsplannen).

De andere ondernemingen gebruiken het toetredingsformulier met het opschrift "Collectieve toetredingsovereenkomst tot de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 betreffende de bevordering van de tewerkstelling in 1995 en 1996" (model B bis - Regeling van de bis-bedrijfsplannen).

Art. 22. Voor de ondernemingen, bedoeld in artikel 21, tweede lid, geeft de werkgever aan elke arbeider een copie van het behoorlijk ingevulde toetredingsformulier (model A bis) evenals een copie van het hoofdstuk II van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994.

Deze afgifte kan gebeuren samen met de afgifte bedoeld in artikel 16 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994.

Gedurende 8 dagen te rekenen vanaf deze afgifte, houdt de werkgever een register ter beschikking van de arbeiders waarin deze hun opmerkingen kunnen optekenen.

Gedurende dezelfde termijn van 8 dagen, kan de arbeider of zijn vertegenwoordiger eveneens zijn opmerkingen meedelen aan het districthoofd van de Inspectie der Sociale Wetten van de plaats waar de onderneming gevestigd is. De naam van de arbeider mag niet worden meegedeeld noch verspreid.

Art. 23. Op het einde van de in artikel 22 vastgestelde termijn van 8 dagen, moet de werkgever :

- de toetredingsakte tekenen (model *Abis*);
- deze toetredingsakte evenals het register voor de opmerkingen bedoeld in artikel 22 neerleggen op de griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid;
- een door hem voor eensluidend verklaard afschrift van de toetredingsakte en van het register voor opmerkingen overmaken aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf.

Art. 24. Voor de ondernemingen bedoeld in artikel 21, derde lid, geeft de werkgever een copie van de behoorlijk ingevulde collectieve toetredingsovereenkomst (model *Bbis*) aan de vakbondsafvaardiging.

Art. 25. La convention collective d'adhésion (modèle *Bbis*) est signée par l'employeur et par un représentant de chacune des organisations syndicales siégeant au sein de la Commission paritaire de la construction et représentées au sein de la délégation syndicale de l'entreprise.

A défaut de délégation syndicale dans l'entreprise, la convention visée à l'alinéa 1^{er} est signée par l'employeur et par un représentant d'au moins deux organisations syndicales qui siègent au sein de la Commission paritaire de la construction et qui sont les plus représentatives du personnel ouvrier de l'entreprise.

Art. 26. L'employeur dépose au greffe du Service des relations collectives du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail la convention d'adhésion (modèle *Bbis*) signée conformément aux dispositions de l'article 25.

L'employeur transmet une copie, certifiée conforme par lui, de la convention collective d'adhésion au Président de la Commission paritaire de la construction.

Art. 27. Le comité restreint de la commission paritaire visé à l'article 56, se prononce sur l'approbation des actes et conventions d'adhésion selon les modalités déterminées au chapitre VI de la présente convention.

CHAPITRE V. — *Le régime de l'équipe relais*

Section 1. — Définitions et champ d'application

Art. 28. Le présent chapitre n'est applicable aux employeurs et ouvriers visés à l'article 3, que pour autant que ces employeurs décident d'y adhérer conformément aux modalités déterminées par la section 4 du présent chapitre.

Art. 29. En exécution des dispositions des lois et conventions visées à l'article 1^{er}, alinéa 2 de la présente convention, le présent chapitre déroge à l'article 4, 1^o de la loi du 6 avril 1960 concernant l'exécution de travaux de construction (*Moniteur belge* du 3 juin 1960) ainsi qu'aux articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail (*Moniteur belge* du 5 mai 1965).

Art. 30. Le régime de l'équipe relais est le régime par lequel l'employeur organise, pour des équipes ou des groupes de travailleurs déterminés, un horaire de travail journalier distinct de l'horaire normal de travail applicable dans l'entreprise.

L'application du régime de l'équipe relais répond à l'objectif d'éviter ou de limiter la prestation d'heures supplémentaires en procédant à des embauches complémentaires de travailleurs.

Section 2. — Conditions d'utilisation

Art. 31. L'équipe relais est constituée en fonction du nombre d'embauches nouvelles réalisées durant la période d'application de la présente convention collective de travail, chaque embauche nouvelle donnant droit à la création de trois postes de travail dans le régime de l'équipe relais.

Le nombre d'ouvriers occupés dans le régime de l'équipe relais ne peut cependant excéder 20 p.c. du nombre total d'ouvriers occupés dans l'entreprise.

Art. 32. Les différents horaires journaliers de travail applicables dans le cadre du régime de l'équipe relais doivent être inscrits dans le règlement de travail de l'entreprise sous le titre "Equipes relais - Convention collective de travail de la construction du 11 mai 1995".

L'adaptation du règlement de travail s'opère selon la procédure déterminée par les articles 41 et 44, alinéa 3 de la présente convention.

Art. 33. L'insertion des ouvriers de l'entreprise dans le régime de l'équipe relais s'opère moyennant leur accord préalable consigné par écrit.

Art. 34. L'ouvrier qui était occupé sous un autre régime de travail dans l'entreprise avant son passage dans le régime de l'équipe relais, est réinséré dans son régime de travail initial dans les trente jours qui suivent sa demande de réinsertion.

Art. 25. De collectieve toetredingsovereenkomst (model *Bbis*) wordt getekend door de werkgever en een vertegenwoordiger van elk van de vakorganisaties die zitting hebben in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en die vertegenwoordigd zijn in de vakbondsafvaardiging van de onderneming.

Bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging in de onderneming, wordt de in het eerste lid bedoelde overeenkomst getekend door de werkgever en een vertegenwoordiger van minstens twee vakorganisaties die zitting hebben in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en die het meest representatief zijn voor het arbeiderspersoneel van de onderneming.

Art. 26. De werkgever legt de overeenkomstig de bepalingen van artikel 25 ondertekende collectieve toetredingsovereenkomst (model *Bbis*) neer op de griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

De werkgever maakt een door hem voor eensluidend verklaard afschrift van de collectieve toetredingsovereenkomst over aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf.

Art. 27. Het beperkt comité van het paritair comité bedoeld in artikel 56 spreekt zich uit over de goedkeuring van de toetredingsakten en -overeenkomsten volgens de modaliteiten vastgesteld in hoofdstuk VI van deze overeenkomst.

HOOFDSTUK IV. — *De regeling van de steunploeg*

Afdeling 1. — Definities en toepassingsgebied

Art. 28. Dit hoofdstuk is slechts van toepassing op de werkgevers en arbeiders bedoeld in artikel 3 voorzover deze werkgevers beslissen ertoe toe te treden overeenkomstig de modaliteiten bepaald door afdeling 4 van dit hoofdstuk.

Art. 29. In uitvoering van de bepalingen van de in artikel 1, tweede lid van deze overeenkomst bedoelde wet en overeenkomst, wijkt dit hoofdstuk af van artikel 4, 1^o van de wet van 6 april 1960 betreffende de uitvoering van bouwwerken (*Belgisch Staatsblad* van 3 juni 1960) evenals van de artikels 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen (*Belgisch Staatsblad* van 5 mei 1965).

Art. 30. De regeling van de steunploeg is de regeling waardoor de werkgever voor welbepaalde ploegen of groepen arbeiders een dagelijks uurrooster organiseert dat verschilt van het normale uurrooster dat van toepassing is in de onderneming.

De toepassing van de regeling van de steunploeg beantwoordt aan de doelstelling het presteren van overuren te vermijden of te verminderen door over te gaan tot bijkomende aanwervingen van arbeiders.

Afdeling 2. — Gebruiksvoorwaarden

Art. 31. De steunploeg wordt samengesteld, afhankelijk van het aantal verwezenlijkte nieuwe aanwervingen gedurende de toepassingsperiode van deze collectieve arbeidsovereenkomst, waarbij elke nieuwe aanwerving recht geeft op het scheppen van drie arbeidsposten in de regeling van de steunploeg.

Het aantal in de regeling van de steunploeg tewerkgestelde arbeiders mag echter niet meer dan 20 pct. van het totaal aantal in de onderneming tewerkgestelde arbeiders overtreffen.

Art. 32. De verschillende in het kader van de regeling van de steunploegen toepasselijke dagelijkse uurroosters moeten worden ingeschreven in het arbeidsreglement van de onderneming onder de titel "Steunploegen - Collectieve arbeidsovereenkomst van het bouwbedrijf van 11 mei 1995".

De aanpassing van het arbeidsreglement gebeurt volgens de procedure vastgesteld bij de artikelen 41 en 44, derde lid van deze overeenkomst.

Art. 33. De inschakeling van de arbeiders van de onderneming in de regeling van de steunploeg gebeurt mits hun voorafgaand, schriftelijk meegedeeld akkoord.

Art. 34. De arbeider die vóór zijn overgang naar de regeling van de steunploeg volgens een andere arbeidsregeling in de onderneming was tewerkgesteld, wordt terug in zijn aanvankelijke arbeidsregeling ingeschakeld binnen dertig dagen volgend op zijn vraag tot wederopname.

Art. 35. Les travailleurs embauchés durant la période d'application de la présente convention pour être occupés dans le régime de l'équipe relais sont engagés dans les liens d'un contrat de travail conclu à temps plein et pour une durée indéterminée.

Section 3. — Fonctionnement du régime

Art. 36. Les horaires de travail applicables dans le cadre du régime de l'équipe relais sont établis en tenant compte des limites de début et de fin de journée de travail fixées comme suit :

- 7 heures - 19 heures : pendant la période hivernale;
- 6 heures - 20 heures : en dehors de la période hivernale.

Pour l'application du présent article, la période hivernale débute le 1^{er} octobre et prend fin le 31 mars.

Art. 37. Sauf dans les cas de force majeure visés à l'article 26 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 (*Moniteur belge* du 30 mars 1971), la durée journalière de travail des ouvriers occupés dans le régime de l'équipe relais ne peut excéder 8 heures.

Art. 38. Les changements d'horaires de travail sont portés à la connaissance des travailleurs de l'équipe relais par notification individuelle ou par voie d'affichage dans les locaux de l'entreprise ou sur chantiers au moins 2 jours ouvrables avant l'application du nouvel horaire.

Section 4. — Procédure d'adhésion

Art. 39. Les entreprises qui désirent adhérer au régime de l'équipe relais organisé par le présent chapitre utilisent un des formulaires d'adhésion dont les modèles sont joints en annexe à la présente convention.

Les entreprises qui occupent moins de 50 travailleurs déclarés à l'O.N.S.S. au 30 juin 1994 et qui n'ont pas de délégation syndicale utilisent le formulaire d'adhésion intitulé "Acte d'adhésion à la convention collective de travail du 11 mai 1995 relative à la promotion de l'emploi en 1995 et 1996" (modèle C - Régime de l'équipe relais).

Les autres entreprises utilisent le formulaire d'adhésion intitulé "Convention collective d'adhésion à la convention collective de travail du 11 mai 1995 relative à la promotion de l'emploi en 1995 et 1996" (modèle D - Régime de l'équipe relais).

Art. 40. Pour les entreprises visées à l'article 39, alinéa 2, l'employeur communique à chacun de ses ouvriers une copie de l'acte d'adhésion (modèle C) dûment complété, auquel est annexé un écrit comportant l'indication des différents horaires de travail à insérer dans le règlement de travail conformément aux dispositions de l'article 32.

L'employeur communique également à chacun de ses ouvriers une copie du chapitre IV de la présente convention.

Pendant une période de 8 jours à compter de la communication visée à l'alinéa 1^{er}, l'employeur tient à la disposition des ouvriers un registre dans lequel les ouvriers peuvent consigner leurs observations.

Pendant ce même délai de 8 jours, l'ouvrier ou son représentant peut également communiquer les observations au chef de district de l'Inspection des lois sociales du lieu d'établissement de l'entreprise. Le nom de l'ouvrier ne peut être ni communiqué, ni divulgué.

Art. 41. Au terme du délai de 8 jours fixé par l'article 40, l'employeur :

- insère dans le règlement de travail de l'entreprise une copie de l'écrit visé à l'article 40, alinéa 1^{er}, comportant l'indication des différents horaires de travail;
- signe l'acte d'adhésion (modèle C);
- dépose cet acte d'adhésion et son annexe visée à l'article 40, alinéa 1^{er}, ainsi que le registre d'observation au greffe du Service des relations collectives du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail;
- transmet une copie, certifiée conforme par lui, de l'acte d'adhésion, de l'annexe visée à l'article 40, alinéa 1^{er} et du registre d'observations, au Président de la Commission paritaire de la construction.

Art. 35. De arbeiders die tijdens de toepassingsduur van deze overeenkomst werden aangeworven voor tewerkstelling in de regeling van de steunploeg worden aangeworven met een voltijds arbeidsovereenkomst en voor onbepaalde duur.

Afdeling 3. — Werking van de regeling

Art. 36. De uurroosters die van toepassing zijn in het kader van de regeling van de steunploeg worden opgesteld rekening houdend met grenzen van aanvang en einde van de arbeidsdag die als volgt zijn vastgesteld :

- 7 uur - 19 uur : gedurende de winterperiode;
- 6 uur - 20 uur : buiten de winterperiode.

Voor de toepassing van dit artikel, begint de winterperiode op 1 oktober en eindigt op 31 maart.

Art. 37. Behalve in geval overmacht, bedoeld bij artikel 26 van de arbeidswet van 16 maart 1971 (*Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971), mag de arbeidsduur van de in de regeling van de steunploeg tewerkgestelde arbeiders niet meer bedragen dan 8 uur.

Art. 38. De wijzigingen van de uurroosters worden minstens 2 werkdagen vóór de toepassing van het nieuw uurrooster aan de arbeiders van de steunploeg ter kennis gebracht door individuele kennisgeving of door middel van aanplakking in de lokalen van de onderneming of op de bouwplaatsen.

Afdeling 4. — Toetredingsprocedure

Art. 39. De ondernemingen die wensen toe te treden tot de regeling van de steunploeg, georganiseerd door dit hoofdstuk, gebruiken één van de toetredingsformulieren waarvan de modellen als bijlage bij deze overeenkomst zijn opgenomen.

De ondernemingen die op 30 juni 1994 minder dan 50 aan de R.S.Z. aangegeven arbeiders tewerkstellen en die geen vakbondsafvaardiging hebben, gebruiken het toetredingsformulier "Toetredingsakte tot de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 betreffende de bevordering van de tewerkstelling in 1995 en 1996" (model C - Regeling van de steunploeg).

De andere ondernemingen gebruiken het toetredingsformulier "Collectieve toetredingsovereenkomst tot de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 betreffende de bevordering van de werkgelegenheid in 1995 en 1996" (model D - Regeling van de steunploeg).

Art. 40. Voor de ondernemingen, bedoeld in artikel 39, tweede lid geeft de werkgever een copie van de behoorlijk ingevulde toetredingsakte (model C) aan elk van zijn arbeiders waarbij een geschrift is gevoegd dat de aanduiding bevat van de verschillende, overeenkomstige de bepalingen van artikel 32, in het arbeidsreglement in te voeren uurroosters.

De werkgever geeft eveneens aan elk van zijn arbeiders een copie van hoofdstuk IV van deze overeenkomst.

Gedurende een periode van 8 dagen, te rekenen vanaf de afgifte bedoeld in het eerste lid, moet de werkgever een register ter beschikking van de arbeiders houden waarin de arbeiders hun opmerkingen kunnen optekenen.

Gedurende dezelfde termijn van 8 dagen, kan de arbeider of zijn vertegenwoordiger eveneens zijn opmerkingen meedelen aan het districthoofd van de Inspectie der Sociale Wetten van de plaats waar de onderneming is gevestigd. De naam van de arbeider mag niet worden megedeeld noch verspreid.

Art. 41. Op het einde van de termijn van 8 dagen vastgesteld bij artikel 40, moet de werkgever :

- een copie van het bij artikel 40, eerste lid, bedoelde geschrift dat de aanduiding van de verschillende uurroosters bevat, invoegen in het arbeidsreglement van de onderneming;
- de toetredingsakte (model C) tekenen;
- deze toetredingsakte en de bij artikel 40, eerste lid, bedoelde bijlage evenals het register voor opmerkingen op de griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid neerleggen;
- een door hem voor eensluidend verklaard afschrift van de toetredingsakte, van de bij artikel 40, eerste lid, bedoelde bijlage en van het register voor opmerkingen, overmaken aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf.

Art. 42. Au cas où des observations relatives aux horaires de travail indiqués dans l'écrit visé à l'article 40, alinéa 1^{er}, donnent lieu à des avis divergents qui ne peuvent être conciliés dans l'entreprise même, la modification du règlement de travail de l'entreprise est tenue en suspens dans l'attente d'un avis motivé que le comité restreint de la commission paritaire visé à l'article 56 rendra en cette matière conformément à la procédure déterminée par l'article 63.

Art. 43. Pour les entreprises visées à l'article 39, alinéa 3, l'employeur communique à la délégation syndicale une copie de la convention collective d'adhésion (modèle D), dûment complétée ainsi qu'une copie d'un écrit comportant l'indication des différents horaires de travail à insérer dans le règlement de travail conformément aux dispositions de l'article 32.

Art. 44. La convention collective d'adhésion (modèle D) est signée par l'employeur et par un représentant de chacune des organisations syndicales siégeant au sein de la Commission paritaire de la construction et représentées au sein de la délégation syndicale de l'entreprise.

A défaut de délégation syndicale dans l'entreprise, la convention visée à l'alinéa 1^{er} est signée par l'employeur et par un représentant d'au moins deux organisations syndicales qui siègent au sein de la Commission paritaire de la construction et qui sont les plus représentatives du personnel ouvrier de l'entreprise.

L'écrit visé à l'article 43 comportant les différents horaires de travail est paraphé par les signataires de la convention d'adhésion. Une copie de cet écrit est annexé à ladite convention et une autre copie est insérée dans le règlement de travail de l'entreprise

Art. 45. L'employeur :

- dépose au greffe du Service des relations collectives du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail la convention collective d'adhésion (modèle D) signée et son annexe paraphée conformément aux dispositions de l'article 44;

- transmet une copie, certifiée conforme par lui, de la convention collective d'adhésion et de son annexe au Président de la Commission paritaire de la construction.

Art. 46. Le comité restreint de la commission paritaire visé à l'article 56, se prononce sur l'approbation des actes et conventions d'adhésion selon les modalités déterminées par les articles 61 et 62 de la présente convention.

CHAPITRE V.

Cadre général pour la conclusion d'accords de promotion de l'emploi dans les entreprises

Section 1. — Champ d'application

Art. 47. Le présent chapitre a pour objet de déterminer, en exécution de l'article 5, 3^o de la convention collective de travail n^o 60 précitée, le cadre dans lequel les entreprises visées à l'article 3 de la présente convention, peuvent concrétiser à leur niveau des mesures spécifiques de promotion de l'emploi.

Art. 48. Le présent chapitre ne s'applique aux employeurs et ouvriers visés à l'article 3 de la présente convention que pour autant que ces employeurs décident de définir, à leur niveau, une mesure spécifique de promotion de l'emploi, établie en exécution des dispositions de ce chapitre.

Art. 49. Les mesures spécifiques et concrètes de promotion de l'emploi pouvant être établies au niveau des entreprises, en exécution du présent chapitre, doivent avoir pour objectif de limiter ou d'éviter les heures supplémentaires par le biais d'embauches complémentaires dans les entreprises concernées.

Section 2. — Procédure d'établissement des accords de promotion de l'emploi

Art. 50. Les accords d'entreprises comportant des mesures spécifiques de promotion de l'emploi prises en exécution du présent chapitre sont établies sous la forme :

- d'une convention collective de travail, dans les entreprises qui ont une délégation syndicale;
- d'un acte d'adhésion, dans les entreprises qui n'ont pas de délégation syndicale.

Art. 42. In het geval dat de opmerkingen betreffende de in het bij artikel 40, eerste lid, bedoelde geschrift opgenomen uurroosters aanleiding geven tot meningsverschillen die niet binnen de onderneming zelf kunnen worden bijgelegd, wordt de wijziging van het arbeidsreglement van de onderneming uitgesteld in afwachting van een gemotiveerd advies dat het beperkt comité van het paritair comité, bedoeld in artikel 56, terzake zal verstrekken overeenkomstig de bij artikel 63 bepaalde procedure.

Art. 43. Voor de bij artikel 39, derde lid bedoelde ondernemingen, geeft de werkgever de vakbondsafvaardiging een copie van de behoorlijk ingevulde collectieve toetredingsovereenkomst (model D) evenals een copie van een geschrift dat de aanduiding bevat van de verschillende, overeenkomstig de bepalingen van artikel 32, in het arbeidsreglement in te voeren uurroosters.

Art. 44. De collectieve toetredingsovereenkomst (model D) wordt getekend door de werkgever en door een vertegenwoordiger van elk van de vakorganisaties die zitting hebben in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en die vertegenwoordigd zijn in de vakbondsafvaardiging van de onderneming.

Bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging in de onderneming wordt de in het eerste lid bedoelde overeenkomst getekend door de werkgever en door een vertegenwoordiger van ten minste twee vakorganisaties die zetelen in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en die het meest representatief zijn voor het arbeidspersoneel van de onderneming.

Het bij artikel 43 bedoelde geschrift dat de verschillende uurroosters bevat, wordt geparafeerd door de ondertekenaars van de toetredingsovereenkomst. Een copie van dit geschrift wordt bij voormelde overeenkomst gevoegd en een andere copie wordt in het arbeidsreglement van de onderneming ingevoegd.

Art. 45. De werkgever :

- legt de overeenkomstig de bepalingen van artikel 44 ondertekende collectieve toetredingsovereenkomst (model D) en haar geparafeerde bijlage neer op de griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid;

- maakt een door hem voor eensluidend verklaard afschrift van de collectieve toetredingsovereenkomst en haar bijlage over aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf.

Art. 46. Het bij artikel 56 bedoelde beperkt comité van het paritair comité spreekt zich uit over de goedkeuring van de toetredingsakten en -overeenkomsten volgens de modaliteiten bepaald bij de artikelen 61 en 62 van deze overeenkomst.

HOOFDSTUK V.

Algemeen kader voor het sluiten van akkoorden ter bevordering van de tewerkstelling in de bedrijven

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 47. Dit hoofdstuk heeft tot doel het kader waarbinnen de bij artikel 3 van deze overeenkomst bedoelde ondernemingen, op hun niveau, ter uitvoering van artikel 5, 3^o van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst nr 60, specifieke tewerkstellingsbevorderende maatregelen kunnen bepalen, vast te stellen.

Art. 48. Dit hoofdstuk is slechts van toepassing op de bij artikel 3 van deze overeenkomst bedoelde werkgevers en arbeiders voorzover deze werkgevers beslissen op hun niveau een in uitvoering van dit hoofdstuk opgestelde specifieke tewerkstellingsbevorderende maatregel vast te stellen.

Art. 49. De specifieke en concrete tewerkstellingsbevorderende maatregelen die in uitvoering van dit hoofdstuk op het niveau van de ondernemingen kunnen worden opgesteld, moeten het verminderen of vermijden van overuren door bijkomende aanwervingen in de betrokken ondernemingen, als doel hebben.

Afdeling 2. — Procedure voor het opstellen van de tewerkstellingsbevorderende akkoorden.

Art. 50. De in uitvoering van dit hoofdstuk vastgestelde ondernemingsakkoorden met specifieke tewerkstellingsbevorderende maatregelen worden opgesteld in de vorm van :

- een collectieve arbeidsovereenkomst in de ondernemingen met een vakbondsafvaardiging;
- een toetredingsakte in de ondernemingen zonder vakbondsafvaardiging.

L'intitulé des conventions et actes visés à l'alinéa 1^{er} doit faire explicitement référence à l'intitulé du chapitre V de la présente convention collective de travail.

Les conventions et actes visés à l'alinéa 1^{er} comportent l'indication explicite qu'ils sont établis sous réserve de leur approbation par la Commission paritaire de la construction.

Art. 51. Le projet d'acte d'adhésion comportant des mesures spécifiques de promotion de l'emploi est communiqué par écrit à chaque ouvrier de l'entreprise.

Pendant 8 jours à compter à partir de cette communication, l'employeur tient à la disposition des travailleurs un registre où ceux-ci peuvent consigner leurs observations, conformément aux dispositions de l'article 6 de la convention collective de travail n° 60 précitée du 20 décembre 1994.

Au terme du délai de 8 jours, l'employeur signe l'acte d'adhésion et le dépose, ainsi que le registre visé à l'alinéa 2 du présent article, au greffe du Service des relations collectives du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Art. 52. Le projet de convention collective de travail comportant des mesures spécifiques de promotion de l'emploi est communiqué à la délégation syndicale de l'entreprise.

L'employeur dépose au greffe du Service des relations collectives du travail du Ministère de l'Emploi et du Travail la convention collective de travail signée par lui et par un représentant de chacune des organisations syndicales siégeant au sein de la Commission paritaire de la construction et représentées au sein de la délégation syndicale de l'entreprise.

Art. 53. Les conventions collectives de travail et actes d'adhésion visés à l'article 50 doivent être approuvés par la Commission paritaire de la construction, conformément aux dispositions déterminées par les articles 59 et 60 de la présente convention.

Section 3. — Dispositions particulières

Art. 54. Le présent chapitre ne déroge pas à la procédure de modification du règlement de travail déterminée par les articles 11 et 12 de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail.

Art. 55. Les dispositions du présent chapitre sont établies sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions de la loi précitée du 17 mars 1987 et de la convention collective de travail n° 42 du 2 juin 1987 relative à l'introduction de nouveaux régimes de travail dans les entreprises.

CHAPITRE VI.

Procédures d'approbation des conventions et actes d'adhésion

Art. 56. En exécution de l'article 3 de la loi précitée du 3 avril 1995, un comité restreint est institué au sein de la Commission paritaire de la construction. Ce comité restreint est composé de 6 membres effectifs et de 6 membres suppléants, représentant pour moitié les organisations représentatives des travailleurs et pour moitié les organisations représentatives des employeurs, qui siègent au sein de la Commission paritaire de la construction.

Art. 57. Conformément aux dispositions de la convention collective de travail n° 60 précitée du 20 décembre 1994, le comité restreint visé à l'article 56 a pour mission de se prononcer de manière motivée sur les demandes d'approbation des conventions collectives de travail et des actes d'adhésion établis en exécution des dispositions du chapitre V - Cadre général pour la conclusion d'accords de promotion de l'emploi dans les entreprises - de la présente convention.

Art. 58. Le comité restreint visé à l'article 56 a également pour compétence :

- de se prononcer sur les demandes d'approbation des conventions d'adhésion et des actes d'adhésion établis en exécution des dispositions des chapitres III et IV de la présente convention;

- de rendre un avis motivé dans le cadre des contestations visées à l'article 43 de la présente convention.

De titel van de in het eerste lid bedoelde overeenkomsten en akten moeten uitdrukkelijk verwijzen naar de titel van hoofdstuk V van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De in het eerste lid bedoelde overeenkomsten en akten bevatten de uitdrukkelijke aanduiding dat ze opgesteld zijn onder voorbehoud van hun goedkeuring door het Paritair Comité voor het bouwbedrijf.

Art. 51. Het ontwerp van toetredingsakte met betrekking tot specifieke tewerkstellingsbevorderende maatregelen wordt schriftelijk aan elke arbeider van de onderneming meegedeeld.

Gedurende 8 dagen te rekenen vanaf deze mededeling houdt de werkgever een register ter beschikking van de arbeiders waarin ze, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst nr 60 van 20 december 1994, hun opmerkingen kunnen optekenen.

Op het einde van de termijn van 8 dagen tekent de werkgever de toetredingsakte en legt ze samen met het in het tweede lid van dit artikel bedoelde register neer op de griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Art. 52. Het ontwerp van collectieve arbeidsovereenkomst met betrekking tot de specifieke tewerkstellingsbevorderende maatregelen wordt meegedeeld aan de vakbondsafvaardiging van de onderneming.

De werkgever legt de door hem en een vertegenwoordiger van elk van de vakorganisaties die zitting hebben in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en die vertegenwoordigd zijn in de vakbondsafvaardiging van de onderneming, getekende collectieve arbeidsovereenkomst neer op de griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Art. 53. De bij artikel 50 bedoelde collectieve arbeidsovereenkomsten en toetredingsakten moeten worden goedgekeurd door het Paritair Comité voor het bouwbedrijf overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de artikels 59 en 60 van deze overeenkomst.

Afdeling 3. — Bijzondere bepalingen

Art. 54. Dit hoofdstuk wijkt niet af van de procedure voor de wijziging van het arbeidsreglement zoals bepaald door de artikelen 11 en 12 van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen.

Art. 55. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn opgesteld zonder afbreuk te doen aan de eventuele toepassing van de bepalingen van de voornoemde wet van 17 maart 1987 en van de voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr 42 van 2 juni 1987 betreffende de invoering van nieuwe arbeidsregelingen in de ondernemingen.

HOOFDSTUK VI.

Goedkeuringsprocedure voor de toetredingsovereenkomsten en -akten

Art. 56. In uitvoering van artikel 3 van voormelde wet van 3 april 1995 wordt een beperkt comité opgericht in de schoot van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf. Dit beperkt comité is samengesteld uit 6 effectieve en 6 plaatsvervangende leden, die voor de helft de representatieve werknemersorganisaties en voor de helft de representatieve werkgeversorganisaties die zitting hebben in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf, vertegenwoordigen.

Art. 57. Overeenkomstig de bepalingen van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst nr 60 van 20 december 1994, heeft het bij artikel 56 bedoelde beperkt comité tot taak zich gemotiveerd uit te spreken over de aanvragen tot goedkeuring van de collectieve arbeidsovereenkomsten en toetredingsakten die werden opgesteld in uitvoering van de bepalingen van hoofdstuk V - Algemeen kader voor het sluiten van tewerkstellingsbevorderende akkoorden in de ondernemingen - van deze overeenkomst.

Art. 58. Het beperkt comité, bedoeld in artikel 56, heeft eveneens de bevoegdheid :

- zich uit te spreken over de aanvragen tot goedkeuring van de toetredingsovereenkomsten en -akten die werden opgesteld in uitvoering van de bepalingen van de hoofdstukken III en IV van deze overeenkomst;

- een gemotiveerd advies te geven in het kader van de betwisting bedoeld in artikel 43 van deze overeenkomst.

Section 1. — Approbation des conventions collectives de travail et actes établis en exécution du chapitre V

Art. 59. Le comité restreint se prononce sur l'approbation des conventions collectives de travail et des actes d'adhésion visés à l'article 50 dans un délai de trois mois à dater du jour de la communication par l'employeur du dossier complet. Le dossier est complet lorsqu'il comporte tous les éléments permettant au comité restreint de vérifier :

- la conformité des conventions et actes à l'objectif de promotion de l'emploi déterminé par l'article 49;
- l'application des règles de procédures déterminées par la section 2 du chapitre V;
- le respect des dispositions légales et réglementaires en matière de durée du travail ou d'aménagement du temps de travail.

Le comité restreint se prononce à l'unanimité des membres présents.

Art. 60. En cas de refus motivé d'approbation dans le délai visé à l'article 59, la convention collective de travail ou l'acte d'adhésion non approuvé ne peut être considéré comme ayant été établi en exécution du chapitre V de la présente convention.

Section 2. — Approbation des conventions et actes d'adhésion établis en exécution des chapitres III et IV

Art. 61. Le comité restreint se prononce, à l'unanimité des membres présents, sur l'approbation des conventions et actes d'adhésion visés aux sections 4 des chapitres III et IV dans un délai de six semaines à dater du jour de la communication par l'employeur des formulaires d'adhésion dûment complétés et des autres documents complets dont la production est requise en vertu des sections 4 précitées.

La compétence du comité restreint est strictement limitée à la vérification de la conformité des conventions et actes d'adhésion aux dispositions des chapitres III et IV de la présente convention.

Sur demande motivée d'un membre du comité restreint, le délai de six semaines visé à l'alinéa 1^{er} peut être prolongé d'une période de six semaines maximum. Le président de la commission paritaire informe l'employeur de la prolongation du délai.

Art. 62. Le président de la commission paritaire informe l'employeur dans les 8 jours de la décision arrêtée par le comité restreint.

A défaut d'une notification dans le délai visé à l'article 61, la convention d'adhésion ou l'acte d'adhésion est considéré comme ayant été approuvé.

En cas de refus motivé d'approbation dans le délai visé à l'article 61, la convention ou l'acte d'adhésion ne peut être considéré comme ayant été établi en exécution des chapitres III et IV de la présente convention.

Section 3. — Avis motivé

Art. 63. Dans les six semaines de la demande écrite adressée par l'employeur au président de la commission paritaire, le comité restreint rend un avis motivé sur la contestation portant sur les horaires de travail indiqués dans l'écrit visé à l'article 40, alinéa 1^{er}.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 64. Les articles 33 et 36 de la convention collective de travail précitée du 17 mai 1994 sont applicables au chapitre III de la présente convention.

Art. 65. Les parties signataires de la présente convention s'engagent à promouvoir la réalisation effective des mesures de promotion de l'emploi déterminées par la présente convention.

Art. 66. Toute question d'interprétation et toute difficulté d'application des dispositions de la présente convention pourront, à l'initiative de la partie la plus diligente, être soumises au bureau de conciliation de la Commission paritaire de la construction.

Art. 67. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 1995 et prend fin le 31 décembre 1996.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 10 juin 1997.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Afdeling 1. — Goedkeuring van de collectieve arbeidsovereenkomsten en akten, opgesteld in uitvoering van hoofdstuk V

Art. 59. Het beperkt comité spreekt zich, binnen een termijn van 3 maanden te rekenen vanaf de dag waarop de werkgever het volledige dossier heeft overgemaakt, uit over de goedkeuring van de collectieve arbeidsovereenkomsten en toetredingsakten bedoeld in artikel 50. Het dossier is volledig indien het alle elementen bevat die het beperkt comité toelaten te verifiëren of :

- de overeenkomsten en akten overeenstemmen met het doel van bevordering van de arbeid, bepaald bij artikel 49;
- de bij afdeling 2 van hoofdstuk V bepaalde procedureregels werden toegepast;
- de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake arbeidsduur of aanpassing van de arbeidstijd werden nageleefd.

Het beperkt comité spreekt zich bij eenparigheid van de aanwezige leden uit.

Art. 60. In geval van een gemotiveerde weigering van goedkeuring binnen de in artikel 59 bedoelde termijn, mag de niet-goedgekeurde collectieve arbeidsovereenkomst of toetredingsakte niet worden beschouwd als zijnde opgesteld in uitvoering van hoofdstuk V van deze overeenkomst.

Afdeling 2. — Goedkeuring van de toetredingsovereenkomsten en -akten, opgesteld in uitvoering van de hoofdstukken III en IV

Art. 61. Het beperkt comité spreekt zich bij eenparigheid van de aanwezige leden uit over de goedkeuring van de toetredingsovereenkomsten en -akten bedoeld in de afdelingen 4 van de hoofdstukken III en IV binnen een termijn van zes weken. Deze vangt aan de dag dat de werkgever de behoorlijk ingevulde toetredingsformulieren en de andere volledige documenten waarvan de overlegging is vereist op basis van voormelde afdelingen 4, heeft overgemaakt.

De bevoegdheid van het beperkt comité is strikt beperkt tot het nagaan van de overeenstemming van de toetredingsovereenkomsten en -akten met de bepalingen van de hoofdstukken III en IV van deze overeenkomst.

Op gemotiveerde vraag van een lid van het beperkt comité, kan de in het eerste lid bedoelde termijn van zes weken worden verlengd met een termijn van maximum zes weken. De voorzitter van het paritair comité licht de werkgever in over de verlenging van de termijn.

Art. 62. De voorzitter van het paritair comité informeert de werkgever binnen 8 dagen van de beslissing van het beperkt comité.

Bij ontstentenis van een kennisgeving binnen de bij artikel 61 bedoelde termijn, wordt de toetredingsovereenkomst of -akte beschouwd als zijnde goedgekeurd.

In geval van gemotiveerde weigering van goedkeuring binnen de bij artikel 61 bedoelde termijn, mag de toetredingsovereenkomst of -akte niet worden beschouwd als zijnde opgesteld in uitvoering van de hoofdstukken III en IV van deze overeenkomst.

Afdeling 3. — Gemotiveerd advies

Art. 63. Binnen zes weken volgend op de door de werkgever aan de voorzitter van het paritair comité geadresseerde geschreven aanvraag, geeft het beperkt comité een gemotiveerd advies over de betwisting aangaande de in het in artikel 40, eerste lid bedoelde geschrift opgenomen uurroosters.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 64. De artikelen 33 en 36 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994 zijn van toepassing op hoofdstuk III van deze overeenkomst.

Art. 65. De ondertekenende partijen verbinden zich ertoe de daadwerkelijke realisatie van de maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid die bij deze overeenkomst zijn vastgesteld, te bevorderen.

Art. 66. Elke interpretatievraag en elke moeilijkheid bij de toepassing van de bepalingen van deze overeenkomst kunnen, op initiatief van de meest gereede partij, worden voorgelegd aan het verzoeningsbureau van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf.

Art. 67. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1995 en verstrijkt op 31 december 1996.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1997.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Annexe à la convention collective de travail du 11 mai 1995 relative à la promotion de l'emploi en 1995 et 1996

I. ACTE D'ADHESION A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11 MAI 1995
RELATIVE A LA PROMOTION DE L'EMPLOI EN 1995-1996 (C.P. N° 124 - CONSTRUCTION)

MODELE A-BIS (1)
REGIME DES PLANS D'ENTREPRISE BIS

ACTE DU (2). PORTANT ADHESION DE L'ENTREPRISE.....
AU CHAPITRE III DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11 MAI 1995 RELATIVE A LA PROMOTION DE L'EMPLOI
EN 1995 ET 1996

Cet acte d'adhésion dûment complété (3), daté et signé doit être envoyé en double exemplaire (original et copie certifiée conforme par l'employeur), pour dépôt et enregistrement, au :

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Greffe du Service des relations collectives du travail

Rue Belliard 51

1040 BRUXELLES

Une copie (certifiée conforme par l'employeur) du même acte d'adhésion doit être communiquée, pour approbation par la Commission paritaire, au :

Président de la Commission paritaire de la construction

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

Rue Belliard 51

1040 BRUXELLES

(1) Ce modèle d'acte d'adhésion ne peut être utilisé que par les entreprises de construction occupant moins de 50 travailleurs (au 30 juin 1994) et n'ayant pas de délégation syndicale.

(2) Date de la signature de l'acte d'adhésion dans l'entreprise.

(3) Le commentaire de la commission paritaire sur les plans d'entreprise dans la construction comporte des indications utiles sur la manière de compléter les actes d'adhésion. Ce commentaire et des modèles d'actes d'adhésion peuvent être obtenus gratuitement auprès :

— de l'organisation professionnelle à laquelle l'entreprise est affiliée;

— du Secrétariat de la Commission paritaire de la construction : Ministère de l'Emploi et du Travail, Service des relations collectives du travail, rue Belliard 51, 1040 Bruxelles, téléphone : (02)233 40 87.

1. IDENTIFICATION DE L'EMPLOYEUR

- 1.1. Nom et prénom ou raison sociale :
- 1.2. Domicile ou siège social : Rue
- Code postal : Commune :
- 1.3. Téléphone :
- 1.4. Identité de l'employeur (4)
- Fonction :
- 1.5. Numéro d'immatriculation à l'O.N.S.S. :
- 1.6. Nombre de travailleurs (ouvriers et employés) déclarés à l'O.N.S.S. au 30 juin 1994 :

2. CHOIX DU OU DES REGIMES SECTORIELS RENDUS APPLICABLES DANS L'ENTREPRISE PAR LE PRESENT ACTE D'ADHESION

2.1. Régime de la prépension mi-temps formation (chapitre II - Section 1 - Convention collective de travail 17 mai 1994)

- 2.1.1. - L'entreprise (5)
- appliquera ce régime
- n'appliquera pas ce régime

2.1.2. Brève description des modalités d'application de ce régime dans l'entreprise.

2.2. Régime de travail-formation (chapitre II - Section 2 - Convention collective de travail 17 mai 1994)

- 2.2.1. L'entreprise (6)
- appliquera ce régime
- n'appliquera pas ce régime

2.2.2. Brève description des modalités d'application de ce régime dans l'entreprise.

2.2.3. A préciser :

- . La ou les périodes de l'année au cours desquelles le régime de travail-formation sera appliqué :
.....
- . La durée du ou des modules de formation (en heures) :
.....
- . La ou les catégories d'ouvriers de l'entreprise concernés par l'application du régime :
.....
.....
.....
.....
.....
.....

(4) Ou de son délégué. L'identité mentionnée ici doit correspondre à celle du signataire figurant à la fin du formulaire.

(5) (6) Mettre une croix dans la case correspondante au choix opéré.

3. Promotion de l'emploi

L'entreprise envisage de réaliser un accroissement de son effectif à raison de.....embauches supplémentaires qui doivent être réalisées au cours de la période 1995-1996.

4. Déclarations complémentaires

4.1. Le soussigné atteste :

- qu'il n'y a pas de délégation syndicale dans l'entreprise;
- que la procédure de consultation des ouvriers de l'entreprise a été appliquée conformément aux dispositions de l'article 22 de la convention collective de travail du 11 mai 1995 (*Moniteur belge* du 22 avril 1995).

4.2. Le soussigné s'engage à appliquer le ou les régimes repris sous rubrique 2 conformément aux dispositions du chapitre II de la convention collective de travail du 17 mai 1994 (*Moniteur belge* du 15 mars 1995).

4.3. Le soussigné demande à bénéficier des diminutions de cotisations patronales à l'O.N.S.S. auxquelles il peut prétendre en exécution de l'article 2 de la loi du 3 avril 1995 ainsi que des avantages complémentaires déterminés par le chapitre III - Section 3 - de la convention collective de travail du 11 mai 1995 relative à la promotion de l'emploi en 1995 et 1996, pour les embauches supplémentaires qui répondent aux conditions générales et spécifiques arrêtées par ces loi et convention.

5. ANNEXES

Le soussigné joint..... document(s) en annexe au présent acte d'adhésion, dont :

Le registre d'observations mis à la disposition des ouvriers durant la procédure de consultation visée au point 4.1. ci-dessus.

.....

6. Durée de validité de l'acte d'adhésion

Le présent acte d'adhésion est valable du..... au..... (7)

Il est établi sous réserve d'approbation par la Commission paritaire de la construction.

J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète.

Fait à, le

(Signature et identité de l'employeur ou de son délégué)

(7) Au plus tard le 31 décembre 1996.

II. CONVENTION COLLECTIVE D'ADHESION A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11 MAI 1995
RELATIVE A LA PROMOTION DE L'EMPLOI EN 1995-1996 (C.P. N° 124- CONSTRUCTION)

MODELE B-BIS

REGIME DES PLANS D'ENTREPRISE BIS

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU..... (1)
PORTANT ADHESION DE L'ENTREPRISE..... AU CHAPITRE III
DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11 MAI 1995 RELATIVE A LA PROMOTION DE L'EMPLOI EN 1995 ET 1996

Cette convention collective d'adhésion dûment complétée, datée et signée doit être envoyée en double exemplaire (original et copie certifiée conforme par l'employeur), pour dépôt et enregistrement, au :

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
Greffe du Service des relations collectives de travail
Rue Belliard 51
1040 BRUXELLES

Une copie (certifiée conforme par l'employeur) de cette même convention collective d'adhésion doit être communiquée, pour approbation par la commission paritaire, au :

Président de la Commission paritaire de la construction
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
Rue Belliard 51
1040 BRUXELLES

(1) Date de la conclusion de la convention d'adhésion dans l'entreprise.

ARTICLE 1^{er}

La présente convention collective de travail est conclue entre :

- . L'entreprise :
- domicile ou siège social :
-
- téléphone :
- numéro d'immatriculation à l'O.N.S.S. :
- occupant..... travailleurs (au 30 juin 1994)
- représentée par
- (nom et fonction)
- . et les organisations représentatives des travailleurs suivantes (2).
- La Centrale chrétienne des travailleurs du bois et du bâtiment, représentée par :
- (nom et fonction)
- La Centrale Générale, représentée par :
- (nom et fonction)
- La Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, représentée par :
- (nom et fonction)

ARTICLE 2

La présente convention collective de travail est applicable à l'employeur et aux ouvriers de l'entreprise visée à l'article 1^{er}.

ARTICLE 3

La présente convention a pour objet d'adhérer au chapitre III - plans d'entreprise bis - de la convention collective de travail du 11 mai 1995 relative à la promotion de l'emploi en 1995 et 1996.

ARTICLE 4

Au cours de la période d'application de la présente convention, l'entreprise mettra en œuvre le (les) régime(s) suivant(s) déterminé(s) par le chapitre II de la convention collective de travail du 17 mai 1994 (3).

.....

.....

ARTICLE 5

(Pour les entreprises qui appliquent le régime de travail-formation)

Conformément aux dispositions de l'article 16 § 3 de la convention collective de travail du 17 mai 1994 précitée, une copie de l'écrit visé au § 1^{er} de ce même article 16 est jointe à la présente convention.

ARTICLE 6

L'entreprise appliquera le(les) régime(s) visé(s) à l'article 4 de la présente convention dans le respect des dispositions du chapitre II de la Convention collective de travail précitée du 17 mai 1994.

(2) La présente convention doit être signée par un représentant de chacune des organisations syndicales siégeant dans la Commission paritaire de la construction qui sont représentées au sein de la délégation syndicale de l'entreprise. A défaut de délégation syndicale, la convention doit être signée par un représentant d'au moins deux organisations syndicales siégeant au sein de la Commission paritaire de la construction et qui sont les plus représentatives du personnel ouvrier de l'entreprise.

(3) A compléter par l'indication du ou des régimes sectoriels rendus applicables dans l'entreprise :
 — le régime de la prépension mi-temps formation (convention collective de travail du 17 mai 1994 — chapitre II — section 1);
 — le régime de travail-formation (convention collective de travail du 17 mai — chapitre II — section 2).

ARTICLE 7

En exécution du(des) régime(s) visé(s) à l'article 4, l'entreprise réalisera un accroissement de son effectif au cours de la période 1995-1996.

Cet accroissement de l'effectif peut être estimé à concurrence de.....embauches supplémentaires.

L'entreprise demandera à bénéficier des diminutions de cotisations patronales à l'O.N.S.S. auxquelles elle peut prétendre en exécution de l'article 2 de la loi du 3 avril 1995 ainsi que des avantages complémentaires déterminés par le chapitre III - section 3 - de la convention collective de travail du 11 mai 1995, pour les embauches supplémentaires qui répondent aux conditions générales et spécifiques arrêtées par ces loi et convention.

ARTICLE 8

La présente convention collective de travail entre en vigueur le..... et prendra fin le (4).

Cette convention est conclue sous réserve d'approbation par la Commission paritaire de la construction.

Les parties signataires :

. Pour l'entreprise :

..... (nom)

..... (fonction)

..... (signature)

. Pour chacune des organisations syndicales :

..... (nom)

..... (fonction)

.....

.....(signature)

(4) Au plus tard le 31 décembre 1996.

III. ACTE D'ADHESION A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11 MAI 1995
RELATIVE A LA PROMOTION DE L'EMPLOI EN 1995-1996 (C.P. N° 124 - CONSTRUCTION)

MODELE C (1) — REGIME DE L'EQUIPE RELAIS

ACTE DU..... (2) PORTANT ADHESION DE L'ENTREPRISE.....
AU CHAPITRE IV DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11 MAI 1995
RELATIVE A LA PROMOTION DE L'EMPLOI EN 1995 ET 1996

Cet acte d'adhésion dûment complété, daté et signé doit être envoyé en double exemplaire (original et copie certifiée conforme par l'employeur), pour dépôt et enregistrement, au :

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
Greffé du Service des relations collectives de travail
Rue Belliard 51
1040 BRUXELLES

Une copie (certifiée conforme par l'employeur) du même acte d'adhésion doit être communiquée, pour approbation par la commission paritaire, au :

Président de la Commission paritaire de la construction
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
Rue Belliard 51
1040 BRUXELLES

(1) Ce modèle d'acte d'adhésion ne peut être utilisé que par les entreprises de construction occupant moins de 50 travailleurs (au 30 juin 1994) et n'ayant pas de délégation syndicale.

(2) Date de la signature de l'acte d'adhésion dans l'entreprise.

1. IDENTIFICATION DE L'EMPLOYEUR

- 1.1. Nom et prénom ou raison sociale
-
- 1.2. Domicile ou siège social : Rue.....
-n°
- Code postal Commune
- 1.3. Téléphone :
- 1.4. Identité de l'employeur (3)
-
- Fonction :
- 1.5. Numéro d'immatriculation à l'O.N.S.S. :
- 1.6. Nombre de travailleurs (ouvriers et employés) déclarés à l'O.N.S.S. au 30 juin 1994 :
-

2. ADHESION AU REGIME DE L'EQUIPE RELAIS

- . L'entreprise adhère au régime de l'équipe relais, dont l'application répond à l'objectif d'éviter ou de limiter la prestation d'heures supplémentaires.
- . En conséquence, des embauches complémentaires seront effectuées dans l'entreprise au cours de la période 1995-1996.

3. DECLARATIONS COMPLEMENTAIRES

- 3.1. Le soussigné atteste :
- . qu'il n'y a pas de délégation syndicale dans l'entreprise;
- . que la procédure de consultation des ouvriers de l'entreprise a été appliquée conformément aux dispositions de l'article 40 de la convention collective de travail du 11 mai 1995.
- 3.2. Le soussigné s'engage à respecter les conditions et les modalités d'application du régime de l'équipe relais déterminées par les articles 31 à 38 de la convention collective de travail du 11 mai 1995.

4. ANNEXES

- Le soussigné joint..... documents en annexe au présent acte d'adhésion, dont :
- . Annexe 1 : l'écrit visé à l'article 40, al. 1^{er} de la convention collective de travail du 11 mai 1995 comportant les différents horaires de travail à insérer dans le règlement de travail.
- . Annexe 2 : le registre d'observations mis à la disposition des ouvriers durant la procédure de consultation visée au point 3.1. ci-dessus.
-

5. PROMOTION DE L'EMPLOI

Le soussigné demande à bénéficier des diminutions de cotisations patronales à l'O.N.S.S. auxquelles il peut prétendre, en exécution de l'article 2 de la loi du 3 avril 1995, pour les embauches complémentaires visées au point 2 ci-dessus qui répondent aux critères de croissance nette de l'emploi dans l'entreprise.

6. DUREE DE VALIDITE DE L'ACTE D'ADHESION

Le présent acte d'adhésion est valable du..... au..... (4). Il est établi sous réserve d'approbation par la Commission paritaire de la construction.

J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète.

Fait à....., le.....

(Signature et identité de l'employeur ou de son délégué)

(3) Ou de son délégué. L'identité mentionné ici doit correspondre à celle du signataire figurant à la fin du formulaire.

(4) L'adhésion prend fin au plus tard le 31 décembre 1996.

IV. CONVENTION COLLECTIVE D'ADHESION A LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11 MAI 1995
RELATIVE A LA PROMOTION DE L'EMPLOI EN 1995-1996 (C.P. N°124 - CONSTRUCTION)

MODELE D - REGIME DE L'EQUIPE RELAIS

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU..... (1) PORTANT ADHESION DE L'ENTREPRISE.....
AU CHAPITRE IV DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 11 MAI 1995

Cette convention collective d'adhésion dûment complétée, datée et signée doit être envoyée en double exemplaire (original et copie certifiée conforme par l'employeur, pour dépôt et enregistrement, au :

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
Greffé du Service des relations collectives de travail
Rue Belliard 51
1040 BRUXELLES

Une copie (certifiée conforme par l'employeur) de cette même convention collective d'adhésion doit être communiquée, pour approbation par la commission paritaire, au :

Président de la Commission paritaire de la construction
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
Rue Belliard 51

1040 BRUXELLES

(1) Date de conclusion de la convention d'adhésion dans l'entreprise.

ARTICLE 1^{er}

La présente convention collective de travail est conclue entre :

- . L'entreprise :
- domicile ou siège social :
-
- téléphone :
- numéro d'immatriculation à l'O.N.S.S. :
- occupant..... travailleurs (au 30 juin 1994)
- représentée par.....
- (nom et fonction)
- . et les organisations représentatives des travailleurs suivantes : (2)
- La Centrale chrétienne des travailleurs du bois et du bâtiment, représentée par :
- nom et fonction)
- La Centrale Générale, représentée par :
- (nom et fonction)
- La Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique, représentée par :
- (nom et fonction)

ARTICLE 2

La présente convention collective de travail est d'application à l'employeur et aux ouvriers de l'entreprise visée à l'article 1^{er}.

ARTICLE 3

La présente convention a pour objet d'adhérer au régime de l'équipe relais déterminé par le chapitre IV de la convention collective de travail du 11 mai 1995, dont l'application dans l'entreprise répond à l'objectif d'éviter ou de limiter la prestation d'heures supplémentaires par des embauches complémentaires qui doivent être réalisées au cours de la période 1995-1996.

ARTICLE 4

Au cours de la période d'application de la présente convention, l'entreprise appliquera le régime de l'équipe relais selon les conditions et modalités déterminées par les articles 31 à 38 de la convention collective de travail du 11 mai 1995.

ARTICLE 5

L'écrit visé à l'article 41 de la convention collective de travail du 11 mai 1995 comportant les différents horaires de travail applicables dans le cadre du régime de l'équipe relais, paraphé par les parties signataires de la présente convention, est joint en annexe à celle-ci.

ARTICLE 6

la présente convention d'adhésion, l'entreprise souscrit à l'objectif de promotion de l'emploi défini par la convention collective de travail du 11 mai 1995, et demandera à bénéficier des diminutions de cotisations patronales à l'O.N.S.S. auxquelles elle peut prétendre en exécution de l'article 2 de la loi du 3 avril 1995, pour les embauches complémentaires visées à l'article 3 qui répondent aux critères de croissance nette d'emploi.

(2) La présente convention doit être signée par un représentant de chacune des organisations syndicales siégeant dans la Commission paritaire de la construction qui sont représentées au sein de la délégation syndicale de l'entreprise. A défaut de délégation syndicale, la convention doit être signée par un représentant d'au moins deux organisations syndicales siégeant dans la Commission paritaire de la construction et qui sont les plus représentatives du personnel ouvrier de l'entreprise.

ARTICLE 7

La présente convention collective de travail entre en vigueur le et prendra fin le (3).

Cette convention est conclue sous réserve d'approbation par la Commission paritaire de la construction.

Les parties signataires :

. Pour l'entreprise :

..... (nom)

..... (fonction)

.....(signature)

. Pour chacune des organisations syndicales :

..... (nom)

..... (fonction)

..... (signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 10 juin 1997.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

(3) Au plus tard le 31 décembre 1996.

Bijlage aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 betreffende de bevordering van de tewerkstelling in 1995 en 1996

I. TOETREDINGSAKTE TOT DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 11 MEI 1995
BETREFFENDE DE BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING IN 1995-1996 (P.C. NR. 124 — BOUWNIJVERHEID)

MODEL A-BIS (1)
REGELING VAN DE BIS-BEDRIJFSPLANNEN

AKTE VAN (2) HOUDENDE TOETREDING VAN DE ONDERNEMING
TOT HOOFDSTUK III VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 11 MEI 1995
BETREFFENDE DE BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING IN 1995 EN 1996

Deze toetredingsakte moet in dubbel exemplaar (origineel en een door de werkgever voor eensluidend verklaarde kopie), voor neerlegging en registratie, behoorlijk ingevuld (3), gedateerd en ondertekend worden verstuurd naar :

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen
Belliardstraat 51
1040 BRUXELLES

Een door de werkgever voor eensluidend verklaarde kopie van deze toetredingsakte moet voor goedkeuring door het paritair comité worden verstuurd naar :

De Voorzitter van het Paritair Comité voor de bouwnijverheid
MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
BELLIARDSTRAAT 51
1040 BRUSSEL

(1) Dit model van toetredingsakte kan slechts worden gebruikt door de bouwondernemingen die minder dan 50 werknemers tewerkstellen (op 30 juni 1994) en die geen vakbondsafvaardiging hebben.

(2) Datum waarop de toetredingsakte in de onderneming wordt getekend.

(3) De commentaar van het paritair comité over de bedrijfsplannen in de bouwnijverheid omvat nuttige inlichtingen over de wijze waarop de toetredingsakte moet worden ingevuld. Deze commentaar en de modellen van toetredingsakten kunnen gratis worden verkregen bij :

— de beroepsorganisatie waarvan U lid bent;

— het Secretariaat van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf : Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid — Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen, Belliardstraat 51 — 1040 Brussel, Telefoon : (02) 233.40.87.

1. Identificatie van de werkgever

- 1.1. Naam en voornaam of firmanaam :
-
- 1.2. Woonplaats of sociale zetel : Straat
-
- Postcode :..... Gemeente
- 1.3. Telefoon :
- 1.4. Identiteit van de werkgever (4)
- Functie
- 1.5. Inschrijvingsnummer bij de R.S.Z. :
- 1.6. Aantal aan de R.S.Z. aangegeven werknemers (arbeiders en bedienden) op 30 juni 1994 :.....
-

2.

KEUZE VAN DE SECTORALE REGELING(EN) DIE IN DE ONDERNEMING WORDT/WORDEN INGEVOERD DOOR DEZE TOETREDINGSAKTE

2.1. Regeling halftijds brugpensioen-opleiding (hoofdstuk II - afdeling 1 - Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994)

2.1.1. De onderneming (5)

- zal deze regeling toepassen
- zal deze regeling niet toepassen

2.1.2. Beknopte beschrijving van de toepassingsmodaliteiten van deze regeling in de onderneming.

2.2. Regeling arbeid-opleiding (hoofdstuk II - afdeling 2 - Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994)

2.2.1. De onderneming (6) :

- zal deze regeling toepassen
- zal deze regeling niet toepassen

2.2.2. Beknopte beschrijving van de toepassingsmodaliteiten van deze regeling in de onderneming.

2.2.3. Te verduidelijken :

. De periode(s) van het jaar waarin de regeling arbeid-opleiding zal worden toegepast :

.....

. De duur van de opleidingsmodule(s) (in uren) :

.....

. De categorie(ën) van arbeiders in de onderneming waarop de regeling van toepassing is :

.....

.....

.....

(4) Of van aijn afgevaardigde. De identiteit die hier wordt vermeld, moet overeenstemmen met die van de ondertekenaar op het einde van het formulier.

(5) (6) Het vak van uw keuze aankruisen.

3. BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING

De onderneming heeft de bedoeling een netto-aangroei van haar personeelsbestand te bewerkstellingen ten belope van..... bijkomende aanwervingen die moeten plaatshebben tijdens de periode 1995-1996.

4. BIJKOMENDE VERKLARINGEN

4.1. De ondergetekende bevestigt :

- dat er in de onderneming geen vakbondsafvaardiging bestaat;
- dat de raadplegingsprocedure van de arbeiders van de onderneming werd toegepast overeenkomstig de bepalingen van artikel 22 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 (*Belgisch Staatsblad* van 22 april 1995)

4.2. De ondergetekende verbindt zich ertoe :

- de regeling(en) vermeld onder rubriek 2 toe te passen overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II van de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994 algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 27 januari 1995 (*Belgisch Staatsblad* van 15 maart 1995)

4.3. De ondergetekende vraagt de verminderingen van de werkgeversbijdragen aan de R.S.Z. te genieten waarop hij aanspraak kan maken in uitvoering van artikel 2 van de wet van 3 april 1995 evenals de aanvullende voordelen vastgesteld bij hoofdstuk III, afdeling 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 betreffende de bevordering van de tewerkstelling in 1995 en 1996, voor de bijkomende aanwervingen die beantwoorden aan de algemene en bijzondere voorwaarden die werden vastgesteld bij deze wet en overeenkomst.

5. BIJLAGEN

De ondergetekende voegt aan deze toetredingsakte,..... documenten als bijlage bij waaronder :

. Het register voor opmerkingen dat ter beschikking van de arbeiders werd gehouden tijdens de raadplegingsprocedure bedoeld in hierboven vermeld punt 4.1.

.....

6. GELDIGHEIDSDUUR VAN DE TOETREDINGSAKTE

Deze toetredingsakte is geldig van..... tot..... (7)

Ze is opgesteld onder voorbehoud van goedkeuring door het Paritair Comité voor het bouwbedrijf.

Ik verklaar op eer dat deze verklaring oprecht en volledig is.

Opgemaakt te....., op.....

(Handtekening en identiteit van de werkgever of zijn afgevaardigde)

(7) Ten laatste tot 31 december 1996.

II. COLLECTIEVE TOETREDINGSOVEREENKOMST TOT DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 11 MEI 1995
BETREFFENDE DE BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING IN 1995-1996 (P.C. NR. 124 - BOUWNIJVERHEID)

MODEL B-BIS
REGELING VAN DE BIS-BEDRIJFSPLANNEN

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN.....(1) HOUDENDE TOETREDING
VAN DE ONDERNEMING..... TOT HOOFDSTUK III VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 11 MEI 1995
BETREFFENDE DE BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING IN 1995 EN 1996.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst moet in dubbel exemplaar (origineel en een door de werkgever voor eensluidend verklaarde copie), voor neerlegging en registratie, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend worden verstuurd naar :

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen
Belliardstraat 51
1040 BRUSSEL

Een door de werkgever voor eensluidend verklaarde copie van deze collectieve toetredingsovereenkomst moet voor goedkeuring door het paritair comité worden verstuurd naar :

De Voorzitter van het Paritair Comité voor de bouwnijverheid
MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
Belliardstraat 51
1040 BRUSSEL

(1) Datum waarop de toetredingsovereenkomst in de onderneming wordt gesloten.

ARTIKEL 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten tussen :

- . De onderneming :
- woonplaats of sociale zetel :
-
- telefoon :
- inschrijvingsnummer bij de R.S.Z. :
- die werknemers tewerkstelt (op 30 juni 1994)
- vertegenwoordigd door
-(naam en functie)
- . en de volgende representatieve vakorganisaties : (2)
- De Christelijke Centrale der Houtbewerkers en Bouwvakarbeiders,
- vertegenwoordigd door :(naam en functie)
- De Algemene Centrale, vertegenwoordigd door :
- (naam en functie)
- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België, vertegenwoordigd door :
-(naam en functie)

ARTIKEL 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is toepasselijk op de werkgever en op de arbeiders van de onderneming bedoeld in artikel 1.

ARTIKEL 3

Deze overeenkomst heeft de toetreding tot hoofdstuk III - bis-bedrijfsplannen - van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 betreffende de bevordering van de tewerkstelling in 1995 en 1996, tot doel.

ARTIKEL 4

Tijdens de toepassingsperiode van deze overeenkomst zal de onderneming de volgende regeling(en) bepaald in hoofdstuk II van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994 ten uitvoer brengen (3)

ARTIKEL 5

(Voor de ondernemingen die de regeling arbeid-opleiding toepassen).

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 16, § 3 van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994 wordt een copie van het geschrift bedoeld in § 1 van hetzelfde artikel 16 bij deze overeenkomst gevoegd.

ARTIKEL 6

De onderneming zal de regeling(en) bedoeld in artikel 4 van deze overeenkomst toepassen met inachtneming van de bepalingen van hoofdstuk II van voormelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 mei 1994.

(2) Deze overeenkomst moet worden ondertekend door een vertegenwoordiger van elk van de vakorganisaties die zitting hebben in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en die vertegenwoordigd zijn in de vakbondsafvaardiging van de onderneming. Bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging moet de overeenkomst worden getekend door een vertegenwoordiger van minstens twee vakorganisaties die zitting hebben in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en die het meest representatief zijn voor het arbeiderspersoneel van de onderneming.

(3) Aanvullen met de vermelding van de sectorale regeling(en) die in de onderneming wordt/worden ingevoerd :
 — de regeling halftijds brugpensioen-opleiding (C.A.O. 17 mei 1994 — hoofdstuk II — afdeling 1);
 — de regeling arbeid-opleiding (C.A.O. 17 mei 1994 — hoofdstuk II — afdeling 2).

ARTIKEL 7

In uitvoering van de regeling(en) bedoeld in artikel 4 zal de onderneming een netto-aangroei van zijn personeelsbestand bewerkstelligen in de loop van de periode 1995-1996.

Deze aangroei van het personeelsbestand kan op..... bijkomende aanwervingen worden geschat.

De onderneming vraagt de vermindering van de werkgeversbijdragen aan de R.S.Z. te gnieten waarop zij aanspraak kan maken in uitvoering van artikel 2 van de wet van 3 april 1995 evenals de aanvullende voordelen, bepaald bij hoofdstuk III, afdeling 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995, voor de bijkomende aanwervingen die beantwoorden aan de algemene en bijzondere voorwaarden die werden vastgesteld bij deze wet en overeenkomst.

ARTIKEL 8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op.....en verstrijkt op..... (4).

Deze overeenkomst is gesloten onder voorbehoud van goedkeuring door het Paritair Comité voor het bouwbedrijf.

De ondertekende partijen :

. Voor de onderneming :

..... (naam)

..... (functie)

..... (handtekening)

. Voor elk van de vakorganisaties :

..... (naam)

..... (functie)

..... (handtekening)

(4) Ten laatste op 31 december 1996.

III. TOETREDINGSAKTE TOT DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 11 MEI 1995
BETREFFENDE DE BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING IN 1995-1996 (P.C. NR. 124 - BOUWNIJVERHEID)

MODEL C (1)- REGELING VAN DE STEUNPLOEG

AKTE VAN..... (2) HOUDENDE TOETREDING VAN DE ONDERNEMING.....
TOT HOOFDSTUK IV VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 11 MEI 1995
BETREFFENDE DE BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING IN 1995-1996.

Deze toetredingsakte moet in dubbel exemplaar (origineel en een door de werkgever voor eensluidend verklaarde copie), voor neerlegging en registratie, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend worden verstuurd naar :

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen
Belliardstraat 51
1040 BRUSSEL

Een door de werkgever voor eensluidend verklaarde copie van deze toetredingsakte moet voor goedkeuring door het paritair comité worden verstuurd naar :

De Voorzitter van het Paritair Comité voor de bouwnijverheid
MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
Belliardstraat 51
1040 BRUSSEL

(1) Dit model van toetredingsakte mag slechts worden gebruikt door de bouwondernemingen die minder dan 50 werknemers tewerkstelling (op 30 juni 1994) en die geen vakbondsafvaardiging hebben.

(2) Datum waarop de toetredingsakte in de onderneming wordt getekend.

1. IDENTIFICATIE VAN DE WERKGEVER

- 1.1. Naam en voornaam of firmanaam
-
- 1.2. Woonplaats of sociale zetel : Straat
- nr. :
- Postcode :..... Gemeente :
- 1.3. Telefoon :
- 1.4. Identiteit van de werkgever (3) :
- Functie :
- 1.5. Inschrijvingsnummer bij de R.S.Z. :
- 1.6. Aantal aan de R.S.Z. aangegeven werknemers (arbeiders en bedienden) op 30 juni 1994 :

2. TOETREDING TOT DE REGELING VAN DE STEUNPLOEG

- . De onderneming treedt toe tot de regeling van de steunploeg die tot doel heeft het presteren van overuren te vermijden of te beperken.
- . Bijgevolg zullen in de onderneming bijkomende aanwervingen plaatshebben tijdens de periode 1995-1996.

3. BIJKOMENDE VERKLARINGEN

- 3.1. De ondergetekende bevestigt :
- . dat er geen vakbondsafvaardiging is in de onderneming;
- . dat de raadplegingsprocedure van de arbeiders van de onderneming, overeenkomstig de bepalingen van artikel 40 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995, werd toegepast.
- 3.2. De ondergetekende verbindt zich ertoe de bij de artikelen 31 tot 38 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 bepaalde toepassingsvoorwaarden en -modaliteiten van de regeling van de steunploeg, na te leven.

4. BIJLAGEN

De ondergetekende voegt..... documenten als bijlage bij deze toetredingsakte toe, waaronder :

- . Bijlage 1 : het geschrift bedoeld bij artikel 40, lid 1 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 dat de verschillende in het arbeidsreglement in te voeren uurroosters bevat.
- . Bijlage 2 : het register voor opmerkingen dat ter beschikking van de arbeiders werd gehouden tijdens de hierboven in punt 3.1. bedoelde raadplegingsprocedure.
-

5. BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING

De ondergetekende vraagt de verminderingen van de werkgeversbijdragen aan de R.S.Z. te genieten waarop hij in uitvoering van artikel 2 van de wet van 3 april 1995 aanspraak kan maken voor de bij hierboven in punt 2 bedoelde bijkomende aanwervingen die aan de criteria van netto-aangroei van de tewerkstelling in de onderneming beantwoorden.

6. GELDIGHEIDSDUUR VAN DE TOETREDINGSAKTE

Deze toetredingsakte is geldig van..... tot..... (4). Ze is opgesteld onder voorbehoud van goedkeuring door het Paritair Comité voor het bouwbedrijf.

Ik bevestig op eer dat deze verklaring oprecht en volledig is.

Opgemaakt te....., op.....

(Handtekening en identiteit van de werkgever of zijn afgevaardigde)

(3) Of van zijn afgevaardigde. De identiteit die hier wordt vermeld, moet overeenstemmen met die van de ondertekenaar op het einde van het formulier.

(4) De toetreding eindigt ten laatste op 31 december 1996.

IV. COLLECTIEVE TOETREDINGSOVEREENKOMST TOT DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 11 MEI 1995
BETREFFENDE DE BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING IN 1995-1996 (P.C. NR. 124 - BOUWNIJVERHEID)

MODEL D - REGELING VAN DE STEUNPLOEG

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN..... (1) HOUDENDE TOETREDING
VAN DE ONDERNEMING..... TOT HOOFDSTUK IV VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST
VAN 11 MEI 1995 BETREFFENDE DE BEVORDERING VAN DE TEWERKSTELLING IN 1995-1996.

Deze collectieve toetredingsovereenkomst moet in dubbel exemplaar (origineel en een door de werkgever voor eensluidend verklaarde copie), voor neerlegging en registratie, behoorlijk ingevuld, gedateerd en ondertekend, worden verstuurd naar :

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen
Belliardstraat 51
1040 BRUSSEL

Een door de werkgever voor eensluidend verklaarde copie van deze collectieve toetredingsovereenkomst moet voor goedkeuring door het paritair comité worden verstuurd naar :

De voorzitter van het Paritair Comité voor de bouwnijverheid

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
Belliardstraat 51
1040 BRUSSEL

(1) Datum waarop de toetredingsovereenkomst in de onderneming wordt gesloten.

ARTIKEL 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten tussen :

- . De onderneming :
- woonplaats of sociale zetel :
-
- telefoon :
- inschrijvingsnummer bij de R.S.Z. :
- die..... werknemers tewerkstelt (op 30 juni 1994)
- vertegenwoordigd door :
- (naam en functie)
- . en de volgende representatieve vakorganisaties : (2)
- De Christelijke Centrale der Houtbewerkers en Bouwvakarbeiders,
- vertegenwoordigd door :
- (naam en functie)
- De Algemene Centrale, vertegenwoordigd door :
- (naam en functie)
- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België, vertegenwoordigd door :
-

ARTIKEL 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgever en de arbeiders van de onderneming bedoeld in artikel 1.

ARTIKEL 3

Deze overeenkomst heeft de toetreding tot de regeling van de steunploeg, bepaald bij hoofdstuk IV van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 tot doel. De toepassing ervan in de onderneming beantwoordt aan de doelstelling het presteren van overuren te vermijden of te verminderen door bijkomende aanwervingen die moeten plaatshebben in de loop van de periode 1995-1996.

ARTIKEL 4

Tijdens de toepassingsperiode van deze overeenkomst, past de onderneming de regeling van de steunploeg toe volgens de voorwaarden en modaliteiten bepaald bij de artikelen 31 tot 38 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995.

ARTIKEL 5

Het bij artikel 41 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 bedoelde en door de ondertekenaars van deze overeenkomst geparafeerde geschrift dat de in het kader van de regeling van de steunploeg verschillende toepasselijke uurroosters bevat, is als bijlage bij deze overeenkomst gevoegd.

ARTIKEL 6

Door deze toetredingsovereenkomst onderschrijft de onderneming de doelstelling van bevordering van de tewerkstelling, bepaald bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 11 mei 1995 en vraagt de verminderingen van werkgeversbijdragen aan de R.S.Z. te genieten, waarop ze in uitvoering van artikel 2 van de wet van 3 april 1995 aanspraak kan maken voor de bijkomende aanwervingen bedoeld bij artikel 3 die beantwoorden aan de criteria van netto-aangroei van het personeelsbestand.

(2) Deze overeenkomst moet worden ondertekend door een vertegenwoordiger van elk van de vakorganisaties die zitting hebben in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf en die vertegenwoordigd zijn in de vakbondsafvaardiging van de onderneming. Bij ontstentenis van een vakbondsafvaardiging, moet de overeenkomst worden getekend door een vertegenwoordiger van minstens twee vakorganisaties die zitting hebben in het Paritair Comité en die het meest representatief zijn voor het arbeiderspersoneel van de onderneming.

ARTIKEL 7

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op en verstrijkt op (3).

Deze overeenkomst is gesloten onder voorbehoud van goedkeuring door het Paritair Comité voor het bouwbedrijf.

De ondertekenende partijen :

. voor de onderneming

..... (naam)

..... (functie)

..... (handtekening)

. voor elk van de vakorganisaties :

..... (naam)

..... (functie)

..... (handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 juni 1997.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

(3) Ten laatste op 31 december 1996.

F. 97 — 2564

[S - C - 97/12496]

24 JUNI 1997. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 20 février 1997, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, modifiant les statuts du "Fonds social et de garantie des employés de l'industrie alimentaire" (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, notamment l'article 2;

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail du 29 mars 1976, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, insistant un fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social et de garantie des employés de l'industrie alimentaire" et en fixant ses statuts, rendue obligatoire par arrêté royal du 7 juillet 1977, notamment l'article 13 des statuts, modifié par la convention collective de travail du 2 juin 1995, rendue obligatoire par arrêté royal du 13 février 1996;

Vu la demande de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 7 janvier 1958, *Moniteur belge* du 7 février 1958.

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 7 juillet 1977, *Moniteur belge* du 2 septembre 1977.

Arrêté royal du 13 février 1996, *Moniteur belge* du 5 avril 1996.

N. 97 — 2564

[S - C - 97/12496]

24 JUNI 1997. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, tot wijziging van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds van de bedienden van de voedingsnijverheid" (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 maart 1976, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, tot oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de bedienden van de voedingsnijverheid" en tot vaststelling van zijn statuten, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 7 juli 1977, inzonderheid op artikel 13 van de statuten, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juni 1995, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 februari 1996;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 7 januari 1958, *Belgisch Staatsblad* van 7 februari 1958.

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 7 juli 1977, *Belgisch Staatsblad* van 2 september 1977.

Koninklijk besluit van 13 februari 1996, *Belgisch Staatsblad* van 5 april 1996.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 20 février 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, modifiant les statuts du "Fonds social et de garantie des employés de l'industrie alimentaire".

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Annexe

Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire

Convention collective de travail du 20 février 1997

Modification des statuts du "Fonds social et de garantie des employés de l'industrie alimentaire" (Convention enregistrée le 10 avril 1997 sous le numéro 43840/CO/220)

Article 1^{er}. L'article 13 des statuts du "Fonds social et de garantie des employés de l'industrie alimentaire", fixés par la convention collective de travail du 29 mars 1976, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, rendue obligatoire par arrêté royal du 7 juillet 1977, modifié par la convention collective de travail du 2 juin 1995, rendue obligatoire par arrêté royal du 13 février 1996, est complété par les dispositions suivantes :

« A partir du 1^{er} avril 1997, une cotisation complémentaire à charge de l'employeur est perçue, fixée à 0,20 p.c. des appointements déclarés à l'Office national de sécurité sociale, destinée à l'Institut de formation professionnelle pour les employés de l'industrie alimentaire". »

Art. 2. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} janvier 1997 et cesse d'être en vigueur le 30 juin 1997.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 24 juin 1997.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, tot wijziging van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds van de bedienden van de voedingsnijverheid".

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Bijlage

Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid

Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 1997

Wijziging van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds van de bedienden van de voedingsnijverheid" (Overeenkomst geregistreerd op 10 april 1997 onder het nummer 43840/CO/220)

Artikel 1. Artikel 13 van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds van de bedienden van de voedingsnijverheid", vastgesteld door de collectieve arbeidsovereenkomst van 29 maart 1976, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 7 juli 1977, gewijzigd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 juni 1995, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 februari 1996, wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« Vanaf 1 april 1997 wordt er een bijkomende bijdrage ten laste van de werkgever geheven, vastgesteld op 0,20 pct. van de wedden aangegeven bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid en bestemd voor het "Instituut voor professionele vorming voor de bedienden uit de voedingsnijverheid". »

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 30 juni 1997.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 24 juni 1997.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

F. 97 — 2565

[C - 97/12549]

8 AOUT 1997. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 20 février 1997, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, relative à la prépension pour les employés dans l'industrie du sucre et de ses dérivés (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 20 février 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, relative à la prépension pour les employés dans l'industrie du sucre et de ses dérivés.

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

N. 97 — 2565

[C - 97/12549]

8 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, betreffende het brugpensioen voor de bedienden in de suikernijverheid en haar bijprodukten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, betreffende het brugpensioen voor de bedienden in de suikernijverheid en haar bijprodukten.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Art. 2. Le Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Annexe

Commission paritaire de l'industrie alimentaire

Convention collective de travail du 20 février 1997

Prépension pour les employés dans l'industrie du sucre et de ses dérivés (Convention enregistrée le 10 avril 1997 sous le numéro 43837/CO/220)

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux employé(e)s des sucreries et raffineries de sucre, des fabriques de sucre inverti et d'acide citrique, des confiseries, des levureries et des distilleries.

Art. 2. La présente convention collective de travail est exclusivement applicable aux employé(e)s qui atteignent l'âge de 58 ans ou plus et qui satisfont aux conditions d'ancienneté légales pour pouvoir prétendre au statut de pré pensionné.

CHAPITRE II. — *Indemnité complémentaire*

Art. 3. L'indemnité complémentaire, instaurée dans le cadre de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, est octroyée, aux employé(e)s visé(e)s à l'article 1^{er} qui sont lié(e)s par un contrat d'employé(e)s et qui sont licencié(e)s pour des raisons autres que pour motifs graves.

Art. 4. Conformément aux dispositions légales, le remplacement des pré pensionnés est obligatoire. Les sanctions qui découlent des obligations légales en matière de prépension, quelle que soit leur forme, restent entièrement à charge des entreprises individuelles.

Art. 5. Les cotisations spéciales mensuelles patronales par pré pensionné(e) restent entièrement à charge des entreprises individuelles.

CHAPITRE III. — *Entrée en vigueur*

Art. 6. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée.

Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997 et cesse d'être en vigueur le 30 juin 1997.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 août 1997.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Art. 2. Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 augustus 1997.

ALBERT

Par le Roi :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Bijlage

Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid

Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 1997

Bruggpensioen voor de bedienden in de suikernijverheid en haar bijprodukten (Overeenkomst geregistreerd op 10 april 1997 onder het nummer 43837/CO/220)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de bedienden van de suikerfabrieken en suikerraffinaderijen, de fabrieken van invertsuiker en citroenzuur, de kandijfabrieken, de gisfabrieken en distilleerderijen.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is uitsluitend van toepassing op de bedienden die de leeftijd van 58 jaar of meer bereiken en die voldoen aan de wettelijk gestelde anciënniteitsvoorwaarden om het statuut van bruggepensioneerde te kunnen bekomen.

HOOFDSTUK II. — *Aanvullende vergoeding*

Art. 3. De aanvullende vergoeding, ingesteld in het raam van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige werknemers indien zij worden ontslagen, wordt toegekend aan de in artikel 1 bedoelde bedienden die tewerkgesteld zijn krachtens een arbeidsovereenkomst voor bedienden en die worden ontslagen, behalve wegens dringende reden.

Art. 4. Overeenkomstig de wettelijke bepalingen is de vervanging van de bruggepensioneerde verplicht. De sancties, onder welke vorm ook, die voortvloeien uit de wettelijke verplichtingen inzake brugpensioen blijven volledig ten laste van de individuele ondernemingen.

Art. 5. De bijzondere maandelijksse werkgeversbijdragen per bruggepensioneerde blijven volledig ten laste van de individuele ondernemingen.

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding*

Art. 6. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd.

Zij treedt in werking op 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 30 juni 1997.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

F. 97 — 2566

[C - 97/12540]

8 AOUT 1997. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 20 février 1997, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, relative à la prépension pour les employés dans l'industrie des conserves de légumes (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

N. 97 — 2566

[C - 97/12540]

8 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, betreffende het bruggpensioen voor de bedienden in de groentenconservenijverheid (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Vu la demande de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 20 février 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, relative à la prépension pour les employés dans l'industrie des conserves de légumes.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Annexe

Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire

Convention collective de travail du 20 février 1997

Prépension pour les employés dans l'industrie des conserves de légumes (Convention enregistrée le 10 avril 1997 sous le numéro 43839/CO/220)

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux employé(e)s des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour les employés de l'industrie alimentaire, secteur des conserves de légumes.

Art. 2. La présente convention collective de travail est exclusivement applicable aux employé(e)s qui atteignent l'âge de 58 ans ou plus et qui satisfont aux conditions d'ancienneté légales pour pouvoir prétendre au statut de prépensionné.

CHAPITRE II. — *Indemnité complémentaire*

Art. 3. L'indemnité complémentaire, instaurée dans le cadre de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, est octroyée aux employé(e)s visé(e)s à l'article 1^{er} qui sont lié(e)s par un contrat d'emploi et qui sont licencié(e)s pour des raisons autres que pour motifs graves.

Art. 4. Conformément aux dispositions légales, le remplacement des prépensionnés est obligatoire. Les sanctions qui découlent des obligations légales en matière de prépension, quelle que soit leur forme, restent entièrement à charge des entreprises individuelles.

Art. 5. Les cotisations spéciales mensuelles patronales par prépensionné(e) restent entièrement à charge des entreprises individuelles.

CHAPITRE III. — *Entrée en vigueur*

Art. 6. La présente convention collective de travail est conclue pour une durée déterminée.

Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997 et cesse d'être en vigueur le 30 juin 1997.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 août 1997.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, betreffende het brugpensioen voor de bedienden in de groentenconservenijverheid.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Bijlage

Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid

Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 1997

Brugpensioen voor de bedienden in de groentenconservenijverheid (Overeenkomst geregistreerd op 10 april 1997 onder het nummer 43839/CO/220)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de bedienden van de ondernemingen die onder de bevoegdheid ressorteren van het Paritair Comité voor de bedienden uit de voedingsnijverheid, sector van de groentenconservenijverheid

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is uitsluitend van toepassing op de bedienden die de leeftijd van 58 jaar of meer bereiken en die voldoen aan de wettelijk gestelde anciënniteitsvoorwaarden om het statuut van bruggepensioneerde te kunnen bekomen.

HOOFDSTUK II. — *Aanvullende vergoeding*

Art. 3. De aanvullende vergoeding, ingesteld in het raam van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige werknemers indien zij worden ontslagen, wordt toegekend aan de in artikel 1 bedoelde bedienden die tewerkgesteld zijn krachtens een arbeidsovereenkomst voor bedienden en die worden ontslagen, behalve wegens dringende reden.

Art. 4. Overeenkomstig de wettelijke bepalingen is de vervanging van de bruggepensioneerde verplicht. De sancties, onder welke vorm ook, die voortvloeien uit de wettelijke verplichtingen inzake brugpensioen blijven volledig ten laste van de individuele ondernemingen.

Art. 5. De bijzondere maandelijksse werkgeversbijdragen per bruggepensioneerde blijven volledig ten laste van de individuele ondernemingen.

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding*

Art. 6. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten voor een bepaalde tijd.

Zij treedt in werking op 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 30 juni 1997.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 97 — 2567

[C — 97/27577]

**11 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
concernant l'attribution de l'appellation d'origine locale « Dentelle de Binche »**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'avis de la Commission des Labels de Qualité et des Appellations d'Origine;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour pouvoir être réalisé, mis en vente ou vendu sous la dénomination "appellation d'origine locale Dentelle de Binche", la dentelle exécutée à Binche doit être une dentelle aux fuseaux qui comprend le fil coupé (duchesse et pièces rapportées) ou le fil continu.

Art. 2. L'aire de production est limitée à la commune de Binche

Art. 3. Bénéficie de l'appellation d'origine locale "Dentelle de Binche", la dentelle produite par des personnes physiques ou morales établies à Binche et déclarées au registre de commerce ou au registre de l'artisanat dans le cadre d'une activité de production de dentelles, qui ont obtenu l'attestation d'origine délivrée par l'Association des Chambres de commerce et d'industrie de Wallonie, désignée comme organisme certificateur.

CHAPITRE II. — La technique du fil coupé

Art. 4. La technique du fil coupé comprend deux sortes de dentelles spécifiques, à savoir la duchesse et les pièces rapportées.

Art. 5. Les points utilisés pour la réalisation des motifs doivent être adéquats. La qualité supérieure de la dentelle dépend principalement du choix judicieux des points en fonction du motif.

Art. 6. La dentellière ou le dentellier peut apporter une touche originale et personnelle au motif réalisé (c'est-à-dire des points différents du toilé et du grillé) tout en conservant le caractère intrinsèque de la dentelle.

Art. 7. § 1^{er}. Le fil utilisé pour la réalisation des dentelles est du lin ou du coton dont la grosseur n'excède pas la référence "120/2". Ce fil, appelé également "coton Egyptien" a la particularité d'être un fil à fibres longues.

§ 2. Le fil de contour, quant à lui, est de plus grosse épaisseur afin d'accentuer le tracé de motifs donnés.

§ 3. Un fil de soie colorée peut être utilisé pour certaines dentelles "Contemporaines" ou d'inspiration culturelle différente.

Art. 8. Les trous, laissés par la pose des épingle lors de la réalisation de la dentelle, doivent être réguliers et non déformés.

Art. 9. Les courbes doivent être régulières et sans encoche.

Art. 10. Les fils doivent être tendus d'une lisière à l'autre et doivent être placés dans le travail pour donner des mâts réguliers.

Ils doivent être en nombre suffisant pour donner un tissage où les voyageurs (fils de trame) sont proportionnés aux fils pendants (fils de chaîne) et ce, comme dans la toile d'un tissu formant des carrés réguliers.

Art. 11. Le montage des fils doit être à peine perceptible ainsi que les arrêts. Il ne peut y avoir qu'une petite houppe à l'endroit où les fils ont été coupés.

CHAPITRE III. — *La technique du fil continu*

Art. 12. La dentelle de Binche en fil continu utilise neuf points : le Torchon, le Cluny, le Venise, la Blonde, le Paris, le Tille, le Flandres, le Valenciennes et le Binche.

Art. 13. Les fils doivent être adaptés au motif. La dentelle ne doit être ni trop serrée ni trop lâche.

Art. 14. Les fils doivent être tendus de façon régulière de telle sorte que la dentelle soit plate et ferme. Le fond doit être régulier, c'est-à-dire les mailles espacées d'une distance assez régulière les unes des autres.

Art. 15. Quand il existe, le picot doit être régulier et de constante grandeur.

Art. 16. L'arrêt de la dentelle ne doit pas être perceptible à l'œil nu.

Art. 17. Les fils utilisés (les fils de trame et de chaîne ainsi que le fil de contour) sont identiques à ceux spécifiés pour la technique du fil coupé.

CHAPITRE IV. — *Dispositions communes*

Art. 18. Les étiquettes sont numérotées par l'organisme certificateur.

L'étiquette des dentelles portant l'appellation d'origine locale "Dentelle de Binche" comprend :

1° le sigle de l'appellation d'origine locale défini par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 concernant les signes distinctifs qui matérialisent le label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne;

2° le numéro d'ordre de l'étiquette;

3° la référence d'identification de l'entreprise ou le sigle de l'association concernée ainsi que les références de l'organisme certificateur.

Le bon à tirer des étiquettes est soumis à l'approbation de l'organisme certificateur.

Art. 19. Les étiquettes sont distribuées par l'organisme certificateur.

L'entreprise ou l'association est responsable des étiquettes reçues et tient à jour un registre d'utilisation des stocks d'étiquettes.

Art. 20. Le montant de la redevance que l'organisme certificateur est autorisé à percevoir est fixé à 50 francs la pièce de dentelle. A cela, s'ajoute le prix des étiquettes facturées au prix coutant.

Art. 21. Le bénéficiaire de l'appellation d'origine locale "Dentelle de Binche" doit, en vue du contrôle, répertorier les pièces confectionnées en fonction du nombre d'heures requises pour leur réalisation.

Art. 22. L'organisme certificateur s'assure que les conditions de l'obtention de l'attestation sont remplies en organisant des contrôles réguliers opérés sur la qualité de la réalisation des dentelles aux fuseaux, sur le volume de la production et sur le chiffre d'affaires de l'entreprise ou de l'association.

Le niveau de qualité du produit est vérifié par l'un des organismes tiers de contrôle agréés par le Gouvernement wallon et dont la liste figure en annexe du présent arrêté.

A l'occasion du rapport annuel, l'organisme certificateur soumettra sa méthodologie à la Commission des Labels de Qualité et des Appellations d'Origine.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de la publication au *Moniteur belge*.

Art. 24. Le Ministre de l'Economie et des P.M.E. est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 11 septembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

—

Annexe

Liste des organismes tiers de contrôle

- Bertin, Colette, rue des Mulets 60, 6111 Landelies;
- Blanchart, Hélène, rue de Merbes 282, 7133 Buvrines;
- Corso, Carole, place de Bray 17, 7130 Bray;
- Parfait, Léona, rue des Ecoliers 1, 7130 Binche;
- Parfait, Catherine, rue des Chasseurs 6, 7130 Binche;
- Rems, Rita, rue de Prisches 3, 7130 Binche.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 1997 concernant l'attribution de l'« appellation d'origine locale Dentelle de Binche ».

Namur, le 11 septembre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 97 — 2567

[C — 97/27577]

11. SEPTEMBER 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung über die Ausstellung der Bezeichnung des lokalen Ursprungs « Bincher Spitze (Dentelle de Binche) »

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des Lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Gutachtens der Kommission für die Qualitätszeichen und die Ursprungsbezeichnungen;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Minister-Vorsitzenden der Wallonischen Regierung, beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Um unter der Bezeichnung "Bezeichnung Lokalen Ursprungs Bincher Spitze" gefertigt, zum Verkauf angeboten oder verkauft werden zu dürfen, muß es sich bei der in Binche gearbeiteten Spitze um Klöppelspitze handeln, die unter Anwendung der Technik des "fil coupé" (Duchesse und eingesetzte Stücke, sogenannte "pièces rapportées") oder des "fil continu" (durchlaufende Fäden) gefertigt wird.

Art. 2 - Das Fertigungsgebiet ist auf die Gemeinde Binche begrenzt.

Art. 3 - Die Spitze, gefertigt von in Binche ansässigen natürlichen oder juristischen Personen, die im Handelsregister oder im Handwerksregister im Rahmen der Fertigung von Spitze geführt werden und die eine von der als Ausstellungsstelle bezeichneten Vereinigung der Industrie- und Handelskammern der Wallonie ausgestellte Herkunftsbescheinigung erhalten haben, kann die Bezeichnung Lokalen Ursprungs "Bincher Spitze" erhalten.

KAPITEL II. — *Die Technik des "fil coupé"*

Art. 4 - Die Technik des "fil coupé" umfaßt zwei Arten von spezifischen Spitzen, die Duchesse und die "pièces rapportées".

Art. 5 - Die bei der Fertigung der Motive benutzten Stiche müssen stets angemessen sein. Die Hochwertigkeit der Qualität einer Spitze hängt hauptsächlich von der angemessenen Wahl der Stiche je nach Motiv ab.

Art. 6 - Die Spitzenarbeiterin oder der Spitzenarbeiter kann dem gearbeiteten Motiv eine originelle und persönliche Note verleihen (d.h. andere Schläge als der Leinenschlag oder der Gimpenschlag), wobei jedoch der eigentliche Charakter der Spitze nicht verloren gehen darf.

Art. 7 - § 1. - Bei dem für die Fertigung von Spitzen benutzten Garn handelt es sich um Leinen- oder Baumwollfäden, deren Stärke die Referenz "120/2" nicht übersteigen darf. Die Besonderheit dieses Garns, auch "Makogarn" genannt, liegt darin, daß es sich um Langfaserfäden handelt.

§ 2. - Der Durchmesser des Konturfadens ist größer, um die Formgebung der gegebenen Motive zu betonen.

§ 3. - Bei bestimmten "zeitgenössischen" Spitzen oder bei Spitzen, deren Motive durch Arbeiten anderer Kulturen inspiriert wurden, kann ein gefärbter Seidefaden eingearbeitet werden.

Art. 8 - Die Einstichstellen, die durch die bei der Fertigung der Spitze benutzten Nadeln entstehen, müssen regelmäßig und formgleich sein.

Art. 9 - Der Verlauf der Rundungen muß regelmäßig sein und darf keine "Kerbe" aufweisen.

Art. 10 - Die Fäden müssen von einer Gewebekante zu anderen gespannt sein und derart eingearbeitet sein, daß die dichteren Teile des Musters ("mâts") regelmäßig sind.

Ihre Zahl muß ausreichend sein, damit ein Gewebe entsteht, in dem die Schußfäden im Verhältnis zu den Kettfäden stehen, wie bei einem Stoff, wo die Fäden regelmäßige Vierecke bilden.

Art. 11 - Die Stellen an denen die Fäden aufgenommen oder abgelegt wurden, dürfen kaum zu erkennen sein. Nach dem Abschneiden der Fäden darf nur ein kleiner Abknotpunkt sichtbar bleiben.

KAPITEL III. — *Die Technik des "fil continu"*

Art. 12 - Bei der Bincher Spitze "à fil continu" werden neun Stiche gearbeitet : der Torchon, der Cluny, der Point de Venise, die Blondes, der Point de Paris, der Point de Lille, der Flandrische Schlag, der Valenciennes und der Binche.

Art. 13 - Die Fäden müssen an das Motiv angepaßt sein. Die Spitze darf weder zu engmaschig, noch zu locker sein.

Art. 14 - Die Fäden sind regelmäßig zu spannen, so daß die Spitze flach aufliegt und straff ist.

Der Grund hat regelmäßig zu sein, d.h. daß die Maschen in regelmäßigen Abständen voneinander liegen müssen.

Art. 15 - Falls ein "picot" (kleine Zierschlinge) besteht, hat dieser regelmäßig und von gleichbleibender Größe zu sein.

Art. 16 - Der Abschluß der Spitze darf mit bloßem Auge nicht zu erkennen sein.

Art. 17 - Die benutzten Fäden (die Schuß- und Kettfäden sowie der Konturfaden) sind mit jenen, die für die Technik des "fil coupé" festgelegt wurden, identisch.

KAPITEL IV. — *Gemeinsame Bestimmungen*

Art. 18 - Die Etiketts werden durch die Ausstellungsstelle numeriert.

Das Etikett für Spitze mit der Bezeichnung lokalen Ursprungs "Bincher Spitze" umfaßt :

1° das durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 über die Kennzeichen, die das Wallonische Gütezeichen, die lokale Ursprungsbezeichnung und die wallonische Ursprungsbezeichnung kennzeichnen, festgelegte Kennzeichen der lokalen Ursprungsbezeichnung;

2° die laufende Nummer des Etiketts;

3° die Referenz des Unternehmens oder das Kennzeichen der betreffenden Vereinigung sowie die Referenz der Ausstellungsstelle.

Die Druckfreigabe der Etiketts wird der Ausstellungsstelle zwecks Genehmigung vorgelegt.

Art. 19 - Die Etiketts werden durch die Ausstellungsstelle geliefert.

Das Unternehmen oder die Vereinigung ist für die erhaltenen Etiketts verantwortlich und führt ein Verzeichnis des Lagerbestandes der Etiketts.

Art. 20 - Der Betrag der Abgabe, die die Ausstellungsstelle zu erheben befugt ist, beläuft sich auf 50 BEF pro Stück, zuzüglich des zum Selbstkostenpreis berechneten Preises für die Etiketten.

Art. 21 - Die Person, die berechtigt ist, die Bezeichnung lokalen Ursprungs "Bincher Spitze" zu gebrauchen, muß zu Kontrollzwecken die gefertigten Stücke in ein Verzeichnis eintragen und nach der Anzahl Stunden, die für die Fertigung benötigt wurden, ordnen.

Art. 22 - Die Ausstellungsstelle stellt sicher, ob die Bedingungen für die Ausstellung der Bescheinigung erfüllt sind, indem sie die Qualität der Fertigung der Klöppelspitze, das Produktionsvolumen und den Umsatz des Unternehmens oder der Vereinigung regelmäßig überprüft.

Der Qualitätsstandard des Erzeugnisses wird von einer der durch die Wallonische Regierung anerkannten außenstehenden Kontrollstellen überprüft, deren Liste in der Anlage des vorliegenden Erlasses angeführt wird.

Anläßlich der Vorlage des Jahresberichts unterbreitet die Ausstellungsstelle der Kommission für die Qualitätszeichen und die Ursprungsbezeichnungen ihre Methodologie.

Art. 23 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 24 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und die K.M.B. gehören, wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 11. September 1997.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

—

Anlage

Liste der außenstehenden Kontrollstellen

- Bertin, Colette, rue des Mulets 60, 6111 Landelies;
- Blanchart, Hélène, rue de Merbes 282, 7133 Buvrimes;
- Corso, Carole, place de Bray 17, 7130 Bray;
- Parfait, Léona, rue des Ecoliers 1, 7130, Binche;
- Parfait, Catherine, rue des Chasseurs 6, 7130 Binche;
- Rems, Rita, rue des Prisches 3, 7130 Binche.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 11. September 1997 über die Ausstellung der "Bezeichnung des Lokalen Ursprungs - Bincher Spitze" beigelegt zu werden.

Namur, den 11. September 1997.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 97 — 2567

[C — 97/27577]

**11 SEPTEMBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering
tot toekenning van de aanduiding van lokale herkomst "Binche Kant"**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 7 september 1989 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de aanduiding van lokale herkomst en de aanduiding van Waalse herkomst, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het advies van de Commissie voor kwaliteitslabels en herkomstbenamingen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene begrippen*

Artikel 1. Om onder de aanduiding van lokale herkomst "Binche Kant" te koop gesteld of verkocht te kunnen worden, moet de in Binche vervaardigde kant een kloskant zijn, die de gesneden steek (Duchesse kant en afgeknoopte delen) of de doorlopende draden omvat.

Art. 2. Het produktiegebied is beperkt tot de gemeente Binche.

Art. 3. De aanduiding van lokale herkomst wordt toegekend voor kant die vervaardigd is door natuurlijke of rechtspersonen die in Binche gevestigd zijn en als kantwerk(st)er in het handels- of ambachtsregister ingeschreven staan. Ze moeten bovendien in het bezit zijn van het herkomstattest dat afgegeven wordt door de als keuringsdienst aangewezen "Association des Chambres de commerce et d'industrie de Wallonie" (Vereniging van de Waalse Kamers voor Handel en Nijverheid).

HOOFDSTUK II. — *Techniek van de gesneden steek*

Art. 4. De techniek van de gesneden steek betreft twee soorten specifieke kant, met name de Duchesse-kant en de afgeknoopte delen.

Art. 5. De voor de uitvoering van de motieven gebruikte kantslagen moeten adequaat zijn. De superieure kwaliteit van de kant hangt voornamelijk af van de oordeelkundige keuze van de slagen naar gelang van het motief.

Art. 6. De kantwerkster of -werker kan het uitgevoerde motief een originele en persoonlijke noot geven (d.w.z. andere slagen dan linnen en half linnen) en zonder het intrinsieke karakter van de kant te wijzigen.

Art. 7. § 1. De kant wordt vervaardigd met een linnen of een katoenen draad die niet dikker is dan de referentie "120/2". Deze draad, ook "Egyptische katoen" genoemd, is gekenmerkt door langdradige vezels.

§ 2. Wat de contourdraad betreft, hij moet dikker zijn om het motief te omlijsten.

§ 3. Een draad van gekleurde zijde kan gebruikt worden voor sommige "eigentijdse" kant of voor kant van een andere culturele inspiratie.

Art. 8. Na de uitvoering moeten al de speldgaatjes regelmatig zijn en mogen ze geen misvorming tonen.

Art. 9. De gewelven moeten regelmatig zijn en zonder inkeping.

Art. 10. De draden moeten van één zelfkant naar de andere gespannen zijn om regelmatige volwerken te vormen.

Het aantal draden moet voldoende zijn om een weven te verkrijgen, waarin de reizigers (inslagdraden) afgestemd zijn op de hangende draden (kettingsdraden), zoals in een weefsel waar de draden regelmatige vierkanten vormen.

Art. 11. Het in- en afzetten van de draden mag nauwelijks zichtbaar zijn. Het afzetten van de draden zal beëindigd worden dank zij de techniek van de "bundelbewerking".

HOOFDSTUK III. — *Techniek van de doorlopende draden*

Art. 12. Voor de Binche Kant met "doorlopende draden" worden de volgende technieken aangewend : Stropkant, Cluny, Venetië, Blonde, Parijse, Rijselse, Vlaanderse, Valenciennes en Binche Kant.

Art. 13. De draden moeten aangepast worden aan het motief. De kant mag noch te gespannen noch te slap zijn.

Art. 14. De draden moeten op regelmatige wijze gespannen zijn, zodat de kant plat en stevig is.

De gronden moeten regelmatig zijn, d.w.z. dat de mazen vrij regelmatig gescheiden moeten zijn.

Art. 15. De enkelogen moeten regelmatig en van constante grootte zijn.

Art. 16. Het afzetten van de draden mag niet met het blote oog zichtbaar zijn.

Art. 17. De gebruikte draden (inslag-, kettings- en contourdraden) zijn dezelfde als degene die gebruikt worden voor de techniek van de gesneden steek.

HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

Art. 18. De etiketten worden door de keuringsdienst genummerd.

Het etiket voor kant met de aanduiding van lokale herkomst "Binche Kant" vermeldt :

1° het logo van de aanduiding van lokale herkomst bepaald bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 juli 1991 betreffende de kenmerken die het Waalse kwaliteitslabel, de aanduidingen van lokale en Waalse herkomst uitbeelden;

2° het volgordenummer van het etiket;

3° het identificatiekenmerk van het bedrijf of het logo van de betrokken vereniging, alsmede de kenmerken van de keuringsdienst.

De afscheurbare strook van de etiketten wordt ter goedkeuring aan de keuringsdienst voorgelegd.

Art. 19. De etiketten worden door de keuringsdienst afgegeven.

Het bedrijf of de vereniging is verantwoordelijk voor de ontvangen etiketten en houdt een register van de etikettenvoorraad bij.

Art. 20. Het bedrag van de retributie dat de keuringsdienst mag innen, is vastgesteld op 50 frank per stuk kant. Daaraan wordt de prijs toegevoegd van de tegen de kostprijs aangerekende etiketten.

Art. 21. De rechthebbende op de aanduiding van lokale herkomst "Binche Kant", moet, voor de controle, de stukken inventariseren op basis van het aantal uren die nodig zijn voor hun vervaardiging.

Art. 22. De keuringsdienst gaat na of de voorwaarden voor de toekenning van de aanduiding vervuld zijn, door geregeld controle te houden op de kwaliteit van de vervaardiging van de kloskant, het volume van de produktie en de omzet van het bedrijf of de vereniging.

Het kwaliteitsniveau van het produkt wordt gecontroleerd door één van de door de Waalse Regering erkende derde controlediensten waarvan de lijst bij dit besluit is gevoegd.

Bij het uitbrengen van het jaarverslag zal de keuringsdienst zijn methodologie aan de Commissie voor kwaliteitslabels en herkomstbenamingen voorleggen.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 24. De Minister van Economie en K.M.O.'s is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 11 september 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, Kmo's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

—
Bijlage

Lijst van de derde controlediensten

- Bertin, Colette, rue des Mulets 60, 6111 Landelies;
- Blanchart, Hélène, rue des Merbes 282, 7133 Buvrines;
- Corso, Carole, place de Bray 17, 7130 Bray;
- Parfait, Léona, rue des Ecoliers 1, 7130 Binche;
- Parfait, Catherine, rue des Chasseurs 6, 7130 Binche;
- Rems, Rita, rue de Prisches 3, 7130 Binche.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 september 1997 tot toekenning van de aanduiding van lokale herkomst "Binche Kant".

Namen, 11 september 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

**16 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant désignation du fonctionnaire visé à l'article 2, 25°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, et notamment l'article 2, 25°;

Vu l'avis de la Commission des déchets;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Le fonctionnaire chargé de la surveillance visé à l'article 2, 25°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets est le directeur régional compétent de la Division de la Police de l'Environnement de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement.

Art. 2. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 octobre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 97 — 2568

[C - 97/27582]

**16. OKTOBER 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Bezeichnung des in Artikel 2 25° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle erwähnten Beamten**

Die Wallonische Regierung,
Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 2 25°;
Aufgrund des Gutachtens der Kommission über Abfälle;
Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Der mit der Überwachung beauftragte Beamte im Sinne des Artikel 2 25° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle ist der für die Abteilung Umweltpolizei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt zuständige Regionaldirektor.

Art. 2 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Oktober 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

N. 97 — 2568

[C - 97/27582]

**16 OKTOBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot aanwijzing van de ambtenaar
die bedoeld wordt in artikel 2, 25°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen**

De Waalse Regering,
Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 2, 25°;
Gelet op het advies van de Afvalstoffencommissie;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. De met het toezicht belaste ambtenaar die bedoeld wordt in artikel 2, 25°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, is de bevoegde gewestelijke directeur van de Afdeling Milieupolitie van de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 oktober 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

16 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, notamment l'article 1^{er}, modifié par la loi du 22 décembre 1989;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 6, modifié par la loi du 10 octobre 1967;

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, notamment l'article 22;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 9, § 1^{er};

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, notamment l'article 11, § 1^{er}, complété par la loi du 9 février 1994;

Vu le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils, notamment l'article 8, modifié par le décret du 6 mai 1993;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 66 et 69, modifiés par le décret du 23 juin 1994;

Vu le décret du 7 juillet 1988 des mines, notamment l'article 58;

Vu le décret du 27 octobre 1988 sur les carrières, notamment l'article 19, § 1^{er};

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, notamment l'article 18, modifié par le décret du 23 décembre 1993;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment l'article 45;

Vu l'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustible solide ou liquide, notamment l'article 6, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques, notamment l'article 9, 3^o, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement, notamment l'article 1^{er};

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 6 de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustible solide ou liquide, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992, les mots « des pollutions industrielles » sont remplacés par les mots « de la police de l'environnement ».

Art. 2. Dans l'article 9, 3^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992, les mots « des pollutions industrielles » sont remplacés par les mots « de la police de l'environnement ».

Art. 3. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater les infractions en matière de protection de l'environnement sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « des pollutions industrielles » sont remplacés par les mots « de la police de l'environnement »;

2^o les 6^o et 7^o sont abrogés;

3^o il est inséré un 12^{o bis} rédigé comme suit : « 12^{o bis} au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets »;

4^o au 13^o, les mots « visés aux 1^o à 12^o » sont remplacés par les mots « visés aux 1^o à 12^{o bis} ».

Art. 4. Dans l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 pris en application du Règlement (CEE) n^o 259/93 du 1^{er} février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'intérieur, à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne, les mots « des pollutions industrielles » sont remplacés par les mots « de la police de l'environnement ».

Art. 5. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 octobre 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

D. 97 — 2569

[C — 97/27583]

16. OKTOBER 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Kontrolle der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über die Dampfmaschinen und -kessel, insbesondere des Artikels 1, abgeändert durch das Gesetz vom 22. Dezember 1989;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, insbesondere des Artikels 6, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Oktober 1967;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe, insbesondere des Artikels 22;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 9 § 1;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. Januar 1977 über den Gesundheitsschutz der Verbraucher, was die Nahrungsmittel und andere Produkte betrifft, insbesondere des Artikels 11 § 1, in seiner durch das Gesetz vom 9. Februar 1994 ergänzten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden, insbesondere des Artikels 8, abgeändert durch das Dekret vom 6. Mai 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere der Artikel 66 und 69, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 1994;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, insbesondere des Artikels 58;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche, insbesondere des Artikels 19 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser, insbesondere des Artikels 18, abgeändert durch das Dekret vom 23. Dezember 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 45;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 6. Januar 1978 zur Verhütung der Luftverunreinigung bei der Beheizung von Gebäuden mit festem oder flüssigem Brennstoff, insbesondere des Artikels 6, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftiger Abfälle, insbesondere des Artikels 9 3°, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, insbesondere des Artikels 1;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 6 des Königlichen Erlasses vom 6. Januar 1978 zur Verhütung der Luftverunreinigung bei der Beheizung von Gebäuden mit festem oder flüssigem Brennstoff, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992, werden die Wörter "Abteilung für industrielle Verschmutzungen" durch "Abteilung Umweltpolizei" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 9 3° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftiger Abfälle, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992, werden die Wörter "Abteilung für industrielle Verschmutzungen" durch "Abteilung Umweltpolizei" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wörter "Abteilung für industrielle Verschmutzungen" werden durch "Abteilung Umweltpolizei" ersetzt;

2° die Punkte 6° und 7° werden aufgehoben;

3° ein Punkt 12°bis wird wie folgt eingefügt: "12°bis im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle";

4° in Punkt 13° werden die Wörter "unter 1°bis 12°" durch "unter 1°bis 12°bis" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 1994 zur Ausführung der Verordnung (EWG) Nr. 259/93 vom 1. Februar 1993 zur Überwachung und Kontrolle der Verbringung von Abfällen in der, in die und aus der Europäischen Gemeinschaft, werden die Wörter "Abteilung für industrielle Verschmutzungen" durch "Abteilung Umweltpolizei" ersetzt.

Art. 5 - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Oktober 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

N. 97 — 2569

[C — 97/27583]

16 OKTOBER 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de milieubescherming

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en de stoommachines en -ketels, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989;

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967;

Gelet op de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 9, § 1;

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, inzonderheid op artikel 11, § 1, aangevuld bij de wet van 9 februari 1994;

Gelet op het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberggen, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1993;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op de artikelen 66 en 69, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 1994;

Gelet op het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen, inzonderheid op artikel 58;

Gelet op het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven, inzonderheid op artikel 19, § 1;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van tot drinkbaar water verwerkbaar water, inzonderheid op artikel 18, gewijzigd bij het decreet van 23 december 1993;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 45;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval, inzonderheid op artikel 9, 3°, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de milieubescherming, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 6 van het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992, worden de termen "industriële vervuilingen" vervangen door de term "milieupollitie".

Art. 2. In artikel 9, 3°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992, worden de termen "industriële vervuilingen" vervangen door de term "milieupollitie".

Art. 3. In artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de milieubescherming worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de termen "industriële vervuilingen" worden vervangen door de term "milieupollitie";

2° de punten 6° en 7° worden opgeheven;

3° er wordt een als volgt luidend punt 12°*bis* ingevoegd : "12°*bis* het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;";

4° in 13° worden de termen "1° tot 12°" vervangen door de termen "1° tot 12°*bis*".

Art. 4. In artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 1994 genomen op grond van Verordening (EEG) nr. 259/93 van 1 februari 1993 betreffende toezicht en controle op de overbrenging van afvalstoffen binnen, naar en uit de Europese Gemeenschap, worden de termen "industriële vervuilingen" vervangen door de term "milieupollitie".

Art. 5. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 oktober 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[97/31406]

26 JUIN 1997. — Décret ajustant le budget des Voies et Moyens de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1997 (1)

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'année budgétaire 1997, les recettes de la Commission communautaire française sont réévaluées à :

(en millions de francs)

pour les recettes courantes	7.944,5
pour les recettes en capital	170,0
soit ensemble	8.114,5

conformément au tableau ci-annexé.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le jour du vote.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 juin 1997.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

(1) *Session ordinaire 1996-1997.*

Documents de l'Assemblée. — 5I-2A, n° 1. — Projet de décret, n°3. — Avis des Commissions permanentes, n° 2. — Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : Séance du 20 juin 1997.

TABLEAU ANNEXE AU DECRET

(en millions de francs)

Articles	Désignation des produits	Evaluation pour 1997	Premier ajustement	Evaluations ajustées pour 1997
	TITRE I^{er}. — Recettes courantes			
06.02	Recettes diverses	12,9		12,9
06.05	Recettes du complexe sportif provincial	4,3		4,3
29.06	Intérêts financiers	40,0	- 15,0	25,0
46.05	Droits de tirage sur le budget de la Région de Bruxelles-Capitale (art. 86 de la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat)	2 470,7		2 470,7
46.06	Dotation spéciale de la Communauté française (art. 7, §§ 1 à 6, du décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 et le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française)	4 057,6		4 057,6
46.07	Dotation liée à la rémunération et aux frais de fonctionnement du personnel transféré (art. 7, § 7, du décret II de la Communauté française du 19 juillet 1993 et du décret III de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française)	68,2		68,2
46.08	Dotation spéciale destinée au financement de l'enseignement	773,3		773,3
46.09	Dotation spéciale destinée au financement des missions provinciales	268,9		268,9
46.10	Recettes liées à l'enseignement	93,0		93,0
46.11	Transfert CGRI	12,5		12,5
46.12	Règlement définitif de la dotation spéciale de la Communauté française 1996		+ 28,6	28,6
46.13	Remboursement FOREM	34,0		34,0
46.14	Remboursement IFPME	9,2		9,2
46.15	Intervention ORBEM (Primes ACS)	25,0	- 25,0	0
46.16	Remboursement Fonds bruxellois francophone pour l'Intégration sociale et professionnelle des Personnes handicapées	0,0	+ 86,3	86,3
	Total recettes courantes	7 869,6	+ 74,9	7 944,5
	TITRE II. — Recettes de capital			
76.01	Vente bâtiment	170,0		170,0
	Total recettes de capital	170,0		170,0
	Total des recettes	8 039,6	+ 74,9	8 114,5

VERTALING
FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 97/31406]

**26 JUNI 1997. — Decreet houdende de aanpassing van de Middelenbegroting
van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1997 (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor het begrotingsjaar 1997 worden de ontvangsten van de Franse Gemeenschapscommissie opnieuw geraamd als volgt :

<i>(in miljoen frank)</i>	
voor de lopende ontvangsten	7.944,5
voor de kapitaalontvangsten	170,0
hetzij een totaal van	8.114,5

overeenkomstig de hierbij gevoegde tabel.

Art. 3. Dit decreet treedt in werking de dag dat het gestemd wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt

Brussel, 26 juni 1997.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met Begroting,
Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, alsook met Internationale Betrekkingen.

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

D. GOSUIN,

Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme.

E. ANDRE,

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse.

E. TOMAS,

Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing,
Onderwijs, Sociale Promotie, Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt.

(1) *Gewone zitting 1996-1997.*

Documenten van de Raad. — 5I-2A, nr. 1. — Ontwerpdecreet, nr.3. — Advies van de Vaste Commissies, nr. 2. — Verslag.

Volledig verslag. — Debat en aanneming. Zitting van 20 juni 1997.

TABEL GEVOEGD BIJ HET DECREET

(in miljoen frank)

Artikelen	Omschrijving van de ontvangsten	Evaluatie voor 1997	Eerste Aanpassing	Evaluaties aangepast voor 1997
	<i>TITEL I. — Lopende ontvangsten</i>			
06.02	Verschillende ontvangsten	12,9		12,9
06.05	Opbrengsten van het provinciaal sportcomplex	4,3		4,3
29.06	Financiële interesten	40,0	- 15,0	25,0
46.05	Trekkingsrecht op de begroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (art. 86 van de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale staatsstructuur)	2 470,7		2 470,7
46.06	Speciale dotatie van de Franse Gemeenschap (art. 7, §§ 1 tot 6, van het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie)	4 057,6		4 057,6
46.07	Dotatie verbonden aan de vergoeding en aan de werkingskosten van het overgedragen personeel (art. 7, § 7, van het decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en van het decreet III van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie)	68,2		68,2
46.08	Speciale dotatie voor de financiering van het onderwijs	773,3		773,3
46.09	Speciale dotatie voor de financiering van de provinciale opdrachten	268,9		268,9
46.10	Opbrengsten verbonden aan het onderwijs	93,0		93,0
46.11	Overdracht CGRI	12,5		12,5
46.12	Definitieve regeling van de bijzondere dotatie van de Franse Gemeenschap 1996		+ 28,6	28,6
46.13	Terugbetaling FOREM	34,0		34,0
46.14	Terugbetaling IBKMO	9,2		9,2
46.15	Tegemoetkoming ORBEM (ACS premies)	25,0	- 25,0	0
46.16	Terugbetaling Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces	0,0	+ 86,3	86,3
	Totaal lopende ontvangsten	7 869,6	+ 74,9	7 944,5
	<i>TITEL II. — Kapitaalontvangsten</i>			
76.01	Verkoop gebouw	170,0		170,0
	Totaal kapitaalontvangsten	170,0		170,0
	Totaal van de ontvangsten	8 039,6	+ 74,9	8 114,5

[97/31407]

**26 JUIN 1997. — Décret ajustant le budget général des Dépenses
de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 1997 (1)**

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Collège, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Conformément au tableau annexé au présent décret, les crédits inscrits au budget général des dépenses pour l'année 1997 sont ajustés comme suit :

(en millions de francs)

	Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Crédits non dissociés		
Initiaux	7 601,6	7 601,6
Premier ajustement	75,8	75,8
Ajustés	7 677,4	7 677,4
Crédits années antérieures	4,3	4,3
Crédits dissociés		
Initiaux	775,0	436,2
Premier ajustement	311,8	76,6
Ajustés	1 086,8	512,8
TOTAUX		
Initiaux	8 376,6	8 037,8
Ajustés	8 764,2	8 190,2
Crédits années antérieures	4,3	4,3

Art. 3. L'article 3 du décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année 1997 est remplacé par ce qui suit :

Par dérogation à l'article 15 de la loi organique de la Cour des comptes du 29 octobre 1846 et de l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 31 mai 1996 portant règlement de l'engagement des dépenses des services d'administration, des avances de fonds d'un montant de 10 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires, à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 200 000 francs (T.V.A. incluse).

Autorisation est donnée à ces comptables de consentir aux fonctionnaires et experts envoyés en mission à l'étranger les avances nécessaires, même si ces avances sont supérieures à 200 000 francs et pour autant qu'elles n'excèdent pas 400 000 francs.

Le paiement des rémunérations d'experts venant d'autres pays et des frais résultant des arrangements avec des pays étrangers peuvent également se faire par avance de fonds, pour autant qu'elle n'excède pas 400 000 francs.

Des avances de fonds, d'un maximum de 25 000 000 de francs peuvent être consenties au comptable extraordinaire à charge des articles budgétaires relatifs au paiement des transports scolaires.

En matière de transport scolaire, les avances de fonds peuvent servir à payer les créances quel qu'en soit le montant, pour autant que les marchés aient fait l'objet d'un contrat.

En matière d'enseignement, des avances de fonds d'un maximum de 15 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires à charge des articles budgétaires 29.03.12.01 et 29.03.74.01 des Institutions d'enseignement de la Commission communautaire française dont les noms suivent :

- l'Institut E. GRAYSON;
- l'Institut REDOUTE-PEIFFER;
- l'Internat francophone autonome;
- l'Institut R. GUILBERT;
- CERIA, Affaires générales;
- l'Institut R. LAMBION.

En matière d'enseignement, des avances de fonds peuvent être consenties sur l'allocation de base 29.03.74.01 (achats de biens durables), à l'effet de payer, indépendamment des menues dépenses, les créances n'excédant pas 400 000 francs (T.V.A. incluse).

(1) *Session ordinaire 1996-1997.*

Documents de l'Assemblée. — 5II-2A — n° 1. Projet de décret. — n° 3. Avis des Commissions permanentes. — n° 2. Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 20 juin 1997.

Art. 4. L'article 6 du décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française est complété comme suit :

A.B. 21.00.12.01 Les dépenses imputées à cette allocation de base et qui concernent les frais bancaires et postaux, notamment les assignations postales, sont payées par la procédure des dépenses fixes.

Art. 5. L'article 7 du décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année 1997 est complété comme suit :

- A.B. 01.00.11.02 Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Président du Collège H. HASQUIN
- A.B. 02.00.11.02 Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Membre du Collège Ch. PICQUE
- A.B. 03.00.11.02 Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Membre du Collège D. GOSUIN
- A.B. 04.00.11.02 Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Membre du Collège E. ANDRE
- A.B. 05.00.11.02 Traitements et indemnités du personnel de Cabinet du Membre du Collège E. TOMAS
- A.B. 21.00.11.04 Rémunération du personnel contractuel
- A.B. 21.00.11.06 Pensions directes payées au personnel
- A.B. 21.00.12.03 Frais de gestion informatique
- A.B. 25.00.11.04 Transport scolaires — Rémunération du personnel d'accompagnement
- A.B. 29.02.11.01 Complexe sportif — Rémunération du personnel
- A.B. 29.03.11.01 Rémunération du personnel hors Haute Ecole
- A.B. 29.03.11.02 Rémunération du personnel Haute Ecole
- A.B. 29.03.11.04 Activités parascolaires : rémunération des animateurs et coordinateurs
- A.B. 29.03.12.01 Frais de fonctionnement

Art. 6. L'article 8 du décret contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année 1997 est complété comme suit :

- A.B. 22.10.33.03 Centre de service social et d'action sociale globale
- A.B. 24.00.52.03 Subventions d'investissement en Tourisme social
- A.B. 24.00.52.04 Subventions d'équipements touristiques (privés)
- A.B. 28.00.52.01 Subventions aux associations en matière d'investissement
- A.B. 28.00.52.02 Investissements en matière d'infrastructures sportives privées (A.R. 1^{er} avril 1977).

Art. 7. L'encours des engagements ouverts à A.B. 24.00.53.03 est transféré à l'A.B. 24.00.52.03.

L'encours des engagements ouverts A.B. 24.00.53.04 est transféré à l'A.B. 24.00.52.04.

L'encours des engagements ouverts à l'A.B. 28.00.33.01 est transféré à l'A.B. 28.00.52.01.

L'encours des engagements ouverts à l'A.B. 28.00.63.01 est transféré à l'A.B. 28.00.52.02.

Art. 8. Le présent décret sort ses effets le jour du vote par l'Assemblée.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 juin 1997.

H. HASQUIN,

Président du Collège de la Commission communautaire française, chargé du Budget, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales.

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

D. GOSUIN,

Membre du Collège, chargé de la Culture, du Sport et du Tourisme.

E. ANDRE,

Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes.

E. TOMAS,

Membre du Collège, chargé de la Santé, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, de l'Enseignement, de la Promotion sociale, du Transport scolaire et de la Fonction publique.

TABLEAU ANNEXE AU DECRET

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
DIVISION 01 : CABINET DU PRESIDENT DU COLLEGE H. HASQUIN											
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	1	0	0	11.02	cnd	20,0	20,0	22,0	23,0		23,0
Frais de fonctionnement du cabinet	1	0	0	12.19	cnd	2,0	2,0	3,0	3,0		3,0
Dépenses patrimoniales du cabinet	1	0	0	74.01	cnd	1,0	1,0	1,0	1,0		1,0
TOTAL DIVISION 01					cnd	23,0	23,0	26,0	27,0	0,0	27,0
DIVISION 02 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE Ch. PICQUE											
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	2	0	0	11.02	cnd	12,5	12,5	12,5	12,9		12,9
Frais de fonctionnement du cabinet	2	0	0	12.19	cnd	1,0	1,0	1,0	1,1		1,1
Dépenses patrimoniales du cabinet	2	0	0	74.01	cnd	0,6	0,6	0,6	0,7		0,7
TOTAL DIVISION 02					cnd	14,1	14,1	14,1	14,7	0,0	14,7
DIVISION 03 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE D. GOSUIN											
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	3	0	0	11.02	cnd	12,5	12,5	12,5	12,9		12,9
Frais de fonctionnement du cabinet	3	0	0	12.19	cnd caa	1,4	1,4	1,4	1,5	- 0,1 0,1	1,4 0,1
Dépenses patrimoniales du cabinet	3	0	0	74.01	cnd	0,2	0,2	0,2	0,3		0,3
TOTAL DIVISION 03					cnd caa	14,1	14,1	14,1	14,7	- 0,1 0,1	14,6 0,1

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
DIVISION 04 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE E. ANDRE											
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	4	0	0	11.02	cnd	12,5	12,5	13,5	14,5		14,5
Frais de fonctionnement du cabinet	4	0	0	12.19	cnd	1,0	1,0	1,5	2,0	0,5	2,5
Dépenses patrimoniales du cabinet	4	0	0	74.01	cnd	0,6	0,6	0,9	0,9	- 0,5	0,4
TOTAL DIVISION 04					cnd	14,1	14,1	15,9	17,4	0,0	17,4
DIVISION 05 : CABINET DU MEMBRE DU COLLEGE E. TOMAS											
Traitements et indemnités du personnel du cabinet	5	0	0	11.02	cnd	17,0	16,0	16,0	22,2		22,2
Frais de fonctionnement du cabinet	5	0	0	12.19	cnd	1,8	2,8	3,9	4,0		4,0
Dépenses patrimoniales du cabinet	5	0	0	74.01	cnd	0,9	0,9	0,5	0,9		0,9
TOTAL DIVISION 05					cnd	19,7	19,7	20,4	27,1	0,0	27,1
DIVISION 06 : ASSEMBLÉE DE LA C.C.F.											
Dotation à l'Assemblée	6	0	0	01.01	cnd	236,2	262,9	272,5	290,8		290,8
TOTAL DIVISION 06					cnd	236,2	262,9	272,5	290,8	0,0	290,8

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
DIVISION 21 : ADMINISTRATION											
Prog. 0 : Subsistance											
Subvention provisionnelle pour la contractualisation d'emplois TCT dans le secteur associatif	21	0	0	01.01	cnd				0,0		0,0
Crédit provisionnel pour la rémunération du personnel transféré de la C.F.	21	0	0	11.02	cnd	9,8	4,9	0,0	10,0	- 2,5	7,5
Rémunération du personnel	21	0	0	11.03	cnd	263,1	250,7	248,0	225,0	2,5	227,5
Rémunération du personnel contractuel	21	0	0	11.04	cnd	39,0	47,5	47,9	70,0		70,0
Frais liés au personnel	21	0	0	11.05	cnd caa	29,1	31,6	31,6 1,9	27,8	- 11,0	16,8
Pensions directes personnel	21	0	0	11.06	cnd caa	12,5	12,5	12,5 0,8	15,6		15,6
Charges et provision pensions	21	0	0	11.07	cnd				41,6		41,6
Pensions pour cause d'inaptitude	21	0	0	11.30	cnd	0,0	0,0	0,0			
Frais de fonctionnement (y compris loyers)	21	0	0	12.01	cnd caa	46,7	45,4	47,4	47,0	17,7 0,3	64,7 0,3
Promotion, publication & diffusion	21	0	0	12.02	cnd	3,0	2,0	0,2			
Frais de gestion informatique	21	0	0	12.03	cnd					11,0	11,0
Frais de déménagement et de première installation	21	0	0	12.07	cnd	1,5	1,5	1,5	1,5		1,5
Frais destinés aux missions de contrôle des subsides	21	0	0	12.08	cnd				10,0	- 0,2	9,8
Missions SHE	21	0	0	12.09	cnd				1,0		1,0
Dotation au Service social	21	0	0	33.01	cnd	4,8	4,8	4,8	6,2		6,2
Subventions de politique générale	21	0	0	33.02	cnd		4,0	5,8			
Subvention à l'Orbem pour le co-financement d'emplois contractuels subventionnés	21	0	0	40.01	cnd	66,6	66,6	115,0	90,0	- 25,0	65,0
Remboursement du droit de tirage	21	0	0	41.03	cnd	0,0	228,7	228,7			
Achat d'un bâtiment administratif	21	0	0	71.01	cnd	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Aménagement bâtiment administratif	21	0	0	72.01	co ce	5,0 10,0	3,0 8,0	3,0 8,0	25,0 30,0	- 5,0	20,0 30,0
Dépenses patrimoniales	21	0	0	74.01	cnd	1,7	1,7	1,7	1,7		1,7
Achat de matériel informatique et bureautique	21	0	0	74.02	cnd	10,0	9,0	9,0	9,0		9,0
Total programme 0					cnd co ce caa	487,8 5,0 10,0	710,9 3,0 8,0	754,1 3,0 8,0 2,7	556,4 25,0 30,0	- 7,5 - 5,0 0,0 0,3	548,9 20,0 30,0 0,3

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
Prog. 1 : Dotation spéciale de la Communauté française											
Intérêts dus en vertu de l'article 7, paragraphe 8, du décret II, du 19.7.1993 attribuant l'exercice de certaines compétences à la Région wallonne et à la Commission communautaire française	21	1	0	21.01	cnd	1,3	3,4	3,4	3,4	- 3,4	0,0
Remboursement de la dotation	21	1	0	41.01	cnd	0,0	49,4	49,4	20,9	- 20,9	0,0
Total programme 1					cnd	1,3	52,8	52,8	24,3	- 24,3	0,0
TOTAL DIVISION 21					cnd co ce caa	489,1 5,0 10,0	763,7 3,0 8,0	806,9 3,0 8,0 2,7	580,7 25,0 30,0	- 31,8 - 5,0 0,0 0,3	548,9 20,0 30,0 0,3
DIVISION 22 : AIDE AUX PERSONNES											
Prog. 1 : Action sociale											
Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de missions (déplacements, séjours,...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration.	22	1	0	12.01	cnd caa	1,5	1,0 0,2	1,0 0,2	1,5		1,5
Promotion, publication, diffusion	22	1	0	12.02	cnd	1,0	1,0	0,0	1,0		1,0
Subv. à des organismes d'aide sociale, familiale, 3e âge	22	1	0	33.01	cnd caa	15,2	15,2 0,6	18,2 0,6	15,2		15,2
Subv. pour des études et des initiatives en matière sociale	22	1	0	33.02	cnd caa	5,0	3,5 3,5	3,5 3,5	3,5		3,5
Centres de service social et d'action sociale globale	22	1	0	33.03	cnd	54,0	50,0	48,0	69,6	- 5,0	64,6
Frais de raccordement, de placement et de location d'un appareil téléphonique et frais d'un système de télévigilance	22	1	0	33.04	cnd	6,0	6,0	5,0	5,0		5,0
Subv. à l'A.S.B.L. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »	22	1	0	33.05	cnd	1,6	1,6	1,6	1,7		1,7
Total programme 1					cnd caa	84,3	78,3 4,3	77,3 4,3	97,5	- 5,0 0,0	92,5 0,0

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
Prog 2 : Cohabitation des communautés locales											
Dépenses de toute nature en matière d'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22	2	0	12.02	cnd caa	2,9	2,0	1,6	3,0	- 0,9 0,2	2,1 0,2
Subventions aux associations visant à l'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22	2	0	33.04	cnd caa	72,0	72,0 0,9	73,0 0,9	74,5	- 0,4 0,4	74,1 0,4
Subventions aux communes en vue d'intégration sociale des communautés locales et leur cohabitation	22	2	0	43.05	cnd	126,0	126,0	126,0	139,5		139,5
Total programme 2					cnd caa	200,9	200,0 0,9	200,6 0,9	217,0	- 1,3 0,6	215,7 0,6
Progr. 3 : Personnes handicapées											
Activité 0 : Politique d'aide aux personnes handicapées											
Rémunération du personnel de l'Etoile Polaire	22	3	0	11.01	cnd	16,5	18,2	18,2	16,1	- 0,9	15,2
Dépenses de fonctionnement de l'Etoile Polaire	22	3	0	12.01	cnd caa	4,6	2,9	1,8	1,8	0,9 0,2	2,7 0,2
Dépenses de toute nature pour la politique d'aide aux personnes handicapées	22	3	0	12.03	cnd	2,0	2,0	1,0	1,0		1,0
Subventions en vue de payer la prime syndicale	22	3	0	33.01	cnd caa		0,9	0,9	0,3		0,3
Subventions aux services d'aide précoce	22	3	0	33.07	cnd	6,0	6,0	6,0	6,0		6,0
Subventions aux services d'accompagnement	22	3	0	33.08	cnd	16,0	16,0	16,0	17,5	0,5	18,0
Subventions relatives à la prévention, promotion, à l'aide et l'intégration sociale des personnes handicapées	22	3	0	33.09	cnd	14,0	13,0	13,0	15,0		15,0
Subventions aux Institutions médico-socio-pédagogiques (IMP-secteur privé)	22	3	0	33.10	cnd	1 513,0	1 462,1	1 462,1	1 513,0	- 0,5	1 512,5
Dotation au Fonds bruxellois pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées	22	3	0	41.03	cnd	722,8	712,8	712,8			
Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées — Intérêts sur emprunts d'emprunts	22	3	0	43.04	cnd	8,3	8,3	8,3	7,9		7,9
Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées — Remboursement d'emprunts	22	3	0	63.04	cnd	6,6	6,6	6,6	6,7		6,7

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
Investissements de l'Etoile Polaire	22	3	0	74.01	cnd	1,4	3,4	1,4	1,0		1,0
Total activité 0					cnd caa	2 311,2 0,0	2 251,3 0,9	2 247,2 0,9	1586,3	0,0 0,2	1 586,3 0,2
Activité 1 : Intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées											
Crédits provisionnel destiné à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées	22	3	1	01.01	cnd				737,3	71,6	808,9
Total activité 1					cnd				737,3	71,6	808,9
Total programme 3					cnd caa	2 311,2	2 251,3 0,9	2 247,2 0,9	2 323,6 0,0	71,6 0,2	2 395,5 0,2
Progr. 4 : Famille											
Dépenses de toute nature en matière de politique familiale	22	4	0	12.04	cnd	0,8	0,5	0,5	0,8		0,8
Subventions aux services agréés d'aide aux familles	22	4	0	33.12	cnd	396,0	391,0	391,0	423,0	103,0	526,0
Subventions aux centres PMF	22	4	0	33.13	cnd	139,0	139,0	139,0	141,7		141,7
Subventions aux services d'accueil de jour pour personnes âgées (secteur privé)	22	4	0	33.14	cnd	2,4	2,4	2,4	2,4		2,4
Formation d'aides familiales	22	4	0	33.15	cnd	1,9	1,9	1,9	2,5		2,5
Total programme 4					cnd	540,1	534,8	534,8	570,4	103,0	673,4
Prog. 5 : Infrastructures sociales											
Infrastructures sociales : subventions aux pouvoirs locaux (intérêt)	22	5	0	43.21	cnd caa	3,5	3,5	3,5	4,5	- 0,2 0,2	4,3 0,2
Investissement dans les infrastructures sociales (secteur privé)	22	5	0	52.01	co ce	28,0 36,0	22,0 34,0	28,8 34,0	50,0 50,0	5,0 29,0	55,0 79,0
Investissement dans les infrastructures sociales (secteur public)	22	5	0	63.21	co ce	15,0 6,0	19,0 8,0	16,3 8,0	16,0 16,0		16,0 16,0
Subventions aux communes pour achat et aména- gement de terrains de camping pour nomades	22	5	0	63.24	cnd	0,3	0,3	0,3	0,2		0,2
Infrastructures sociales : subventions aux pouvoirs locaux (amortissements)	22	5	0	63.26	cnd	1,0	1,0	1,0	1,5		1,5
Total programme 5					cnd caa co ce	4,8 43,0 42,0	4,8 41,0 42,0	4,8 45,1 42,0	6,2 66,0 66,0	- 0,2 0,2 5,0 29,0	6,0 0,2 71,0 95,0

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
TOTAL DIVISION 22					cnd co ce caa	3 141,3 43,0 42,0	3 069,2 41,0 42,0 6,1	3 064,7 45,1 42,0 6,1	3 214,7 66,0 66,0	168,1 5,0 29,0 1,0	3 382,8 71,0 95,0 1,0
DIVISION 23 : SANTE											
Prog. 1 : Support de la politique générale											
Prestations de tiers, frais d'étude, colloque, frais de missions (déplacements, séjours,...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration	23	1	0	12.01	cnd caa	2,0	1,9 0,1	1,9 0,1	2,0	- 0,5	1,5
Promotion, publications, diffusion	23	1	0	12.02	cnd	2,5	2,0	2,0	2,6	- 1,6	1,0
Subventions pour recherches dans le domaine de la santé	23	1	0	33.01	cnd	4,0	4,0	4,0	4,1		4,1
Subventions aux centres de santé intégrés	23	1	0	33.02	cnd	26,0	26,0	26,0	30,0		30,0
Subventions aux associations en matière de santé	23	1	0	33.03	cnd caa	17,0	16,4 0,6	16,4 0,6	19,0		19,0
Subvention à l'A.S.B.L. « Fonds social intersectoriel pour institutions sociales et de santé de Bruxelles-Capitale »	23	1	0	33.11	cnd	3,8	3,8	3,8	3,9		3,9
Total programme 1					cnd caa	55,3	54,1 0,7	54,1 0,7	61,6	- 2,1	59,5
Progr. 2 : Santé mentale											
Subventions aux services de santé mentale	23	2	0	33.04	cnd	310,0	295,0	295,0	316,2		316,2
Subventions aux centres de télé-accueil	23	2	0	33.05	cnd	18,4	18,4	18,4	22,0	- 1,0	21,0
Subventions pour des études et des initiatives originales en santé mentale	23	2	0	33.06	cnd	14,0	29,0	29,0	14,0	3,1	17,1
Subventions pour les lieux d'accompagnement psycho-social de la petite enfance	23	2	0	33.07	cnd	2,2	2,2	2,2	2,2		2,2
Total programme 2					cnd	344,6	344,6	344,6	354,4	2,1	356,5
Prog. 3 : Lutte contre les toxicomanies											
Subventions aux actions dans le domaine des toxicomanies	23	3	0	33.08	cnd caa	87,0	87,0	87,0	70,0	- 0,7 0,7	69,3 0,7
Subventions aux initiatives	23	3	0	33.12	cnd				25,0		25,0
Total programme 3					cnd caa	87,0	87,0	87,0	95,0	- 0,7 0,7	94,3 0,7

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
Prog. 4 : Soins à domicile											
Subventions aux associations en matière de soins palliatifs	23	4	0	33.09	cnd	15,0	13,5	13,5	13,5	15,0	15,0
Subventions aux centres de coordination	23	4	0	33.10	cnd	35,0	32,0	32,0	35,0		35,0
Total programme 4					cnd	50,0	45,5	45,5	50,0	0,0	50,0
Prog. 5 : Infrastructures											
Subventions d'investissement dans les infrastructures de santé	23	5	0	52.01	co ce	25,0 40,0	20,0 35,0	15,0 18,0	25,0 35,0		25,0 35,0
Total programme 5					co ce	25,0 40,0	20,0 35,0	15,0 18,0	25,0 35,0	0,0 0,0	25,0 35,0
TOTAL DIVISION 23					cnd co ce caa	536,9 25,0 40,0	531,2 20,0 35,0 0,7	531,2 15,0 18,0 0,7	561,0 25,0 35,0	- 0,7 0,0 0,0 0,7	560,3 25,0 35,0 0,7
DIVISION 24 : TOURISME											
Prestations de tiers, frais de missions (déplacements, séjours,...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration	24	0	0	12.01	cnd caa	2,5	3,4 0,1	3,4 0,1	2,5		2,5
Promotion, publication, diffusion	24	0	0	12.02	cnd caa	8,0	8,0	8,0 0,2	4,0	- 0,1 0,1	3,9 0,1
Frais de fonctionnement — Auberges de jeunesse	24	0	0	12.03	cnd caa	0,4	1,5 0,2	1,7 0,2	1,7		1,7
Subventions aux fédérations et ligues touristiques	24	0	0	33.01	cnd	0,0	0,0	0,0			
Subventions aux associations actives en matière de tourisme	24	0	0	33.02	cnd	45,0	43,4	43,0	45,9		45,9
Subventions aux associations de tourisme social	24	0	0	33.03	cnd caa	2,5	2,5 0,4	2,5 0,4	0,0		0,0
Subvention de fonctionnement à l'O.P.T.	24	0	0	43.01	cnd	101,0	101,0	101,0	102,5		102,5
Subvention d'investissement en tourisme social	24	0	0	52.03	co ce					14,0 80,0	14,0 80,0
Subvention d'équipement touristique (privé)	24	0	0	52.04	co ce					10,0 30,0	10,0 30,0
Subventions d'équipements touristiques (sect. privé)	24	0	0	53.02	cnd caa	6,5	6,5 1,2	6,5 1,2	0,0		0,0
Investissement en tourisme social (sect. privé)	24	0	0	53.03	co ce	10,0 90,0	10,0 90,0	10,0 10,0	5,2 80,0	- 5,2 - 80,0	0,0 0,0

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
Subventions d'équipements touristiques (secteur privé)	24	0	0	53.04	co ce				10,0 30,0	- 10,0 - 30,0	0,0 0,0
Subvention à l'O.P.T. pour ses dépenses d'investissement	24	0	0	63.01	cnd	5,2	5,2	5,2	5,2		5,2
Subventions d'équipements touristiques (sect. public)	24	0	0	63.03	cnd	3,0	3,0	3,0	0,0		0,0
Subventions d'équipements touristiques (sect. public)	24	0	0	63.04	co ce				10,0 20,0		10,0 20,0
Investissement en tourisme social (sect. public)	24	0	0	73.01	co ce	54,0 91,0	44,7 91,0	24,7 91,0	70,0 9,0	15,0	85,0 9,0
TOTAL DIVISION 24					cnd co ce caa	174,1 64,0 181,0	174,5 54,7 181,0 1,9	174,3 34,7 101,0 2,1	161,8 95,2 139,0	- 0,1 23,8 0,0 0,1	161,7 119,0 139,0 0,1
DIVISION 25 : TRANSPORTS SCOLAIRES											
Rémunération du personnel d'accompagnement	25	0	0	11.04	cnd	23,2	23,2	23,2	23,7		23,7
Dépenses de toute nature relatives aux transports scolaires	25	0	0	12.02	cnd	7,0	6,0	6,0	7,0		7,0
Frais de transport	25	0	0	12.03	cnd	110,0	109,4	109,4	118,5		118,5
TOTAL DIVISION 25					cnd	140,2	138,6	138,6	149,2	0,0	149,2
DIVISION 26 : FORMATION PROFESSIONNELLE											
Prog. 1 : Support général de la politique de formation professionnelle											
Prestations de tiers, frais de missions (déplacements, séjours,...) des membres de l'administration et des personnes étrangères à l'administration	26	1	0	12.01	cnd	2,0	2,0	2,0	1,5	- 0,8	0,7
Promotion, publication, diffusion	26	1	0	12.02	cnd	2,5	2,5	2,5	2,0		2,0
Promotion d'activités et soutien en concertation avec l'IBFFP et la cellule FSE à des actions d'insertion socio-professionnelle	26	1	0	33.01	cnd	2,5	2,5	2,5	3,5	4,0	7,5
Décret du 27.4.1995 : agrément et fonctionnement de base	26	1	0	33.02	cnd caa	60,0	59,9 0,1	59,9 0,1	61,2	- 4,0	57,2
Subventions aux associations d'amateurs d'horticulture et d'apiculture	26	1	0	33.03	cnd	0,4	0,4	0,4	0,4		0,4

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
Initiatives de formation pour appointés et salariés hors IBFFP, notamment les indemnités de promotion sociale	26	1	0	33.04	cnd	0,4	0,4	0,4	0,5		0,5
Intervention dans le traitement du personnel des A.S.B.L. bruxelloises d'insertion socio-professionnelle	26	1	0	33.05	cnd caa	0,0	3,7 3,7	3,7 3,7	3,7		3,7
Subventions d'initiatives de diffusion et d'information liées aux activités d'insertion socio-professionnelle et notamment le magazine Insertion	26	1	0	33.06	cnd					0,8	0,8
Intervention dans la mise en œuvre et l'évaluation des programmes européens des objectifs 3 et 4 du Fonds social européen et des initiatives communautaires	26	1	0	43.01	cnd				2,0		2,0
Subventions à la délégation interministérielle aux solidarités urbaines	26	1	0	43.03	cnd	4,0	4,0	4,0	4,0		4,0
Total programme 1					cnd caa	71,8	75,4 3,8	75,4 3,8	78,8	0,0 0,0	78,8 0,0
Prog. 2 : Classes moyennes											
Dépenses de toute nature en faveur de la formation des indépendants et des classes moyennes	26	2	0	12.01	cnd	3,5	3,5	3,5	3,5	2,0	5,5
Subvention en matière de formation des indépendants et des classes moyennes	26	2	0	33.01	cnd	1,2	1,2	1,2	1,2	1,0	2,2
Subvention pour la formation des indépendants	26	2	0	41.01	cnd	130,0	133,9	133,9	136,6	8,9	145,5
Subvention de fonctionnement à l'IFPME	26	2	0	41.02	cnd	37,2	33,3	33,3	34,0	3,0	37,0
Charges immobilières des centres de formation	26	2	0	61.01	cnd	31,2	29,2	29,2	31,2	- 1,0	30,2
Total programme 2					cnd	203,1	201,1	201,1	206,5	13,9	220,4
Prog. 3 : Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle											
Subvention à l'Institut pour son fonctionnement et ses actions de formation organisées dans le cadre de la gestion paritaire (y compris la sous-traitance avec des tiers et la collaboration avec les secteurs professionnels)	26	3	0	43.05	cnd	545,0	529,0	529,0	639,5	9,2	648,7
Subventions destinées aux A.S.B.L. et aux entreprises pour le partenariat en matière de formation professionnelle et d'insertion	26	3	0	43.06	cnd	133,9	129,0	129,0	78,5		78,5

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
Subventions destinées aux entreprises pour le partenariat en matière de formation professionnelle et d'insertion	26	3	0	43.07	cnd	0,0	0,0	0,0			
Sub. accordée à l'Institut pour ses investissements	26	3	0	63.05	cnd	0,0	0,0	0,0			
Total programme 3					cnd	678,9	658,0	658,0	718,0	9,2	727,2
TOTAL DIVISION 26					cnd caa	953,8	934,5 3,8	934,5 3,8	1 003,3	23,1 0,0	1026,4 0,0
DIVISION 27 : DETTES											
Activité 1 : Bâtiments scolaires											
Intérêts emprunt de soudure	27	0	1	43.02	cnd	450,0	430,0	360,0	257,8	- 100,0	157,8
Amortissement emprunt de soudure	27	0	1	63.02	cnd	500,0	490,0	490,0	550,0	0,0	550,0
Total activité 1					cnd	950,0	920,0	850,0	807,8	- 100,0	707,8
Activité 2 : Dette ex-Province											
Intérêts des emprunts	27	0	2	21.11	cnd	50,3	50,7	62,7		1,0	1,0
Amortissement des emprunts	27	0	2	91.11	cnd	48,8	52,7	556,0			
Total activité 2					cnd	99,1	103,4	618,7	0,0	1,0	1,0
Activité 3 : Emprunts garantis par le Fonds de garantie des bâtiments scolaires											
Intérêts des emprunts	27	0	3	21.11	cnd					2,7	2,7
Amortissements	27	0	3	91.11	cnd					2,9	2,9
Total activité 3					cnd					5,6	5,6
TOTAL DIVISION 27					cnd	1 049,1	1 023,4	1 468,7	807,8	- 93,4	714,4

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
DIVISION 28 : EQUIPEMENTS SPORTIFS											
Subventions aux associations	28	0	0	33.01	cnd				7,0	- 7,0	
Subventions aux associations en matière d'investissement	28	0	0	52.01	cnd					7,0	7,0
Investissement en matière d'infrastructures sportives privées (A.R. 01/04/77)	28	0	0	52.02	co ce					7,8 7,8	7,8 7,8
Investissement en matière d'infrastructures sportives privées	28	0	0	63.01	co ce	7,0 7,0	6,7 7,0	6,7 7,0	5,0 5,0	- 5,0 - 5,0	
TOTAL DIVISION 28					cnd co ce	7,0 7,0	6,7 7,0	6,7 7,0	7,0 5,0 5,0	0,0 2,8 2,8	7,0 7,8 7,8
DIVISION 29 : DEPENSES LIEES A LA SCISSION DE LA PROVINCE DE BRABANT											
Activité 1 : Subsistance											
Dépenses relatives aux pensions des agents de l'ex-province de Brabant admis à la retraite avant le 1/1/95	29	0	1	11.05	cnd	43,4	43,4	43,4	43,7		43,7
Total activité 1					cnd	43,4	43,4	43,4	43,7	0,0	43,7
Activité 2 : Complexe sportif											
Rémunération du personnel	29	0	2	11.01	cnd	15,0	15,0	15,0	13,0	2,2	15,2
Charges et provisions pensions	29	0	2	11.02	cnd				2,5		2,5
Dépenses de fonctionnement	29	0	2	12.01	cnd	8,2	8,2	8,2	8,2	- 1,0	7,2
Dépenses patrimoniales	29	0	2	74.01	cnd	18,0	16,0	16,0	18,0		18,0
Total activité 2					cnd	41,2	39,2	39,2	41,7	1,2	42,9
Activité 3 : Enseignement											
Rémunération du personnel hors Haute-Ecole	29	0	3	11.01	cnd	320,0	320,0	318,5	227,0	26,0	253,0
Rémunération du personnel Haute-Ecole	29	0	3	11.02	cnd			1,5	50,0		50,0
Charges et provisions pensions	29	0	3	11.03	cnd				59,0		59,0
Rémunérations des animateurs et coordinateurs des activités parascolaires	29	0	3	11.04	cnd					2,3	2,3
Frais relatifs aux missions internationales	29	0	3	12.00	cnd			0,2	1,0		1,0
Dépenses de fonctionnement	29	0	3	12.01	cnd caa	214,0	213,7 0,3	213,5 0,3	117,7	69,5 0,4	187,2 0,4

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
Activités parascolaires	29	0	3	12.02	cnd caa	3,0	3,0	3,0	4,5	- 3,9 0,1	0,6 0,1
Subventions de fonctionnement à la Haute Ecole Lucia de Brouckère	29	0	3	43.05	cnd				19,4		19,4
Subvention de fonctionnement aux établissements de la Commission Communautaire française à gestion séparée	29	0	3	43.06	cnd				80,2	- 80,2	0,0
Achat de biens meubles durables pour les établissements de la Commission Communautaire française à gestion séparée	29	0	3	63.06	cnd				20,1	- 20,1	0,0
Achat de biens meubles durables pour la Haute Ecole	29	0	3	63.07	cnd				12,0	- 12,0	0,0
Achat de terrains et de bâtiments, construction, aménagement	29	0	3	72.01	co ce	220,0 575,0	205,0 575,0	40,0 100,0	220,0 500,0	- 10,0 - 10,0	210,0 490,0
Achat de biens meubles pour les établissements n'appliquant pas le système de la gestion séparée	29	0	3	74.01	cnd caa	55,0	55,0	55,0 0,2	13,9	15,4	29,3
Achat de biens meubles durables pour la Haute Ecole	29	0	3	74.02	cnd				0,0	12,0	12,0
Achat de biens meubles durables pour les activités parascolaires	29	0	3	74.03	cnd					0,5	0,5
Total activité 3					cnd co ce caa	592,0 220,0 575,0	591,7 205,0 575,0 0,3	591,7 40,0 575,0 0,5	604,8 220,0 500,0 0,0	9,5 - 10,0 - 10,0 0,5	614,3 210,0 490,0 0,5
Activité 5 : Autres dépenses liées à la scission de la Province de Brabant											
Dépenses relatives à la culture	29	0	5	01.02	cnd caa	81,8	83,4	83,4		1,6	1,6
Achat de bâtiment	29	0	5	71.32	cnd	0,0	10,0	10,0			
Travaux de rénovation et d'aménagement	29	0	5	72.10	cnd	0,0	3,0	0,3	2,7		2,7
Total activité 5					cnd caa	81,8	96,4	93,7	2,7	0,0 1,6	2,7 1,6
TOTAL DIVISION 29					cnd co ce caa	758,4 220,0 575,0	770,7 205,0 575,0 0,3	768,0 40,0 100,0 0,5	692,9 220,0 500,0	10,7 - 10,0 - 10,0 2,1	703,6 210,0 490,0 2,1

BUDGET 1997 DECRET INTITULE	DIV.	PROG.	ACT.	A.B.	Crédits	1996 initial	1996 1 ^{er} aj.	1996 2e aj.	1997 initial	Variation	1997 1 ^{er} aj.
(en millions)											
DIVISION 30 : RELATIONS INTERNATIONALES (MATIERES TRANSFEREES) ET POLITIQUE GENERALE											
Activité 0 : Relations internationales											
Frais de missions et de réceptions des Membres du Collège et des membres de cabinet	30	0	0	12.00	cnd	0,0	1,2	1,0	1,2		1,2
Prestations des tiers, missions, frais d'études, col- loques	30	0	0	12.01	cnd caa	2,0	0,8 0,1	0,8 0,1	0,8		0,8
Dépenses de promotion, diffusion, publication	30	0	0	12.02	cnd	2,0	2,0	2,0	2,0		2,0
Subventions aux associations	30	0	0	33.01	cnd caa	8,6	8,6 0,6	8,6 0,6	8,5		8,5
Total activité 0	cnd caa					12,6 0,0	12,6 0,7	12,4 0,7	12,5 0,0	0,0 0,0	12,5 0,0
Activité 1 : Politique générale											
Promotion, publication & diffusion	30	0	1	12.01	cnd				7,0	- 5,0	2,0
Subventions de politique générale	30	0	1	33.01	cnd				12,0	5,0	17,0
Infrastructure (Bruxelles 2000)	30	0	1	74.01	co ce					60,0 290,0	60,0 290,0
Total activité 1	cnd co ce								19,0	0,0 60,0 290,0	19,0 60,0 290,0
TOTAL DIVISION 30					cnd co ce caa	12,6	12,6 0,7	12,4 0,7	31,5 0,0	0,0 60,0 290,0 0,0	31,5 60,0 290,0 0,0
TOTAL BUDGET MATIERES TRANSFÉRÉES DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE ET DE LA PROVINCE					cnd co ce caa	7 576,7 364,0 855,0	7 766,3 330,4 848,0 13,5	8 262,3 144,5 276,0 16,6	7 601,6 436,2 775,0	75,8 76,6 311,8 4,3	7 677,4 512,8 1 086,8 4,3
Total cnd + co + caa						7 940,7	8 110,2	8 423,4	8 037,8	156,7	8 194,5

VERTALING
FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 97/31407]

26 JUNI 1997. — Decreet houdende de aanpassing van de algemene Uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1997 (1)

De Raad van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, College, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Overeenkomstig de bij dit decreet gevoegde tabel worden de kredieten, ingeschreven in de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997, als volgt aangepast :

(in miljoen frank)

	Vastleggingskredieten	Ordonnanceringskredieten
Niet-gesplitste kredieten		
Oorspronkelijke	7 601,6	7 601,6
Eerste aanpassing	75,8	75,8
Aangepast	7 677,4	7 677,4
Kredieten vorige jaren	4,3	4,3
Gesplitste kredieten		
Oorspronkelijke	775,0	436,2
Eerste aanpassing	311,8	76,6
Aangepast	1 086,8	512,8
TOTALEN		
Oorspronkelijke	8 376,6	8 037,8
Aangepast	8 764,2	8 190,2
Kredieten vorige jaren	4,3	4,3

Art. 3. Artikel 3 van het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor het begrotingsjaar 1997 wordt als volgt vervangen :

In afwijking op artikel 15 van de organieke wet op het Rekenhof van 29 oktober 1846 en op artikel 1, 1°, van het koninklijk besluit van 31 mei 1996 houdende regeling van de vastlegging van de uitgaven van de diensten van het bestuur, kunnen er voorschotten ten bedrage van 10.000.000 BEF worden toegekend aan de buitengewone boekhouders voor het betalen, los van de kleine uitgaven, van schuldvorderingen die niet meer bedragen dan 200.000 BEF (BTW inbegrepen).

Machtiging wordt verleend aan deze boekhouders om aan de ambtenaren of deskundigen die naar het buitenland worden gestuurd voor een opdracht, de nodige voorschotten toe te kennen, zelfs indien deze voorschotten meer bedragen dan 200.000 BEF en voor zover ze niet meer dan 400.000 frank bedragen.

De betaling van vergoedingen aan deskundigen die uit andere landen komen en van de kosten die voortvloeien uit afspraken met vreemde landen, kunnen eveneens gebeuren via een voorschot, voor zover ze niet meer dan 400.000 frank bedragen.

Er kunnen geldelijke voorschotten tot 25.000.000 BEF worden toegestaan aan de bijzondere rekenplichtige ten laste van de begrotingsartikelen m.b.t. de financiering van het schoolvervoer.

Voor dit schoolvervoer mogen de voorschotten, ongeacht de grootte van de bedragen, dienen om de schuldvorderingen te betalen in zoverre voor de betrokken opdrachten een contract werd opgemaakt.

Inzake onderwijs mogen er voorschotten worden toegekend voor een maximum van 15.000.000 frank aan de buitengewone rekenplichtigen ten laste van de begrotingsartikelen 29.03.12.01 en 29.03.74.01 van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie waarvan de namen volgen :

- l'Institut E. GRYSOEN,
- l'Institut REDOUTE-PEIFFER
- l'Internat francophone autonome
- l'Institut R. GUILBERT
- COOVI, Algemene Zaken
- l'Institut R. LAMBION.

Inzake onderwijs mogen er geldelijke voorschotten worden toegekend op basistoelage 29.03.74.01 (aankoop van duurzame goederen) voor het betalen, los van de kleine uitgaven, van schuldvorderingen die niet meer bedragen dan 400.000 BEF (BTW inbegrepen).

(1) Gewone Vergadering 1996-1997.

Documenten van de Raad. — 5II-2A — nr. 1. Ontwerpdecreet. — nr. 3. Advies van de Vaste Commissies. — nr. 2. Verslag.

Volledig verslag. — Debat en aanneming. Zitting van 20 juni 1997.

Art. 4. Artikel 6 van het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie wordt als volgt aangevuld :

B.A. 21.00.12.01 De uitgaven die worden geboekt op deze basistoelage en die betrekking hebben op bank- en portkosten, meer bepaald de postassignaties, worden betaald via de procedure van de vaste uitgaven.

Art. 5. Artikel 7 van het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor 1997 wordt als volgt aangevuld :

B.A. 01.00.11.02 Wedden en bezoldigingen van het personeel van het Kabinet van de Voorzitter van het College
H. HASQUIN

B.A. 02.00.11.02 Wedden en bezoldigingen van het personeel van het Kabinet van het Lid van het College
Ch. PICQUE

B.A. 03.00.11.02 Wedden en bezoldigingen van het personeel van het Kabinet van het Lid van het College
D. GOSUIN

B.A. 04.00.11.02 Wedden en bezoldigingen van het personeel van het Kabinet van het Lid van het College
E. ANDRE

B.A. 05.00.11.02 Wedden en bezoldigingen van het personeel van het Kabinet van het Lid van het College
E. TOMAS

B.A. 21.00.11.04 Bezoldiging van het contractueel personeel

B.A. 21.00.11.06 Pensioenen rechtstreeks uitbetaald aan het personeel

B.A. 21.00.12.03 Kosten informaticabeheer

B.A. 25.00.11.04 Leerlingenvervoer - Bezoldiging van het begeleidend personeel

B.A. 29.02.11.01 Sportcomplex - Bezoldiging van het personeel

B.A. 29.03.11.01 Bezoldiging van het personeel buiten de Haute Ecole

B.A. 29.03.11.02 Bezoldiging van het personeel Haute Ecole

B.A. 29.03.11.04 Parascolaire activiteiten : bezoldiging van de animatoren en coördinatoren

B.A. 29.03.12.01 Werkingskosten

Art. 6. Artikel 8 van het decreet houdende de algemene uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschapscommissie voor 1997 wordt als volgt aangevuld :

B.A. 22.10.33.03 Centrum voor maatschappelijke dienstverlening en centrum voor maatschappelijke initiatieven

B.A. 24.00.52.03 Subsidies voor investeringen in maatschappelijk toerisme

B.A. 24.00.52.04 Subsidies voor toeristische nutsvoorzieningen (privé)

B.A. 28.00.52.01 Subsidies aan verenigingen inzake investeringen

B.A. 28.00.52.02 Investeringen in privé-sportinfrastructuren (KB 1 april 1977).

Art. 7. Het uitstaand bedrag van de vastleggingen geopend op B.A. 24.00.53.03 wordt overgeheveld naar B.A. 24.00.52.03.

Het uitstaand bedrag van de vastleggingen geopend op B.A. 24.00.53.04 wordt overgeheveld naar B.A. 24.00.52.04.

Het uitstaand bedrag van de vastleggingen geopend op B.A. 28.00.33.01 wordt overgeheveld naar B.A. 28.00.52.01.

Het uitstaand bedrag van de vastleggingen geopend op B.A. 28.00.63.01 wordt overgeheveld naar B.A. 28.00.53.02.

Art. 8. Dit decreet treedt in werking de dag dat het door de Vergadering wordt gestemd.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 26 juni 1997.

Voorzitter van het College van de Franse Gemeenschapscommissie,
belast met Begroting, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest,
alsook met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen,
Ch. PICQUE

Lid van het College, belast met Cultuur, Sport en Toerisme,
D. GOSUIN

Lid van het College, belast met Beroepsopleiding en Permanente Opleiding van de Middenklasse,
E. ANDRE

Lid van het College, belast met Gezondheid, Beroepsomscholing en Bijscholing, Onderwijs, Sociale Promotie,
Leerlingenvervoer en Openbaar Ambt,
E. TOMAS

TABEL GEVOEGD BIJ HET DECREET

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
AFDELING 01 : KABINET VAN DE VOORZIT- TER VAN HET COLLEGE H. HASQUIN											
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kabinet	1	0	0	11.02	ngk	20,0	20,0	22,0	23,0		23,0
Werkingskosten van het Kabinet	1	0	0	12.19	ngk	2,0	2,0	3,0	3,0		3,0
Vermogensuitgaven van het Kabinet	1	0	0	74.01	ngk	1,0	1,0	1,0	1,0		1,0
TOTAAL AFDELING 01					ngk	23,0	23,0	26,0	27,0	0,0	27,0
AFDELING 02 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE Ch. PICQUE											
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kabinet	2	0	0	11.02	ngk	12,5	12,5	12,5	12,9		12,9
Werkingskosten van het Kabinet	2	0	0	12.19	ngk	1,0	1,0	1,0	1,1		1,1
Vermogensuitgaven van het Kabinet	2	0	0	74.01	ngk	0,6	0,6	0,6	0,7		0,7
TOTAAL AFDELING 02					ngk	14,1	14,1	14,1	14,7	0,0	14,7
AFDELING 03 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE D. GOSUIN											
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kabinet	3	0	0	11.02	ngk	12,5	12,5	12,5	12,9		12,9
Werkingskosten van het Kabinet	3	0	0	12.19	ngk kvj	1,4	1,4	1,4	1,5	- 0,1 0,1	1,4 0,1
Vermogensuitgaven van het Kabinet	3	0	0	74.01	ngk	0,2	0,2	0,2	0,3		0,3
TOTAAL AFDELING 03					ngk kvj	14,1	14,1	14,1	14,7	- 0,1 0,1	14,6 0,1

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
AFDELING 04 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE E. ANDRE											
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kabinet	4	0	0	11.02	ngk	12,5	12,5	13,5	14,5		14,5
Werkingskosten van het Kabinet	4	0	0	12.19	ngk	1,0	1,0	1,5	2,0	0,5	2,5
Vermogensuitgaven van het Kabinet	4	0	0	74.01	ngk	0,6	0,6	0,9	0,9	- 0,5	0,4
TOTAAL AFDELING 04					ngk	14,1	14,1	15,9	17,4	0,0	17,4
AFDELING 05 : KABINET VAN HET LID VAN HET COLLEGE E. TOMAS											
Bezoldigingen en vergoedingen van het personeel van het Kabinet	5	0	0	11.02	ngk	17,0	16,0	16,0	22,2		22,2
Werkingskosten van het Kabinet	5	0	0	12.19	ngk	1,8	2,8	3,9	4,0		4,0
Vermogensuitgaven van het Kabinet	5	0	0	74.01	ngk	0,9	0,9	0,5	0,9		0,9
TOTAAL AFDELING 05					ngk	19,7	19,7	20,4	27,1	0,0	27,1
AFDELING 06 : Raad van de Franse Gemeen- schapscommissie											
Dotatie aan de Raad	6	0	0	01.01	ngk	236,2	262,9	272,5	290,8		290,8
TOTAAL AFDELING 06					ngk	236,2	262,9	272,5	290,8	0,0	290,8

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
AFDELING 21 : ADMINISTRATIE											
Prog. 0 : Bestaansmiddelen											
Provisionele toelage voor de contractualisering van DAC in het verenigingsleven	21	0	0	01.01	ngk				0,0		0,0
Provisioneel krediet voor de bezoldiging van het personeel overgeheveld van de F.G.	21	0	0	11.02	ngk	9,8	4,9	0,0	10,0	- 2,5	7,5
Bezoldiging van het personeel	21	0	0	11.03	ngk	263,1	250,7	248,0	225,0	2,5	227,5
Bezoldiging van het contractueel personeel	21	0	0	11.04	ngk	39,0	47,5	47,9	70,0		70,0
Personeelsonkosten	21	0	0	11.05	ngk kvj	29,1	31,6	31,6 1,9	27,8	- 11,0	16,8
Directe persioenen van het personeel	21	0	0	11.06	ngk kvj	12,5	12,5	12,5 0,8	15,6		15,6
Kosten en provisie pensioenen	21	0	0	11.07	ngk				41,6		41,6
Pensioenen omwille van onbekwaamheid	21	0	0	11.30	ngk	0,0	0,0	0,0			
Werkingskosten (huur inbegrepen)	21	0	0	12.01	ngk kvj	46,7	45,4	47,4	47,0	17,7 0,3	64,7 0,3
Promotie, publicatie & verspreiding	21	0	0	12.02	ngk	3,0	2,0	0,2			
Kosten informaticabeheer	21	0	0	12.03	ngk					11,0	11,0
Kosten voor verhuis en eerste vestiging	21	0	0	12.07	ngk	1,5	1,5	1,5	1,5		1,5
Kosten voor opdrachten i.v.m. controle toelagen	21	0	0	12.08	ngk				10,0	- 0,2	9,8
Opdrachten SHE	21	0	0	12.09	ngk				1,0		1,0
Toelage aan de Sociale Dienst	21	0	0	33.01	ngk	4,8	4,8	4,8	6,2		6,2
Toelagen voor algemeen beleid	21	0	0	33.02	ngk		4,0	5,8			
Toelage aan de BGDA voor de co-financiering van gesubsidieerde contractuele betrekkingen	21	0	0	40.01	ngk	66,6	66,6	115,0	90,0	- 25,0	65,0
Terugbetaling van het trekkingsrecht	21	0	0	41.03	ngk	0,0	228,7	228,7			
Aankoop van een administratief gebouw	21	0	0	71.01	ngk	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Inrichting administratief gebouw	21	0	0	72.01	ok vk	5,0 10,0	3,0 8,0	3,0 8,0	25,0 30,0	- 5,0	20,0 30,0
Vermogensuitgaven	21	0	0	74.01	ngk	1,7	1,7	1,7	1,7		1,7
Aankoop van informatica en kantoorautomatisering	21	0	0	74.02	ngk	10,0	9,0	9,0	9,0		9,0
Totaal programma 0					ngk ok vk kvj	487,8 5,0 10,0	710,9 3,0 8,0	754,1 3,0 8,0 2,7	556,4 25,0 30,0	- 7,5 - 5,0 0,0 0,3	548,9 20,0 30,0 0,3

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
Prog. 1 : Bijzondere dotatie van de Franse Gemeenschap											
Interesten verschuldigd krachtens artikel 7, § 8 van het decreet II van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden aan het WG en aan de Franse Gemeenschapscommissie	21	1	0	21.01	ngk	1,3	3,4	3,4	3,4	- 3,4	0,0
Terugbetaling van de dotatie	21	1	0	41.01	ngk	0,0	49,4	49,4	20,9	- 20,9	0,0
Totaal programma 1					ngk	1,3	52,8	52,8	24,3	- 24,3	0,0
TOTAAL AFDELING 21					ngk ok vk kvj	489,1 5,0 10,0	763,7 3,0 8,0	806,9 3,0 8,0 2,7	580,7 25,0 30,0	- 31,8 - 5,0 0,0 0,3	548,9 20,0 30,0 0,3
AFDELING 22 : BIJSTAND AAN PERSONEN											
Prog. 1 : Sociale actie											
Prestaties van derden, studiekosten, colloquium, kosten voor opdrachten (verplaatsingen, verblij- ven,...) van de leden van de administratie en van niet tot de administratie behorende personen	22	1	0	12.01	ngk kvj	1,5	1,0 0,2	1,0 0,2	1,5		1,5
Promotie, publicatie & verspreiding	22	1	0	12.02	ngk	1,0	1,0	0,0	1,0		1,0
Toelagen aan instellingen voor sociale en familiale hulpverlening en aan de derde leeftijd	22	1	0	33.01	ngk	15,2	15,2	18,2	15,2		15,2
Toelagen voor studies en initiatieven op sociaal vlak	22	1	0	33.02	kvj ngk	5,0	0,6 3,5	0,6 3,5	3,5		3,5
Centra voor maatschappelijke dienstverlening en algemene maatschappelijke initiatieven	22	1	0	33.03	kvj ngk	54,0	3,5 50,0	3,5 48,0	69,6	- 5,0	64,6
Aansluitings-, plaatsings- en huurkosten van een telefoonstelsel en kosten van een telebewakings- stelsel	22	1	0	33.04	ngk	6,0	6,0	5,0	5,0		5,0
Toelage aan de v.z.w. "Sociaal Intersectorieel Fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest"	22	1	0	33.05	ngk	1,6	1,6	1,6	1,7		1,7
Totaal programma 1					ngk kvj	84,3	78,3 4,3	77,3 4,3	97,5	- 5,0 0,0	92,5 0,0

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
Prog 2 : Samenleven van lokale gemeenschappen											
Uitgaven van allerlei aard op het vlak van sociale integratie van de lokale gemeenschappen en hun samenleving	22	2	0	12.02	ngk kvj	2,9	2,0	1,6	3,0	- 0,9 0,2	2,1 0,2
Toelagen aan verenigingen voor de sociale integratie van migranten en hun samenleving	22	2	0	33.04	ngk kvj	72,0	72,0 0,9	73,0 0,9	74,5	- 0,4 0,4	74,1 0,4
Toelagen aan de gemeenten voor de sociale integratie van migranten en hun samenleving	22	2	0	43.05	ngk	126,0	126,0	126,0	139,5		139,5
Totaal programma 2					ngk kvj	200,9	200,0 0,9	200,6 0,9	217,0	- 1,3 0,6	215,7 0,6
Progr. 3 : Gehandicapte personen											
Activiteit 0 : Beleid voor bijstand aan gehandicapten											
Etoile Polaire - Bezoldiging van personeel	22	3	0	11.01	ngk	16,5	18,2	18,2	16,1	- 0,9	15,2
Etoile Polaire - Werkingsuitgaven	22	3	0	12.01	ngk kvj	4,6	2,9	1,8	1,8	0,9 0,2	2,7 0,2
Uitgaven van allerlei aard voor het beleid voor bijstand aan gehandicapten	22	3	0	12.03	ngk	2,0	2,0	1,0	1,0		1,0
Toelagen voor de betaling van de vakbondspremie	22	3	0	33.01	ngk kvj		0,9	0,9	0,3		0,3
Toelagen aan initiatieven voor vroegtijdige hulpverlening	22	3	0	33.07	ngk	6,0	6,0	6,0	6,0		6,0
Toelagen voor de begeleidingsdiensten	22	3	0	33.08	ngk	16,0	16,0	16,0	17,5	0,5	18,0
Toelagen inzake preventie, promotie, bijstand en de sociale integratie van de gehandicapte personen	22	3	0	33.09	ngk	14,0	13,0	13,0	15,0		15,0
Toelagen aan de medisch-sociaal-pedagogische instellingen (PMS privé-sector)	22	3	0	33.10	ngk	1 513,0	1 462,1	1 462,1	1 513,0	- 0,5	1 512,5
Dotatie aan het Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces	22	3	0	41.03	ngk	722,8	712,8	712,8			
Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces - interesten op leningen	22	3	0	43.04	ngk	8,3	8,3	8,3	7,9		7,9
Brussels Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces - aflossing van leningen	22	3	0	63.04	ngk	6,6	6,6	6,6	6,7		6,7

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
Investerings Etoile Polaire	22	3	0	74.01	ngk	1,4	3,4	1,4	1,0		1,0
Totaal activiteit 0					ngk kvj	2 311,2 0,0	2 251,3 0,9	2 247,2 0,9	1586,3	0,0 0,2	1 586,3 0,2
Activiteit 1 : Sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces											
Provisioneel krediet voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces	22	3	1	01.01	ngk				737,3	71,6	808,9
Totaal activiteit 1					ngk				737,3	71,6	808,9
Totaal programma 3					ngk kvj	2 311,2	2 251,3 0,9	2 247,2 0,9	2 323,6 0,0	71,6 0,2	2 395,5 0,2
Programma 4 : Gezin											
Uitgaven van allerlei aard inzake het gezinsbeleid	22	4	0	12.04	ngk	0,8	0,5	0,5	0,8		0,8
Toelagen aan de erkende diensten voor bijstand aan gezinnen	22	4	0	33.12	ngk	396,0	391,0	391,0	423,0	103,0	526,0
Toelagen aan de raadplegingscentra voor huwelijk en gezin	22	4	0	33.13	ngk	139,0	139,0	139,0	141,7		141,7
Toelagen aan dagonthaaldiensten voor bejaarde personen (privé-sector)	22	4	0	33.14	ngk	2,4	2,4	2,4	2,4		2,4
Opleiding voor gezinsbijstand	22	4	0	33.15	ngk	1,9	1,9	1,9	2,5		2,5
Totaal programma 4					ngk	540,1	534,8	534,8	570,4	103,0	673,4
Programma 5 : Sociale infrastructuur											
Sociale infrastructuur : toelagen aan plaatselijke besturen (interessen)	22	5	0	43.21	ngk kvj	3,5	3,5	3,5	4,5	- 0,2 0,2	4,3 0,2
Investering in sociale infrastructuur (privé-sector)	22	5	0	52.01	ok vk	28,0 36,0	22,0 34,0	28,8 34,0	50,0 50,0	5,0 29,0	55,0 79,0
Investering in sociale infrastructuur (openbare sector)	22	5	0	63.21	ok vk	15,0 6,0	19,0 8,0	16,3 8,0	16,0 16,0		16,0 16,0
Toelagen aan de gemeenten voor de aankoop en de aanleg van kampeertreinen voor zwervers	22	5	0	63.24	ngk	0,3	0,3	0,3	0,2		0,2

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
Sociale infrastructuur : toelagen aan plaatselijke besturen (afschrijvingen)	22	5	0	63.26	ngk	1,0	1,0	1,0	1,5		1,5
Totaal programma 5					ngk kvj ok vk	4,8 43,0 42,0	4,8 41,0 42,0	4,8 0,0 45,1 42,0	6,2 66,0 66,0	- 0,2 0,2 5,0 29,0	6,0 0,2 71,0 95,0
TOTAAL AFDELING 22					ngk ok vk kvj	3 141,3 43,0 42,0	3 069,2 41,0 42,0 6,1	3 064,7 45,1 42,0 6,1	3 214,7 66,0 66,0	168,1 5,0 29,0 1,0	3 382,8 71,0 95,0 1,0
AFDELING 23 : GEZONDHEID											
Prog. 1 : Ondersteuning van het algemeen beleid											
Uitkeringen aan derden, studiekosten, colloquia, onkosten voor opdrachten (verplaatsingen, verblijven,...) van leden van het bestuur en van personen die niet tot het bestuur behoren	23	1	0	12.01	ngk kvj	2,0	1,9 0,1	1,9 0,1	2,0	- 0,5	1,5
Promotie, publicatie en verspreiding											
Toelagen voor onderzoek op het gebied van gezondheid	12	1	0	12.02	ngk	2,5	2,0	2,0	2,6	- 1,6	1,0
Toelagen aan de geïntegreerde gezondheidscentra	23	1	0	33.01	ngk	4,0	4,0	4,0	4,1		4,1
Toelagen aan verenigingen voor gezondheidszorg	23	1	0	33.02	ngk	26,0	26,0	26,0	30,0		30,0
	23	1	0	33.03	ngk kvj	17,0	16,4 0,6	16,4 0,6	19,0		19,0
Toelage aan de V.Z.W. "Sociaal Intersectorieel Fonds voor sociale en gezondheidsinstellingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest"	23	1	0	33.11	ngk	3,8	3,8	3,8	3,9		3,9
Totaal programma 1					ngk kvj	55,3	54,1 0,7	54,1 0,7	61,6	- 2,1	59,5
Prog. 2 : Geestelijke gezondheidszorg											
Toelagen aan de diensten voor geestelijke gezondheidszorg	23	2	0	33.04	ngk	310,0	295,0	295,0	316,2		316,2
Toelagen aan de centra voor tele-onthaal	23	2	0	33.05	ngk	18,4	18,4	18,4	22,0	- 1,0	21,0
Toelagen voor originele studies en initiatieven voor geestelijke gezondheidszorg	23	2	0	33.06	ngk	14,0	29,0	29,0	14,0	3,1	17,1
Toelagen voor de psycho-sociale begeleiding van kleine kinderen	23	2	0	33.07	ngk	2,2	2,2	2,2	2,2		2,2
Totaal programma 2					ngk	344,6	344,6	344,6	354,4	2,1	356,5

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
Prog. 3 : Bestrijding van het druggebruik											
Toelagen voor de initiatieven op het vlak van de drugsverslaving	23	3	0	33.08	ngk kvj	87,0	87,0	87,0	70,0	- 0,7 0,7	69,3 0,7
Toelagen voor de initiatieven	23	3	0	33.12	ngk				25,0		25,0
Totaal programma 3					ngk kvj	87,0	87,0	87,0	95,0	- 0,7 0,7	94,3 0,7
Prog. 4 : Thuisverpleging											
Toelagen aan verenigingen op het vlak van palliatieve zorgen	23	4	0	33.09	ngk	15,0	13,5	13,5	13,5	15,0	15,0
Toelagen aan de coördinatiecentra	23	4	0	33.10	ngk	35,0	32,0	32,0	35,0		35,0
Totaal programma 4					ngk	50,0	45,5	45,5	50,0	0,0	50,0
Prog. 5 : Infrastructuur											
Investerings­toelagen in de gezondheids­infra­structuren	23	5	0	52.01	ok vk	25,0 40,0	20,0 35,0	15,0 18,0	25,0 35,0		25,0 35,0
Totaal programma 5					ok vk	25,0 40,0	20,0 35,0	15,0 18,0	25,0 35,0	0,0 0,0	25,0 35,0
TOTAAL AFDELING 23					ngk ok vk kvj	536,9 25,0 40,0	531,2 20,0 35,0 0,7	531,2 15,0 18,0 0,7	561,0 25,0 35,0	- 0,7 0,0 0,0 0,7	560,3 25,0 35,0 0,7
AFDELING 24 : TOERISME											
Uitkeringen aan derden, kosten voor opdrachten (verplaatsingen, verblijven,...) van de leden van de administratie en van personen die niet tot de administratie behoren	24	0	0	12.01	ngk kvj	2,5	3,4 0,1	3,4 0,1	2,5		2,5
Promotie, publicatie en verspreiding	24	0	0	12.02	ngk kvj	8,0	8,0	8,0 0,2	4,0	- 0,1 0,1	3,9 0,1
Werkingskosten - jeugdherbergen	24	0	0	12.03	ngk kvj	0,4	1,5 0,2	1,7 0,2	1,7		1,7
Toelagen aan de federaties en verbonden voor toerisme	24	0	0	33.01	ngk	0,0	0,0	0,0			
Toelagen aan verenigingen actief op het vlak van toerisme	24	0	0	33.02	ngk	45,0	43,4	43,0	45,9		45,9

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
Toelagen aan verenigingen voor sociaal toerisme	24	0	0	33.03	ngk kvj	2,5	2,5 0,4	2,5 0,4	0,0		0,0
Toelage voor de werking van de O.P.T.	24	0	0	43.01	ngk	101,0	101,0	101,0	102,5		102,5
Investeringsstoelagen in sociaal toerisme	24	0	0	52.03	ok vk					14,0 80,0	14,0 80
Toelage voor toeristische voorzieningen (privé)	24	0	0	52.04	ok vk					10,0 30,0	10,0 30,0
Toelagen voor toeristische voorzieningen (privé-sector)	24	0	0	53.02	ngk kvj	6,5	6,0 1,2	6,5 1,2	0,0		0,0
Investerings in sociaal toerisme (privé-sector)	24	0	0	53.03	ok vk	10,0 90,0	10,0 90,0	10,0 10,0	5,2 80,0	- 5,2 - 80,0	0,0 0,0
Toelagen voor toeristische voorzieningen (privé-sector)	24	0	0	53.04	ok vk				10,0 30,0	- 10,0 - 30,0	0,0 0,0
Toelage aan de O.P.T. voor haar investeringsuitgaven	24	0	0	63.01	ngk	5,2	5,2	5,2	5,2		5,2
Toelagen voor toeristische voorzieningen (openbare sect)	24	0	0	63.03	ngk	3,0	3,0	3,0	0,0		0,0
Toelagen voor toeristische voorzieningen (openbare sect)	24	0	0	63.04	ok vk				10,0 20,0		10,0 20,0
Investerings in sociaal toerisme (openbare sector)	24	0	0	73.01	ok vk	54,0 91,0	44,7 91,0	24,7 91,0	70,0 9,0	15,0	85,0 9,0
TOTAAL AFDELING 24					ngk ok vk kvj	174,1 64,0 181,0	174,5 54,7 181,0 1,9	174,3 34,7 101,0 2,1	161,8 95,2 139,0	- 0,1 23,8 0,0 0,1	161,7 119,0 139,0 0,1
AFDELING 25 : SCHOOLVERVOER											
Bezoldiging van het begeleidend personeel	25	0	0	11.04	ngk	23,2	23,2	23,2	23,7		23,7
Uitgaven van allerlei aard betreffende het schoolvervoer	25	0	0	12.02	ngk	7,0	6,0	6,0	7,0		7,0
Vervoerskosten	25	0	0	12.03	ngk	110,0	109,4	109,4	118,5		118,5
TOTAAL AFDELING 25					ngk	140,2	138,6	138,6	149,2	0,0	149,2
AFDELING 26 : BEROEPSOPLEIDING											
Prog. 1 : Algemene ondersteuning van het beleid inzake beroepsopleiding											
Prestaties van derden, kosten voor opdrachten (verplaatsingen, verblijven,...) van leden van de administratie en niet tot de administratie behorende personen	26	1	0	12.01	ngk	2,0	2,0	2,0	1,5	- 0,8	0,7

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
Promotie, publicatie en verspreiding	26	1	0	12.02	ngk	2,5	2,5	2,5	2,0		2,0
Promotie van activiteiten en steun in overleg met BFIB en de cel ESF aan acties voor socioprofessionele inschakeling	26	1	0	33.01	ngk	2,5	2,5	2,5	3,5	4,0	7,5
Decreet van 27 april 1995 : goedkeuring en algemene werking	26	1	0	33.02	ngk kvj	60,0	59,9 0,1	59,9 0,1	61,2	- 4,0	57,2
Toelagen aan verenigingen voor amateurs tuinbouwers en bijenkwekers	26	1	0	33.03	ngk	0,4	0,4	0,4	0,4		0,4
Initiatieven voor de opleiding van bezoldigden en loontrekkenden die niet behoren tot het BFIB, onder meer de vergoedingen voor sociale promotie	26	1	0	33.04	ngk	0,4	0,4	0,4	0,5		0,5
Tegemoetkoming in de wedde van het personeel van de Brusselse vzw's voor socioprofessionele inschakeling	26	1	0	33.05	ngk kvj	0,0	3,7 3,7	3,7 3,7	3,7		3,7
Toelagen voor initiatieven inzake verspreiding en berichtgeving i.v.m. socioprofessionele inschakeling en meer bepaald het tijdschrift "Insertion"	26	1	0	33.06	ngk					0,8	0,8
Tegemoetkoming in de uitvoering en de evaluatie van de Europese programma's van doelstellingen 3 en 4 van het Europees Sociaal Fonds en de communautaire initiatieven	26	1	0	43.01	ngk				2,0		2,0
Toelagen aan de Interministeriële delegatie voor stedelijke solidariteit	26	1	0	43.03	ngk	4,0	4,0	4,0	4,0		4,0
Totaal programma 1					ngk kvj	71,8	75,4 3,8	75,4 3,8	78,8	0,0 0,0	78,8 0,0
Prog. 2 : Middenstand											
Uitgaven van allerlei aard ten gunste van de opleiding van de zelfstandigen en de middenstand	26	2	0	12.01	ngk	3,5	3,5	3,5	3,5	2,0	5,5
Toelage inzake de opleiding van zelfstandigen en de middenstand	26	2	0	33.01	ngk	1,2	1,2	1,2	1,2	1,0	2,2
Toelage voor de opleiding van zelfstandigen	26	2	0	41.01	ngk	130,0	133,9	133,9	136,6	8,9	145,5
Werkingsstoelage voor het IBKMO	26	2	0	41.02	ngk	37,2	33,3	33,3	34,0	3,0	37,0
Onroerende lasten van de opleidingscentra	26	2	0	61.01	ngk	31,2	29,2	29,2	31,2	- 1,0	30,2
Totaal programma 2					ngk	203,1	201,1	201,1	206,5	13,9	220,4

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
Prog. 3 : Brussels Franstalig Instituut voor Beroepsopleiding											
Toelage toegekend aan het Instituut voor haar werking en opleidingsinitiatieven georganiseerd in het raam van het paritair beheer (met inbegrip van de onderaanneming met derden en de samenwerking met de beroepssectoren)	26	3	0	43.05	ngk	545,0	529,0	529,0	639,5	9,2	648,7
Toelagen toegekend aan de vzw's en de bedrijven voor het partnerschap inzake beroepsopleiding en integratie	26	3	0	43.06	ngk	133,9	129,0	129,0	78,5		78,5
Toelagen aan de bedrijven voor het partnerschap inzake beroepsopleiding en integratie	26	3	0	43.07	ngk	0,0	0,0	0,0			
Investeringsstoelage voor het Instituut	26	3	0	63.05	ngk	0,0	0,0	0,0			
Totaal programma 3					ngk	678,9	658,0	658,0	718,0	9,2	727,2
TOTAAL AFDELING 26					ngk kvj	953,8	934,5 3,8	934,5 3,8	1 003,3	23,1 0,0	1026,4 0,0
AFDELING 27 : SCHULDEN											
Activiteit 1 : Schoolgebouwen											
Interesten op de overbruggingslening	27	0	1	43.02	ngk	450,0	430,0	360,0	257,8	- 100,0	157,8
Aflossing van de overbruggingslening	27	0	1	63.02	ngk	500,0	490,0	490,0	550,0	0,0	550,0
Totaal activiteit 1					ngk	950,0	920,0	850,0	807,8	- 100,0	707,8
Activiteit 2 : Schuld voormalige provincie											
Interesten op de leningen	27	0	2	21.11	ngk	50,3	50,7	62,7		1,0	1,0
Aflossing van de leningen	27	0	2	91.11	ngk	48,8	52,7	556,0			
Totaal activiteit 2					ngk	99,1	103,4	618,7	0,0	1,0	1,0
Activiteit 3 : Leningen gewaarborgd door het Garantiefonds van de Schoolgebouwen											
Interesten op de leningen	27	0	3	21.11	ngk					2,7	2,7
Aflossingen	27	0	3	91.11	ngk					2,9	2,9
Totaal activiteit 3					ngk					5,6	5,6
TOTAAL AFDELING 27					ngk	1 049,1	1 023,4	1 468,7	807,8	- 93,4	714,4

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
AFDELING 28 : SPORTUITRUSTINGEN											
Toelagen aan verenigingen	28	0	0	33.01	ngk				7,0	- 7,0	
Toelagen aan verenigingen voor investeringen	28	0	0	52.01	ngk					7,0	7,0
Investering in privé-sportinfrastructuren (KB 01/04/77)	28	0	0	52.02	ok vk					7,8 7,8	7,8 7,8
Investering in privé-sportinfrastructuren	28	0	0	63.01	ok vk	7,0 7,0	6,7 7,0	6,7 7,0	5,0 5,0	- 5,0 - 5,0	
TOTAAL AFDELING 28					ngk ok vk	7,0 7,0	6,7 7,0	6,7 7,0	7,0 5,0 5,0	0,0 2,8 2,8	7,0 7,8 7,8
AFDELING 29 : UITGAVEN VERBONDEN AAN DE OPSPLITSING VAN DE PROVINCIE BRA- BANT											
Activiteit 1 : Bestaansmiddelen											
Uitgaven i.v.m. de pensioenen van de ambtenaren van de voormalig provincie Brabant oprustgesteld vóór 1/1/95	29	0	1	11.05	ngk	43,4	43,4	43,4	43,7		43,7
Totaal activiteit 1					ngk	43,4	43,4	43,4	43,7	0,0	43,7
Sportcomplex											
Vergoeding van het personeel	29	0	2	11.01	ngk	15,0	15,0	15,0	13,0	2,2	15,2
Lasten en provisies pensioenen	29	0	2	11.02	ngk				2,5		2,5
Werkingskosten	29	0	2	12.01	ngk	8,2	8,2	8,2	8,2	- 1,0	7,2
Vermogensuitgaven	29	0	2	74.01	ngk	18,0	16,0	16,0	18,0		18,0
Totaal activiteit 2					ngk	41,2	39,2	39,2	41,7	1,2	42,9
Activiteit 3 : Onderwijs											
Vergoeding van het personeel buiten Haute Ecole	29	0	3	11.01	ngk	320,0	320,0	318,5	227,0	26,0	253,0
Vergoeding van het personeel Haute Ecole	29	0	3	11.02	ngk			1,5	50,0		50,0
Lasten en provisies pensioenen	29	0	3	11.03	ngk				59,0		59,0
Bezoldigingen van animatoren en coördinatoren van parascolaire activiteiten	29	0	3	11.04	ngk					2,3	2,3
Onkosten voor internationale opdrachten	29	0	3	12.00	ngk			0,2	1,0		1,0
Werkingskosten	29	0	3	12.01	ngk kvj	214,0	213,7 0,3	213,5 0,3	117,7	69,5 0,4	187,2 0,4

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
Parascolaire activiteiten	29	0	3	12.02	ngk kvj	3,0	3,0	3,0	4,5	- 3,9 0,1	0,6 0,1
Werkingsstoelage aan Haute Ecole											
Lucia de Brouckère	29	0	3	43.05	ngk				19,4		19,4
Werkingsstoelage aan instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie met afzonderlijk beheer	29	0	3	43.06	ngk				80,2	- 80,2	0,0
Aankoop van duurzame goederen voor instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie met afzonderlijk beheer	29	0	3	63.06	ngk				20,1	- 20,1	0,0
Aankoop van duurzame goederen voor Haute Ecole	29	0	3	63.07	ngk				12,0	- 12,0	0,0
Aankoop van terreinen en gebouwen; bouw en aanleg	29	0	3	72.01	ok vk	220,0 575,0	205,0 575,0	40,0 100,0	220,0 500,0	- 10,0 - 10,0	210,0 490,0
Aankoop van meubels voor instellingen die het stelsel van afzonderlijk beheer niet toepassen	29	0	3	74.01	ngk kvj	55,0	55,0	55,0 0,2	13,9	15,4	29,3
Aankoop van duurzame goederen voor de Haute Ecole	29	0	3	74.02	ngk				0,0	12,0	12,0
Aankoop van duurzame goederen voor parasco- laire activiteiten	29	0	3	74.03	ngk					0,5	0,5
Totaal activiteit 3					ngk ok vk kvj	592,0 220,0 575,0	591,7 205,0 575,0 0,3	591,7 40,0 575,0 0,5	604,8 220,0 500,0 0,0	9,5 - 10,0 - 10,0 0,5	614,3 210,0 490,0 0,5
Activiteit 5 : Andere uitgaven verbonden aan de opsplitsing van de Provincie Brabant											
Uitgaven inzake cultuur	29	0	5	01.02	ngk kvj	81,8	83,4	83,4		1,6	1,6
Aankoop van gebouw	29	0	5	71.32	ngk	0,0	10,0	10,0			
Renovatie- en aanlegwerken	29	0	5	72.10	ngk	0,0	3,0	0,3	2,7		2,7
Totaal activiteit 5					ngk kvj	81,8	96,4	93,7	2,7	0,0 1,6	2,7 1,6
TOTAAL AFDELING 29					ngk ok vk kvj	758,4 220,0 575,0	770,7 205,0 575,0 0,3	768,0 40,0 100,0 0,5	692,9 220,0 500,0	10,7 - 10,0 - 10,0 2,1	703,6 210,0 490,0 2,1

BEGROTING 1997 (Decreet) Titel	AFD.	PROG.	ACT.	B.A.	Kred.	1996 oor.	1996 1e aanp.	1996 2e aanp.	1997 oor.	Schom.	1997 1e aanp.
(in miljoen)											
AFDELING 30 : INTERNATIONALE BETREKKINGEN (OVERGEHEVELDE MATERIES) EN ALGEMEEN BELEID											
Activiteit 0 : Internationale betrekkingen											
Onkosten voor opdrachten en voor recepties van Leden van het College en Kabinetsmedewerkers	30	0	0	12.00	ngk	0,0	1,2	1,0	1,2		1,2
Uitgaven van derden, opdrachten, studiekosten, colloquia	30	0	0	12.01	ngk kvj	2,0	0,8 0,1	0,8 0,1	0,8		0,8
Uitgaven voor promotie, verspreiding, publicatie	30	0	0	12.02	ngk	2,0	2,0	2,0	2,0		2,0
Toelagen aan de verenigingen	30	0	0	33.01	ngk kvj	8,6	8,6 0,6	8,6 0,6	8,5		8,5
Totaal activiteit 0	ngk kvj					12,6 0,0	12,6 0,7	12,4 0,7	12,5 0,0	0,0 0,0	12,5 0,0
Activiteit 1 : Algemeen beleid											
Promotie, publicatie en verspreiding	30	0	1	12.01	ngk				7,0	- 5,0	2,0
Toelagen voor algemeen beleid	30	0	1	33.01	ngk				12,0	5,0	17,0
Infrastructuur (Brussel 2000)	30	0	1	74.01	ok vk					60,0 290,0	60,0 290,0
Totaal activiteit 1	ngk ok vk								19,0	0,0 60,0 290,0	19,0 60,0 290,0
TOTAAL AFDELING 30					ngk ok vk kvj	12,6	12,6 0,7	12,4 0,7	31,5 0,0	0,0 60,0 290,0 0,0	31,5 60,0 290,0 0,0
TOTAAL BEGROTING OVERGEHEVELDE MATERIES VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP EN VAN DE PROVINCIE					ngk ok vk kvj	7 576,7 364,0 855,0	7 766,3 330,4 848,0 13,5	8 262,3 144,5 276,0 16,6	7 601,6 436,2 775,0	75,8 76,6 311,8 4,3	7 677,4 512,8 1 086,8 4,3
Totaal ngk + ok + kvj						7 940,7	8 110,2	8 423,4	8 037,8	156,7	8 194,5

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[97/11296]

Services généraux

Personnel. — Transferts

Par arrêté royal du 6 juillet 1997, M. Kinnaert, Luc, né le 23 juin 1962, conseiller adjoint au Bureau d'Intervention et de Restitution belge est transféré au Ministère des Affaires économiques, en application de la mobilité volontaire, sur un emploi de conseiller adjoint, à partir du 16 juillet 1997.

Par arrêté royal du 6 juillet 1997, M. Frooninckx, Steven, né le 13 novembre 1966, conseiller adjoint à l'Office national d'Allocations familiales pour Travailleurs salariés est transféré au Ministère des Affaires économiques, en application de la mobilité volontaire, sur un emploi de conseiller adjoint, à partir du 16 juillet 1997.

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 6 juillet 1997, M. Van der Cruyssen, Chris, né le 27 avril 1968, est nommé à titre définitif dans le grade d'ingénieur, à partir du 1er avril 1997.

[97/11321]

Renonciation à l'agrément par une entreprise d'assurances

Par arrêté royal du 8 août 1997 est constatée la renonciation à l'agrément par l'entreprise « Yasuda Fire & Marine Insurance Company Limited » (code administratif numéro 0711), société de droit japonais dont le siège d'exploitation en Belgique est situé rue de la Loi 28, à 1040 Bruxelles, pour les branches suivantes :

- « Accidents » (branche 1);
- « Corps de véhicules terrestres, autres que ferroviaires » (branche 3);
- « Corps de véhicules ferroviaires » (branche 4);
- « Corps de véhicules aériens » (branche 5);
- « Corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux » (branche 6);
- « Marchandises transportées, y compris les marchandises, bagages et tous autres biens » (branche 7);
- « Incendie et éléments naturels » (branche 8);
- « Autres dommages aux biens » (branche 9);
- « R.C. véhicules terrestres automoteurs » (branche 10);
- « R.C. véhicules aériens » (branche 11);
- « R.C. véhicules maritimes, lacustres et fluviaux » (branche 12);
- « R.C. générale » (branche 13);
- « Pertes pécuniaires diverses » (branche 16).

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[97/11296]

Algemene diensten

Personeel. — Overplaatsingen

Bij koninklijk besluit van 6 juli 1997 wordt de heer Kinnaert, Luc, geboren op 23 juni 1962, adjunct-adviseur bij het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau, in toepassing van de vrijwillige mobiliteit, overgeplaatst naar het Ministerie van Economische Zaken, in een betrekking van adjunct-adviseur, met ingang van 16 juli 1997.

Bij koninklijk besluit van 6 juli 1997 wordt de heer Frooninckx, Steven, geboren op 13 november 1966, adjunct-adviseur bij de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, in toepassing van de vrijwillige mobiliteit, overgeplaatst naar het Ministerie van Economische Zaken, in een betrekking van adjunct-adviseur, met ingang van 16 juli 1997.

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 6 juli 1997 wordt de heer Van der Cruyssen, Chris, geboren op 27 april 1968, met ingang van 1 april 1997, in vast verband benoemd, in de graad van ingenieur.

[97/11321]

Afstand van toelating door een verzekeringsonderneming

Bij koninklijk besluit van 8 augustus 1997 wordt de afstand van de toelating vastgesteld door de onderneming « Yasuda Fire & Marine Insurance Company Limited » (administratief codenummer 0711), vennootschap naar Japans recht waarvan de uitbatingszetel in België is gevestigd Wetstraat 28, te 1040 Brussel, voor de takken :

- « Ongevallen » (tak 1);
- « Voertuigcasco, met uitzondering van rollend spoorwegmaterieel » (tak 3);
- « Casco rollend spoorwegmaterieel » (tak 4);
- « Luchtvaartuigcasco » (tak 5);
- « Casco zee- en binnenschepen » (tak 6);
- « Vervoerde goederen, met inbegrip van koopwaren, bagage en alle andere goederen » (tak 7);
- « Brand en natuurevenementen » (tak 8);
- « Andere schade aan goederen » (tak 9);
- « B.A. motorrijtuigen » (tak 10);
- « B.A. luchtvaartuigen » (tak 11);
- « B.A. zee- en binnenschepen » (tak 12);
- « Algemene B.A. » (tak 13);
- « Diverse geldelijke verliezen » (tak 16).

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/09926]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 21 octobre 1997, produisant ses effets le 14 août 1997, est acceptée la démission de M. de Pierpont, M., de ses fonctions de juge suppléant à la justice de paix du troisième canton de Liège.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/09926]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 21 oktober 1997, dat uitwerking heeft met ingang van 14 augustus 1997, is aan de heer de Pierpont, M., ontslag verleend uit zijn ambt van plaatsvervangend rechter in het vredege-recht van het derde kanton Luik.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Par arrêté royal du 8 août 1997, la désignation de M. Lorent, A., juge au tribunal de première instance de Charleroi, aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de deux ans prenant cours le 15 novembre 1997.

Par arrêté royal du 14 octobre 1997, la désignation de M. Pasteger, L., juge au tribunal de première instance de Liège, aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de cinq ans prenant cours le 17 novembre 1997.

Par arrêté ministériel du 28 octobre 1997, il est mis fin, à sa demande, à la nomination de Mme Becker, M., aux fonctions de stagiaire judiciaire près l'auditorat du travail de Bruxelles, à la date du 15 octobre 1997.

Bij koninklijk besluit van 8 augustus 1997 is de aanwijzing van de heer Lorent, A., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, tot het ambt van jeugdrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van twee jaar met ingang van 15 november 1997.

Bij koninklijk besluit van 14 oktober 1997 is de aanwijzing van de heer Pasteger, L., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Luik, tot het ambt van jeugdrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van vijf jaar met ingang van 17 november 1997.

Bij ministerieel besluit van 28 oktober 1997 is aan Mevr. Becker, M., gerechtelijk stagiair bij het arbeidsauditoraat te Brussel, op haar verzoek, ontslag verleend uit haar ambt van gerechtelijk stagiair met ingang van 15 oktober 1997.

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[97/15107]

Cadre bilingue à l'Administration centrale

Par arrêté ministériel du 25 juillet 1997, M. Guy Genot, directeur général de la Chancellerie et du Contentieux, est affecté à la date du 25 juillet 1997 à un des emplois du cadre bilingue du 1er degré de la hiérarchie, réservé aux fonctionnaires du rôle linguistique français.

Par arrêté ministériel du 25 juillet 1997, M. Albert Harvengt, conseiller, est affecté à la date du 25 juillet 1997 à un des emplois du cadre bilingue du 2e degré de la hiérarchie, réservé aux fonctionnaires du rôle linguistique français.

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[97/15107]

Tweetalig kader bij het Hoofdbestuur

Bij ministerieel besluit van 25 juli 1997 wordt de heer Guy Genot, directeur-generaal der Kanselarij en der Geschillen, aangewezen voor een van de betrekkingen van het tweetalig kader van de eerste trap van de hiërarchie voorbehouden aan de ambtenaren van de Franse taalrol.

Bij ministerieel besluit van 25 juli 1997 wordt de heer Albert Harvengt, adviseur, aangewezen voor een van de betrekkingen van het tweetalig kader van de tweede trap van de hiërarchie voorbehouden aan de ambtenaren van de Franse taalrol.

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[S - C - 97/22691]

8 SEPTEMBRE 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juin 1997 portant octroi d'une subvention de F 2 831 424 à l'A.S.B.L. PRISO

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 décembre 1996 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 1997, notamment le programme 26.55.1;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu l'Arrêté royal du 7 août 1995 fixant certaines attributions ministérielles relatives au Ministère de la Santé publique et de l'Environnement, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, notamment l'article 22;

Vu l'arrêté royal du 20 juin 1997 portant octroi d'une subvention de F 2 831 424 à l'A.S.B.L. PRISO;

Considérant que le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement, est notamment chargé de stimuler les initiatives visant à intégrer dans la société les groupes de la population qui du fait de circonstances financières, familiales ou sociales n'y participent pas à part entière;

Considérant que le Secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement, à la suite du Rapport général sur la Pauvreté et des propositions de la Conférence interministérielle sur l'Intégration sociale, a pris quelques mesures concernant la problématique des personnes qui résident en permanence dans les campings, notamment la prime unique d'installation pour les bénéficiaires du

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[S - C - 97/22691]

8 SEPTEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juni 1997 houdende toekenning van een toelage van F 2 831 424 aan de V.Z.W. PRISO

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 december 1996 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997, inzonderheid programma 26.55.1;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd in het koninklijk besluit van 17 juli 1991, inzonderheid de artikels 55 tot 58;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1995 houdende vaststelling van bepaalde ministeriële bevoegdheden met betrekking tot het Ministerie van Volksgezondheid en Leefmilieu, inzonderheid artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, inzonderheid artikel 22;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juni 1997 houdende toekenning van een toelage van F 2 831 424 aan de V.Z.W. PRISO;

Overwegende dat de Staatssecretaris voor Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu o.m. belast is met het stimuleren van initiatieven gericht op de integratie van groepen in de samenleving die omwille van financiële, familiale of maatschappelijke omstandigheden niet volwaardig participeren;

Overwegende dat de Staatssecretaris voor Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu in opvolging van het Algemeen Verslag over de Armoede en van de voorstellen van de Interministeriële Conferentie Sociale Integratie een aantal maatregelen heeft genomen omtrent de problematiek van de permanente campingbewoners, o.m. de éénmalige installatiepremie voor bestaansminimumgerechtigden,

minimum de moyens d'existence, la création d'une concertation structurelle entre toutes les autorités et tous les partenaires compétents en fonction de la coordination des différentes mesures, l'accompagnement et la médiation de logement et qu'il est indiqué de mettre en oeuvre et d'évaluer celles-ci sur le terrain;

Vu la demande introduite le 16 juillet 1997 par l'A.S.B.L. PRISO de reporter d'un mois la date de début du projet à réaliser;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 4 août 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé publique et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 3, 1^{er} paragraphe, de l'arrêté royal du 20 juin 1997 portant octroi d'une subvention de 2 831 424 F à l'A.S.B.L. PRISO, les mots « du 1^{er} août 1997 au 30 juillet 1998 » sont remplacés par les mots « du 1^{er} septembre 1997 au 31 août 1998 ».

Art. 2. Notre Ministre de la Santé publique et Notre Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 septembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

Le Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale,
J. PEETERS

het opstarten van een structureel overleg tussen alle betrokken overheden en partners in functie van de coördinatie van diverse (beleids) maatregelen, de begeleiding en de woonbemiddeling en dat het aangewezen is deze op het terrein praktisch te implementeren en te evalueren;

Gelet op de vraag ingediend op 16 juli 1997 door de V.Z.W. PRISO om de begindatum van het te realiseren project met één maand uit te stellen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 4 augustus 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Volksgezondheid en van Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 3, paragraaf 1, van het koninklijk besluit van 20 juni 1997 houdende toekenning van een toelage van F 2 831 424 aan de V.Z.W. PRISO worden de woorden « van 1 augustus 1997 tot 30 juli 1998 » vervangen door de woorden « van 1 september 1997 tot 31 augustus 1998 ».

Art. 2. Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 september 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

De Staatssecretaris voor Maatschappelijke Integratie,
J. PEETERS

[97/22700]

**Office national des pensions
Démission d'un Commissaire du Gouvernement**

Par arrêté royal du 11 juillet 1997 qui produit ses effets le 31 juillet 1997, démission honorable de ses fonctions de Commissaire du Gouvernement près l'Office national des pensions est accordée à M. Denaeyer, J., Directeur-général au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

[97/22700]

**Rijksdienst voor pensioenen
Ontslag van een Regeringscommissaris**

Bij koninklijk besluit van 11 juli 1997, dat uitwerking heeft met ingang van 31 juli 1997, wordt eervol ontslag uit zijn functies van Regeringscommissaris bij de Rijksdienst voor pensioenen verleend aan de heer Denaeyer, J., Directeur-generaal bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

[97/22717]

**Caisse des soins de santé
de la Société nationale des Chemins de fer belges
Nomination d'un Commissaire du Gouvernement**

Par arrêté royal du 14 septembre 1997, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, M. Eggermont, Michel, conseiller au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, est nommé Commissaire du Gouvernement à la Caisse des soins de santé de la Société nationale des Chemins de fer belges, en remplacement de M. Lonfils, Etienne.

[97/22717]

Kas der Geneeskundige Verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen. — Benoeming van een Regeringscommissaris

Bij koninklijk besluit van 14 september 1997, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt de heer Eggermont, Michel, adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, benoemd tot Regeringscommissaris bij de Kas der Geneeskundige Verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, ter vervanging van de heer Lonfils, Etienne.

[97/22724]

**Office national des vacances annuelles
Nomination d'un Commissaire du Gouvernement**

Par arrêté royal du 18 septembre 1997, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, M. Luttun, Johan, conseiller général au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, est nommé Commissaire du Gouvernement près l'Office national des vacances annuelles, en remplacement de Mme Clotuche, Gabrielle.

[97/22724]

**Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie
Benoeming van een Regeringscommissaris**

Bij koninklijk besluit van 18 september 1997, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt de heer Luttun, Johan, algemeen adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, benoemd tot Regeringscommissaris bij de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie, ter vervanging van Mevr. Clotuche, Gabrielle.

[97/22725]

**Banque-carrefour de la sécurité sociale
Nomination d'un Commissaire du Gouvernement**

Par arrêté royal du 18 septembre 1997, qui entre en vigueur le jour de la présente publication, M. Lonfils, Etienne, directeur général au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, est nommé Commissaire du Gouvernement près la Banque-carrefour de la sécurité sociale, en remplacement de M. Denaeyer, Jean.

[97/22725]

**Kruispuntbank van de sociale zekerheid
Benoeming van een Regeringscommissaris**

Bij koninklijk besluit van 18 september 1997, dat in werking treedt de dag van deze bekendmaking, wordt de heer Lonfils, Etienne, directeur-generaal bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, benoemd tot Regeringscommissaris bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid, ter vervanging van de heer Denaeyer, Jean.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 97/12679]

8 AOUT 1997. — Arrêté royal portant démission, remplacement et nomination de membres du Conseil consultatif de la main-d'œuvre étrangère (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 16 avril 1992 portant réorganisation du Conseil consultatif de la main-d'œuvre étrangère;

Vu l'arrêté royal du 27 octobre 1992 portant nomination des membres du Conseil consultatif de la main-d'œuvre étrangère;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Démission honorable de ses fonctions est accordée à Monsieur E. Van Lint, membre du Conseil consultatif de la main-d'œuvre étrangère, au titre de membre effectif représentant le Gouvernement flamand.

Art. 2. Monsieur E. Loddewykx est nommé membre du Conseil consultatif de la main-d'œuvre étrangère au titre de membre effectif représentant le Gouvernement flamand en remplacement de Monsieur E. Van Lint, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 97/12679]

8 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit tot ontslag, vervanging en benoeming van leden van de Adviesraad voor buitenlandse arbeidskrachten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 16 april 1992 tot reorganisatie van de Adviesraad voor buitenlandse arbeidskrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 oktober 1992 tot benoeming van de leden van de Adviesraad voor buitenlandse arbeidskrachten;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Eervol ontslag uit zijn functies wordt verleend aan de Heer E. Van Lint, lid van de Adviesraad voor buitenlandse arbeidskrachten, als vertegenwoordiger van de Vlaamse regering, als effectief lid.

Art. 2. De Heer E. Loddewykx wordt tot lid van de Adviesraad voor buitenlandse arbeidskrachten benoemd, als vertegenwoordiger van de Vlaamse regering, als effectief lid, ter vervanging van de Heer E. Van Lint, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal voleindigen.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

[97/12508]

**Comité de gestion du Pool des marins de la marine marchande
Remplacement d'un membre**

Par arrêté royal du 10 juin 1997, M. J. Janssens, est nommé au titre de représentant d'une organisation représentative des travailleurs, membre du Comité de gestion du Pool des marins de la marine marchande, en remplacement de M. J. Stuer, dont il achèvera le mandat.

[97/12603]

**Commission de concertation des services médicaux du travail
Démissions et remplacements de membres**

Par arrêté royal du 20 juin 1997, Mme B. Van den Bossche, membre suppléant, représentant les travailleurs à la Commission de concertation des services médicaux du travail, est nommée membre effectif, en remplacement de M. F. Clerinx, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présenté; elle achèvera le mandat de son prédécesseur;

Mme C. Margraff est nommée membre suppléant, représentant des travailleurs à cette Commission, en remplacement de Mme B. Van den Bossche, membre suppléant nommé membre effectif; elle achèvera le mandat de son prédécesseur.

Par arrêté royal du 6 juillet 1997, démission honorable de sa fonction de membre effectif, représentant des employeurs à la Commission de concertation des services médicaux du travail, est accordée à M. R. Leonard.

Par le même arrêté, M. L. Vierendeels est nommé membre effectif, représentant des employeurs à cette Commission, en remplacement de M. R. Leonard, dont il achèvera le mandat.

(1) Références au *Moniteur belge* :Arrêté royal du 16 avril 1992, *Moniteur belge* du 15 mai 1992;Arrêté royal du 27 octobre 1992, *Moniteur belge* du 21 novembre 1992.

[97/12508]

**Beheerscomité van de Pool van de zeelieden ter koopvaardij
Vervanging van een lid**

Bij koninklijk besluit van 10 juni 1997 wordt de heer J. Janssens, als vertegenwoordiger van een representatieve werknemersorganisatie, tot lid benoemd van het beheerscomité van de Pool van de zeelieden ter koopvaardij, ter vervanging van de heer J. Stuer, wiens mandaat hij zal voleindigen.

[97/12603]

**Overlegcommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten
Ontslagen en vervangingen van leden**

Bij koninklijk besluit van 20 juni 1997 wordt Mevr. B. Van den Bossche, plaatsvervangend lid, vertegenwoordiger van de werknemers in de Overlegcommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten, benoemd tot werkend lid, ter vervanging van de heer F. Clerinx, wiens mandaat is beëindigd op verzoek van de organisatie die hem had voorgedragen; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen.

Mevr. C. Margraff wordt in deze Commissie benoemd tot plaatsvervangend lid, vertegenwoordiger van de werknemers, ter vervanging van Mevr. B. Van den Bossche, plaatsvervangend lid; zij zal het mandaat van haar voorganger voleindigen.

Bij koninklijk besluit van 6 juli 1997 wordt aan de heer R. Leonard eervol ontslag verleend als werkend lid, vertegenwoordiger van de werkgevers, in de Overlegcommissie van de arbeidsgeneeskundige diensten.

Bij hetzelfde besluit wordt de heer L. Vierendeels in deze Commissie benoemd tot werkend lid, ter vervanging van de heer R. Leonard, wier mandaat hij zal voleindigen.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :Koninklijk besluit van 16 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 15 mei 1992;Koninklijk besluit van 27 oktober 1992, *Belgisch Staatsblad* van 21 november 1992.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[97/36324]

Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest

Ophaler van afvalstoffen. — Erkenningen

Bij besluit van de administrateur-generaal van 1 oktober 1997 werd Asbestos Removal N.V., Bijkhoevelaan 16, 2110 Wijnegem, erkend als ophaler van afvalstoffen.

Erkenningsnummer : 5402/E251.

Bij besluit van de administrateur-generaal van 1 oktober 1997 werd Cleuren, M., Hoelbeekstraat 62, 3746 Bilzen, erkend als ophaler van afvalstoffen.

Erkenningsnummer : 1983/E158.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

[97/36324]

Société publique des déchets pour la Région flamande

Collecteur de déchets. — Agréments

Par arrêté de l'administrateur général du 1er octobre 1997 la Asbestos Removal N.V., Bijkhoevelaan 16, 2110 Wijnegem, est agréée en qualité de collecteur de déchets.

Numéro de l'agrément : 5402/E251.

Par arrêté de l'administrateur général du 1er octobre 1997, Cleuren, M., Hoelbeekstraat 62, 3746 Bilzen, est agréé en qualité de collecteur de déchets.

Numéro de l'agrément : 1983/E158.

[97/36291]

15 OKTOBER 1997. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 19 juni 1995 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de adviescommissie bij het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,

Gelet op het decreet van 27 juni 1990 houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap, inzonderheid op de artikelen 45 en 49;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 15 december 1993 tot vaststelling van de algemene regels inzake het verlenen van vergunningen en erkenningen door het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 20 oktober 1992 tot delegatie van de beslissingsbevoegdheden aan de leden van de Vlaamse regering, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 20 januari 1993 en 7 oktober 1993;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 20 juni 1995 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 juni 1995 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie bij het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap;

Overwegende dat de Adviescommissie bij het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap tijdens haar zitting van 17 juni 1997 voorgesteld heeft artikel 14, eerste lid, van haar huishoudelijk reglement te wijzigen; dat dit voorstel dient te worden goedgekeurd om de continuïteit in de werking van de Adviescommissie te garanderen,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 14 van de bijlage bij het ministerieel besluit van 19 juni 1995 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie bij het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

« De commissie kan alleen op geldige wijze beraadslagen en beslissen als de voorzitter, de griffier en ten minste twee leden, of hun plaatsvervangers, aanwezig zijn. ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 15 oktober 1997.

Brussel, 15 oktober 1997.

L. MARTENS

[97/36323]

Departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur
Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap. — Ontslag en benoeming

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 30 september 1997 wordt aan Mevr. Gerda Coumans eervol ontslag verleend uit haar functie van lid van het adviescomité « Voorzieningen voor opvang, behandeling en begeleiding » bij het Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap en wordt de heer Jan Verellen tot lid van bedoeld adviescomité benoemd ter vervanging van Mevr. Coumans, wiens mandaat hij zal voleindigen.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 9 september 1997.

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[97/36267]

Personeel. — Oppensioenstellingen

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Leefmilieu en Infrastructuur van 3 april 1997, wordt aan de heer Luc Albers, met ingang van 1 november 1997, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van adjunct van de directeur.

De betrokkene wordt ertoe gemachtigd, met ingang van deze datum, zijn aanspraak op rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Leefmilieu en Infrastructuur van 3 april 1997, wordt aan de heer Albert Wagemans, met ingang van 1 november 1997, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van adjunct van de directeur.

De betrokkene wordt ertoe gemachtigd, met ingang van deze datum, zijn aanspraak op rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Leefmilieu en Infrastructuur van 15 september 1997, wordt aan de heer Bruno Van Bruggen, met ingang van 1 december 1997, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van adjunct van de directeur.

De betrokkene wordt ertoe gemachtigd, met ingang van deze datum, zijn aanspraak op rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bij besluit van de secretaris-generaal van het departement Leefmilieu en Infrastructuur van 12 mei 1997, wordt aan de heer Henri Van Strydonck, met ingang van 1 december 1997, eervol ontslag verleend uit zijn ambt van loods.

De betrokkene wordt ertoe gemachtigd, met ingang van deze datum, zijn aanspraak op rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

**MINISTERE
DE LA REGION WALLONNE**

[C - 97/27545]

Conservation de la nature

Par arrêté ministériel du 20 mai 1986, sont constitués en réserve naturelle domaniale de « Louftémont-Vlessart » les 19ha 55a 35ca de terrains appartenant à l'Etat et cadastrés :

Commune de Léglise (anciennement Anlier),

- section A, parcelles n^{os} 1029a, 1031, 1109b, 1109c, 1116, 1117, 1122, 1128d, 1130b, 1130c, 1133, 1134b, 1134c, 1143a et 1144a;

- section B, parcelles n^{os} 1318, 1320a, 1330g, 1344, 1346c, 1347a, 1350b, 1350c, 1389, 1398b, 1401d, 1401e, 1402g, 1402l, 1402p, 1402q, 1402r, 1402s et 1409c.

**ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM
DER WALLONISCHEN REGION**

[C - 97/27545]

Naturerhaltung

Durch Ministerialerlaß vom 20. Mai 1986 werden die 19ha 55a 35ca dem Staat gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Léglise (ehemalige Gemeinde Anlier),

- Flur A, Parzellen Nr. 1029a, 1031, 1109b, 1109c, 1116, 1117, 1122, 1128d, 1130b, 1130c, 1133, 1134b, 1134c, 1143a und 1144a,

- Flur B, Parzellen Nr. 1318, 1320a, 1330g, 1344, 1346c, 1347a, 1350b, 1350c, 1389, 1398b, 1401d, 1401e, 1402g, 1402l, 1402p, 1402q, 1402r, 1402s und 1409c, als domaniales Naturschutzgebiet "Louftémont-Vlessart" errichtet.

**VERTALING
MINISTERIE
VAN HET WAALSE GEWEST**

[C - 97/27545]

Natuurbehoud

Bij ministerieel besluit van 20 mei 1986 worden als domaniaal natuurreservaat "Louftémont-Vlessart" erkend de 19ha 55a 35ca grond die aan de Staat toebehoren en gekadastraerd zijn als volgt :

Gemeente Léglise (voormalige gemeente Anlier),

- sectie A, percelen nrs. 1029a, 1031, 1109b, 1109c, 1116, 1117, 1122, 1128d, 1130b, 1130c, 1133, 1134b, 1134c, 1143a en 1144a,

- sectie B, percelen nrs. 1318, 1320a, 1330g, 1344, 1346c, 1347a, 1350b, 1350c, 1389, 1398b, 1401d, 1401e, 1402g, 1402l, 1402p, 1402q, 1402r, 1402s en 1409c.

Par arrêté ministériel du 30 avril 1987, sont constitués en réserve naturelle domaniale de « La Malogne » les 5ha 39a 13ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Mons (anciennement Cuesmes), section C, parcelles n^{os} 388B, 389, 390B, 392a pie, 396x pie et 414 pie.

Par arrêté ministériel du 30 avril 1987, sont constitués en réserve naturelle domaniale de la « Genévrière de Cour » les 1ha 8a de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Stoumont, 2e division, section La Gleize, section C, parcelle n^o 69/o.

Par arrêté ministériel du 30 avril 1987, sont constitués en réserve naturelle domaniale du « Pré des Forges » les 23ha 40a 8ca de terrains loués par la Région wallonne à la province du Luxembourg par convention du 18 décembre 1986 et cadastrés :

Commune de Saint-Hubert, 5e division, Mirwart, section A, parcelles n^{os} 192, 194, 195, 196a, 197b pie, 201a pie, 204a pie, 967b, 967c, 967d, 972a, 973a, 977c et 977d;

Commune de Tellin, 2e division, Bure, section B, parcelles n^{os} 1651b, 1791, 1792, 1793 et 1794f.

Par arrêté ministériel du 14 janvier 1988, sont constitués en réserve naturelle domaniale de « Ronquières » les 10ha 85a 40ca de terrains appartenant à l'Etat (Ministère des Travaux publics, Administration des Voies hydrauliques, Service des Canaux houillers), mis à la disposition du Ministère de la Région wallonne par conventions des 10 décembre 1976 et 1^{er} mars 1987 et situés sur le territoire des communes de Braine-le-Comte (anciennement Ronquières), Seneffe (anciennement Feluy) et Nivelles (anciennement Bornival).

Par arrêté ministériel du 29 janvier 1988, sont constitués en réserve naturelle domaniale des « Iles de Bourie » les 8ha 99a 10ca de terrains appartenant à l'Etat (Ministère des Travaux publics, Administration des Voies hydrauliques), mis à la disposition du Ministère de la Région wallonne par conventions du 10 décembre 1986 et situés sur la commune de Huy (anciennement Ben-Ahin).

Durch Ministerialerlaß vom 30. April 1987 werden die 5ha 39a 13ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Mons (ehemalige Gemeinde Cuesmes), Flur C, Parzellen Nr. 388B, 389, 390B, 392a pie, 396x pie und 414 pie, als domaniales Naturschutzgebiet "La Malogne" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 30. April 1987 werden die 1ha 8a der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Stoumont, 2. Gemarkung, Teil La Gleize, Flur C, Parzelle Nr. 69/o, als domaniales Naturschutzgebiet "Genévrière de Cour" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 30. April 1987 werden die 23ha 40a 8ca durch ein Abkommen vom 18. Dezember 1986 von der Wallonischen Region an die Provinz Luxemburg vermieteten Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Saint-Hubert, 5. Gemarkung, Mirwart, Flur A, Parzellen Nr. 192, 194, 195, 196a, 197b pie, 201a pie, 204a pie, 967b, 967c, 967d, 972a, 973a, 977c und 977d;

Gemeinde Tellin, 2. Gemarkung, Bure, Flur B, Parzellen Nr. 1651b, 1791, 1792, 1793 und 1794f, als domaniales Naturschutzgebiet "Pré des Forges" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 14. Januar 1988 werden die 10ha 85a 40ca dem Staat gehörenden Gelände (Ministerium der Öffentlichen Arbeiten, Verwaltung der Wasserstraßen, Dienststelle der Kohlekanäle), die durch Abkommen vom 10. Dezember 1976 und 1. März 1987 dem Ministerium der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt worden sind und auf dem Gebiet der Gemeinden Braine-le-Comte (ehemalige Gemeinde Ronquières), Seneffe (ehemalige Gemeinde Feluy) und Nivelles (ehemalige Gemeinde Bornival) befindlich sind, als domaniales Naturschutzgebiet "Ronquières" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 29. Januar 1988 werden die 8ha 99a 10ca dem Staat gehörenden Gelände (Ministerium der Öffentlichen Arbeiten, Verwaltung der Wasserstraßen), die durch ein Abkommen vom 10. Dezember 1986 dem Ministerium der Wallonischen Region zur Verfügung gestellt worden sind und auf dem Gebiet der Gemeinde Huy (ehemaligen Gemeinde Ben-Ahin) befindlich sind, als domaniales Naturschutzgebiet "Iles de Bourie" errichtet.

Bij ministerieel besluit van 30 april 1987 worden als domaniaal natuurreservaat "La Malogne" erkend de 5ha 39a 13ca grond die aan de Staat toebehoren en gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Bergen (voormalige gemeente Cuesmes), sectie C, percelen nrs. 388B, 389, 390B, 392a pie, 396x pie en 414 pie.

Bij ministerieel besluit van 30 april 1987 worden als domaniaal natuurreservaat "Genévrière de Cour" erkend de 1 ha 8 a grond die aan Staat toebehoren en gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Stoumont, 2de afdeling, sectie La Gleize, sectie C, perceel nr. 69/o.

Bij ministerieel besluit van 30 april 1987 worden als domaniaal natuurreservaat "Pré des Forges" erkend de 23ha 40a 8ca grond die het Waalse Gewest bij overeenkomst van 18 december 1986 van de provincie Luxemburg huurt en die gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Saint-Hubert, 5de afdeling, Mirwart, sectie A, percelen nrs. 192, 194, 195, 196a, 197b pie, 201a pie, 204a pie, 967b, 967c, 967d, 972a, 973a, 977c en 977d;

Gemeente Tellin, 2de afdeling, Bure, sectie B, percelen nrs. 1651b, 1791, 1792, 1793 en 1794f.

Bij ministerieel besluit van 14 januari 1988 worden als domaniaal natuurreservaat "Ronquières" erkend de 10ha 85a 40ca grond die aan de Staat toebehoren (Ministerie van Openbare Werken, Bestuur der Waterwegen, Dienst Kolenafvoerkanalen), bij de overeenkomsten van 10 december 1976 en 1 maart 1987 ter beschikking zijn gesteld van het Ministerie van het Waalse Gewest en gelegen zijn op het grondgebied van de gemeenten s Gravenbrakel (voormalige gemeente Ronquières), Seneffe (voormalige gemeente Feluy) en Nijvel (voormalige gemeente Bornival).

Bij ministerieel besluit van 29 januari 1988 worden als domaniaal natuurreservaat erkend de 8ha 99a 10ca grond die aan de Staat toebehoren (Ministerie van Openbare Werken, Bestuur der Waterwegen), bij overeenkomst van 10 december 1986 ter beschikking zijn gesteld van het Ministerie van het Waalse Gewest en gelegen zijn op het grondgebied van de gemeente Hoei (voormalige gemeente Ben-Ahin).

Par arrêté ministériel du 2 février 1990, sont constitués en réserve naturelle domaniale de la « Vallée de la Schwalm » les 112ha 38a 47ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Bütgenbach, 4e division, section I, parcelles n^{os} 2A, 3B, 8A, 8B, 9A, 10A, 10B, 12A, 12C, 12D, 13A, 13C, 14A, 14B, 15A, 16A, 16B, 17A, 17B, 17C, 18A, 19A, 20A, 21A, 22A, 23A, 23B, 23C, 23D, 25A, 26A, 27A pie, 28A, 29A, 30A, 31A, 32A, 34A, 35A, 37A, 38A, 39A, 78B, 78C, 82A, 97A, 101A, 101B, 103A, 110A, 111A, 115 pie, 116C, 117A, 118A, 119A, 120A, 121A, 121B, 122A, 122B, 124B, 124C, 125A, 126A, 126B, 126C, 126D, 127A, 127B, 127C, 128A, 129A, 130A, 131A, 132A, 132B, 133A, 134A, 135A, 136, 137A, 137B, 138A, 139, 140A, 141A, 142, 143, 144A, 145A, 146A, 147A, 149A, 150A, 151A, 152A, 153A, 154A, 155A, 156A, 157A, 177A, 177B, 178A, 179A, 180A, 180B, 181A, 183A, 183B, 184B, 187A, 188A, 188B, 189A, 190A, 191 pie, 192A, 199A, 200A, 201A, 203A, 209A, 209B, 210, 212, 214, 218 pie, 219, 220, 228 pie, 229 pie, 230 pie, 231 pie, 232, 233, 234, 235, 236 et 256.

Par arrêté ministériel du 2 janvier 1991, sont constitués en réserve naturelle domaniale de la Mer de Sable les 22ha 14a 15ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Beloeil (ex Stambruges), Mer de Sable, section D n^{os} 8A2, 8C2, 8K2, Section B n^o 643 H3.

Par arrêté ministériel du 17 juillet 1991, sont constitués en réserve naturelle domaniale du Colebi les 9ha 14a 86ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Dinant, 11e division Falmignoul, section A, lieu-dit « Fond des Vaux », n^{os} 312A, 313, 316A, 318A, 319A, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328; au Colébi, n^{os} 314B pie et 345E.

Par arrêté ministériel du 2 septembre 1991, sont constitués en réserve naturelle domaniale du Ru de Chawion les 1ha 34a 51ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Theux, 1re division, section C, n^o 1574A.

Par arrêté ministériel du 12 mars 1992, sont constitués en réserve naturelle domaniale du « Fort de Malonne » les 5ha 80a 1ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Namur, 6e dir. (Malonne) section B, n^o 58W.

Durch Ministerialerlaß vom 2. Februar 1990 werden die 112ha 38a 47ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Bütgenbach, 4. Gemarkung, Flur I, Parzellen Nr. 2A, 3B, 8A, 8B, 9A, 10A, 10B, 12A, 12C, 12D, 13A, 13C, 14A, 14B, 15A, 16A, 16B, 17A, 17B, 17C, 18A, 19A, 20A, 21A, 22A, 23A, 23B, 23C, 23D, 25A, 26A, 27A pie, 28A, 29A, 30A, 31A, 32A, 34A, 35A, 37A, 38A, 39A, 78B, 78C, 82A, 97A, 101A, 101B, 103A, 110A, 111A, 115 pie, 116C, 117A, 118A, 119A, 120A, 121A, 121B, 122A, 122B, 124B, 124C, 125A, 126A, 126B, 126C, 126D, 127A, 127B, 127C, 128A, 129A, 130A, 131A, 132A, 132B, 133A, 134A, 135A, 136, 137A, 137B, 138A, 139, 140A, 141A, 142, 143, 144A, 145A, 146A, 147A, 149A, 150A, 151A, 152A, 153A, 154A, 155A, 156A, 157A, 177A, 177B, 178A, 179A, 180A, 180B, 181A, 183A, 183B, 184B, 187A, 188A, 188B, 189A, 190A, 191 pie, 192A, 199A, 200A, 201A, 203A, 209A, 209B, 210, 212, 214, 218 pie, 219, 220, 228 pie, 229 pie, 230 pie, 231 pie, 232, 233, 234, 235, 236 und 256, als domaniales Naturschutzgebiet "Vallée de la Schwalm - Schwalmthal" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 2. Januar 1991 werden die 22ha 14a 15ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Beloeil (ehemalige Gemeinde Stambruges), Mer de Sable, Flur D Nr. 8A2, 8C2, 8K2, Flur B Nr. 643 H3, als domaniales Naturschutzgebiet "Mer de Sable" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 17. Juli 1991 werden die 9ha 14a 86ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Dinant, 11. Gemarkung Falmignoul, Flur A, Ortslage « Fond des Vaux », Nr. 312A, 313, 316A, 318A, 319A, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328; "au Colébi", Nr. 314B pie und 345E, als domaniales Naturschutzgebiet "Colebi" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 2. September 1991 werden die 1ha 34a 51ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Theux, 1. Gemarkung, Flur C, Nr. 1574A, als domaniales Naturschutzgebiet "Ru de Chawion" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 12. März 1992 werden die 5ha 80a 1ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Namur, 6. Gemarkung (Malonne), Flur B, Nr. 58W, als domaniales Naturschutzgebiet "Fort de Malonne" errichtet.

Bij ministerieel besluit van 2 februari 1990 worden als domaniaal natuurreservaat "Vallée de la Schwalm" erkend de 112ha 38a grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastrerd zijn als volgt :

Gemeente Bütgenbach, 4de afdeling, sectie I, percelen nrs. 2A, 3B, 8A, 8B, 9A, 10A, 10B, 12A, 12C, 12D, 13A, 13C, 14A, 14B, 15A, 16A, 16B, 17A, 17B, 17C, 18A, 19A, 20A, 21A, 22A, 23A, 23B, 23C, 23D, 25A, 26A, 27A pie, 28A, 29A, 30A, 31A, 32A, 34A, 35A, 37A, 38A, 39A, 78B, 78C, 82A, 97A, 101A, 101B, 103A, 110A, 111A, 115 pie, 116C, 117A, 118A, 119A, 120A, 121A, 121B, 122A, 122B, 124B, 124C, 125A, 126A, 126B, 126C, 126D, 127A, 127B, 127C, 128A, 129A, 130A, 131A, 132A, 132B, 133A, 134A, 135A, 136, 137A, 137B, 138A, 139, 140A, 141A, 142, 143, 144A, 145A, 146A, 147A, 149A, 150A, 151A, 152A, 153A, 154A, 155A, 156A, 157A, 177A, 177B, 178A, 179A, 180A, 180B, 181A, 183A, 183B, 184B, 187A, 188A, 188B, 189A, 190A, 191 pie, 192A, 199A, 200A, 201A, 203A, 209A, 209B, 210, 212, 214, 218 pie, 219, 220, 228 pie, 229 pie, 230 pie, 231 pie, 232, 233, 234, 235, 236 en 256.

Bij ministerieel besluit van 2 januari 1991 worden als domaniaal natuurreservaat "Mer de Sable" erkend de 22ha 14a 15ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastrerd zijn als volgt :

Gemeente Beloeil (voormalige gemeente Stambruges), Mer de Sable, sectie D nrs. 8A2, 8C2, 8K2, sectie B nr. 643 H3.

Bij ministerieel besluit van 17 juli 1991 worden als domaniaal natuurreservaat "Colebi" erkend de 9ha 14a 86ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastrerd zijn als volgt :

Gemeente Dinant, 11de afdeling Falmignoul, sectie A, buurtschap « Fond des Vaux », nrs. 312A, 313, 316A, 318A, 319A, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328; "au Colébi", nrs. 314B pie en 345E.

Bij ministerieel besluit van 2 september 1991 worden als domaniaal natuurreservaat "Ru de Chawion" erkend de 1ha 34a 51ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastrerd zijn als volgt :

Gemeente Theux, 1ste afdeling, sectie C, nr. 1574A.

Bij ministerieel besluit van 12 maart 1992 worden als domaniaal natuurreservaat "Fort de Malonne" erkend de 5ha 80a 1ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastrerd zijn als volgt :

Gemeente Namen, 6de afdeling (Malonne), sectie B, nr. 58W.

Par arrêté ministériel du 14 mai 1992, sont constituées en réserve naturelle domaniale des Ardoisières de Bertrix les emprises en sous-sols aux Côtes du Cul de Mont :

Commune de Bertrix, 1^{re} division, section F, n° 146 et délimitées par les galeries, puits et salles diverses du site des anciennes ardoisières de Bertrix au lieu-dit de « Lingle ».

Font également partie de la réserve naturelle domaniale les emprises en surface des cheminées et des accès proprement dits délimités au sol par la crête des talus ou des rejets de terre plus une zone de quatre mètres en couronne.

Par arrêté ministériel du 10 juin 1992, sont constitués en réserve naturelle domaniale du Wirtzbach les 1ha 3a 85ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Büllingen, 5^e division, Rocherath, section D, n°s 510A, 510B, 511A, 511B et 514D.

Par arrêté ministériel du 10 juin 1992, sont constitués en réserve naturelle domaniale de l'Île de Dave les 8ha 69a 63ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Ville de Namur, 5^e division Wépion, section C, n° 276; 25^e division Dave, section A, n°s 40C, 43A, 45B et 66C.

Par arrêté ministériel du 10 juin 1992, sont constitués en réserve naturelle domaniale de « Villers-Tortru » les 14ha 99a 24ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

- Commune d'Etalle, 5^e division (Vance), Au Moulin, section C, n°s 703d, 704a, 715^{b03}, 755a, 755b et 756a;

- Comme d'Arlon, 1^{re} division (Hachy), Brouch, section D, n°s 1648⁰², 1650, 1648c, 1648d, 1648e et 1649a.

Par arrêté ministériel du 19 octobre 1992, sont constitués en réserve naturelle domaniale du « Herzogenvenn » les 24ha 12a 20ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Bütgenbach :

- 3^e division, section E, parcelles n°s 1B, 1A;

- 3^e division, section F, parcelles n°s 4A, 5B, 5C;

- 5^e division, section A, parcelles n°s 78, 82A, 75, 76, 77, 81, 80, 82B, 73A, 83, 74, 79, 87A, 84, 85A, 85C.

Par arrêté ministériel du 10 mars 1993, sont constitués en réserve naturelle domaniale de la « Tourbière de Lorce » les 2ha 26a 3ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Stoumont, 5^e division, section A (Lorce), n° 1129A pie.

Durch Ministerialerlaß vom 14. Mai 1992 werden die an den "Côtes du Cul de Mont" gelegenen Untergrundflächen, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Bertrix, 1. Gemarkung, Flur F, Nr. 146, und die durch die Stollen, Schächte und verschiedenen Säle der ehemaligen Schieferbrüchen von Bertrix an der Ortslage "Lingle" begrenzt sind, als domaniales Naturschutzgebiet "Ardoisières de Bertrix" errichtet.

Die Grundflächen der Rolllöcher und eigentlichen Zugänge, die am Boden durch den Kamm der Böschungen oder der Erdaufwürfe zuzüglich einer Zone von 4 Metern im oberen Bereich abgegrenzt sind, gehören ebenfalls zum domanialem Naturschutzgebiet.

Durch Ministerialerlaß vom 10. Juni 1992 werden die 1ha 3a 85ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Büllingen, 5. Gemarkung, Rocherath, Flur D, Nr. 510A, 510B, 511A, 511B und 514D, als domaniales Naturschutzgebiet "Wirtzbach" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 10. Juni 1992 werden die 8ha 69a 63ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Stadt Namur, 5. Gemarkung Wépion, Flur C, Nr. 276; 25. Gemarkung Dave, Flur A, Nr. 40C, 43A, 45B und 66C, als domaniales Naturschutzgebiet "Île de Dave" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 10. Juni 1992 werden die 14ha 99a 24ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

- Gemeinde Etalle, 5. Gemarkung (Vance), Au Moulin, Flur C, Nr. 703d, 704a, 715^{b03}, 755a, 755b und 756a;

- Gemeinde Arlon, 1. Gemarkung (Hachy), Brouch, Flur D, Nr. 1648⁰², 1650, 1648c, 1648d, 1648e und 1649a., als domaniales Naturschutzgebiet "Villers-Tortru" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 19. Oktober 1992 werden die 24ha 12a 20ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Bütgenbach:

- 3. Gemarkung, Flur E, Parzellen Nr. 1B, 1A;

- 3. Gemarkung, Flur F, Parzellen Nr. 4A, 5B, 5C;

- 5. Gemarkung, Flur A, Parzellen Nr. 78, 82A, 75, 76, 77, 81, 80, 82B, 73A, 83, 74, 79, 87A, 84, 85A, 85C., als domaniales Naturschutzgebiet "Herzogenvenn" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 10. März 1993 werden die 2ha 26a 3ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Stoumont, 5. Gemarkung, Flur A (Lorce), Nr. 1129A pie, als domaniales Naturschutzgebiet "Tourbière de Lorce" errichtet.

Bij ministerieel besluit van 14 mei 1992 worden als domaniaal natuurreservaat "Ardoisières de Bertrix" erkend de ondergrondnemeningen die gelegen zijn op de "Côtes du Cul de Mont" :

Gemeente Bertrix, 1^{ste} afdeling, sectie F, nr. 146 en die afgebakend zijn door de gangen, putten en verschillende zalen van de oude leigroeven van Bertrix in de buurtschap "Lingle".

Bij hetzelfde besluit worden eveneens tot het domaniale natuurreservaat gerekend de grondnemeningen van de eigenlijke schachten en toegangen die op de grond afgebakend zijn door de kruin van taluds of door de uitgegraven aarde plus een vier meter kroonvormige zone.

Bij ministerieel besluit van 10 juni 1992 worden als domaniaal natuurreservaat "Wirtzbach" erkend de 1ha 3a 85ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastrerd zijn als volgt :

Gemeente Büllingen, 5^{de} afdeling, Rocherath, sectie D, nrs. 510A, 510B, 511A, 511B en 514D.

Bij ministerieel besluit van 10 juni 1992 worden als domaniaal natuurreservaat "Île de Dave" erkend de 8ha 69a 63ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastrerd zijn als volgt :

Stad Namen, 5^{de} afdeling Wépion, sectie C, nr. 276; 25^{ste} afdeling Dave, sectie A, nrs. 40C, 43A, 45B en 66C.

Bij ministerieel besluit van 10 juni 1992 worden als domaniaal natuurreservaat "Villers-Tortru" erkend de 14ha 99a 24ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastrerd zijn als volgt :

- Gemeente Etalle, 5^{de} afdeling (Vance), Au Moulin, sectie C, nrs. 703d, 704a, 715^{b03}, 755a, 755b en 756a;

- Gemeente Aarlen, 1^{ste} afdeling (Hachy), Brouch, sectie D, nrs. 1648⁰², 1650, 1648c, 1648d, 1648e en 1649a.

Bij ministerieel besluit van 19 oktober 1992 worden als domaniaal natuurreservaat "Herzogenvenn" erkend de 24ha 12a 20ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastrerd zijn als volgt :

Gemeente Bütgenbach :

- 3^{de} afdeling, sectie E, percelen nrs. 1B, 1A;

- 3^{de} afdeling, sectie F, percelen nrs. 4A, 5B, 5C;

- 5^{de} afdeling, sectie A, percelen nrs. 78, 82A, 75, 76, 77, 81, 80, 82B, 73A, 83, 74, 79, 87A, 84, 85A, 85C.

Bij ministerieel besluit van 10 maart 1993 worden als domaniaal natuurreservaat "Tourbière de Lorce" erkend de 2ha 26a 3ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastrerd zijn als volgt :

Gemeente Stoumont, 5^{de} afdeling, sectie A (Lorce), nr. 1129A pie.

Par arrêté ministériel du 11 mars 1993, sont constitués en réserve forestière sous l'appellation « Réserve forestière du Bois de Marmont » les 44ha 74a 28ca de terrains propriété de la commune de Philippeville et cadastrés :

Commune de Philippeville, division Surice, section k, n^{os} 576, 577A, 577B, 606A, 606B, et division Romedenne, section K, n^{os} 561, 542, 543, 544, 240, 573, 221A, 221B et 221C.

Par arrêté ministériel du 3 juin 1993, sont constitués en réserve forestière sous l'appellation « Réserve forestière du Bois d'Ellinchamps » les 29ha 77a 79ca de terrains propriété de la commune de Tellin et cadastrés :

Commune de Tellin, 4e division Resteigne, section B, parcelles 734c pie, 798a, 798b.

Par arrêté ministériel du 2 mars 1994, sont constitués en réserve naturelle domaniale de Jamioulx les 6ha 77a 32ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Ham-sur-Heure-Nalinnes, section A, n^{os} 365L, 365N, 367D, 319E, 318B, 361C, 368H2, 361D, 363E, 364C, 319B, 363P, 316C, 319C, 368Z et 319D.

Par arrêté ministériel du 2 mars 1994, sont constitués en réserve naturelle domaniale de l'Etang d'Erbiseoul les 8ha 30a 4ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Jurbise, Erbiseoul, section A, n^{os} 560b, 560c et 588.

Par arrêté ministériel du 2 mars 1994, sont constitués en réserve naturelle domaniale de Lanaye les 10ha 54ca de terrains appartenant à l'Office de la Navigation et la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Visé, 6e division, section A, n^{os} 1314C pie et 1306B pie; section B, n^{os} 639B pie, 453A pie et 418B pie; 5e division, section A, n^{os} 211A pie, 212B pie, 212C pie, 214B pie, 214C, 248A pie, 745C pie, 745D pie, 746G pie, 746H, 746L pie, 746K, 747A, 748B, 748C, 749A, 749B, 750, 751, 752 pie, 753 pie, 754 pie, 755A pie, 756A pie, 759A pie, 759B pie, 760A pie et 761.

Par arrêté ministériel du 2 mars 1994, sont constitués en réserve naturelle domaniale des Tartines de Comblain les 5ha 94a 78ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Comblain-au-Pont, 1re division, lieu-dit « Sur Colay », section D, n° 1173B et lieu-dit « A la Station », section I, n° 112P2.

Durch Ministerialerlaß vom 11. März 1993 werden die 44ha 74a 28ca der Gemeinde Philippeville gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Philippeville, Gemarkung Surice, Flur k, Nr. 576, 577A, 577B, 606A, 606B, und Gemarkung Romedenne, Flur K, Nr. 561, 542, 543, 544, 240, 573, 221A, 221B und 221C, als Forstschutzgebiet "Réserve forestière du Bois de Marmont" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 3. Juni 1993 werden die 29ha 77a 79ca der Gemeinde Tellin gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Tellin, 4. Gemarkung Resteigne, Flur B, Parzellen 734c pie, 798a, 798b, als Forstschutzgebiet "Réserve forestière du Bois d'Ellinchamps" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 2. März 1994 werden die 6ha 77a 32ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Ham-sur-Heure-Nalinnes, Flur A, Nr. 365L, 365N, 367D, 319E, 318B, 361C, 368H2, 361D, 363E, 364C, 319B, 363P, 316C, 319C, 368Z und 319D, als domaniales Naturschutzgebiet "Jamioulx" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 2. März 1994 werden die 8ha 30a 4ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Jurbise, Erbiseoul, Flur A, Nr. 560b, 560c und 588, als domaniales Naturschutzgebiet "Etang d'Erbiseoul" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 2. März 1994 werden die 10ha 54ca dem Schiffsamt und dem Ministerium der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Visé, 6. Gemarkung, Flur A, Nr. 1314C pie und 1306B pie; Flur B, Nr. 639B pie, 453A pie und 418B pie; 5. Gemarkung, Flur A, Nr. 211A pie, 212B pie, 212C pie, 214B pie, 214C, 248A pie, 745C pie, 745D pie, 746G pie, 746H, 746L pie, 746K, 747A, 748B, 748C, 749A, 749B, 750, 751, 752 pie, 753 pie, 754 pie, 755A pie, 756A pie, 759A pie, 759B pie, 760A pie und 761, als domaniales Naturschutzgebiet "Lanaye" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 2. März 1994 werden die 5ha 94a 78ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Comblain-au-Pont, 1. Gemarkung, Ortslage « Sur Colay », Flur D, Nr. 1173B und Ortslage « A la Station », Flur I, Nr. 112P2, als domaniales Naturschutzgebiet "Tartines de Comblain" errichtet.

Bij ministerieel besluit van 11 maart 1993 worden als bosreservaat "Réserve forestière du Bois de Marmont" erkend de 44ha 74a 28ca grond die aan de gemeente Philippeville toebehoren en gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Philippeville, afdeling Surice, sectie k, nrs. 576, 577A, 577B, 606A, 606B, en afdeling Romedenne, sectie K, nrs. 561, 542, 543, 544, 240, 573, 221A, 221B en 221C.

Bij ministerieel besluit van 3 juni 1993 worden als bosreservaat "Réserve forestière du Bois d'Ellinchamps" erkend de 29ha 77a 79ca grond die aan de gemeente Tellin toebehoren en gekadastréerd zijn als volgt :

gemeente Tellin, 4de afdeling Resteigne, sectie B, percelen 734c pie, 798a, 798b.

Bij ministerieel besluit van 2 maart 1994 worden als domaniaal natuurreservaat "Jamioulx" erkend de 6ha 77a 32ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Ham-sur-Heure-Nalinnes, sectie A, nrs. 365L, 365N, 367D, 319E, 318B, 361C, 368H2, 361D, 363E, 364C, 319B, 363P, 316C, 319C, 368Z en 319D.

Bij ministerieel besluit van 2 maart 1994 worden als domaniaal natuurreservaat "Etang d'Erbiseoul" erkend de 8ha 30a 4ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Jurbeke, Erbiseoul, sectie A, nrs. 560b, 560c en 588.

Bij ministerieel besluit van 2 maart 1994 worden als domaniaal natuurreservaat "Lanaye" erkend de 10ha 54ca grond aan de Dienst voor de Scheepvaart en aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastréerd zijn als volgt :

gemeente Wezet, 6de afdeling, sectie A, nrs. 1314C pie en 1306B pie; sectie B, nrs. 639B pie, 453A pie en 418B pie; 5de afdeling, sectie A, nrs. 211A pie, 212B pie, 212C pie, 214B pie, 214C, 248A pie, 745C pie, 745D pie, 746G pie, 746H, 746L pie, 746K, 747A, 748B, 748C, 749A, 749B, 750, 751, 752 pie, 753 pie, 754 pie, 755A pie, 756A pie, 759A pie, 759B pie, 760A pie en 761.

Bij ministerieel besluit van 2 maart 1994 worden als domaniaal natuurreservaat "Tartines de Comblain" erkend de 5ha 94a 78ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Comblain-au-Pont, 1ste afdeling, buurtschap « Sur Colay », sectie D, nr. 1173B en buurtschap « A la Station », sectie I, nr. 112P2.

Par arrêté ministériel du 3 juin 1994, sont constitués en réserve naturelle domaniale du vallon d'Herbuchenne les 4ha 36a 53ca de terrains appartenant à la Région wallonne et cadastrés :

Commune de Dinant, lieu-dit « Herbuchenne », 1re division, section D, n^{os} 354F, 355A, 356A et 358A.

Par arrêté ministériel du 17 mai 1995, sont constituées en réserve naturelle domaniale du Souterrain de Neufmoulin les emprises en sous-sol sises au lieu-dit Pré du Neufmoulin, appartenant à Madame la Baronne d'Otreppe de Bouvette et cadastrés :

Commune de Florenville, 7e division, section A, n^o 71b et délimitées par la galerie du souterrain reliant l'étang du Neufmoulin à la ferme d'Orval.

Font également partie de la réserve naturelle domaniale les emprises en surface des cheminées et des accès proprement dits, délimitées au sol par la crête des talus ou des rejets de terre plus une zone de quatre mètres en couronne.

Par arrêté ministériel du 17 mai 1995, sont constitués en réserve naturelle domaniale du Bois du Bouly les 12ha 13a 16ca de terrains appartenant à la commune de Grez-Doiceau et cadastrés :

Commune de Grez-Doiceau, 1re division, section F, n^o 104d; 2e division, section A, n^{os} 42, 41b, 43, 44a, 44b pie, 40 pie, 37d pie, 37e, 39a, 39b pie, 39c/2, 39b/2 et 39a/2.

Par arrêté ministériel du 8 juillet 1996, sont constituées en réserve naturelle domaniale les emprises en sous-sol délimitées par les galeries, puits et salles diverses du site de la Grotte du Poilu à Petigny au lieu-dit « Grotte des Nutons » et cadastrées :

Commune de Couvin, 2e division, section B, parcelle 497 n^o 4.

Font également partie de la réserve naturelle domaniale les emprises en surface des cheminées et des accès proprement dits, délimitées au sol par la crête des talus ou des rejets de terre plus une zone de quatre mètres en couronne.

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1996, sont constitués en réserve naturelle domaniale de la Grande Chaussée les 3ha 2a de terrains appartenant à la commune de Mont-Saint-Guibert.

Par arrêté ministériel du 12 juin 1997, sont constituées en réserve naturelle domaniale les emprises en sous-sol délimitées par les galeries, puits et salles diverses du site de la Grotte de Lomporet à Chimay et cadastrées :

Commune de Chimay, 4e division (Lomporet), section B, 1re feuille, parcelle 71k.

Durch Ministerialerlaß vom 3. Juni 1994 werden die 4ha 36a 53ca der Wallonischen Region gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Dinant, Ortslage « Herbuchenne », 1. Gemarkung, Flur D, Nr. 354F, 355A, 356A und 358A, als domaniales Naturschutzgebiet "Vallon d'Herbuchenne" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 17. Mai 1995 werden die Untergrundflächen der Ortslage Pré du Neufmoulin, die der Baronin d'Otreppe de Bouvette gehören und wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Florenville, 7. Gemarkung, Flur A, Nr. 71b, als domaniales Naturschutzgebiet "Souterrain de Neufmoulin" errichtet. Diese Untergrundflächen werden durch den Stollen, der den Weiher von Neufmoulin mit dem Bauernhof von Orval verbindet, begrenzt.

Die Grundflächen der Rolllöcher und eigentlichen Zugänge, die am Boden durch den Kamm der Böschungen oder der Erdaufwürfe zuzüglich einer Zone von 4 Metern im oberen Bereich abgegrenzt sind, gehören ebenfalls zum domanialem Naturschutzgebiet.

Durch Ministerialerlaß vom 17. Mai 1995 werden die 12ha 13a 16ca der Gemeinde Grez-Doiceau gehörenden Gelände, die wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Grez-Doiceau, 1. Gemarkung, Flur F, Nr. 104d; 2. Gemarkung, Flur A, Nr. 42, 41b, 43, 44a, 44b pie, 40 pie, 37d pie, 37e, 39a, 39b pie, 39c/2, 39b/2 und 39a/2, als domaniales Naturschutzgebiet "Bois du Bouly" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 8. Juli 1996 werden die Untergrundflächen, die durch die Stollen, Schächte und verschiedenen Säle der Höhle "Grotte du Poilu" in Petigny in der Ortslage "Grotte des Nutons" begrenzt sind und wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Couvin, 2. Gemarkung, Flur B, Parzelle 497 Nr. 4, als domaniales Naturschutzgebiet errichtet.

Die Grundflächen der Rolllöcher und eigentlichen Zugänge, die am Boden durch den Kamm der Böschungen oder der Erdaufwürfe zuzüglich einer Zone von 4 Metern im oberen Bereich abgegrenzt sind, gehören ebenfalls zum domanialem Naturschutzgebiet.

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1996 werden die 3ha 2a der Gemeinde Mont-Saint-Guibert gehörenden Gelände als domaniales Naturschutzgebiet "la Grande Chaussée" errichtet.

Durch Ministerialerlaß vom 12. Juni 1997 werden die Untergrundflächen, die durch die Stollen, Schächte und verschiedenen Säle der Höhle "Grotte de Lomporet" in Chimay begrenzt sind und wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Chimay, 4. Gemarkung (Lomporet), Flur B, 1. Blatt, Parzelle 71k, als domaniales Naturschutzgebiet errichtet.

Bij ministerieel besluit van 3 juni 1994 worden als domaniaal natuurreservaat "Vallon d'Herbuchenne" erkend de 4ha 36a 53ca grond die aan het Waalse Gewest toebehoren en gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Dinant, buurtschap « Herbuchenne », 1ste afdeling, sectie D, nrs. 354F, 355A, 356A en 358A.

Bij ministerieel besluit van 17 mei 1995 worden als domaniaal natuurreservaat "Souterrain de Neufmoulin" erkend de ondergrondinnemingen die in de buurtschap "Pré du Neufmoulin" gelegen zijn, aan Mevr. de Barones d'Otreppe de Bouvette toebehoren en gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Florenville, 7de afdeling, sectie A, nr. 71b, en die afgebakend zijn door de onderaardse gang die "l'étang du Neufmoulin" verbindt met "la ferme d'Orval".

Bij hetzelfde besluit worden ook tot het domaniale natuurreservaat gerekend de grondinnemingen van de eigenlijke schachten en toegangen die op de grond afgebakend zijn door de kruin van taluds of door de uitgegraven aarde plus een vier meter kroonvormige zone.

Bij ministerieel besluit van 17 mei 1995 worden als domaniaal natuurreservaat "Bois du Bouly" erkend de 12ha 13a 16ca grond die aan de Gemeente Graven toebehoren en gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Graven, 1ste afdeling, sectie F, nr. 104d; 2de afdeling, sectie A, nrs. 42, 41b, 43, 44a, 44b pie, 40 pie, 37d pie, 37e, 39a, 39b pie, 39c/2, 39b/2 en 39a/2.

Bij ministerieel besluit van 8 juli 1996 worden als domaniaal natuurreservaat erkend de ondergrondinnemingen die afgebakend zijn door de gangen, putten en verschillende zalen van de "Grotte du Poilu" in Petigny, in de buurtschap "Grotte des Nutons", en gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Couvin, 2de afdeling, sectie B, perceel 497 nr. 4.

Bij hetzelfde besluit worden ook tot het domaniale natuurreservaat gerekend de grondinnemingen van de eigenlijke schachten en toegangen die op de grond afgebakend zijn door de kruin van taluds of door de uitgegraven aarde plus een vier meter kroonvormige zone.

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1996 worden als domaniaal natuurreservaat "la Grande Chaussée" erkend de 3ha 2a grond die aan de gemeente Mont-Saint-Guibert toebehoren.

Bij ministerieel besluit van 12 juni 1997 worden als domaniaal natuurreservaat erkend de ondergrondinnemingen die afgebakend zijn door de gangen, putten en verschillende zalen van de "Grotte de Lomporet" in Chimay en gekadastréerd zijn als volgt :

Gemeente Chimay, 4de afdeling (Lomporet), sectie B, 1ste blad, perceel 71k.

Font également partie de la réserve naturelle domaniale les emprises en surface des cheminées et des accès proprement dits, délimitées au sol par la crête des talus ou des rejets de terre plus une zone de quatre mètres en couronne.

Par arrêté ministériel du 12 juin 1997, sont constituées en réserve naturelle domaniale les emprises en sous-sol délimitées par les galeries, puits et salles diverses du site de la Grotte Jaminon à Pepinster/Cornesse et cadastrées :

Commune de Pepinster, 2e division (Cornesse), section C, 2e feuille, parcelle 402x.

Font également partie de la réserve naturelle domaniale les emprises en surface des cheminées et des accès proprement dits, délimitées au sol par la crête des talus ou des rejets de terre plus une zone de quatre mètres en couronne.

Par arrêté ministériel du 12 juin 1997, sont constituées en réserve naturelle domaniale les emprises en sous-sol délimitées par les galeries, puits et salles diverses du site de la Galerie Saint-Joseph à Oignies (Viroinval) et cadastrées :

Commune de Viroinval, 6e division, section C, parcelle 28R.

Font également partie de la réserve naturelle domaniale les emprises en surface des cheminées et des accès proprement dits, délimitées au sol par la crête des talus ou des rejets de terre plus une zone de quatre mètres en couronne.

Par arrêté ministériel du 12 juin 1997, sont constituées en réserve naturelle domaniale les emprises en sous-sol délimitées par les galeries, puits et salles diverses du site de la Grotte de la Chauve-Souris, au lieu-dit « Montagne de la Carrière » et cadastrées :

Commune de Doische, 2e division, section A, parcelle 5R ou 6A.

Font également partie de la réserve naturelle domaniale les emprises en surface des cheminées et des accès proprement dits, délimitées au sol par la crête des talus ou des rejets de terre plus une zone de quatre mètres en couronne.

Die Grundflächen der Rolllöcher und eigentlichen Zugänge, die am Boden durch den Kamm der Böschungen oder der Erdaufwürfe zuzüglich einer Zone von 4 Metern im oberen Bereich abgegrenzt sind, gehören ebenfalls zum domanialen Naturschutzgebiet.

Durch Ministerialerlaß vom 12. Juni 1997 werden die Untergrundflächen, die durch die Stollen, Schächte und verschiedenen Säle der Höhle "Grotte Jaminon" in Pepinster/Cornesse begrenzt sind und wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Pepinster, 2. Gemarkung (Cornesse), Flur C, 2. Blatt, Parzelle 402x, als domaniales Naturschutzgebiet errichtet.

Die Grundflächen der Rolllöcher und eigentlichen Zugänge, die am Boden durch den Kamm der Böschungen oder der Erdaufwürfe zuzüglich einer Zone von 4 Metern im oberen Bereich abgegrenzt sind, gehören ebenfalls zum domanialen Naturschutzgebiet.

Durch Ministerialerlaß vom 12. Juni 1997 werden die Untergrundflächen, die durch die Stollen, Schächte und verschiedenen Säle der Stätte "Galerie Saint-Joseph" in Oignies (Viroinval) begrenzt sind und wie folgt katastriert sind :

Gemeinde Viroinval, 6. Gemarkung, Flur C, Parzelle 28R, als domaniales Naturschutzgebiet errichtet.

Die Grundflächen der Rolllöcher und eigentlichen Zugänge, die am Boden durch den Kamm der Böschungen oder der Erdaufwürfe zuzüglich einer Zone von 4 Metern im oberen Bereich abgegrenzt sind, gehören ebenfalls zum domanialen Naturschutzgebiet.

Durch Ministerialerlaß vom 12. Juni 1997 werden die Untergrundflächen, die durch die Stollen, Schächte und verschiedenen Säle der Höhle "Grotte de la Chauve-Souris" in der Ortslage "Montagne de la Carrière" begrenzt sind und wie folgt katastriert sind:

Gemeinde Doische, 2. Gemarkung, Flur A, Parzelle 5R oder 6A.

Die Grundflächen der Rolllöcher und eigentlichen Zugänge, die am Boden durch den Kamm der Böschungen oder der Erdaufwürfe zuzüglich einer Zone von 4 Metern im oberen Bereich abgegrenzt sind, gehören ebenfalls zum domanialen Naturschutzgebiet.

Bij hetzelfde besluit worden ook tot het domaniale natuurreservaat gerekend de grondinnemingen van de eigenlijke schachten en toegangen die op de grond afgebakend zijn door de kruin van taluds of door de uitgegraven aarde plus een vier meter kroonvormige zone.

Bij ministerieel besluit van 12 juni 1997 worden als domaniaal natuurreservaat erkend de ondergrondinnemingen die afgebakend zijn door de gangen, putten en verschillende zalen van de "Grotte Jaminon" in Pepinster/Cornesse en gekadastrerd zijn als volgt :

Gemeente Pepinster, 2de afdeling (Cornesse), sectie C, 2de blad, perceel 402x.

Bij hetzelfde besluit worden ook tot het domaniale natuurreservaat gerekend de grondinnemingen van de eigenlijke schachten en toegangen die op de grond afgebakend zijn door de kruin van taluds of door de uitgegraven aarde plus een vier meter kroonvormige zone.

Bij ministerieel besluit van 12 juni 1997 worden als domaniaal natuurreservaat erkend de ondergrondinnemingen die afgebakend zijn door de gangen, putten en verschillende zalen van de "Galerie Saint-Joseph" in Oignies (Viroinval) en gekadastrerd zijn als volgt :

Gemeente Viroinval, 6de afdeling, sectie C, perceel 28R.

Bij hetzelfde besluit worden ook tot het domaniale natuurreservaat gerekend de grondinnemingen van de eigenlijke schachten en toegangen die op de grond afgebakend zijn door de kruin van taluds of door de uitgegraven aarde plus een vier meter kroonvormige zone.

Bij ministerieel besluit van 12 juni 1997 worden als domaniaal natuurreservaat erkend de ondergrondinnemingen die afgebakend zijn door de gangen, putten en verschillende zalen van de "Grotte de la Chauve-Souris", in de buurtschap "Montagne de la Carrière", en gekadastrerd zijn als volgt :

Gemeente Doische, 2de afdeling, sectie A, perceel 5R of 6A.

Bij hetzelfde besluit worden ook tot het domaniale natuurreservaat gerekend de grondinnemingen van de eigenlijke schachten en toegangen die op de grond afgebakend zijn door de kruin van taluds of door de uitgegraven aarde plus een vier meter kroonvormige zone.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SECRETARIAT PERMANENT DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT

[97/8178]

Constitution d'une réserve de recrutement d'ingénieurs civils - produits chimiques, d'expression française (rang 10) pour le service relations internationales environnement du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement (AFG96020). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Denauw, Frédéric, La Louvière.
2. Bonacchelli, Bruno, Méry.

VAST SECRETARIAAT VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL

[97/8178]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige burgerlijke ingenieurs-scheikundige producten (rang 10) voor de dienst internationale betrekkingen leefmilieu voor het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu (AFG96020). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd :

1. Denauw, Frédéric, La Louvière.
2. Bonacchelli, Bruno, Méry.

[97/8249]

Constitution d'une réserve de recrutement de Contrôleurs adjoints d'administration fiscale (rang 10) d'expression française, pour le Ministère des Finances (AFG96815). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Coppens, Pierre-François, La Hulpe
2. Cludts, Gerard, Wemmel
3. Renson, Joël, Hannut
4. Faucon, Hervé, Ville Pommeroeul
5. Garsoux, Anne, Bruxelles
6. Petre, Olivier, Loupogne-Fonteny
7. Inguanta, Rosario, Quaregnon
8. Mabile, Sandra, Vedrin
9. Baudour, Sébastien, Faimés
10. Portugaels, Laurent, Liège
11. Fontaine, Pascal, Fleurus
12. Fays, Fabrice, Mons
13. Hombroise, Muriel, Liège
14. Willems, Yves, Liège
15. Oger, Pierre, Acoz (Gerpennes)
16. Gilles, Christelle, Hortal
17. Fiege, Fanny, Mouscron
18. Sadej, Valerie, Villers-l'Évêque
19. Nsabimana, André, Liège
20. Engels, Martine, Avernas-la-Bauduin
21. Hennebert, Ginette, Les Bons Villers/Mellet
22. Carretta, Béatrice, Liège
23. Naveau, Catherine, Evere (Bruxelles)
24. Heroes, Guy, Drogenbos
25. Degros, Jacques, Woluwe-Saint-Pierre

26. Blauwart, David, Ronquière
27. De Veughele, Patricia, Jette
28. Laffineuse, Francine, Uccle
29. Pecquereau, Chantal, Ciney
30. Couturier, Didier, Haacht
31. Jamouille, Anne, Liège
32. Deneff, Xavier, Bossière
33. Suetens, Anne-Sophie, Mouscron
34. Marchal, Céline, Aiseau-Presles
35. Winkel, Vincent, Gosselies
36. Marez, Marc, Charleroi
37. Drozda, Christine, Nandrin
38. Martin, Cedric, Houdemont
39. Delrez, Bénédicte, Thimister-Clermont
40. Paulin, Philippe, Seraing
41. Fondeur, Eric, Verviers
42. Baldo, Marocco Vincenza, Verlaine
43. Verbrugge, Pascal, Châtelineau
44. Garnier, André, Grivegnée
45. Desmons, Anne, Olne
46. Georges, Philippe, Liège
47. Sorte, Jean-Claude, Namur
48. Vancoppenolle, Jean-Christ, Taintignies
49. Laurent, Pierre, Mons
50. Roland, Pierre-Alexis, Arville Saint-Hubert

51. Pompier, Emile, Namur
52. Olbrechts, Didier, Woluwe-Saint-Pierre
53. Gourmand, Raphael, Hannut
54. Nelis, Philippe, Auderghem
55. Duque, Thierry, Gilly
56. Nicolas, Eric, Mont-sur-Marchienne
57. Baret, Didier, Mont-sur-Marchienne
58. Cassart, Catherine, Laneffe
59. Cheza, Pascale, Marche-en-Famenne
60. Cosyn, Pierre, Montigny-le-Tilleul
61. Antoine, Alain, Fleurus
62. Raulier, Serge, Wavre
63. Pironnet, Chantal, Liège
64. Barbery, Laurent, Alsemberg
65. Marcq, Olivier, La Louvière
66. Houet, Claude, Liège
67. Thiange, Gerald, Wavre/Limal
68. Paris, Catherine, Liège
69. Sohy, Philippe, Namur
70. Meyers, Yves, La Hulpe
71. Viatour, Carine, Charleroi
72. Schrans, Pierre, Aalst
73. Debois, Sonia, Soumagne
74. Goda, Alain, Bruxelles

[97/8249]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige adjunctcontroleurs (rang 10) bij een fiscaal bestuur voor het Ministerie van Financiën (AFG96815). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd.

[97/8176]

Recrutement d'agents de la sixième classe administrative de la carrière du Service extérieur, masculins et féminins, d'expression néerlandaise, pour le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement (ANG96807). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Van Calster, Anick, Brussel
2. Stevens, Sandra, Sint-Stevens-Woluwe
3. Peeters, Leo, Zwijndrecht
4. Dhaene, Karl, Gent
5. Van Belle, Jean Louis, Londerzeel
6. Cooreman, Jeroen, Ophasselt
7. Versmessen, Bert, Schaarbeek
8. Pauwels, Arnout, Deurle

9. De Clerck, Hilde, Brussel
10. Lambert, Thomas, Heverlee
11. Jenniges, Wolfgang, Kraainem
12. De Baets, William, Gistel
13. Heirbaut, Piet, Brugge
14. Braeckmans, Vincent, Waarloos
15. Loossens, Koen, Antwerpen
16. De Buck, Geert, Gent

17. Cortens, Leo, Genk
18. Deseure, Piet, Ieper
19. Deroo, Rafael, Antwerpen
20. Marien, Bruno, Antwerpen
21. Van De Maele, Johan, Geel
22. Quirynten, Walter, Brussel
23. Vandenbroucke, Wim, Izegem

[97/8176]

Werving van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige ambtenaren van de zesde administratieve klasse van de carrière Buitenlandse Dienst (rang 10) voor het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking (ANG96807). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

[97/8180]

Constitution d'une réserve de recrutement d'inspecteurs-normes de produits, d'expression française (rang 10), pour le Service Relations internationales Environnement du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement (AFG 96022). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Godin, Fabienne, Gembloux
2. Helman, Marc, Woluwe-Saint-Pierre
3. Godefroid, Jean, Gembloux

4. Bochart, Claude, Bruxelles
5. Denauw, Frederic, La Louvière
6. Smeets, Marielle, Bruxelles

7. Teller, Anne, Bruxelles
8. Tampier, Martin, Brussel-Laken
9. Mairesse, Alain, Auderghem

[97/8180]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige inspecteurs-productnormen (rang 10) voor de Dienst Internationale Betrekkingen Leefmilieu van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu (AFG 96022). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd :

[97/8177]

Constitution d'une réserve de recrutement de conseillers adjoints, d'expression française (rang 10) pour le service relations internationales environnement du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement (AFG96019). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Chemay, Frédéric, Ixelles.
2. André, François, Mons.
3. Biava, Frédéric, Héron (Fusion).
4. Guyot, Marc, Saint-Gilles.
5. Spinette, Marie-Paule, Schaerbeek.

[97/8177]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige adjunct-adviseurs (rang 10) voor de dienst internationale betrekkingen leefmilieu voor het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu (AFG96019). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd :

1. Chemay, Frédéric, Ixelles.
2. André, François, Mons.
3. Biava, Frédéric, Héron (Fusion).
4. Guyot, Marc, Saint-Gilles.
5. Spinette, Marie-Paule, Schaerbeek.

[97/8232]

Constitution d'une réserve de recrutement de vérificateurs pour l'Administration des Douanes et Accises du Ministère des Finances pour les postes d'Anvers et de Zaventem (f/m), d'expression néerlandaise (ANG97006). — Résultats.

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Annys, Dimitri, Brugge.
2. Reynaerts, Ria, Gingelom.
3. Van Bergen, Patrick, Schoten.
4. Van Steenberghe, Paul, Merksem.
5. Vandebeek, Frank, Zonhoven.
6. Op De Beeck, Katrien, Putte.
7. Wijnants, Greta, Leuven.
8. Declercq, Wim, Heuvelland.
9. Hex, Stefan, Diepenbeek.
10. Dendooven, Luc, Edegem.
11. Deseyn, Lutgart, Avelgem.
12. Meyers, Dirk, Schoten.
13. De Bie, Mark, Wilrijk.
14. Segers, Olivier, Tervuren.
15. De Groot, Lieve, Zottegem.
16. Merckaert, Bart, Denderwindeke.
17. Goethals, Nico, Meulebeke.
18. Roelens, Marc, Kortrijk.
19. Moras, Karel, Dendermonde.
20. Daman, Wendy, Antwerpen.
21. Goossens, Petrus, Erpe-Mere.
22. De Schepper, Erwin, Leuven.
23. Troubleyn, Gilbert, Heverlee.
24. Moens, Margareta, Antwerpen.
25. Viskens, Maria, Brasschaat.
26. Steeman, John, Gijzegem.
27. Peeters, Herbert, Zoersel.
28. Crispyn, Bart, Brugge.
29. Versmissen, Christel, Turnhout.
30. Leemans, Yves, Beersel.
31. Segers, Olivier, Dendermonde.
32. Theuninck, Idesbald, Mechelen.
33. Cassiman, Elke, Aalst.
34. Smets, Vanessa, Boutersem.
35. Hooyberghs, Bruno, Mol.
36. Verlinden, David, Berlaar.
37. Bernaers, Sandra, Kuringen.
38. Demets, Frederik, Zulte (Olsene).
39. Stillaert, Bert, Bierbeek.
40. Thys, Tom, Kermt-Hasselt.
41. Quintelier, Katrien, Hamme.
42. Dehertogh, Ilse, Tervuren.
43. Bisschops, Pieter, Kasterlee.
44. Vanhoof, Kurt, Lille.
45. Goetstouwers, Paul, Wuustwezel.

46. Stuyck, Godelieve, Brasschaat.
47. De Schepper, Werner, Schelle.
48. De Boeck, Sabine, Antwerpen.
49. Bolsens, Tom, Zwijndrecht.
50. Doise, Harold, Temse.
51. Cool, Kurt, Dendermonde.
52. Lowyck, Veerle, Oostkamp.
53. Bal, Annie, Hoevenen.
54. Foubert, Beatrijs, Hamme (VL.).
55. Thielemans, Patrick, Turnhout.
56. De Coninck, Philippe, Lebbeke.
57. Couck, Maria, Brasschaat.
58. De Borger, Nadine, Stabroek.
59. Geerts, Gunter, Heverlee.
60. Vijverman, Cathy, Haaltere.
61. Willems, Luc, Malle.
62. Discart, Raf, Begijnendijk.
63. Verstraeten, Hans, Aalst.
64. Vander Schelde, Veerle, Assebroek-Brugge.
65. Wens, Sandra, Malle.
66. Couttenier, Inge, Muizen.
67. Sloors, Michele, Grimbergen.
68. Meeus, Krista, Kortenen.
69. Put, Edwin, Hasselt.
70. Dendas, Kris, Antwerpen.
71. Coenaerts, Patrick, Sterrebeek.
72. De Coninck, Kim, Lokeren.
73. Van Haen, Conny, Maasmechelen.
74. Corthout, Inge, Mol.
75. Wille, Johan, Riemst.
76. Van Hove, Cindy, Affligem.
77. Schoonbaert, Tom, Brugge.
78. Loots, Nancy, Retie.
79. Fierens, Linda, Wijnegem.
80. Schepens, Belinda, Ninove.
81. Huybrechts, Koenraad, Aarschot.
82. Bernaerts, Annemieke, Kalmthout.
83. Van Hoorde, Sven, Brakel.
84. Van Den Brande, Filip, Gierle.
85. Van Acker, Thomas, Lokeren.
86. Mylle, Sofie, Jabbeke.
87. Vanhoof, Hilde, Diest.
88. Huijbrechts, Francis, Hoogstraten.
89. Van Houwe, Paul, Dendermonde.

[97/8232]

Samenstelling van een wervingsreserve van Nederlandstalige verificateurs bij de Administratie der Douane en Accijnzen van het Ministerie van Financiën voor de standplaatsen Antwerpen en Zaventem (m/v) (ANG97006). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

90. Rysermans, Ronny, Gent.
91. Serneels, Dave, Wilrijk.
92. Janvier, Geert, Antwerpen.
93. Huys, Vincent, Poperinge.
94. Willaert, Nico, De Haan.
95. Seghers, Yvonne, Buggenhout.
96. Vangeel, Marc, Leuven.
97. Bullen, Yves, Houthalen-Helchteren.
98. Vandebeek, Jean, Diest.
99. Thyssen, Luc, Kapellen.
100. Labro, Ann, Stabroek.
101. Devos, Nicole, Kortesseem.
102. Houbrechts, Maria, Brasschaat.
103. Van Loo, Kurt, Brugge.
104. Leber, Philippe, Essene.
105. Van Puyenbroeck, Roland, Deurne.
106. Vanderlinden, Pascal, Grimbergen.
107. Mostinckx, Wim, Dilbeek.
108. De Clerck, Veerle, Kapellen.
109. Kerkhove, Martine, Tielt.
110. De Saeger, Hilde, Nossegem.
111. Slabbynck, Wim, Uitbergen.
112. Vos, Pascal, Leuven.
113. De Witte, Raf, Retie.
114. Tielens, Ann, Hasselt.
115. Cool, Christel, Dendermonde.
116. Vermeiren, Davy, Hamme (VL.).
117. De Rom, Kim, Geraardsbergen.
118. Goossens, Cindy, Kuringen.
119. Bulens, Nadia, Steenokkerzeel.
120. Janssens, Sara, Deurne.
121. Gryson, Catherine, Gent.
122. Truyens, An, Tienen.
123. Persiau, Cindy, Hamme.
124. Vandeginste, Peter, Torhout.
125. Janssens, Erika, Herzele.
126. Claes, Henny, Beringen.
127. De Sagher, Kris, Londerzeel.
128. Aubroek, Cathy, Hamme.
129. Verstreppe, Koen, Nijlen.
130. Cools, Alexandra, Sint-Niklaas.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[97/26168]

Office de Contrôle des Assurances

Inscription comme entreprise hypothécaire conformément à la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire

Par décision de l'Office de Contrôle des Assurances du 20 octobre 1997 est inscrite comme entreprise hypothécaire la société anonyme « Hypo-G », dont le siège social est situé Montagne du Parc 3, à 1000 Bruxelles.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[97/26168]

Controledienst voor de Verzekeringen

Inschrijving als hypotheekonderneming overeenkomstig de wet van 4 augustus 1992 op het hypotheecair crediet

Bij beslissing van de Controledienst voor de Verzekeringen van 20 oktober 1997 wordt ingeschreven als hypotheekonderneming de naamloze vennootschap « Hypo-G », waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Warandeborg 3, te 1000 Brussel.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[97/09927]

Ordre judiciaire

Publication des places vacantes :

— substitut du procureur du Roi, spécialisé en matière fiscale, près le tribunal de première instance de Liège : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 9 septembre 1997;

— juge suppléant à la justice de paix du troisième canton de Liège : 1.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Administration de l'Ordre judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[97/09927]

Rechterlijke Orde

Bekendmaking van de openstaande plaatsen :

— substituut-procureur des Konings, gespecialiseerd in fiscale aangelegenheden, bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 9 september 1997;

— plaatsvervangend rechter in het vreedegerecht van het derde kanton Luik : 1.

De candidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Bestuur Rechterlijke Orde, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het *Gerechtelijk Wetboek*).

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[97/15219]

Administration générale de la Coopération au Développement

Appel n° 17/97

Recrutement d'un technicien biomédical pour la Côte d'Ivoire

L'Administration générale de la Coopération au Développement (AGCD) procède au recrutement d'un technicien biomédical pour le projet « Appui à la région sanitaire d'Abengourou » en Côte d'Ivoire.

Description de la fonction :

Le technicien recherché devra :

1. Contribuer à la mise en route de l'atelier régional de maintenance des infrastructures et des équipements socio-sanitaires :

— expérimenter les outils nécessaires à la mise en place de la maintenance au niveau régional;

— poursuivre le programme de maintenance régulière du matériel;

— expérimenter les mécanismes de gestion du service de maintenance;

— contrôler l'entretien régulier du matériel;

— participer à la formation du personnel paramédical à la maintenance au niveau régional;

— coordonner l'appui logistique belge au niveau de la « Cellule régionale de l'équipement du matériel et de la maintenance » (CREMM) — (appui au CREMM).

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[97/15219]

Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking

Oproep nr. 17/97

Aanwerving van een biomedisch technicus voor Ivoorkust

Het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking gaat over tot de aanwerving van een biomedisch technicus voor het project « Steun aan de gezondheidszone van Abengourou » in Ivoorkust.

Ambtsbeschrijving :

De ad hoc technicus dient :

1. Deel te nemen aan de opstarting van de regionale werkplaats voor het onderhoud van de infrastructuur en socio-sanitaire uitrustingen :

— het uittesten van de werktuigen, nodig voor de opstarting van het onderhoud op regionaal niveau;

— het verderzetten van het programma voor regelmatig onderhoud op regionaal vlak;

— het uittesten van de beheersmechanismen van de dienst « onderhoud »;

— het controleren van het regelmatig onderhoud van het materieel;

— het deelnemen aan de opleiding van het paramedisch personeel met betrekking tot het onderhoud op regionaal vlak;

— het coördineren van de Belgische logistieke steun op het vlak van de « Cellule regionale de l'équipement, du matériel et de la maintenance » (CREMM) — (steun aan CREMM).

2. Surveiller les petits travaux de réfection et d'aménagement prévus pour les formations sanitaires périphériques :

- gérer le fonds de réparation et rafraîchissement des centres de santé et des hôpitaux;
- superviser les travaux de petite réhabilitation réalisés sur ce fonds;
- superviser les travaux de construction en concertation avec la cellule belge à la Direction de l'équipement, du matériel et de la maintenance (DEMM).

3. Assurer la logistique nécessaire aux apports belges (inventaires, commandes, dédouanement, transport, achats sur place, ...).

Diplômes et qualifications requis :

- être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur de type court ou d'un diplôme d'ingénieur technicien ou d'un diplôme d'ingénieur industriel obtenu dans une des sections ci-après :

- assistant d'ingénieur;
- construction;
- électricité;
- électronique;
- mécanique;
- électromécanique;

- avoir une formation ou une expérience (minimum deux ans) en maintenance biomédicale.

Expérience souhaitée :

Une expérience dans les pays en voie de développement est souhaitée.

Connaissances linguistiques :

Langue de travail : le français.

Durée de la mission :

Deux ans.

Lieu ou zone d'activité :

Abengourou, en Côte d'Ivoire.

Niveau de la fonction :

Sera déterminé en fonction du diplôme.

Les candidats ayant acquis un grade dans le secteur public belge ou ayant la qualité de personnel d'Afrique ou ayant déjà fait partie de la coopération technique belge seront rangés compte tenu de cette situation.

Conditions particulières :

Pour être admissible, le candidat doit avoir suivi avec succès le cycle de formation organisé par l'Administration générale de la Coopération au Développement ou en avoir été dispensé par le Ministre.

L'engagement se fera en qualité d'agent complémentaire conformément au statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement, fixé par l'arrêté royal du 10 avril 1967, tel que modifié à ce jour.

Cet emploi est accessible tant aux candidats masculins que féminins.

Dépôt des candidatures :

Pour être recevable, la candidature devra être adressée par lettre recommandée à l'Administration générale de la Coopération au Développement, Service du personnel de la Coopération, rue Brederode 6, 1000 Bruxelles, dans les trente jours qui suivent la date de la publication du présent avis au *Moniteur belge*.

La sélection des candidats sera opérée par un Comité de sélection sur la base de l'examen de leur *curriculum vitae* et leur adéquation aux conditions prescrites par cet appel.

Cette première phase sera complétée, si nécessaire, par une interview des postulants que le Comité aura jugés les plus aptes à remplir la fonction.

(La presse et la radio sont invitées à bien vouloir reproduire cet avis.)

2. Toezicht te houden op kleine herstel- en aanlegwerken voor omliggende sanitaire formaties :

- het herstel- en verfraaiingsfonds van de gezondheidscentra en ziekenhuizen beheren;
- toezicht te houden op kleine herstelwerken uitgevoerd op dit fonds;
- toezicht te houden op de bouwactiviteiten in overleg met de Belgische cel van de « Direction de l'équipement, du matériel et de la maintenance » (DEMM).

3. In te staan voor de nodige ondersteuning van het Belgisch aandeel (inventaris, bestelling, in- en uitklaring, vervoer, aankopen ter plaatse ...).

Vereiste diploma's en bekwaamheden :

- titularis zijn van een diploma van het hoger onderwijs van het korte type of van een diploma van technisch ingenieur of van een diploma van industrieel ingenieur uitgereikt in één van de volgende richtingen :

- assistent ingenieur;
- bouw;
- electriciteit;
- electronica;
- mechanica;
- electromechanica;

- kunnen bogen op een opleiding of een ervaring (minimum twee jaar) in biomedisch onderhoud.

Gewenste ervaring :

Ervaring in ontwikkelingslanden is gewenst.

Taalkennis :

Werktaal : Frans.

Duur :

Twee jaar.

Tewerkstellingsplaats of -zone :

Abengourou in Ivoorkust.

Ambtspeil :

Zal worden bepaald in functie van het diploma.

De kandidaten die een graad verworven hebben in de Belgische openbare sector of de hoedanigheid bezitten van personeel van Afrika of reeds deel uitmaakten van de Belgische technische samenwerking zullen worden gerangschikt rekening houdend met deze situatie.

Bijzondere voorwaarden :

Om aanvaard te worden dient de kandidaat met succes de vormingscyclus te hebben gevolgd die door het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking georganiseerd werd of er door de Minister van zijn vrijgesteld.

De aanwerving zal gebeuren als aanvullend personeelslid overeenkomstig het statuut van het personeel van de samenwerking met de ontwikkelingslanden, bepaald door het koninklijk besluit van 10 april 1967, zoals tot op heden gewijzigd.

Deze betrekking is toegankelijk zowel voor mannelijke als vrouwelijke kandidaten.

Indienen der candidaturen :

Om in aanmerking te komen dient de kandidatuur per aangetekend schrijven te worden gestuurd naar het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, Dienst Samenwerkingspersoneel, Brederodestraat 6, 1000 Brussel, binnen de dertig dagen volgend op de datum waarop deze oproep in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

De keuze van de kandidaten zal gemaakt worden door een Selectiecomité op basis van het onderzoek van hun *curriculum vitae* en hun overeenkomst met de door de oproep voorgeschreven voorwaarden.

Indien nodig zal deze eerste fase afgerond worden met een interview met de kandidaten dat het Comité het meest geschikt acht om de post te bekleden.

(Pers en radio worden verzocht dit bericht over te nemen.)

**PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS
WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN**

Institutions régionales — Gewestelijke instellingen

CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[97/31461]

Réunions publiques de commissions

Ordre du jour

Mardi 4 novembre 1997, à 9 h 30 m
(Maison des parlementaires — salle 1)

Commission de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Politique de l'Eau

Projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 27 avril 1995 relative à la sauvegarde et à la protection de la nature.

Désignation d'un rapporteur.

Discussion. — Eventuellement votes.

Mercredi 5 novembre 1997, à 15 heures
(Maison des parlementaires — salle 3)

Commission des Affaires économiques,
chargée de la Politique économique, de l'Energie,
de la Politique de l'Emploi et de la Recherche scientifique

Projet d'ordonnance portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 4 mars 1997 entre l'Etat fédéral et les Régions relatif au programme de transition professionnelle.

Rapporteur : M. Mahfoudh Romdhani.

Poursuite de la discussion.

Votes.

Question orale de M. Dominiek Lootens-Stael (N) à M. Charles Picqué, Ministre-Président du Gouvernement, concernant « l'incapacité de l'ORBEM à mettre suffisamment de personnel bilingue à la disposition de la STIB ».

Projet d'ordonnance (de M. André Drouart) visant à garantir un approvisionnement en gaz durant les mois d'hiver pour les habitants les plus démunis dans la Région de Bruxelles-Capitale.

Désignation d'un rapporteur.

Discussion. — Eventuellement votes.

**ASSEMBLEE REUNIE
DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

Réunion publique de commission

Ordre du jour

Jeudi 6 novembre 1997, à 14 h 30 m
(Maison des parlementaires — salle 3)

Commission de la Santé
IRIS. — Plan stratégique 1997-2001.
Audition des responsables de l'association.

BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

[97/31461]

Openbare commissievergaderingen

Dagorde

Dinsdag 4 november 1997, om 9 u. 30 m.
(Huis van de parlementsleden — zaal 1)

Commissie voor Leefmilieu,
Natuurbehoud en Waterbeleid

Ontwerp van ordonnantie tot wijziging van de ordonnantie van 27 april 1995 betreffende het behoud en de bescherming van de natuur.

Aanwijzing van een rapporteur.

Bespreking. — Eventueel stemmingen.

Woensdag 5 november 1997, om 15 uur
(Huis van de parlementsleden — zaal 3)

Commissie voor de Economische Zaken,
belast met het Economische Beleid, de Energie,
het Werkgelegenheidsbeleid en het Wetenschappelijk Onderzoek

Ontwerp van ordonnantie houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 4 maart 1997 tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de doorstromingsprogramma's.

Rapporteur : de heer Mahfoudh Romdhani.

Voortzetting van de bespreking.

Stemmingen.

Mondelinge vraag van de heer Dominiek Lootens-Stael (N) aan de heer Charles Picqué, Minister-Voorzitter van de Regering, betreffende « het onvermogen van de BGDA om voldoende tweetalig personeel ter beschikking van de MIVB te stellen ».

Voorstel van ordonnantie (van de heer André Drouart) dat ertoe strekt te garanderen dat aan de kansarme inwoners van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tijdens de wintermaanden gas geleverd wordt.

Aanwijzing van een rapporteur.

Bespreking. — Eventueel stemmingen.

**VERENIGDE VERGADERING
VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

Openbare commissievergadering

Dagorde

Donderdag 6 november 1997, om 14 u. 30 m.
(Huis van de parlementsleden — zaal 3)

Commissie voor de Gezondheid
IRIS. — Strategisch plan 1997-2001.
Hoorzitting van de verantwoordelijken van de vereniging.

Avis divers – Verschillende berichten

Banque Nationale de Belgique – Nationale Bank van België

R.C. Bruxelles 22300 – H.R. Brussel 22300

[97/40044]

	20.10.97	27.10.97	Différences – Verschillen	
(En milliers de francs – In duizenden franken)				
Actif				Activa
Or	181 708 771	181 708 771	-	Goud
Monnaies étrangères	452 018 597	453 170 315	+1 151 718	Vreemde valuta's
Droits de tirage spéciaux (DTS)	16 490 136	16 490 136	-	Bijzondere Trekkingsrechten (SDR)
Participation au FMI	32 941 246	32 941 246	-	Deelneming in het IMF
Prêts au FMI	-	-	-	Leningen aan het IMF
Dépôts auprès du FMI dans le cadre de la Facilité d'ajustement structurel renforcée	8 283 942	8 283 942	-	Deposito's bij het IMF in het kader van de Uitgebreide structurele aanpassingsfaciliteit
Ecus	91 596 318	91 596 318	-	Ecu's
IME : Financements à très court et à court terme	-	-	-	EMI : Financieringen op zeer korte en op korte termijn
CE : Soutien financier à moyen terme	-	-	-	EG : Financiële ondersteuning op middellange termijn
Accords internationaux	3 426 668	3 456 664	+29 996	Internationale akkoorden
Avances sur nantissement	16 986 553	22 338 372	+5 351 819	Voorschotten op onderpand
Effets de commerce	2 564 011	2 590 253	+26 242	Handelspapier
Effets achetés sur le marché	25 772 307	25 770 139	-2 168	Effecten op de markt gekocht
Créances suite à d'autres interventions sur le marché monétaire	109 025 000	102 050 000	-6 975 000	Vorderingen wegens andere interventies op de geldmarkt
Monnaies	818 151	800 399	-17 752	Munten
Placements statutaires (art. 21)	51 035 987	51 035 987	-	Statutaire beleggingen (art. 21)
Immeubles, matériel et mobilier	12 733 138	12 733 138	-	Gebouwen, materieel en meubelen
Comptes divers	895 087	878 381	-16 706	Diverse rekeningen
	1 006 295 912	1 005 844 061	-451 851	
Passif				Passiva
Billets en circulation	468 886 336	464 580 130	-4 306 206	Bankbiljetten in omloop
Comptes courants en francs	3 820 434	3 905 288	+84 854	Rekeningen-courant in franken
Dépôt de l'Etat belge	82 617	2 229 749	+2 147 132	Deposito van de Belgische Staat
Dépôt de l'Etat luxembourgeois	3 843	3 845	+2	Deposito van de Luxemburgse Staat
Certificats de la Banque	230 000 000	230 000 000	-	Bankcertificaten
Engagements suite à des interventions sur le marché monétaire	1 759 500	2 182 230	+422 730	Verbintenissen wegens interventies op de geldmarkt
Comptes courants en monnaies étrangères	23 869	415	-23 454	Rekeningen-courant in vreemde valuta's
Contrepartie des DTS alloués	22 331 943	22 331 943	-	Tegenwaarde van de toegewezen SDR
IME : Financements à très court et à court terme	-	-	-	EMI : Financieringen op zeer korte en op korte termijn
Réserve indisponible de plus-values sur or	-	-	-	Onbeschikbare reserve meerwaarde op goud
Différences d'évaluation sur or et monnaies étrangères	205 725 277	206 568 664	+843 387	Waarderingsverschillen op goud en vreemde valuta's
Capital	400 000	400 000	-	Kapitaal
Réserves et comptes d'amortissement	50 636 200	50 636 200	-	Reserves en afschrijvingsrekeningen
Comptes divers	22 625 893	23 005 597	+379 704	Diverse rekeningen
	1 006 295 912	1 005 844 061	-451 851	
Taux d'escompte		2,75 %		Discontovoet
Taux central		3,30 %		Centraal tarief

Le Directeur, - De Directeur,
R. REYNDERSLe Gouverneur, - De Gouverneur,
A. VERPLAETSE

UNIVERSITEIT ANTWERPEN — UIA

Leerstoel « gezondheidseconomie », 30 u. (10 sessies van 3 uur) college te doceren in 1997-1998 en in 1998-1999. De gedoopte cursus moet niet enkel algemene theorie, doch ook een economische doorlichting van aspecten van de gezondheidszorg in België omvatten.

De cursus wordt financieel gesteund door :

Industrie : Novartis Pharma, SmithKline Beecham Pharma.

Ziekfondsen : Gezondheidsfonds van de socialistische mutualiteiten, Landsbond der christelijke mutualiteiten, Landsbond van liberale ziekenfondsen, Landsbond van de neutrale ziekenfondsen.

Nadere informatie over deze leerstoel en formulieren voor kandidaatstelling :

Werkgroep Gezondheid en Economie, p/a : Mevr. M. Van Barel, departement geneeskunde, UIA, Universiteitsplein 1, 2610 Wilrijk-Antwerpen, tel. 03/820 25 02, fax. 03/820 25 01, E-mail : mvbarel@uia.ua.ac.be.

Uiterste datum van kandidaatstelling : 21 november 1997. (19902)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**T.P.M. Duldeco, naamloze vennootschap,
Spelverstraat 26a, 3740 Bilzen**

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 12 november 1997, te 18 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (26073)

**Fotoatelier Hugo Minnen, naamloze vennootschap,
Grote Steenweg 1, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 76172 – BTW 454.324.442

De jaarvergadering zal gehouden worden op 10 november 1997, te 20 uur, op de zetel. — Agenda : Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (26074)

**Galerie Hugo Minnen, naamloze vennootschap,
Museumstraat 2, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 308221 – BTW 454.326.125

De jaarvergadering zal gehouden worden op 10 november 1997, te 21 uur, op de zetel. — Agenda : Verslag bestuurders. Bestemming resultaat. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting van bestuur aan bestuurders. Eventuele statutaire benoemingen. Allerlei. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (26075)

**Hoek Ter Steen, naamloze vennootschap,
Houthulststraat 115, 2170 Merksem**

H.R. Antwerpen 253004 – BTW 429.382.871

Jaarvergadering op 12 november 1997, te 20 uur, op de zetel. — Dagorde : Verslag van de raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening op 30 juni 1997. Kwijting. Verscheidene. Neerlegging van de aandelen uiterlijk vijf dagen vóór de vergadering op de zetel. (26076)

**J. Piscaer, naamloze vennootschap,
Battelsesteenweg 451, 2800 Mechelen**

H.R. Mechelen 301 – BTW 411.641.472

Jaarvergadering op 11 november 1997, te 14 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Balans en resultatenrekening. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Ontslag en benoeming bestuurders. 5. Verschillende. Zich gedragen naar de standregelen. (26077)

**Josian, naamloze vennootschap,
Leopoldslei 72, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 303222

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 12 november 1997, te 9 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (26078)

**Marsi, naamloze vennootschap,
Leopoldslei 72, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 303223

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 12 november 1997, te 17 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (26079)

**Orthopedie Van Haesendonck, naamloze vennootschap,
L. Scheurvest 69-71, 3001 Heverlee**

H.R. Leuven 72053 – BTW 434.467.354

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op 12 november 1997, te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring der jaarrekening per 30 juni 1997. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. (26080)

**Pelsmantelfabriek Bekaert, naamloze vennootschap,
Roombaardstraat 39A, 9810 Nazareth**

Jaarvergadering d.d. 12 november 1997, om 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (26081)

**Société meunière d'Investissement, société anonyme,
avenue de Vilvorde 300, 1130 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 2538 – T.V.A. 402.815.165

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 12 novembre 1997, à 11 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire-réviseur.
2. Examen et approbation des comptes annuels et du compte de résultat.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire-réviseur.
4. Affectation du résultat.
5. Proposition d'exempter la société de présenter des comptes consolidés, selon l'article 8 de l'arrêté royal du 6 mars 1990.

Pour être admis à l'assemblée, les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 17 des statuts.

Les titres doivent être déposés au moins cinq jours francs avant l'assemblée, au siège social ou à la Générale de Banque ainsi qu'à ses agences.

(26082)

Le conseil d'administration.

**« Milioni Services », en abrégé : « M.S. », société anonyme,
rue J. Destrée 96, 6001 Charleroi (section Marcinelle)**

R.C. Charleroi 174353 – T.V.A. 447.741.904

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui aura lieu le mercredi 12 novembre 1997, à 9 h 30 m, en l'étude du notaire Ganty, de Mont-sur-Marchienne, avenue Pastur 155, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport du conseil d'administration. Situation active en passive de la société.
 2. Elargissement de l'objet social et modification de l'article 3 des statuts.
 3. Coordination des statuts.
- Dépôt des titres conformément aux dispositions statutaires. (26083)

**Vervaca, société anonyme,
avenue Fond-Roy 149, 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 556144 – T.V.A. 446.983.027

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 12 novembre 1997, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 1997. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Emoluments. 5. Nomination d'administrateurs. Dépôt des titres au siège social, trois jours au plus tard avant l'assemblée. (26084)

**Immo Les Alizés, société anonyme,
rue du Noir Chien 7, 5640 Mettet**

R.C. Namur 67948

L'assemblée générale extraordinaire se tiendra le 12 novembre 1997, à 14 heures, en l'étude du notaire Van Drooghenbroeck, boulevard Audent 16, à Charleroi, et aura pour ordre du jour :

1. Changement de dénomination.
2. Transfert du siège social.
3. Révocation, démission et nomination d'administrateurs.
4. Divers. (26085)

**« Gérance de Biens », en abrégé : « G.B. », société anonyme,
à 1020 Bruxelles, avenue de la Croix Rouge 2**

T.V.A. 418.194.516

MM. les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social, le 12 novembre 1997, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation du bilan et du compte des résultats. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires éventuelles. 6. Divers. Le dépôt des titres doit se faire conformément aux statuts. (26086)

**Immo Saint-Charles, « ISC », société anonyme,
rue des Haies Germaines 15, 6032 Charleroi (Mont-sur-Marchienne)**

T.V.A. 436.182.967

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 12 novembre 1997, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Nomination.
6. Divers. (26087)

**Immosteel, société anonyme,
chaussée d'Aalbeke 101, 7700 Mouscron**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Tournai, n° 143

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 10 novembre 1997, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (26088)

**Pekal, société anonyme,
rue Terre-Neuve 31, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 501245 — NN 431.494.404

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 12 novembre 1997, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels au 30 juin 1997.
2. Affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Nominations.
5. Divers.

Se conformer aux statuts. (26089)

Le conseil d'administration.

**Steelaman, société anonyme,
rue de Nieuport 24, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 70181 – T.V.A. 438.380.315

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 10 novembre 1997, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Démission et nomination des administrateurs.
6. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (26090)

**Atrium, société anonyme,
rue Wilquet Werner 10A, 1473 Genappe (Glabais)**

R.C. Nivelles 78951

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le lundi 10 novembre 1997, à 15 heures, au siège social de la société.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 30 juin 1997 et affectation des résultats.
3. Décharge de gestion aux administrateurs. Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer à l'article 30 des statuts. (26091)

**Bois Hero,
société civile sous forme de société anonyme,
chemin des Ornois 44, 1380 Lasne**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Nivelles, n° 131

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 12 novembre 1997, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Lecture et discussion des comptes annuels arrêtés au 30 juin 1997.
2. Approbation des comptes annuels et de l'affectation du résultat.
3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (26092)

**Crown Properties, société anonyme,
avenue de la Couronne 288, 1050 Bruxelles**

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 12 novembre 1997, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration et approbation du bilan et des comptes de profits et pertes au 30 juin 1997. 2. Affectation du résultat. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Renouvellement des mandats des administrateurs. 5. Divers. (26093)

**Food Manufacturers Consulting Group, société anonyme,
avenue Adolphe Lacomblé 59-61, 1030 Bruxelles**

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 10 novembre 1997, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport du conseil d'administration ainsi que des comptes annuels. 2. Approbation du bilan et des comptes de résultat au 30 juin 1997. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (26094)

**« Gespro », société anonyme,
avenue de la Couronne 449, 1050 Bruxelles**

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 12 novembre 1997, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport du conseil d'administration ainsi que des comptes annuels. 2. Adoption des comptes annuels au 30 juin 1997. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (26095)

**Immaxe, société anonyme,
rue des Gades 7, 7000 Mons**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 12 novembre 1997, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours avant la réunion. (26096)

**Stalec, société anonyme,
rue des Fraisiers 93, 4041 Herstal**

R.C. Liège 155592

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 10 novembre 1997, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (26097)

**Studybel, société anonyme,
avenue de Tervuren 62, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 439637 – T.V.A. 422.415.501

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 12 novembre 1997, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration.
2. Rapport du commissaire-réviseur.
3. Lecture et approbation des comptes annuels.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire.
5. Divers. (26098)

**TELE Prince, société anonyme,
avenue du Prince de Ligne 24, 1180 Bruxelles**

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 10 novembre 1997, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Examen et approbation du rapport de gestion. 2. Examen et approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats.
 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (26099)
- Se conformer aux statuts.

**Art Research and Contact, naamloze vennootschap,
Wolstraat 1, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 487849 – BTW 422.972.557

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, welke zal gehouden worden te Gent, Gustaaf Callierlaan 106, op maandag 10 november 1997, te 14 u. 30 m., om te beraadslagen over volgende dagorde : 1. Wijziging van de looptijd van het boekjaar dat zal afsluiten op 30 november en beginnen op

1 december van ieder jaar. Het lopende boekjaar zal aldus afgesloten worden op 30 november 1997. 2. Overeenkomstige wijziging van artikel 31 van de statuten. (26100)

« S.A. A + B Concept N.V. », société anonyme, à 1060 Bruxelles

R.C. Bruxelles 501157 – T.V.A. 433.108.463

Assemblée générale ordinaire le 13 novembre 1997, à 11 heures, au siège social de la société, place Antoine Delporte 2, à 1060 Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Approbation du report de la date d'assemblée. 2. Rapport de gestion du conseil d'administration et du rapport du commissaire-réviseur. 3. Approbation des comptes annuels au 30 juin 1997. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs et au commissaire-réviseur. (26101)

**3P Belgium, société anonyme,
chaussée d'Alseberg 21, à 1420 Braine-l'Alleud**

R.C. Nivelles 80586 – T.V.A. 442.665.141

Assemblée générale extraordinaire le 12 novembre 1997, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire-réviseur et approbation des comptes annuels pour l'exercice social clôturé le 31 décembre 1996. 2. Rapport spécial du conseil d'administration et délibération sur la liquidation de la société. 3. Décharge des administrateurs et du commissaire-réviseur pour l'accomplissement de leurs devoirs respectifs au cours de l'exercice social susmentionné. 4. Nomination des administrateurs. (26102)

**Ciges, société anonyme,
rue Vandervelde 26, à 7070 Le Roeulx**

R.C. Mons 119117 – T.V.A. 437.780.893

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Ciges qui se tiendra chez le notaire Etienne Depuis, à Strépy-Bracquegnies, rue de la Lue 41, le 12 novembre 1997, à 17 heures et aura pour ordre du jour :

1. Nomination, démission d'administrateurs.
2. Suppression de la valeur nominale des actions de la société.
3. Première augmentation de capital à concurrence de trois millions cent cinquante mille (3 150 000) francs, pour le porter d'un million deux cent cinquante mille (1 250 000) francs, à quatre millions quatre cent mille (4 400 000) francs, sans création d'actions nouvelles et par :
 - a) incorporation au capital d'une somme de deux millions neuf cent septante mille (2 970 000) francs, à prélever sur les bénéfices reportés de la société tels qu'ils figurent dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1996 et approuvés par l'assemblée générale du 16 juin 1997;
 - b) incorporation au capital d'une somme de cent quatre-vingt mille (180 000) francs, à prélever sur les réserves taxées de la société telles qu'elles figurent dans les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1996 et approuvés par l'assemblée générale du 16 juin 1997.
4. Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital précrite.
5. Deuxième augmentation de capital à concurrence de trois millions six cent mille (3 600 000) francs, pour le porter de quatre millions quatre cent mille (4 400 000) francs, à huit millions (8 000 000) de francs, par la création de trois cent soixante (360) actions nouvelles, de même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, sauf qu'elles ne participeront que *pro rata temporis* aux résultats de la société pour l'exercice en cours.
6. Détermination du prix d'émission, des conditions et du délai de souscription d'émission.
7. Délégation à l'administrateur délégué de faire constater par acte authentique de la réalisation de la deuxième augmentation de capital.

8. Modification des articles cinq et six des statuts pour les mettre en concordance avec la situation nouvelle de la société.

9. Délégation de pouvoirs.

MM. les actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège de la société cinq jours à l'avance. (26103)

**Imofra, société anonyme,
avenue Hamoir 33, à 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 545276

Assemblée générale ordinaire le 19 novembre 1997, à 16 h 30 m, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Nominations statutaires. 6. Date et montant du coupon n° 6. 7. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (26104)

**S.P.R.L. « A.G.O. Bel » (anciennement S.P.R.L. Agepa),
en liquidation**

R.C. Verviers 65926 – T.V.A. 403.482.782

Assemblée générale ordinaire le vendredi 21 novembre 1997, à 14 heures, en l'étude du liquidateur, Me Martine Burton, rue des Martyrs 23, à 4800 Verviers.

Ordre du jour :

1. Rapport du liquidateur quant aux résultats de la liquidation et quant aux causes qui ont empêché celle-ci d'être terminée. 2. Présentation des comptes annuels. (26105)

« B.S.A.B. », société anonyme, en liquidation

R.C. Verviers 65373 – T.V.A. 441.020.594

Assemblée générale ordinaire le vendredi 21 novembre 1997, à 14 heures, en l'étude du liquidateur, Me Martine Burton, rue des Martyrs 23, à 4800 Verviers.

Ordre du jour :

1. Rapport du liquidateur quant aux résultats de la liquidation et quant aux causes qui ont empêché celle-ci d'être terminée. 2. Présentation des comptes annuels. (26106)

**Société anonyme N.G.C. (anciennement S.A. Gonay-Close),
en liquidation**

R.C. Verviers 53617 – T.V.A. 426.555.817

Assemblée générale ordinaire le vendredi 21 novembre 1997, à 14 heures, en l'étude du liquidateur, Me Martine Burton, rue des Martyrs 23, à 4800 Verviers.

Ordre du jour :

1. Rapport du liquidateur quant aux résultats de la liquidation et quant aux causes qui ont empêché celle-ci d'être terminée. 2. Présentation des comptes annuels. (26107)

**Buysschaert et Cateau, société anonyme,
rue Roger Decoene 29-31, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 8030/C – T.V.A. 401.222.979

L'assemblée générale du 10 juin 1997 a décidé la mise en paiement d'un dividende de 750 BEF net par action, payable à partir du 3 novembre 1997, contre remise du coupon n° 1/ém. 1997 aux guichets de la Kredietbank à Mouscron.

Suite à la nécessité d'un recouppement des actions, il sera procédé simultanément au remplacement du manteau des anciennes actions par de nouveaux titres (sans égard aux numéros détenus). (26166)

**Cravano, naamloze vennootschap,
Industrielaan 5, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 104019 — NN 425.466.645

De jaarvergadering van 17 mei 1997 heeft de toekenning beslist van een dividend van 375 BEF netto per aandeel, betaalbaar vanaf 3 november 1997, tegen afgifte van koepon nr. 1 bij de Paribas Bank te Waregem. (26167)

**Akaris, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 81, 9880 Aalter**

BTW 458.892.053

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering maandag 10 november 1997 om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur over het voorbije boekjaar.
2. Goedkeuring van de balans en de resultatenrekening.
3. Goedkeuring van de winstverdeling.
4. Rondvraag. (83670)

**Axion, naamloze vennootschap,
Jacob van Maerlantlaan 8, 8800 Beveren**

H.R. Kortrijk 122508 — BTW 442.331.282

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 15 november 1997 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1997 en toewijzing van het resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Allerlei.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering. (83671) De Raad van Bestuur.

**Beleggingsmaatschappij van de Westhoek,
afgekort : « BELWEST », naamloze vennootschap,
Zeelaan 174, 8660 De Panne**

H.R. Veurne 30704 — BTW 432.839.041

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 19 november 1997 om 20.00 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1997.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.

3. Kwijting aan de bestuurders.

4. Bezoldigingen.

5. Allerlei.
(83672)

De raad van bestuur.

**Bisschospand, naamloze vennootschap,
Bisschoppenhoflaan 275, 2100 Deurne**

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarlijkse algemene vergadering die zal gehouden worden op 15 november 1997 te 17 uur.

Dagorde :

1. Rapportering door de raad van bestuur;
2. Bespreking van de jaarrekening per 30 juni 1997;
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Bezoldiging bestuurders.
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83673)

**Spinnerij Blancquaert, naamloze vennootschap,
Gentse Steenweg 22-26, 9100 Lokeren**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 13 november 1997 te 11 uur.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Benoemingen/ontslag.
5. Kwijting aan de raad van bestuur.
6. Kwijting aan accountant en revisor.
7. Benoeming commissaris-revisor.
8. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83674)

**Apotheek Bonte, naamloze vennootschap,
Leopold I-laan 103, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 72089 — BTW 440.476.406

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de maatschappelijke zetel zal plaatsvinden op zaterdag 15 november 1997 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening en de resultaatbestemming;
3. Ontlasting aan de bestuurders;
4. Varia. (83675)

**C.P. Invest, naamloze vennootschap,
Leuvensesteenweg 396, 3190 Boortmeerbeek**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de algemene vergadering die zal gehouden worden op vrijdag 14 november 1997 om 20 uur ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te houden aan de statuten. (83676)

**Creatief Interieur, naamloze vennootschap,
Buke 63, 9620 Zottegem**

H.R. Oudenaarde 37075 — BTW 447.906.507

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden op 17 november 1997 om 9.00 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening per 30 juni 1997.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Benoemingen. (83677)

**Dunant Gardens, naamloze vennootschap,
Louizalaan 305, 1050 Brussel**

H.R. Brussel 563560 — BTW 448.498.702

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die wordt gehouden op woensdag 12 november 1997 om 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagen in het kader van artikel 60 S.W.H.V.
2. Lezing van het jaarverslag.
3. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1997.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Bezoldiging aan de bestuurders.
7. Diversen.

Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen naar de bepalingen van de statuten. (83678) De raad van bestuur.

**Gilis Europe, naamloze vennootschap,
Tieblokkenlaan 8, 2300 Turnhout**

H.R. Turnhout 74933 — BTW 453.285.651

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden op 18 november 1997 te 20 uur.

Agenda :

1. Lezing van de jaarrekening per 31 mei 1997.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Ontslag en benoeming bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83679)

**Isokor, naamloze vennootschap,
Rollegemseweg 73, 8510 Kortrijk (Rollegem)**

H.R. Kortrijk 106291 — BTW 426.204.835

De jaarvergadering zal doorgaan op 15 november 1997 om 10 uur op de zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1997. 2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag.

(83680) De raad van bestuur.

**Joste, naamloze vennootschap,
Kapucijnenvest 36, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 74769 — BTW 451.330.211

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 21 november 1997 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Diverse.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83681)

**Murax, naamloze vennootschap,
Vinkenstraat 20, 1850 Grimbergen**

H.R. Brussel 525438

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 21 november 1997 te 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1997. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83682)

**Pan Immo, naamloze vennootschap,
Kloosterstraat 73, 2180 Ekeren**

H.R. Antwerpen 277745

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 12 november 1997 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 30 juni 1997. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (83683)

**POM, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Oude Gentweg 27, 9880 Aalter**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Kortrijk, nr. 301

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 15 november 1997 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1997 en toewijzing van het resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Allerlei.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering.

(83684)

De raad van bestuur.

**Thuisverpleging Samyn Rita, naamloze vennootschap,
Pilkemseweg 36, 8900 Ieper**

H.R. Ieper 32219

De jaarvergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel op 15 november 1997 te 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1997 en toewijzing van het resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Bezoldiging bestuurder.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering.

(83685)

De raad van bestuur.

**Sterling Investment, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Vennebosstraat 7, 8720 Dentergem (Oeselgem)**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Kortrijk, nr. 505

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van 12 november 1997 om 12 uur op de zetel van de vennootschap, met als agenda: 1. jaarverslag. 2. goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1997. 3. kwijting raad van bestuur.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering zich schikken naar de statuten.

(83686)

De raad van bestuur.

**Lady en Mister Verdievel, naamloze vennootschap,
Aartshertogstraat 2, 8400 Oostende**

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden op 14 november 1997 om 18 uur.

Agenda :

- Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1997.
- Kwijting aan de bestuurders.
- Bezoldigingen.
- Rondvraag.

(83687)

**Depraetere Industries, naamloze vennootschap,
Heirbaan 73, 8570 Anzegem**

H.R. Kortrijk 124034 — BTW 444.217.141

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders die zal gehouden worden op 13 november 1997, op het kantoor van notaris Ludovic Du Faux, te Moeskroen, Stationstraat 80, om 9 uur.

Agenda :

1. Herinvoeren van het toegestaan kapitaal met 100.000.000 frank voor een termijn van vijf jaar - verslag van de raad van bestuur over dit voorstel.

2. Voorstel het boekjaar voortaan te doen aanvangen hetzij op één juli van elk jaar, hetzij op één oktober van elk jaar. Het lopend boekjaar zal alsdan eindigen - naar gelang de beslissing ter zake van de algemene vergadering - hetzij op 30 juni 1998, hetzij op 30 september 1998.

3. Wijziging van het tijdstip van de jaarvergadering om deze voortaan te laten plaatsvinden - naargelang de beslissing hiervoor - ofwel de eerste donderdag van de maand december om 10.00 uur ofwel de eerste donderdag van de maand maart om 10.00 uur en aldus voor de eerste maal hetzij in december 1998, hetzij in maart 1999.

4. Wijziging van de statuten om ze aan te passen aan de genomen besluiten en aan de vigerende vennootschappenwet wat betreft de samenstelling van de raad van bestuur, de schriftelijke besluitvorming van de raad van bestuur, de mogelijkheid voor de vennootschap om eigen aandelen te verwerven bij beslissing van de raad van bestuur mits naleving van de voorwaarden voorzien door artikel 52bis van de vennootschappenwet, invoeren van de mogelijkheid om per brief te stemmen en om de bepalingen in de statuten over de tijdelijk preferente aandelen te schrappen.

(83688)

De raad van bestuur.

**D.G. Invest, naamloze vennootschap,
Eekstraat 26, 9160 Lokeren**

H.R. Sint-Niklaas 30061

De aandeelhouders worden op verzoek van de raad van bestuur uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op donderdag 13 november 1997 te 14.30 uur op het kantoor van notaris Paul De Meersman, te Lokeren, Roomstraat 39, met volgende agenda:

1. eerste kapitaalverhoging ten belope van 2.000.000 F door inlijving van beschikbare reserves om het kapitaal aldus te brengen van 11.000.000 F, vertegenwoordigd door 4.060 aandelen zonder aanduiding van nominale waarde, naar 13.000.000 F, vertegenwoordigend elk 1/4.060e van het maatschappelijk kapitaal.

2. voorlezing van het verslag van de raad van bestuur omtrent het voorstel van de opheffing, in het belang van de vennootschap, van het voorkeurrecht tot inschrijving op de nagemelde kapitaalverhoging in geld, omtrent de uitgifteprijs en de financiële gevolgen van de verrichting voor de aandeelhouders.

3. voorlezing van het verslag van de bedrijfsrevisor of de externe accountant in verband met de juistheid van de financiële en boekhoudkundige gegevens en in verband met de voldoende voorlichting van de aandeelhouders over deze gegevens.

4. opheffing, in het belang van de vennootschap, van het voorkeurrecht tot inschrijving op de nagemelde kapitaalverhoging, ten gunste van de heren Johan en Filip De Grootte.

5. tweede kapitaalverhoging in geld ten belope van 2.000.000 F, om aldus het kapitaal te brengen van 13.000.000 F, op 15.000.000 F, met toekenning van nieuwe aandelen aan de inschrijvers, de heren Johan en Filip De Grootte.

6. aanpassing van de statuten aan deze kapitaalverhogingen.

7. bekrachtiging van de benoeming van bestuurders.

Om aan de vergadering te kunnen deelnemen, dienen de aandeelhouders hun aandelen vóór de vergadering neer te leggen op het kantoor van notaris Paul De Meersman, te Lokeren.

(83689)

Gebrola, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : te Bocholt, Bosstraat 18

H.R. Tongeren 50593 — BTW 418.703.072

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die gehouden zal worden ten kantore van notaris B. Roels Van Kerckvoorde, te Bocholt, op 12 november 1997 om 10 uur, met volgende agenda:

1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 1.250.000 BEF door incorporatie van de beschikbare reserves. Afschaffing van de nominale waarde der aandelen. Aanpassing van artikel 5 der statuten.

2. Wijziging van het boekjaar en aanpassing van artikel 25 der statuten.

3. Wijziging van de datum van de jaarvergadering en aanpassing van artikel 20 der statuten.

4. Coördinatie der statuten.

Zich schikken naar de statuten.

(83690)

De raad van bestuur.

Kempar, naamloze vennootschap, te 2275 Lille, Achterstenhoek 48

H.R. Turnhout 77740 — NN 455.715.896

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Jozef Coppens, te Vosselaar, Cingel 12, op 12 november 1997 om 10 uur, met als agenda :

1. Verhoging van het maatschappelijk kapitaal met 20.000.000,- frank om het te brengen van 100.000.000,- frank op 120.000.000,- frank door de creatie van 40 aandelen zonder vermelding van waarde, die dezelfde rechten en voordelen bieden als de bestaande aandelen en die in de winsten zullen delen vanaf de effectieve inschrijving van de kapitaalverhoging.

Op deze 40 nieuwe aandelen zal worden ingeschreven in speciën tegen de prijs van 500.000,- frank per aandeel en zij zullen volledig worden afbetaald.

2. Vaststelling van de voorwaarden van uitgifte en afbetaling van de nieuwe aandelen, onder meer vaststelling van de termijn binnen dewelke het voorkeurrecht kan uitgeoefend worden overeenkomstig artikel 43bis van de Vennootschappenwet.

3. Aanpassing van de statuten om ze in overeenstemming te brengen met voorgaande agendapunten. (83691)

Queen of the South Antiek, naamloze vennootschap, Hasseltweg 377, 3600 Genk

H.R. Tongeren 62412 — BTW 431.370.678

Vermits de buitengewone algemene vergadering d.d. 22 oktober 1997 het vereiste quorum niet bereikte wordt een tweede buitengewone algemene vergadering gehouden worden op 14 november 1997 om 14.30 uur ten kantore van notaris R.M. Vanhelmont.

Agenda :

1. Verslagen opgemaakt door de raad van bestuur en de Bedrijfsrevisor over de inbreng in natura, over de schattingswijze en over de als tegenprestatie te verstrekken vergoeding.

2. Kapitaalverhoging met vierentwintig miljoen vijftienduizend tweehonderd achttien (24.015.218,-) frank, om het te brengen van drie miljoen tweehonderdvijftigduizend (3.250.000,-) frank op zevenentwintig miljoen tweehonderdvijfenzestigduizend tweehonderd achttien (27.265.218,-) frank, via inbreng van een schuldvordering, en uitgifte van vierduizend honderd eenentwintig aandelen (4.121,-) van dezelfde aard en die dezelfde rechten en voordelen bieden als de bestaande aandelen, en die zullen delen in de winsten vanaf de datum van de buitengewone algemene vergadering. De nieuwe volledig afbetaalde aandelen zullen aan de inbrenger worden toegewezen als vergoeding voor de inbreng van de schuldvordering die zij heeft ten laste van de vennootschap.

3. Wijziging van artikelen 5 en 6 der statuten.

4. Inschrijving en afbetaling van de nieuwe aandelen.

5. Vaststelling dat de kapitaalverhoging verwezenlijkt is.

6. Ontslag en benoeming bestuurders.

7. Coördinatie en aanpassing van de statuten aan de bepalingen van de wetten op de handelsvennootschappen van achttien juli negentienhonderd éénennegentig en dertien april negentienhonderd vijftienhonderd negentig. (83692)

Kasteel Van Stekene, naamloze vennootschap, Bormtestraat 108, 9190 Stekene

H.R. Sint-Niklaas 51010 — BTW 447.438.729

De aandeelhouders worden verzocht de bijz. alg. verg. bij te wonen op donderdag 13 november 1997 om 11u. die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, met de volgende agenda :

1. Bekrachtiging van alle handelingen die de bestuurders van de venn. sinds 3/9/1997 hebben gesteld als feitelijke bestuurders.

2. Benoeming van bestuurders.

Zich gedragen naar de statuten. (83693)

De raad van bestuur.

Waesland Bouw en Beheer, naamloze vennootschap, Kampweg 178C, 2990 Wuustwezel

H.R. Antwerpen 294285 — BTW 447.292.536

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot een buitengewone vergadering die zal gehouden worden op 13 november 1997 om 14 uur ten kantore van notaris Pieter Leuridan, te Kalmthout.

Agenda :

1. Aftreden bestuurder.

2. Aanstelling bestuurder.

3. Voorstel tot kapitaalverlaging.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83694)

Administrations publiques et Enseignement technique**Openbare Besturen en Technisch Onderwijs**

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Ville de Châtelet

La ville de Châtelet recrute un professeur de dessin pour son Académie de Dessin et des Arts décoratifs (cycle préparatoire).

Volume de prestations : 10 H/S.

Renseignements : service instruction publique : 071/38 10 36.

Candidatures manuscrites à introduire avant le 19 novembre 1997, Echevinat de l'instruction publique, place Wilson 117, 6200 Châtelet. (26108)

Gemeente Herent

Het college van burgemeester en schepenen maakt bekend dat één betrekking van werkleider « groendienst » te begeben is (man/vrouw).

De kandidaturen voor deelneming aan de bekwaamheidsproef dienen, schriftelijk op voorgeschreven formulieren en vergezeld van een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma hoger secundair technisch onderwijs of een tenminste gelijkwaardig diploma, bij aangetekende brief ingediend te worden bij het college van burgemeester en schepenen, Wilselsesteenweg 28, te 3020 Herent, ten laatste op 27 november 1997 (postdatum telt).

Nadere inlichtingen en de inschrijvingsformulieren zijn te bekomen op de personeelsdienst (tel. 016/21 14 60 of 461). (26109)

Hogeschool voor Wetenschap en Kunst

De Hogeschool voor Wetenschap en Kunst, campus VLEKHO, Koningsstraat 336, te 1030 Brussel, biedt volgende vacante betrekkingen aan :

Administratief en technisch personeel, twee betrekkingen, 80 %; niveau D11, met ingang van 1 december 1997.

Medewerker onthaal en public relations.

Vereisten: diploma hoger technisch secundair onderwijs, handel A6/A2, public relations.

Profiel :

kennis van informatica (WP, WORD, EXCELL);

kennis van Nederlands, Frans en Engels;

bereid zijn op onregelmatige tijdstippen te werken;

communicatievaardig, kunnen werken in teamverband.

Kandidaturen vóór 1 november 1997 te richten aan Mevr. M. Goossens-Gevelers, VLEKHO, Koningsstraat 336, 1030 Brussel.

Inlichtingen : 02/221 12 10. (26110)

**Universiteit Antwerpen
Universitaire Faculteiten Sint-Ignatius te Antwerpen**

Vacatures academisch personeel (m/v)

Assisterend academisch personeel :

In de Faculteit toegepaste economische wetenschappen :

1. een voltijds mandaatassistent voor de vakgebieden ondernemingseconomie, algemeen en strategisch management en internationaal management met ingang van 1 januari 1998.

Profiel :

licentiaat TEW, handelsingenieur (in de beleidsinformatica);

belangstelling voor onderzoek en studentenbegeleiding in de vakgebieden ondernemingseconomie, algemeen en strategisch management en internationaal management;

kennis van computervaardigheden strekt tot aanbeveling.

Kandidaatstelling :

Voor bijkomende inlichtingen en/of de nodige sollicitatieformulieren kan u terecht op de personeelsdienst van UFSIA, Venusstraat 35, te 2000 Antwerpen (Martien Cryns, tel. 03/220 45 07). De formulieren dienen toe te komen bij de rector van UFSIA, Venusstraat 35, te 2000 Antwerpen uiterlijk op 14 november 1997. (26111)

**Actes judiciaires
et extraits de jugements****Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen****Banqueroute – Bankbreuk**

Cour d'appel de Mons

De l'arrêt rendu contradictoirement par la Cour d'appel de Mons, 4e chambre correctionnelle, en date du 7 mars 1997, il appert que le nommé :

n° 376 : Somville, Marcel Emile, fonctionnaire, né à Pironchamps le 8 octobre 1938, domicilié à 6200 Châtelet, rue Gendebien 364, a été condamné : du chef des préventions IIIb limitée, IV confondues : à une peine unique de six mois d'emprisonnement; une somme de 10 francs portée à 2 000 francs + 1 000 francs;

du chef de : dans l'arrondissement judiciaire de Charleroi, et de connexité ailleurs dans le Royaume :

IIIb limitée, entre le 22 juin 1988 et le 3 décembre 1988, étant gérant de la S.C. Bois du Val, dont le siège social est situé place Buisset 2, 6000 Charleroi, R.C. Charleroi 152480, déclarée faillie par jugement du tribunal de commerce de Charleroi en date du 12 décembre 1988, s'être rendu coupable de banqueroute simple pour n'avoir pas fait l'aveu de la cessation de ses paiements dans le délai de trois jours prévu par l'article 440 du Code de commerce;

IV. à Charleroi, entre le 8 mars 1987 et le 13 décembre 1988, étant gérant de la S.C. Bois du Val, n'avoir tenu aucune comptabilité.

La cour a, en outre, condamné le prévenu aux frais des deux instances liquidés à la somme de 6 725 francs.

Cet arrêt a force de chose jugée depuis le 17 septembre 1997.

Mons, le 1er octobre 1997.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Farvacoue. (26112)

Correctionele rechtbank te Brugge

Bij vonnis gewezen door de correctionele rechtbank te Brugge, zestiende kamer, d.d. 22 september 1997, werd de genaamde Deman, Boudewijn Gaston, geboren te Sint-Kruis op 14 juni 1952, kapper, wonende te Brugge, Annuntiatenstraat 79.

Hoofdens :

Op tegenspraak :

not. nr. : 75.96.2522/91 : A. als zaakvoerder : bedrieglijke bankbreuk (2 feiten) op 20 mei 1991, te Brugge, sedert 2 augustus 1991 :

als dader :

B. bewerken onvermogen;

not. nr. : 75.99.6709/93 : te Brugge, op 14 september 1993 :

als dader :

bewerken bedrieglijk onvermogen.

Veroordeeld tot :

Feiten A1 en A2 samen (75.96.2522/91) : zes maanden gevangenisstraf en 200 frank × 80 = 16 000 frank of twee maanden.

Feit B (75.96.2522/91) en feit met not. nr. : 75.99.6709/93 samen : vier maanden gevangenisstraf en 200 frank × 200 = 40 000 frank of twee maanden.

Met uitstel van drie jaar voor beide hoofdgevangenisstraffen.

Tevens werd de publicatie bevolen bij uittreksel overeenkomstig art. 583 van het Wetboek van koophandel in het *Belgisch Staatsblad* en werd de veroordeelde verwezen tot terugbetaling van deze kosten.

Afgeleverd aan de heer procureur des Konings te Brugge om te dienen voor inlassing in het *Belgisch Staatsblad*.

De griffier, (onleesbare handtekening.) (26113)

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

—
*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*
—

Justice de paix du canton d'Andenne
—

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Andenne, en date du 23 octobre 1997, le nommé Dendalle, Gilbert, né à Renaix le 13 juin 1953, domicilié rue d'Ainière 5, à 7912 Dergneau, résidant au home H.AIM, chemin de Foresse, à 5300 Sclayn, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de M. Dendalle, Roger, employé, domicilié rue d'Ainière 5, à 7912 Dergneau.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Grégoire, Martine. (5541)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Andenne, en date du 23 octobre 1997, la nommée Demeuldre, Suzanne Léontine, née à Ath le 5 novembre 1923, domiciliée au home « La Roseraie », rue Haut-Bois 16, à 5340 Haltinne, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Minet, Christian, training manager, domicilié à 7850 Enghien, rue de la Houille 53.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Grégoire, Martine. (5542)

Justice de paix du canton d'Etalle
—

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Etalle, en date du 16 octobre 1997, la nommée Gardien, Marie, née à Lahage (Bellefontaine) le 1^{er} décembre 1915, veuve de Latran, Raymond, domiciliée à 6730 Lahage, rue du Gros Cron 94, mais résidant actuellement à 6730 Bellefontaine, rue J.C. de Hugo 85, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mme Latran, Monique, domiciliée à 6730 Bellefontaine, rue J.C. de Hugo 85.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Daniëlle Amorand. (5543)

Justice de paix du premier canton de Namur
—

Par ordonnance du 23 octobre 1997 de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée Jacobs, Hélène, née le 6 juin 1923, domiciliée et résidant actuellement à 5002 Saint-Servais, rue de Bricgnot 205, Hôpital du Beau Vallon, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Wittmann, Anne, avocat, domiciliée à 5100 Wépion, chaussée de Dinant 747.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint, (signé) Michel Hernalsteen. (5544)

Par ordonnance du 23 octobre 1997 de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée Leclercq, Nicole, née à Loncée le 8 mars 1951, résidant actuellement à 5002 Saint-Servais, rue de Bricgnot 205, Hôpital du Beau Vallon, domiciliée à 5030 Gembloux, Grand-Rue 11, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Clérin, Bruno, avocat, domicilié à 5100 Jambes, boulevard de la Meuse 65.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint, (signé) Michel Hernalsteen. (5545)

Justice de paix du canton de Saint-Nicolas
—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Saint-Nicolas, en date du 7 octobre 1997, sur requête, déposée le 22 septembre 1997, le nommé Henry, Luc, né à Bruxelles le 7 avril 1967, célibataire, actuellement sans domicile connu, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Françoise Diverse, avocat, dont l'étude est sise à 4000 Liège, rue Julien d'Andrimont 23-25/42.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Alberte Kaket. (5546)

Justice de paix du premier canton de Verviers
—

Suite à la requête déposée le 13 octobre 1997, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Verviers, rendue le 23 octobre 1997, Mme Detaille, Marie-José, née à Verviers le 29 mai 1917, Résidence « Bon Air », rue de la Moinerie 31, 4800 Petit-Rechain, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Gerardy, Lucie, domiciliée rue de la Station 47, 4880 Aubel.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Drosson, Paul. (5547)

Vrederegerecht van het vierde kanton Antwerpen
—

Bij beslissing van de vrederechter van het vierde kanton Antwerpen, verleend op 7 oktober 1997, werd Sluyts, Albert, geboren te Borgerhout op 31 mei 1955, wonende te 2060 Antwerpen, Familiestraat 16, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Blanckaert, Pierre, advocaat, kantoorhoudende te 2018 Antwerpen, Rubenslei 27.

Antwerpen, 23 oktober 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) R. Vanoy-staeyen. (5548)

Vrederegerecht van het eerste kanton Antwerpen
—

Bij beschikking van de toegevoegde vrederechter van het eerste kanton Antwerpen, verleend op 17 oktober 1997, werd Vervoort, Ludovica, geboren te Antwerpen op 24 april 1909, verblijvende in het R.V.T. Goudblomme, Duinstraat 21-23, te 2060 Antwerpen, gedomicilieerd te 2060 Antwerpen, Herderinstraat 32, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Pauwels, Camiel, op rust gesteld, wonende te 2060 Antwerpen, Lange Zavelstraat 66, bus 18.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) G. Cools. (5549)

Vrederecht van het kanton Bilzen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Bilzen, verleend op 17 oktober 1997, ingevolge verzoekschrift, neergelegd ter griffie op 2 september 1997, werd Gregoor, Maria Josephina Paula, geboren te Genk op 4 juli 1912, verblijvende te 3740 Beverst, rusthuis « Beverst-huis », Blindestraat 16-18, gedomicilieerd te 3740 Bilzen, Blindestraat 18, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Bollen, Greet, advocaat, wonende Hospitaalstraat 8, 3740 Bilzen.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) M.J. Freson. (5550)

Vrederecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 14 oktober 1997, werd Delespierre, Roland, geboren te Avelgem op 15 februari 1946, verblijvende te 9000 Gent, Groene Briel 1, gedomicilieerd te 9940 Sleidinge, P.C. Sleidinge, Weststraat 135, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Delespierre, Gui, geboren te Berchem op 27 mei 1942, wonende te 2060 Antwerpen, Lange Lobroekstraat 160.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) M. Ver-speet. (5551)

Vrederecht van het kanton Herzele

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Herzele, verleend op 13 oktober 1997, werd Van Melckebeke, Julia, geboren te Aaigem op 10 januari 1913, gedomicilieerd en verblijvende te 9420 Erpe-Mere (Aaigem), Opaigem 103, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van der Stichelen, Claudia, advocaat, wonende te 9620 Zottegem, Kruiswaterplein 17.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. De Meyst. (5552)

Vrederecht van het eerste kanton Leuven

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Leuven, verleend op 14 oktober 1997, werd Moens, Maria Celesta, gepensioneerd, geboren te Lebbeke op 21 mei 1927, weduwe, wonende te 3020 Herent, Wilselsesteenweg 70, Rust- en Verzorgingstehuis Betlehem, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Jenne, Anne-Marie Ghislaine Monique, advocate, geboren te Sint-Truiden op 13 juli 1944, gehuwd, wonende te 3300 Tienen, O.-L.-V. Broedersstraat 5, kantoorhoudend te 3300 Tienen, Leuvensestraat 33/1.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Anita Collaer. (5553)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Leuven, verleend op 14 oktober 1997, werd Orgelt, Maria Elisabeth, gepensioneerd, geboren te Buken op 21 september 1919, weduwe, wonende te 3150 Wespelaar, Decosterstraat 31, verblijvende in het U.C. Sint-Jozef, v.z.w., Leuvensesteenweg 517, Kortenberg, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Berge, Jan, advocaat, gehuwd, geboren te Deinze op 21 april 1955, wonende te 3360 Bierbeek, Oude Geldenaaksebaan 15, kantoorhoudend te 3000 Leuven, Naamsstraat 39/1.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Anita Collaer. (5554)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Leuven, verleend op 23 september 1997, werd Claeskens, Wilfried Henri, timmerman-bekister, geboren te Genk op 19 november 1954, echt-gescheiden, wonende te 3012 Wilsle, Eikenbergstraat 2, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Theunissen, Koen, O.C.M.W.-secretaris, geboren te Hasselt op 1 februari 1967, gehuwd, wonende te 3001 Heverlee, Twee-kleinewegenstraat 12.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Anita Collaer. (5555)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Leuven, verleend op 14 oktober 1997, werd Carlier, Chantal, zonder beroep, geboren te Etterbeek op 4 oktober 1960, wonende te 3070 Kortenberg, Hofstraat 68, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Beelen, Robert Louis Theodore, advocaat, geboren te Tienen op 28 april 1953, gehuwd, wonende te 3440 Zoutleeuw, Panisborne 3, kantoorhoudend te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20A.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Anita Collaer. (5556)

Vrederecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 24 oktober 1997, werd Ruij, Sebastiaan, geboren te Mechelen op 20 januari 1974, wettelijk gedomicilieerd te 2800 Mechelen, Wagonstraat 29, doch verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Sint-Norbertus, Stationsstraat 22c, te 2570 Duffel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Regemorter, Lea, wonende te 2530 Boechout, Heerbaan 12.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van den Plas, Ulrik. (5557)

Vrederecht van het kanton Lokeren

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lokeren, verleend op 24 oktober 1997, werd Georges Camiel Justina Rogiers, gepensioneerd, geboren te Lokeren op 29 oktober 1924, wonende te 9160 Lokeren, Gasstraat 39 w10, doch verblijvende te 9160 Lokeren (Eksaarde), Hof ter Rozen, Rechtstraat, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, zijn echtgenote, zijnde : Lisette Albert Dierick, wonende te 9160 Lokeren, Gasstraat 39 w10.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Christine Rasschaert. (5558)

Vrederecht van het kanton Nieuwpoort

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Nieuwpoort, verleend op 21 oktober 1997, werd Hambrouck, Suzanne Pieter, geboren te Boortmeerbeek op 19 juni 1905, wonende te 8400 Oostende, Koningsstraat 8, en verblijvende te 8670 Koksijde (O), Dewittelaan 1, Koningin Elisabeth Instituut, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Decadt, Johan, advocaat, Duinkerkestraat 34, 8630 Veurne.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) H. Candaele, griffier. (5559)

Vrederecht van het kanton Tielt

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Tielt, verleend op donderdag 16 oktober 1997, werd Mevr. Denolf, Maria Gertrudis, geboren te Ardooe op 8 maart 1911, wonende te 8850 Ardooe, R.V.T. Sint-Vincentius, Kortrijksestraat 58, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Jan Lauweryns, advocaat, wonende te 8700 Tielt, Driesstraat 15.

De hoofdgriffier, (get.) Christine Vandekerckhove. (5560)

Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 14 oktober 1997, werd Wans, Ferdinand, geboren te Peer op 24 oktober 1953, verblijvende en gedomicilieerd in het P.Z. Ziekeren, Halmaalweg 2, 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Lambeets, Geert, advocaat, wonende Leopold II-straat 47, 3800 Sint-Truiden.

Sint-Truiden, 23 oktober 1997.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) B. Vanstraelen. (5561)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 7 oktober 1997, werd Goessens, Rohny, geboren te Sint-Truiden op 23 september 1969, verblijvende en gedomicilieerd in het P.Z. Sancta Maria, Melverencentrum 111, 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Nagels-Coune, Trudo, advocaat, wonende Terbiest 83, 3800 Sint-Truiden.

Sint-Truiden, 23 oktober 1997.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) B. Vanstraelen. (5562)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 7 oktober 1997, werd Provoost, Jacques, geboren te Sint-Truiden op 24 februari 1961, verblijvende in het P.Z. Sancta Maria, Melverencentrum 111, 3800 Sint-Truiden, gedomicilieerd Naamsevest 38, 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Nagels-Coune, Trudo, advocaat, wonende Terbiest 83, 3800 Sint-Truiden.

Sint-Truiden, 23 oktober 1997.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) B. Vanstraelen. (5563)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 14 oktober 1997, werd Rennen, Bertha, geboren te Sint-Truiden op 2 februari 1910, verblijvende in het P.Z. Ziekeren, Halmaalweg 2, 3800 Sint-Truiden, gedomicilieerd Krokusstraat 13/1, 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Kempeneers, Maurice, beroepsmilitair, wonende Binnenhof 9, 3800 Sint-Truiden.

Sint-Truiden, 23 oktober 1997.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) B. Vanstraelen. (5564)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 3 oktober 1997, werd Corteenray, Danny, geboren te Sint-Truiden op 17 augustus 1965, verblijvende in het P.Z. Sancta Maria, Melverencentrum 111, 3800 Sint-Truiden, gedomicilieerd Haachtsesteenweg 138, 1820 Steenokkerzeel, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Corteenray, Conny, huishoudster, wonende Luciendallaan 39, 3800 Sint-Truiden.

Sint-Truiden, 23 oktober 1997.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) B. Vanstraelen. (5565)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 14 oktober 1997, werd Jamar, Dirk, geboren te Heusden op 24 augustus 1966, verblijvende in het P.Z. Ziekeren, Halmaalweg 2, 3800 Sint-Truiden, gedomicilieerd Teutenweg 15, 3550 Heusden (Zolder), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Peeters, Dirk, advocaat, wonende Schrikheidestraat 151, 3582 Beringen.

Sint-Truiden, 24 oktober 1997.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) B. Vanstraelen. (5566)

Vrederecht van het kanton Vilvoorde

Bij beschikking van de plaatsvervangend vrederechter van het kanton Vilvoorde, van 22 oktober 1997, verleend op het verzoekschrift alhier neergelegd op 20 oktober 1997, werd Mevr. Constance Verheyen, geboren te Dessel op 9 september 1921, echtgenote van de heer Edmund Rzewuski, wonende te Vilvoorde, Nijverheisstraat 255, eerste verdieping, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Luc De Wilder, advocaat te 1830 Machelen, Heirbaan 150.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hendrixx. (5567)

Bij beschikking van de plaatsvervangend vrederechter van het kanton Vilvoorde, van 22 oktober 1997, verleend op het verzoekschrift alhier neergelegd op 20 oktober 1997, werd de heer Edmund Rzewuski, geboren te Warschau (Polen) op 9 oktober 1905, echtgenoot van Mevr. Constance Verheyen, wonende te Vilvoorde, Nijverheidsstraat 255, eerste verdieping, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : de heer Luc De Wilder, advocaat te 1830 Machelen, Heirbaan 150.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Hendrixx. (5568)

Vrederecht van het kanton Zottegem

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zottegem, verleend op 13 oktober 1997, werd Droyers, Roger August, geboren te Antwerpen op 15 februari 1957, verblijvende Sint-Franciscusziekenhuis, Penitentenlaan 7, te 9620 Zottegem, gedomicilieerd te 2860 Sint-Katelijne-Waver, IJzerenveld 147, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van den Noortgate, Jan, advocaat, Bourgondiëstraat 8, bus 1, 9700 Oudenaarde.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. De Meyst. (5569)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Vrederecht van het kanton Beringen

Bij vonnis van het vrederecht van het kanton Beringen, uitgesproken door de plaatsvervangende vrederechter, Karel Caers, uitgesproken op 17 oktober 1997, werd Mr. Donja Vandebroek, advocaat te 3583 Beringen-Paal, Zwanenbergstraat 9, aangesteld als voorlopig bewindvoerder ter vervanging van Mevr. Theys, Irène Maria Louisa, wonende te 3980 Tessenderlo, Aardstraat 12, aangesteld als voorlopig bewindvoerder over Mevr. Dams, Amelia, geboren op 18 juli 1908, wonende te 3980 Tessenderlo, Aardstraat 10, niet in staat verklaard haar goederen te beheren bij beschikking van 14 juli 1997.

Beringen, 23 oktober 1997.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) J. Basteyns. (5570)

Vrederecht van het vierde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton Gent, van 13 oktober 1997, kreeg Verstraeten, Simonne, geboren te Heusden op 29 juli 1938, weduwe van Lardon, Aloysius, verblijvende in het rustoord « De Bloesem », te 9070 Destelbergen, Kerkham 3, toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder : Hilde Tfelt, advocaat, Dorp 29, bus 16, 9920 Lovendegem, in vervanging van de heer Piet Van Troos, wonende te 9051 Gent/Sint-Denijs-Westrem, Louis Delebecquelaan 29, aangesteld als voorlopig bewindvoerder bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton Gent, van 26 december 1995 (*Belgisch Staatsblad* 5 januari 1996, nr. 6102), aan wiens opdracht een einde werd gesteld.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Stephaan de Pessemier. (5571)

Bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton Gent, van 13 oktober 1997, kreeg De Visscher, Martha, geboren te Destelbergen op 15 december 1903, ongehuwd, verblijvende in het rust- en verzorgingstehuis « De Bloesem », 9070 Destelbergen, Kerkham 3, toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder : Hilde Tfelt, advocaat, Dorp 29, bus 16, 9920 Lovendegem, in vervanging van de heer Piet Van Troos, wonende te 9051 Gent/Sint-Denijs-Westrem, Louis Delebecquelaan 29, aangesteld als voorlopig bewindvoerder bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton Gent, van 6 december 1995 (*Belgisch Staatsblad* 17 november 1995), aan wiens opdracht een einde werd gesteld.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Stephaan de Pessemier. (5572)

Bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton Gent, van 13 oktober 1997, kreeg Ongena, Luc, geboren te Lokeren op 3 december 1966, wonende te 9000 Gent, Frans Akkermanstraat 22, bus 18, toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder : Hilde Tfelt, advocaat, Dorp 29, bus 16, 9920 Lovendegem, in vervanging van de heer Piet Van Troos, wonende te 9051 Gent/Sint-Denijs-Westrem, Louis Delebecquelaan 29, aangesteld als voorlopig bewindvoerder bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton Gent, van 10 februari 1992, aan wiens opdracht een einde werd gesteld.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Stephaan de Pessemier. (5573)

Bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton Gent, van 13 oktober 1997, kreeg Troch, Alfons, geboren te Kalken op 2 januari 1911, verblijvende te 9080 Lochristi, Bosdreef 5/A, toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder : Van Caenegem, Peter, advocaat, Savaanstraat 7, 9000 Gent, in vervanging van de heer Piet Van Troos, wonende te 9051 Gent/Sint-Denijs-Westrem, Louis Delebecquelaan 29, aangesteld als voorlopig bewindvoerder bij beschikking van de vrederechter van het vierde kanton Gent, van 12 juni 1992 aan wiens opdracht een einde werd gesteld.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Stephaan de Pessemier. (5574)

Publication prescrite par l'article 793
du Code civil

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek

Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving

L'an mil neuf cent nonante-sept, le trente septembre, au greffe du tribunal de première instance séant à Bruxelles, a comparu M. Marc Delaunoit, clerc de notaire à 1000 Bruxelles, place du Petit Sablon 14, en qualité de mandataire en vertu d'une procuration sous seing privé datée du vingt-quatre septembre mil neuf cent nonante-sept et donnée par M. Ahmed Hammani, domicilié à Molenbeek-Saint-Jean, rue du Laekenveld 68, agissant en sa qualité de père et tuteur légal de ses enfants mineurs :

Hammani, Saliha, née à Bruxelles II le 3 janvier 1982;

Hammani, Karim, né à Bruxelles II le 2 juillet 1986;

Hammani, Rachid, né à Bruxelles II le 27 janvier 1988;

Hammani, Asma, née à Bruxelles II le 8 décembre 1989;

Hammani, Soraya, née à Bruxelles II le 9 avril 1994,

s'exprimant en langue française, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Jamaa Abarken, née à Beni Bougafar (Maroc) le 4 mai 1958, en son vivant domiciliée à Molenbeek-Saint-Jean, rue du Laekenveld 68, décédée le 11 septembre 1996 à Bruxelles.

Pour extrait, (signé) Philippe Verlinde, notaire. (26114)

Par ordonnance du 14 octobre 1997 de la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège, Mme Jacqueline Vaessen, avocat, juge suppléant, boulevard Piercot 33/025, à 4000 Liège, a été nommée administrateur provisoire de la succession acceptée sous bénéfice d'inventaire de feu Lucien Henri Closson, né à Ougrée le 4 février 1950, en son vivant domicilié à Liège, rue des Vennes 257, et décédé à Liège le 1er décembre 1995.

Toute personne intéressée fera valoir ses droits par recommandé à l'administrateur provisoire, dans les trois mois de la présente insertion.

(Signé) J. Vaessen, administrateur provisoire. (26118)

Tribunal de première instance de Dinant

Suivant acte n° 306/97 dressé au greffe du tribunal de première instance de Dinant, le 27 octobre 1997, Mme Speelers, Dorinne Mariette Georgette, sans profession, née à Charleroi le 15 juin 1972, demeurant et domiciliée à Florennes, rue Saint-Jean 8, agissant, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Florennes, en date du 22 octobre 1997, et qui restera annexée au présent acte, comme mandataire de :

M. Houbaille, Christian Germain Ernest, opérateur, né à Charleroi le 1er janvier 1967, demeurant et domicilié à Florennes, rue Saint-Jean 8.

Laquelle comparante, faisant choix de la langue française, nous a déclaré, pour et au nom de son mandant préqualifié, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui lui est dévolue par le décès de son père, M. Houbaille, Marcel Henri, né à Yves-Gomezée le 7 janvier 1944, en son vivant ouvrier, divorcé, demeurant et domicilié à Florennes, rue Jules Lahaye 51, et décédé à Florennes en date du 15 octobre 1997.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente à Me Yves Bouillet, notaire à 5620 Florennes, rue Saint-Gangulph 12.

Dinant, le 27 octobre 1997.

Le greffier en chef, (signé) G. Feret. (26116)

Suivant acte n° 305/97 dressé au greffe du tribunal de première instance de Dinant, le 27 octobre 1997, M. Marion, Jean-Paul, rédacteur, domicilié à 5370 Havelange, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé donné à Pont-à-Celles le 20 octobre 1997 et qui restera annexée au présent acte, comme mandataire de :

Mme Haegeman, Chantal, née à Namur le 23 août 1954, avocat, domiciliée à 6230 Pont-à-Celles, rue Arsenal 124, agissant en vertu d'une ordonnance rendue par M. le juge de paix du canton de Seneffe, en date du 2 juin 1995, dont copie restera annexée au présent acte, en qualité d'administrateur provisoire de :

M. Lepage, Christien, né à Couillet le 27 mai 1953, domicilié à Pont-à-Celles, rue Bois Loué 20, époux de Soomunthee Ramoo, domiciliée avec lui.

Lequel comparant, faisant choix de la langue française, et pour se conformer à l'ordonnance rendue par M. le juge de paix du canton de Seneffe, en date du 16 septembre 1997, et dont extrait conforme restera annexé au présent acte, nous a déclaré, pour et au nom de sa mandante préqualifiée, agissant elle-même pour et au nom de la personne protégée Lepage, Christien, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui lui est dévolue par le décès de sa mère, Mme Halluent, Lucienne Nathalie, née à Heppignies le 24 octobre 1916, en son vivant pensionnée, veuve de M. Lepage, Auguste, demeurant et domiciliée à Walcourt (Fraire), rue de Morialmé 62, et décédé à Walcourt (Fraire) en date du 18 octobre 1995.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente à Me Meunier, Marie-France, notaire à Fransnez-lez-Gosselies, chaussée de Bruxelles 553.

Dinant, le 27 octobre 1997.

Le greffier en chef, (signé) G. Feret. (26117)

Tribunal de première instance de Namur

L'an mil neuf cent nonante-sept, le vingt-quatre octobre.

Au greffe du tribunal de première instance de Namur et par-devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu Mme Matagne, Claudine, domiciliée à Cognelée, Trieux des Mines 4.

Laquelle comparante, a déclaré en langue française, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Matagne, Willy, en son vivant, domicilié à Cognelée, Trieux des Mines 4, et décédé à Bouge en date du 24 juin 1997.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture, signe avec nous, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Jean Watillon, notaire à 5000 Namur, rue Joseph Saintraint 8.

Namur, le 27 octobre 1997.

Le greffier, (signé) J. Tholet. (26119)

L'an mil neuf cent nonante-sept, le vingt-quatre octobre.

Au greffe du tribunal de première instance de Namur et par-devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu Mme Declercq, Françoise, veuve de M. Callewaert, Philippe, domiciliée à Pontillas, rue de l'Eglise 6, agissant personnellement et en sa qualité de tutrice légale des biens de ses enfants mineurs :

Callewaert, Aurélie, née à Uccle le 14 mars 1981;

Callewaert, Gilles, né à Uccle le 1er décembre 1985,

et ce dûment autorisée par le conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix Pierre-Yves Massart, du canton d'Eghezée, en date du 13 octobre 1997, représentant également en vertu d'une procuration sous seing privé :

Mlle Céline Callewaert, domiciliée à Pontillas, rue de l'Eglise 6, agissant personnellement.

Laquelle comparante, a déclaré en langue française, agissant comme dit ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Callewaert, Philippe, en son vivant, domicilié rue de l'Eglise 6, à 5380 Fernelmont-Pontillas, et décédé à Namur en date du 9 septembre 1997.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture, signe avec nous, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Lucien Delfosse, notaire, rue d'Andenne 35-37, à 5310 Eghezée.

Namur, le 27 octobre 1997.

Le greffier, (signé) J. Tholet. (26120)

L'an mil neuf cent nonante-sept, le vingt-sept octobre.

Au greffe du tribunal de première instance de Namur et par-devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu Mme Capron, Monique, domiciliée à Philippeville, rue de France 59.

Laquelle comparante, a déclaré en langue française, agissant comme ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Capron, René, en son vivant, domicilié à Loyers, rue du Moinil 18, et décédé à Gilly en date du 23 février 1997.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture, signe avec nous, Jacqueline Tholet, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Jacques Dubuc, notaire, rue de la Roche 5, 5600 Philippeville.

Namur, le 27 octobre 1997.

Le greffier, (signé) J. Tholet. (26121)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 27 oktober 1997, heeft de heer Naessens, Yvan, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, G. Gezellelaan 77, handelend als gevolmachtigde van :

De Baets, Mireille Simone, inpakster, geboren te Zelzate op 4 augustus 1953, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Klaprozenstraat 43, handelend in haar hoedanigheid van moeder en wettelijke voogdes over haar bij haar inwonend minderjarig kind, geboren uit haar huwelijk met wijlen Verstraete, Daniel Urbain, van wie zij uit de echt is gescheiden, en zijnde :

Verstraete, Thor, geboren te Sint-Niklaas op 28 april 1982,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Verstraete, Daniel Urbain, geboren te Zelzate op 10 december 1949, in leven laatst wonende te 9100 Sint-Niklaas, Parkstraat 31, bus 4, en overleden te Sint-Niklaas op 2 juli 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. Hugo Tack, notaris te 9100 Sint-Niklaas, Zamanstraat 14.

Dendermonde, 27 oktober 1997.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Colman. (26122)

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 27 oktober 1997, heeft de heer Naessens, Yvan, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, G. Gezellelaan 77, handelend als gevolmachtigde van :

Coene, Monique Maria Leopold, inpakster, geboren te Sint-Niklaas op 12 augustus 1953, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Brugsken 137, handelend in haar hoedanigheid van voogdes over :

Coene, Rita Rosa Jozef, geboren te Sint-Niklaas op 23 april 1951, gedomicilieerd te 9100 Sint-Niklaas, Watermolendreef 149, verblijvend op het adres : IJzerveld 147, te 2860 Sint-Katelijne-Waver, in staat van verlengde minderjarigheid verklaard bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, d.d. 10 juni 1974, tot het doen van deze verklaring gemachtigd bij beraadslaging van de familieraad, gehouden onder het voorzitterschap van de vrederechter van het tweede kanton Sint-Niklaas, d.d. 15 september 1997,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Buyle, Alfonssiena Maria, geboren te Ezinge (Nederland) op 22 maart 1916, in leven laatst wonende te 9190 Stekene, Sperrestraat 30, en overleden te Sint-Niklaas op 28 juni 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. Hugo Tack, notaris te 9100 Sint-Niklaas, Zamanstraat 14.

Dendermonde, 27 oktober 1997.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Colman. (26123)

**Publication faite en exécution de l'article 1253
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 1253
van het Burgerlijk Wetboek**

Benoeming van raadsman — Nomination de conseil

Rechtbank van eerste aanleg te Leuven

Bij vonnis uitgesproken op 27 oktober 1997, in de raadkamer van de tweede kamer der rechtbank van eerste aanleg te Leuven, werd aan Mevr. Broos, Agnes Anastasia, handelaarster, H.R. Leuven 47339, geboren te Kersbeek-Miskom op 19 december 1941, wonende te 3470 Kortenaeken, Zandstraat 3, de bestuursbevoegdheid ontnomen zowel over het huwelijksvermogen als over haar eigen vermogen, en toevertrouwt aan haar echtgenoot, de heer Sciot, André Joseph René, zaakvoerder, geboren te Oplinter op 26 januari 1940, wonende te 3470 Kortenaeken, Zandstraat 3.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) P. Servranckx. (9925)

Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 octobre 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Prik Shop (Duyver), avec siège social à 1000 Bruxelles, rue Artevelde 112/122, R.C. Bruxelles 589304, T.V.A. 422.112.425.

Juge-commissaire : M. Wingels.

Curateur : Me Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 26 novembre 1997, à 14 heures, en la salle B.

Débats : le mardi 16 décembre 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) M. Buekens.

(Pro deo) (26124)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 oktober 1997 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. Prik Shop (Duyver), met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Arteveldestraat 112/122, H.R. Brussel 589304, BTW 422.112.425.

Rechter-commissaris : de heer Wingels.

Curator : Mr. Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 26 november 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 16 december 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.

(Pro deo) (26124)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 octobre 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.A. l'Eclipse, avec siège social à 1000 Bruxelles, rue Antoine Dansaert 28, R.C. Bruxelles 569122, T.V.A. 449.230.556.

Juge-commissaire : M. Wingels.

Curateur : Me Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 26 novembre 1997, à 14 heures, en la salle B.

Débats : le mardi 16 décembre 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) M. Buekens.

(Pro deo) (26125)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 oktober 1997 werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de N.V. l'Eclipse, met maatschappelijke zetel
te 1000 Brussel, Antoine Dansaertstraat 28, H.R. Brussel 569122,
BTW 449.230.556.

Rechter-commissaris : de heer Wingels.

Curator : Mr. Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 26 november 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 16 december 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.

(Pro deo) (26125)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 octobre 1997 a été déclarée ouverte, sur aveu, la
faillite de la S.A. Leisure Group, avec siège social à 1080 Molenbeek-
Saint-Jean, rue de l'Indépendance 106, R.C. Bruxelles 615085,
T.V.A. 452.802.730.

Juge-commissaire : M. Wingels.

Curateur : Me Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
26 novembre 1997, à 14 heures, en la salle B.

Débats : le mardi 16 décembre 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) M. Buekens.

(Pro deo) (26126)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 oktober 1997 werd geopend verklaard, op beken-
tenis, het faillissement van de N.V. Leisure Group, met maatschappelijke
zetel te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Onafhankelijkheidsstraat 106,
H.R. Brussel 615085, BTW 452.802.730.

Rechter-commissaris : de heer Wingels.

Curator : Mr. Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 26 november 1997, te 14 uur, in zaal B.

Debatten : op dinsdag 16 december 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.

(Pro deo) (26126)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 20 octobre 1997 a été déclarée ouverte, sur assigna-
tion, la faillite de la S.A. Pharmacies sociales, avenue du
11 Novembre 16, 1040 Bruxelles, R.C. Bruxelles 75249,
T.V.A. 449.617.863.

Juge-commissaire : M. Rayé.

Curateur : Me Pol A. Massart, avenue du Général de Gaulle 51, bte 1,
1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal
de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le
délai de vingt jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi
26 novembre 1997, à 14 heures, en la salle A.

Débats : le lundi 15 décembre 1997, à 9 heures, en la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.A. Massart.

(Pro deo) (26127)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 20 oktober 1997 werd geopend verklaard, op dagvaar-
ding, het faillissement van de N.V. Pharmacies sociales, Elf November-
laan 16, 1040 Brussel, H.R. Brussel 75249, BTW 449.617.863.

Rechter-commissaris : de heer Rayé.

Curator : Mr. Pol A. Massart, Generaal de Gaullelaan 51, bus 1,
1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-
vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel,
gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van
twintig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen :
op woensdag 26 november 1997, te 14 uur, in zaal A.

Debatten : op maandag 15 december 1997, te 9 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P.A. Massart.

(Pro deo) (26127)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 27 octobre 1997, le tribunal de commerce de
Charleroi, première chambre, a déclaré ouverte, sur aveu, la faillite de
M. Dor, Philippe, coiffeur, né à Mont-sur-Marchienne le
31 décembre 1953, domicilié à Charleroi (Dampremy), rue des Fran-
çais 4, R.C. Charleroi 109874.

Les dispositions suivantes ont été adoptées :

1. Date provisoire de la cessation des paiements : le 14 octobre 1997.
2. Date ultime pour le dépôt des déclarations de créances, au greffe
du tribunal de commerce de Charleroi : le 12 novembre 1997.

3. Clôture du procès-verbal de vérification des créances, en la
chambre du conseil de la première chambre du tribunal de commerce :
le 25 novembre 1997, à 8 h 30 m.

4. Débats sur les contestations éventuelles à naître de cette vérifica-
tion, à l'audience ordinaire de la première chambre du tribunal de
commerce : le 10 décembre 1997, à 9 heures.

5. Juge-commissaire : M. Balsat.

6. Curateur : Me Xavier Dehombreux, avocat à Charleroi, rue de l'Athénée 15.

7. Huissier-commis : M. Demine, de résidence à Marcinelle.
(Signé) X. Dehombreux, curateur. (Pro deo) (26128)

Par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, en date du 28 octobre 1997, a été déclarée, sur aveu, la faillite de M. Denis Schreiber, né à Charleroi le 10 janvier 1970, domicilié à Beaumont, chaussée de Mons 191, en cours de transfert pour Montignies-sur-Sambre, rue Ferrer 110b, R.C. Charleroi 168530.

Le tribunal a fixé la date provisoire de la cessation des paiements de cette faillite au 30 juin 1997.

La même décision invite les créanciers à déposer leurs créances, directement, au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, avant le 12 novembre 1997.

La date du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 25 novembre 1997, par-devant la chambre du conseil du tribunal de commerce de Charleroi, à 8 h 30 m du matin.

Les débats à naître des contestations seront évoqués le 10 décembre 1997, à 9 heures du matin.

Le juge déclaratif de faillite a désigné en qualité de juge-commissaire, M. Egide Hubens, et, en qualité de curateur, Me Bernard Grofils, avocat au Barreau de Charleroi, dont les bureaux sont sis à 6000 Charleroi, boulevard Janson 51.

Le pro deo a été accordé.

Pour extraits conformes : le curateur, (signé) Bernard Grofils.
(26129)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 27 octobre 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur assignation, la faillite de M. Brasseur, Jean-Marie Dieudonné Joseph, Belge, né à Retinne le 13 février 1944, domicilié à 4020 Liège, quai de l'Ourthe 11, R.C. Liège 162478, pour l'exploitation d'une école de cours d'informatique, à 4000 Liège, boulevard Piercot 33/52, sous la dénomination « C.P.I. » (Centre de Programmation informatique).

Le même jugement reporte au 27 avril 1997 l'époque de la cessation des paiements du failli et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les 20 jours à compter du présent jugement.

Juge-commissaire : M. Claude Viatour.

Procès-verbal de vérification des créances : mardi 16 décembre 1997, à 10 heures.

Débats sur les contestations : mardi 6 janvier 1998.

Le curateur, (signé) Me Jean-Luc Paquot, avocat à 4000 Liège, rue Paul Delvaux 2. (26130)

Par jugement du 27 octobre 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, d'office, la faillite de la société anonyme P et C Location, établie et ayant son siège social à 4000 Liège, Montagne Sainte Walburge 6/54, R.C. Liège 185781, pour l'exploitation d'une entreprise de location de véhicules à moteur avec ou sans chauffeur.

Le même jugement reporte au 27 avril 1997 l'époque de la cessation des paiements de la société faillie et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les 20 jours à compter du présent jugement.

Juge-commissaire : M. Jean-Paul Pruvot.

Procès-verbal de vérification des créances : mardi 16 décembre 1997, à 10 heures.

Débats sur les contestations : mardi 6 janvier 1998.

Le curateur, (signé) Me Jean-Luc Paquot, avocat à 4000 Liège, rue Paul Delvaux 2. (26131)

Par jugement du 27 octobre 1997, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Cafés Chevalier, ayant son siège social rue Marchand 25, à 4600 Visé, R.C. Liège 150349, avec date du début des opérations commerciales le 23 octobre 1984, pour les activités suivantes : « torréfaction de café, commerce de gros et détail, importation et exportation de café ».

Le même jugement reporte au 20 octobre 1997, la date de cessation des paiements et ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leur créance dans les 20 jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Juge-commissaire : M. André Bruyère.

Procès-verbal de vérification des créances : le 16 décembre 1997, à 10 heures.

Débats sur les contestations : le 6 janvier 1998, à 9 h 30 m.

Le curateur, (signé) Me Jean-Jacques Germeau, avocat, rue Sainte-Véronique 27, 4000 Liège. (26132)

Par jugement du tribunal de commerce de Liège du 27 octobre 1997, a été déclarée, sur aveu, la faillite de M. Born, Marc Léopold Victor, de nationalité belge, né à Rocourt le 21 août 1960, époux de Chastreux, Gisèle, sans contrat de mariage, domicilié et exploitant son activité commerciale sous la dénomination « Bati-Born », rue Jean Derriks 21, à 4690 Bassenge, R.C. Liège 182575, avec date du début des opérations commerciales le 1er mars 1993 pour les activités commerciales suivantes : entreprise d'installation d'éclairage, de force motrice et de téléphonie, installation d'appareils d'alarme et de sécurité, d'appareils utilisés dans un système d'alarme et de sécurité.

La date de la cessation des paiements est reportée au 27 avril 1997.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : mardi 16 décembre 1997, à 10 heures, salle des faillites (cabinet du greffier en chef, palais de justice, premier étage).

Débats sur les contestations : mardi 6 janvier 1998, à 9 h 30 m, troisième chambre du tribunal de commerce de Liège.

Juge-commissaire : Mme Christiane Legros.

Le curateur : Me Francis Schroeder, rue des Augustins 26, à 4000 Liège.

Le curateur, (signé) F. Schroeder. (26133)

Tribunal de commerce de Marche-en-Famenne

Par ordonnance de M. le juge-commissaire, les créanciers admis au passif de la faillite de la S.C. Ferme du Caillou, sont invités à participer à la reddition des comptes de la faillite qui se tiendra le 17 novembre 1997, à 14 h 15 m, en l'auditoire du tribunal de commerce, au palais de justice, à Marche-en-Famenne.

Le curateur, (signé) J.P. Dardenne. (26134)

Par ordonnance de M. le juge-commissaire, les créanciers admis au passif de la faillite de la S.C. Agri Ardenne, sont invités à participer à la reddition des comptes de la faillite qui se tiendra le 17 novembre 1997, à 14 h 10 m, en l'auditoire du tribunal de commerce, au palais de justice, à Marche-en-Famenne.

Le curateur, (signé) J.P. Dardenne. (26135)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 27 octobre 1997, du tribunal de commerce de Mons a été déclarée la faillite de la S.P.R.L. Parhan, dont le siège social est situé boulevard Saintelette 48, à 7000 Mons, exploitant à cette adresse un débit de boissons « Le Saintelette ».

Le tribunal a désigné M. Michel Lejeune, en qualité de juge-commissaire.

Le curateur est Me Pierre-Henry Bataille, avocat à Mons, rue du Rossignol 6.

Les créanciers doivent déposer leur créance au greffe du tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons, au plus tard pour le 17 novembre 1997.

Le procès-verbal de vérification des créances sera dressé le 24 novembre 1997.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille. (26136)

Faillite du 27 octobre 1997, sur aveu, de Jemacuir S.A., dont le siège social est sis à 7012 Jemappes, avenue Wilson 427, exerçant les activités de vente de meubles, sous la dénomination « L'univers du cuir », R.C. Mons 122417, T.V.A. 442.205.974.

Curateur : Me Natalie Debouche, à 7370 Dour, Grand-Place 14.

Cessation des paiements : 27 avril 1997.

Dépôt des déclarations de créances pour le 17 novembre 1997, au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 24 novembre 1997, à 9 heures du matin.

Débats sur les contestations : le 15 décembre 1997, à 9 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice, extension, rue du Parc 32, à Mons.

Juge-commissaire : Michel Lejeune.

(Signé) N. Debouche, curateur. (26137)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles, rendu en date du 27 octobre 1997, la S.P.R.L. Cogy, dont le siège social est établi à 1461 Ittre, chaussée de Nivelles 25, R.C. Nivelles 57478, et le siège d'exploitation à 1060 Bruxelles, avenue de Fonsny 52, R.C. Bruxelles 494366, a été déclarée en faillite.

Curateur : Me Christine Jeegers, avenue de Mérode 8, à Rixensart.

Les créanciers peuvent introduire leur déclaration de créance au greffe du tribunal de commerce de Nivelles jusqu'au 16 novembre 1997.

Clôture du procès-verbal des créances le 24 novembre 1997, à 10 heures, au siège de ce tribunal.

(Signé) Christine Jeegers, curateur. (26138)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 27 oktober 1997 is Van Renne, Dina, geboren te Berchem op 13 januari 1939, wonende en handeldrijvende te 2600 Berchem, Statiestraat 83, onder de benaming « Bambino », op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. L. Van de Mosselaer.

Curator : Mr. A. Van den Cloot, Frankrijklei 115, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 27 oktober 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 november 1997.

De curator, Van den Cloot. (26140)

Bij vonnis in datum van 27 oktober 1997 is Finhar B.V.B.A., Lange Kruisweg 16, 2110 Wijnegem, H.R. Antwerpen 231881, kleinhandel in meubelen, met uitsluiting van kantoormeubelen, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. L. Van de Mosselaer.

Curator : Mr. A. Van den Cloot, Frankrijklei 115, 2000 Antwerpen-1.

Datum der staking van betaling : 27 oktober 1997.

Indienen der schuldvorderingen ter griffie : vóór 17 november 1997.

De curator, Van den Cloot. (26141)

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement P.V.B.A. Paul Mertens & C°, in 't kort : P.M.C., met zetel te 2000 Antwerpen, Italiëlei 86, H.R. Antwerpen 182368.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris E. Bocklandt zijn de schuldeisers, aangenomen op het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering, in de hoorzaal, zaal 20, gerechtsgebouw, 2e verdieping, ingang Stockmansstraat, op 21 november 1997, te 9 uur voormiddag, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening. Zij zullen er te beslissen hebben over de voorstellen van de gefailleerde vennootschap, indien deze een concordat na failliet wenst te bekomen, en tevens over de afrekening van het faillissement.

De curator, M. Van Passel. (26142)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

In het faillissement van de B.V.B.A. Saint Christophe, met maatschappelijke zetel te 8400 Oostende, Taboralaan 216/A, H.R. Oostende 42024, failliet verklaard door de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, bij vonnis d.d. 31 januari 1995, worden de schuldeisers, toegelaten tot het passief van het faillissement, bijeengeroepen op de concordataire vergadering die zal gehouden worden op de concordataire vergadering die zal gehouden worden op vrijdag 14 november 1997, om 12 u. 15 m., in de gewone hoorzaal van de rechtbank van koophandel te Oostende, gerechtsgebouw, Canadaplein, 8400 Oostende.

De curator zal er zijn verslag doen over de toestand van het actief en het passief van het faillissement en over de verdere bewerkingen van vereffening. De schuldeisers zullen uitgenodigd worden zich uit te spreken over de gebeurlijke voorstellen van de gefailleerde tot het bekomen van een concordat.

De curator, (get.) Peter Vanhoorne, advocaat te Oostende, Prinsenvlaan 36. (26143)

Bij vonnis van 27 oktober 1997 van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, derde kamer, werd, op bekenenis, in faling verklaard de B.V.B.A. Plantendiscout, in vereffening, met zetel te 8400 Oostende, Camiel Heymanstraat 12, H.R. Oostende 47537, voor groot- en kleinhandel in bloemen en sierplanten.

Staking van betaling : 27 april 1997.

Verificatie van de schuldvorderingen : maandag 24 november 1997, om 11 u. 45 m.

Betwistingen : donderdag 18 december 1997, om 15 uur, telkens in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Oostende, Canada-plein, Oostende.

Curator : Mr. Peter Labens, advocaat te 8400 Oostende, Stockholmstraat 27.

Rechter-commissaris : de heer Jan Haud'huyze.

De curator, (get.) Peter Labens. (26144)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Faillissement : B.V.B.A. André Linthoudt, met zetel te 9400 Ninove, Denderhoutembaan 272, H.R. Aalst 57641.

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, d.d. 22 oktober 1997, werd voornoemde B.V.B.A. Linthoudt failliet verklaard en werd de datum van staking van betalingen bepaald op 22 april 1997.

Mr. Creytens, Eric, advocaat te 9400 Ninove, Centrumlaan 48/2, werd als curator aangesteld.

Mr. Dirk Nevens, rechter in handelszaken bij de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, werd als rechter-commissaris aangesteld.

De schuldeisers moeten hun aangifte van schuldvordering doen ter griffie der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Gerechtelijk en Administratief Centrum, Graanmarkt 3, 9300 Aalst, binnen de twintig dagen van het vonnis.

De sluiting van het verbaal van nazicht der schuldvorderingen is gesteld op donderdag 20 november 1997, te 9 u. 5 m.; de debatten over de betwistingen op vrijdag 5 december 1997, te 9 u. 30 m., telkens in de gehoorzaal der rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Gerechtelijk en Administratief Centrum, Graanmarkt 3, 9300 Aalst.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Mr. Eric Creytens. (26145)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, d.d. 23 oktober 1997, werd, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard : de heer Van Hecke, Jozef, restauranthouder, geboren te Hamme op 23 juni 1958, wonende te Kallo, Sint-Pietersstraat 17, handeldrijvende onder de benaming « Kastello », te Kallo, Sint-Paulusstraat 3, H.R. Sint-Niklaas 48260.

Staking van de betalingen vastgesteld : op 23 april 1997.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 12 november 1997, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas.

Nazicht van de schuldvorderingen : op 19 november 1997, te 15 uur.

Behandeling van de betwiste schuldvorderingen : op 27 november 1997, te 10 uur, telkens in de gehoorzaal van voornoemde rechtbank, gerechtsgebouw, Kazernestraat 12, 9100 Sint-Niklaas.

Rechter-commissaris : de heer Antoine Callaert, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Jef Thyssen, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Vijfstraten 57.

Voor uittreksel : de curator, (get.) Jef Thyssen. (26146)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 27 oktober 1997, op bekenenis, 2e kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake de B.V.B.A. Fotogravure Van Uffelen, werkplaats voor fotogravure, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 118, H.R. Gent 131343, BTW 422.251.787.

Rechter-commissaris : de heer Joseph De Schepper.

Datum staking der betalingen : voorlopig 27 april 1997.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der ingediende schuldvorderingen : 24 november 1997, te 9 uur.

Debatten betwiste schuldvorderingen : 22 december 1997, te 10 uur, telkens in de gehoorzaal van de rechtbank.

De curator : Mr. Ellen Cleeren, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Iepenstraat 68.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (Pro deo) (26147)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 23 oktober 1997, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard : Vermeulen, Arnold, geboren op 30 oktober 1952 te Neerpelt, en voorheen wonende te 3530 Houthalen, Centrum-Zuid, 3060, thans wonende te 1050 Elsene, de Theuxstraat 137, eerste verdieping, H.R. Hasselt 71992, BTW 640.202.770, metalen constructies, laswerken, fabricage en montage aanhangwagens.

Rechter-commissaris : de heer Vandekerckhove.

Tijdstip ophouden van betaling : 23 april 1997.

Curator : de heer Luc Renier, advocaat te 3500 Hasselt, Casterstraat 70, bus 1.

Indienen der schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 12 november 1997.

Sluiting proces-verbaal nazicht der schuldvorderingen : 20 november 1997, om 14 uur, in gehoorzaal der rechtbank van koophandel te Hasselt.

Behandeling der betwistingen : 11 december 1997, om 10 uur, voor de tweede kamer der rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Luc Renier, curator. (26148)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Krachtens bevelschrift d.d. 22 oktober 1997, van de heer F. Vankeirsbilck, rechter-commissaris van het faillissement van Mevr. Lindsey Herman, met uitbating te 8870 Ingelmunster, Stationsplein 23, H.R. Kortrijk 134188, worden de schuldeisers, opgenomen in het passief van het faillissement uitgenodigd tot de algemene vergadering, die zal plaatshebben in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te 8500 Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A, eerste verdieping, op woensdag 10 december 1997, om 9 u. 30 m., teneinde de mededeling te horen over de toestand van het faillissement en de afrekening van de curatele te horen, deze gebeurlijk te betwisten en te horen rechtzetten en hun mening te kennen te geven omtrent de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) L. Gadeyne. (26149)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

De rechtbank van koophandel te Kortrijk, eerste kamer, heeft bij vonnis d.d. 23 oktober 1997, in staat van faillissement verklaard de C.V.O.H.A. D & D Systems, met zetel te 8530 Harelbeke, Kortrijksesteenweg 321, H.R. Kortrijk 140058.

Het tijdstip der ophouding van de betalingen is vastgesteld op zes maanden voor de datum van faillietvonnis.

Rechter-commissaris : de heer Irold Rodenbach, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Els De Rammelaere, advocaat te 8790 Waregem, Zeswegenstraat 10.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 12 november 1997.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen is vastgesteld op woensdag 3 december 1997, om 11 uur, en de debatten spruitend uit dit onderzoek zullen plaatshebben op donderdag 18 december 1997, te 10 uur, telkens ter rechtbank van koophandel te 8500 Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A.

Verleent de kosteloze rechtspleging.

Voor eensluidend afschrift : (get.) Els De Rammelaere, curator.

(Pro deo) (26150)

De rechtbank van koophandel te Kortrijk, eerste kamer, heeft bij vonnis d.d. 23 oktober 1997, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Voegwerken Flash, met zetel te 8540 Deerlijk, Hoogstraat 45, H.R. Kortrijk 78435.

Het tijdstip der ophouding van de betalingen is vastgesteld op zes maanden voor de datum van faillietvonnis.

Rechter-commissaris : de heer Irold Rodenbach, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Els De Rammelaere, advocaat te 8790 Waregem, Zeswegenstraat 10.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 12 november 1997.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen is vastgesteld op woensdag 3 december 1997, om 10 u. 45 m., en de debatten spruitend uit dit onderzoek zullen plaatshebben op donderdag 18 december 1997, te 10 uur, telkens ter rechtbank van koophandel te 8500 Kortrijk, gerechtsgebouw, Burgemeester Nolfstraat 10A.

Verleent de kosteloze rechtspleging.

Voor eensluidend afschrift : (get.) Els De Rammelaere, curator.

(Pro deo) (26151)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 27 oktober 1997 werd, op dagvaarding, in falingsverklaard de C.V. A.D.F., met maatschappelijke zetel te 2500 Lier, Parelstraat 40, eerste verdiep, H.R. Mechelen A/9115.

Rechter-commissaris : de heer C. De Vliegheer.

Curator : Mr. Eric Van Hoogenbemt, advocaat te Mechelen, Hombeeksesteenweg 62.

Staking der betalingen : 27 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 17 november 1997, op de griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, 2800 Mechelen.

Nazicht der schuldvorderingen : op 24 november 1997, om 9 uur.

Betwistingen : op 8 december 1997, om 9 uur.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Mr. Eric Van Hoogenbemt. (26152)

Bij vonnis d.d. 27 oktober 1997 werd, op bekenenis, in falingsverklaard de heer Bellens, Jean-Luc, metser, gevestigd te 2580 Putte, Houwstraat 161, H.R. Mechelen 75564.

Rechter-commissaris : de heer C. De Vliegheer.

Curator : Mr. Eric Van Hoogenbemt, advocaat te Mechelen, Hombeeksesteenweg 62.

Staking der betalingen : 27 april 1997.

Indienen der schuldvorderingen : vóór 17 november 1997, op de griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, 2800 Mechelen.

Nazicht der schuldvorderingen : op 24 november 1997, om 9 uur.

Betwistingen : op 8 december 1997, om 9 uur.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Mr. Eric Van Hoogenbemt. (26153)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement Rotonde N.V., gevestigd te 2300 Turnhout, H.R. Turnhout 74000, failliet verklaard op 6 augustus 1997.

Bij bevel van de heer rechter-commissaris Verhulst zijn de schuldeisers, aangenomen in het passief van het faillissement, opgeroepen in algemene vergadering, in de rechtbank van koophandel, de Merodelei 13, te Turnhout, op dinsdag 25 november 1997, te 10 uur, om het verslag te horen van de curator over de toestand van het faillissement.

Zij zullen er te beslissen hebben over de voorstellen van de gefailleerde indien deze een gerechtelijk akkoord na faillissement wenst te bekomen.

De curator, (get.) De Chaffoy, Driezenstraat 31, 2300 Turnhout. (26154)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Suivant jugement prononcé le dix-huit septembre mil neuf cent nonante-sept par le tribunal de première instance à Bruxelles, la modification au régime matrimonial intervenu entre :

1. M. Eddy Louis Jean Philips, sapeur pompier, Belge, né à Mechelen, le sept octobre mil neuf cent quarante-deux, et son épouse en uniques noces,

2. Mme Eliane Jeanne Marguerite Jaenen, sans profession, Belge, née à Ixelles, le quatorze avril mil neuf cent quarante-deux,

domiciliés à 1310 La Hulpe, le quatorze avril mil neuf cent quarante-deux,

domiciliés à 1310 La Hulpe, ex-La Hulpe, drève des Lilas 37,

suivant acte dressé le dix juillet mil neuf cent nonante-sept par le notaire Xavier Carly, à Ixelles, a été homologué.

Pour les requérants, (signé) Me Xavier Carly, notaire à Ixelles. (26155)

Suivant jugement prononcé le vingt-trois septembre mil neuf cent nonante-sept, par la quatrième chambre du tribunal de première instance de Tournai, le contrat de mariage modificatif entre M. Charles Joseph François Leleu, pensionné, né à Rumes, le deux mars mil neuf cent vingt-cinq, et son épouse, Mme Geneviève Deroubaix, pensionnée, née à Rumes, le vingt-quatre janvier mil neuf cent vingt-sept, demeurant ensemble à Rumes, rue des Prisonniers de Guerre 3, dressé par acte du notaire Pierre Taeke, à Brunehaut-Jollain-Merlin, le quatorze février mil neuf cent nonante-sept, a été homologué.

Pour extrait conforme, le notaire, (signé) Taeke. (26156)

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, d.d. 9 september 1997, werd gehomologeerd de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel, tussen Joseph Jean Mathys, schipper, geboren te La Louvière op 23 juli 1947, en Alfonsina Rosa Charles De Wilde, schipperin, geboren te Bouchain (Frankrijk) op 14 april 1955, wonende te Schoten, Venstraat 139/A, verleden voor notaris Leopold Tobbacq, te Antwerpen-Borgerhout, op 13 mei 1997, inhoudende de wijziging van het stelsel van algehele gemeenschap in het stelsel der scheiding van goederen.

Voor eensluidend uittreksel, (get.) L. Lobbacq, notaris. (26157)

Bij vonnis gewezen door de eerste B kamer voor burgerlijke zaken van de rechtbank van eerste aanleg van het gerechtelijk arrondissement Antwerpen, op 5 september 1997 werd de akte, verleden voor notaris Michel Wegge, te Borsbeek op 22 januari 1997, rechtgezet bij akte verleden voor zelfde notaris op 13 mei 1997, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Roger Gummarus Maria Bollansée, gepensioneerde, en zijn echtgenote, Mevr. Maria Ludovica Verhaegen, gepensioneerde, samenwonende te 2520 Rans, Schaubroekweg 3, gehomologeerd.

Deze wijziging heeft de vereffening van het bestaande stelsel en verandering van de samenstelling der vermogens tot gevolg.

Voor de verzoekers, (get.) M. Wegge, notaris. (26158)

Bij verzoekschrift van 21 oktober 1997 hebben de heer Vanhex, David, en Mevr. Bielen, Heidi Catharina, samenwonende te 3520 Zonhoven, Kriekelstraat 37, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, een vraag ingediend tot homologatie van het kontrakt, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Romain Janssen, te Zonhoven, op 16 september 1997.

Namens de echtgenoten Vanhex-Bielen, (get.) Romain Janssen, notaris te Zonhoven. (26159)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 17 september 1997, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Guido Jules Lucienne De Keyzer, ingenieur, geboren te Etterbeek op 17 november 1946, en zijn echtgenote, Mevr. Elisabeth Cornelia Jeannine Lenaerts, directiesecretaresse, geboren te Bilzen op 5 oktober 1946, samenwonende te 3040 Huldenberg, Zavelstraat 14, verleden voor notaris Th. Van Sinay, te Ninove-Meerbeke, op 12 maart 1997, gehomologeerd. Bij dit wijzigend kontrakt hebben de echtgenoten De Keyzer-Lenaerts verklaard volgende inbreng in het gemeenschappelijk vermogen te doen: Gemeente Huldenberg, een villa op en met grond en aanhorigheden, gelegen langs de Zavelstraat 14, gekadastraerd volgens titel sectie C, nr. 493/b, met een oppervlakte van één hektare tien aren achtenzestig centiares tien decimilliares. De heer Guido De Keyzer en Mevr. Elisabeth Lenaerts, hebben verklaard volgende inbreng in het hierboven bedongen gemeenschappelijk vermogen te doen: Gemeente Huldenberg, een strook grond, zijnde lot 1a van een metingsplan, met betrekking tot een verkaveling gelegen aan de weg nr. 9, genaamd Zavelstraat, gekadastraerd sectie C, deel van nr. 493/G, met een oppervlakte van drieënvijftig centiares.

(Get.) Th. Van Sinay, notaris. (26160)

Bij vonnis uitgesproken op 17 september 1997, door de zesde kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Johan René Paul Jochmans, en Mevr. Lieve Agnes Maria Robert Deridder, te 3370 Boutersem (Willebringen), Meldertstraat 1, gehomologeerd.

Voor de echtgenoten Jochmans-Deridder, (get.) David Hollanders de Ouderaen, notaris te Leuven. (26161)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Les créanciers de M. Lionel Michel Bernard Petitgars, en son vivant aubergiste, domicilié en dernier lieu, à 4189 Hamoir, rue du Moulin 22, café l'Épuiette, décédé le 19 juin 1997.

Sont priés de déclarer leur créance à Me François Collard, avocat à 4500 Huy, rue des Augustins 42, désigné en qualité d'administrateur provisoire par ordonnance de M. le président du tribunal de première instance de Huy, en date du 9 octobre 1997.

(Signé) François Collard, avocat. (26162)

Par ordonnance délivrée en chambre du conseil, par la troisième chambre, du tribunal de première instance séant à Liège, du 13 octobre 1997, Me Marcel Houben, avocat-juge suppléant au tribunal, dont le bureau est établi à 4030 Liège, rue Vinève 32, a été désigné en qualité de curateur des successions réputées vacantes de :

Schepens, Yvonne Guillemine, née à Seraing le 4 juillet 1908, épouse de Renier, Jean, en son vivant domiciliée à Seraing, rue Renaud Strivay 54/10, décédée à Seraing le 17 avril 1979, et de

Renier, Jean Joseph Olivier, né à Flémalle-Grande le 7 décembre 1909, veuf de Schepens, Yvonne, en son vivant domicilié à Seraing, rue Renaud Strivay 54/10, décédé à Seraing le 8 janvier 1981.

Les créanciers des successions sont invités à prendre contact avec le curateur dans les meilleurs délais.

(Signé) M. Houben, avocat. (26163)

Par ordonnance du 20 octobre 1997 de la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège, Mme Jacqueline Vaessen, avocat, juge-suppléant, boulevard Piercot 33/025, à 4000 Liège, a été nommée curateur à la succession réputée vacante de feu Meurmans, Jean Léon Guy Stéphane, né à Liège le 16 avril 1938, divorcé en première noces de Deville, Adeline, époux en seconde noces de Cauchi, Andrée, en son vivant domicilié à Engis, rue Joseph Wauters 30, et décédé à Huy le 23 janvier 1997.

Toute personne intéressée fera valoir ses droits par recommandé au curateur, dans les trois mois de la présent insertion.

(Signé) J. Vaessen, curateur. (26164)

Bij vonnis in raadkamer uitgesproken door de tweede kamer der rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 20 januari 1997, wordt Mr. Erik Vergauwen, advocaat te Leuven, sectie Heverlee, Leopold II-laan 9, aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Michiels, Prudent Polydore, geboren te Nieuwrode op 16 juli 1912, en in leven wonende te Holsbeek, Kortrijksebaan 4, en overleden te Leuven op 16 mei 1994.

(Get.) S. Hognoul, advocaat. (26165)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 1^{er} novembre 1997 — BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 1 november 1997

Katholieke Vlaamse Hogeschool Antwerpen

Nevenactiviteiten voltijds onderwijzend personeel academiejaar 1997-1998

Overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het besluit van de Vlaamse regering van 3 mei 1995, genomen ter uitvoering van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, zoals gewijzigd, heeft het hogeschoolbestuur van de Katholieke Vlaamse Hogeschool Antwerpen op 23 oktober 1997 beslist dat voor de duur van het academiejaar 1997-1998 aan volgende voltijdse leden van het onderwijzend personeel, en dit in afwijking van artikel 1, de machtiging wordt verleend voor het uitoefenen van vermelde nevenactiviteiten.

Deze machtigingen worden verleend steunend op een gemotiveerd verzoek van betrokkenen en na onderzoek van hun beschikbaarheid voor de hogeschool.

Ludwina Boonen, praktijklector-lector (80 %); zelfstandig logopedist (2 halve dagen per week).

De nevenactiviteit ligt in het verlengde van de hogeschoolopdracht binnen de opleiding logopedie en audiologie. De omvang van deze activiteit vormt geen beletsel voor een voltijdse beschikbaarheid voor de hogeschool.

Piet Ceuppens, praktijklector (20 %); zelfstandig logopedist 8 uur per week).

De nevenactiviteit ligt in het verlengde van de hogeschoolopdracht binnen de opleiding logopedie en audiologie. De omvang van deze activiteit vormt geen beletsel voor een voltijdse beschikbaarheid voor de hogeschool.

Leen Lambeir, praktijklector (100 %); zelfstandig logopedist (gemiddeld 7 uur per week).

De nevenactiviteit ligt in het verlengde van de hogeschoolopdracht binnen de opleiding logopedie en audiologie. De omvang van deze activiteit vormt geen beletsel voor de voltijdse beschikbaarheid voor de hogeschool.

An Lowette, praktijklector (100 %); zelfstandig logopedist (gemiddeld 8 uur per week).

De nevenactiviteit ligt in het verlengde van de hogeschoolopdracht binnen de opleiding logopedie en audiologie. De omvang van deze activiteit vormt geen beletsel voor een voltijdse beschikbaarheid voor de hogeschool.

Nadine Van den Eynde, docent (75 %); Université Catholique Louvain (25 %).

De nevenactiviteit wordt niet beschouwd als een activiteit die een groot gedeelte van de tijd in beslag neemt. De hogeschoolopdracht komt niet in het gedrang. De totale opdracht bedraagt 100 %.

Henri Van Leuven, algemeen directeur (100 %); werkend beheerder-beheersadvies (gemiddeld 4 u. per week).

De nevenactiviteiten zijn ondersteunend voor de hogeschoolopdracht en liggen in het verlengde ervan. Zij vormen geen beletsel voor een voltijdse beschikbaarheid voor de hogeschool. (19901)